

LA GUERRE À GAZA

Marx et Engels, grâce au matérialisme historique et dialectique, ont mis à disposition de l'humanité la possibilité d'élargir la méthode scientifique à l'étude de l'histoire et de la société. Il s'agit là d'un résultat énorme ; mais la science marxiste est beaucoup plus que cela. La science appliquée au monde des hommes explique les processus qui rendent le communisme historiquement nécessaire, permet de définir scientifiquement la stratégie pour la révolution communiste, assure au prolétariat la supériorité sur les autres classes, supériorité que seule une telle stratégie scientifique lui assure.

Toutes les œuvres marxistes naissent comme des armes dans la bataille révolutionnaire pour le communisme, et elles ne peuvent survivre qu'en tant que telles. En un siècle et demi, les combats de nombreuses générations de marxistes ont sédimenté un patrimoine scientifique aujourd'hui malheureusement peu connu et encore moins utilisé.

Arrigo Cervetto, qui vit dans la science le caractère principal du parti de Lénine et fonda sur cette hypothèse la tentative de transférer l'expérience bolchevique de la Russie tsariste à l'Italie impérialiste de l'après-guerre, eut à définir le patrimoine de la science marxiste comme un gisement en grande partie encore inexploré.

Ramener à la lumière pour le lecteur français une partie de cette mine théorique est la tâche que s'est fixée notre maison d'édition, avec pour but non pas de faire de la culture, mais de fournir des armes théoriques à la bataille révolutionnaire pour le communisme.

Toute la réalité de ce xx^e siècle montre à quel point l'appel final du *Manifeste* – Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! – contenait une stratégie révolutionnaire scientifiquement fondée. Le prolétariat international devenu gigantesque a plus que jamais l'urgence de redécouvrir la science marxiste et d'y ancrer la préparation révolutionnaire en vue des batailles qui l'attendent.

Le travail à faire est immense. Notre catalogue est la mesure de la contribution que nous avons réussi jusqu'à maintenant à fournir en tant que maison d'édition Science Marxiste.

LA GUERRE À GAZA

Une réponse internationaliste

Science
éditions Marxiste

Pour tout renseignement concernant nos publications, s'adresser à
Éditions Science Marxiste S.A.R.L.
10 rue Lavoisier – 93100 Montreuil, France
info@scencemarxiste.com
www.scencemarxiste.com

Traduction de l'italien

Titre original : *La guerra di Gaza. Una risposta internazionalista*
Éditeur original : *Editoriale Lotta Comunista*, Milan, Italie
© août 2024 – ISBN 978-88-5504-061-7

© septembre 2024 pour la traduction française :
Éditions Science Marxiste S.A.R.L., Montreuil
ISBN 978-2-490073-69-6

Ce volume rassemble des articles publiés ou à paraître dans *Lotta comunista* et traduits pour *L'Internationaliste*. Sauf correction des coquilles, ils sont présentés intégralement. La répartition des articles et les titres des chapitres sont de l'éditeur italien.

Table des matières

p. 7 *Introduction*

**19 Chapitre premier
Israël et la Palestine**

- 21 Aux origines de l'État d'Israël
- 26 La création du Moyen-Orient moderne
- 36 Les familles politiques du sionisme et du nationalisme arabe
- 46 La partition de la Palestine et la formation de l'État d'Israël
- 56 La question palestinienne dans l'enchaînement de conflits
de l'instable Moyen-Orient
- 66 Nationalismes fragmentés et rivaux dans le labyrinthe
du Moyen-Orient
- 76 L'OLP, otage du nationalisme arabe et des pétromonarchies

**87 Chapitre deux
Accords d'Abraham et guerre de Gaza**

- 89 Calculs et paris risqués dans l'instable Moyen-Orient
- 98 Prolétariats ségrégés et « accord du siècle » illusoire à Jérusalem
- 103 Missiles, urnes et coalitions dans la guerre de Gaza
- 108 Entente sur le Golfe à Pékin dans la « guerre de vingt ans »
- 113 Faillite stratégique des nationalismes arabe et israélien
- 122 Les diplomatisies régionales dans la guerre de Gaza
- 127 Foyers de crise déclenchés par la guerre de Gaza
- 132 Missiles et corridors dans le casse-tête de Gaza
et de la crise pakistanaise
- 137 Chorégraphie de la dissuasion entre l'Iran et Israël

6 *La guerre à Gaza*

p. 143 **Chapitre trois**

Le pétrole et les guerres au Moyen-Orient

- 145 L'« or noir » au cours du siècle de l'impérialisme
- 150 La « porte ouverte » dans le partage de la Mésopotamie
- 162 Le rôle de Roosevelt et Churchill dans la retraite mouvementée des Britanniques du Golfe
- 167 La défaite britannique face à l'Iran de Mossadegh
- 172 La césure de la crise de Suez
- 177 Le mythe des « Sept Sœurs »
- 182 La naissance de l'OPEP
- 193 La guerre de 1967
- 205 Le prélude à la crise de 1973
- 210 L'arme du pétrole dans la guerre de 1973
- 216 Les quatre armes stratégiques dans la guerre de 1973
- 222 La crise iranienne des années 1970
- 228 L'artère du Golfe dans la guerre de 1991
- 233 L'Europe et la guerre
- 236 Le gaz de schiste américain dans la balance mondiale

241 **Chapitre quatre**

Fondamentaux de la stratégie internationaliste

- 243 Contre la guerre, révolution !
- 249 L'« interventionnisme de gauche » aux côtés de la bourgeoisie arabe
- 258 Le prétexte national dans la politique méditerranéenne
- 263 Violence et crise des États nationaux dans le Moyen-Orient
 - de la nouvelle phase stratégique
- 272 Crise de l'ordre et guerre au Moyen-Orient
- 275 Crise de l'ordre et guerre de Gaza
- 281 *Chronologie*
- 299 *Bibliographie sélective*
- 305 *Index des noms*

Introduction

En Israël, « *il y a une bourgeoisie et un prolétariat* ». Dans les pays arabes, « *il y a une bourgeoisie et un prolétariat* ».

Nous ne devons pas cesser de le répéter. C'est justement au moment où les fanatismes se déchaînent qu'il est vital de rester ancré au principe internationaliste. Dans les heures les plus sombres, après le massacre de 1 200 personnes dans le sud d'Israël le 7 octobre – des Juifs mais aussi des immigrés asiatiques dans les kibbutz – et les 40 000 victimes des représailles israéliennes sous les décombres de Gaza, l'horreur ne doit pas empêcher la réflexion.

En juin 1967, lorsque la guerre des Six Jours éclata, le critère de classe fut à la base de la stratégie internationaliste de Lotta Comunista. À l'époque, ce n'était qu'un petit groupe dans lequel des jeunes rejoignaient pour la première fois les quelques ouvriers et résistants qui, après la guerre mondiale, avaient abouti au léninisme, en passant par le communisme libertaire.

Dans notre journal de l'époque, l'éditorial « *Contre la guerre, révolution !* » affirmait que « *les travailleurs arabes et les travailleurs israéliens n'ont pas d'opposition d'intérêts* » : ils ont au contraire le « *sort commun* » d'être exploités par les bourgeoisies de leurs pays, liées à leur tour « *au réseau dense de capitaux investis au Moyen-Orient dirigés par les nouveaux et les vieux sanctuaires de l'impérialisme : Washington, Londres, Paris, Bonn, Rome, Moscou, Tokyo* ». Aujourd'hui, nous pouvons y ajouter Pékin et, de plus en plus, New Delhi. Cette guerre révélait le « *potentiel impérialiste* » de la société italienne. En plus de l'interventionnisme pro-israélien, apparaissait un « *interventionnisme de gauche aux côtés de la bourgeoisie arabe* », qui soutenait la politique méditerranéenne de l'impérialisme italien.

Dans le dernier chapitre de ce livre, nous reproduisons les articles de cette bataille politique, au moment de la guerre de 1967, ainsi que d'autres textes qui, au cours des décennies suivantes, ont repris et enrichi ce cadre d'origine. Un aspect mérite notre attention : la réflexion cruciale exposée dans ces articles sur les transformations de la *question nationale* au cours de trois phases différentes de la stratégie communiste, rythmées par la progression du développement capitaliste mondial. Les fanatismes et les idéologies

meurtrières, qui sont l'instrument des mobilisations militaires, s'agrippent aux principes de *souveraineté* et d'*autodétermination nationale*. Cela vaut pour la tragédie de Gaza, mais aussi pour les autres *guerres de la crise de l'ordre*, en cours et à venir. La bourgeoisie ukrainienne a voulu devenir *souveraine* en 1991, lors de la dissolution de l'URSS, mais elle a refusé l'*autodétermination* aux populations russes du Donbass et de la Crimée. La Russie refuse la *souveraineté* de l'Ukraine, et affirme sa *souveraineté* sur le territoire historique de la Nouvelle-Russie colonisée depuis l'époque de Catherine la Grande, et s'appuie à cette fin sur l'*autodétermination* du Donbass et de la Crimée. La bourgeoisie de l'Ukraine occidentale est prête à céder des parts de *souveraineté* à l'Union européenne, et la bourgeoisie ukrainienne orientale en a cédé à la Russie et à l'Union économique eurasiatique. Cela confirme que la guerre se fait véritablement sous le signe du partage impérialiste, et que la *question nationale* en est un instrument. Dans le détroit de Taïwan, où un conflit est prévisible, Pékin revendique sa *souveraineté* sur l'île, alors qu'à Taipei, les courants favorables à l'indépendance vis-à-vis de la Chine sont prédominants. Ces revendications d'*autodétermination* sont brandies à Washington par ceux qui pensent pouvoir brider l'impérialisme chinois.

La *crise de l'ordre* montre que, sans un ancrage sérieux à la théorie marxiste et à la stratégie internationaliste, les prolétaires finiront comme soldats sur les fronts des guerres de l'impérialisme.

Au XIX^e siècle, le siècle de l'ascension de la bourgeoisie, Marx et Engels appuyaient les révolutions démocratiques nationales en Europe, où la création de grands États, affranchis des particularismes et des entraves des anciens régimes absolutistes et féodaux, allait former de vastes marchés nationaux, accélérer le développement de la grande industrie et concentrer dans de grandes masses le prolétariat moderne.

Lénine mit à jour cette stratégie pour le XX^e siècle, le siècle de l'impérialisme, au fur et à mesure que le développement capitaliste s'étendait vers l'est, investissant la région slave, le Moyen-Orient et l'Asie de l'Est. Les bolcheviks défendirent l'*autodétermination nationale* contre l'empire tsariste, la « prison des peuples ». Avant d'être renversée par le stalinisme, l'Internationale communiste appuya les mouvements anticoloniaux des jeunes bourgeoisies asiatiques. Selon Lénine, l'ère des révolutions démocratiques bourgeois, qui s'était terminée en Europe, réapparaissait dans la région slave et en Asie, sur des « bases nouvelles ». Comme cela avait été le cas dans la vieille Europe pour Marx et Engels, dans les nouvelles zones du développement capitaliste mondial, il fallait désormais appuyer les revendications démocratiques bourgeois qui favorisaient la stratégie internationale du prolétariat. Mais à une condition : si ces revendications n'étaient que « *l'instrument d'intrigues cléricales, financières ou monarchiques d'autres*

pays », elles devaient être rejetées. En 1920, Lénine écrivit à l'Internationale qu'il fallait combattre le clergé, le panislamisme et les mollahs, comme il fallait se battre contre toute tentative d'utilisation réactionnaire des mouvements nationaux. Le soutien à l'autodétermination nationale était un choix stratégique, et non une question de principe.

Le troisième temps débute dans les années 1960, avec la fin des mouvements d'indépendance anticoloniaux et l'enracinement du développement capitaliste dans le monde entier. Comme l'explique Cervetto, le communisme a appuyé les révolutions démocratiques bourgeoises parce qu'elles développaient les forces productives, alors que les démocrates « *se sont fait appuyer dans l'intention de nous éliminer* ». Désormais, les rapports de production capitalistes étant partout prédominants et généralisés, le communisme n'est plus « *constraint* » d'appuyer la démocratie bourgeoise. D'autant plus que les questions non résolues de nationalité sont exploitées comme « *prétexte* » dans les luttes entre les puissances et les centrales de l'impérialisme.

Pour être clair : *il ne peut plus y avoir de solution nationale aux questions de nationalité*. Le drame des populations palestiniennes, comme de toute autre minorité opprimée, ne pourra être abordé et véritablement résolu que par la stratégie internationaliste, car désormais l'opposition entre les classes est mûre et en a créé les conditions.

Notre bataille internationaliste face à la guerre de 1967 reposait précisément sur ce fondement : en Israël, « *il y a une bourgeoisie et un prolétariat* », dans les pays arabes, « *il y a une bourgeoisie et un prolétariat* » ; les travailleurs arabes et israéliens doivent s'unir pour empêcher la guerre, la transformer en révolution, et ne pas se laisser envoyer au massacre par leurs classes dominantes, de mèche avec l'impérialisme.

Une question se pose. Plus d'un demi-siècle après cette bataille fondatrice, qu'est-ce qui a changé ? La lutte pour le communisme n'est pas une vague aspiration idéale, et elle ne doit pas non plus devenir stérile par une répétition paresseuse de principes. La science marxiste vit si elle est capable d'être parti, si elle parvient à saisir les changements et les transformations, en restant fidèle à son objectif révolutionnaire. Comment ces fondements politiques et stratégiques de l'internationalisme peuvent-ils être vérifiés et mis à jour ?

Le point de départ ne peut être que l'état de la confrontation entre les impérialismes, et ses répercussions sur les théâtres régionaux. L'irruption de la Chine, ainsi que le laborieux processus de définition *fédérale/confédérale* de l'Union européenne, ont ouvert une *nouvelle phase stratégique* pour les relations mondiales, où s'affrontent de grandes et très grandes puissances aux dimensions continentales. États-Unis, Chine, Europe, Russie, Inde,

Japon, Brésil : c'est tout d'abord entre ces géants du capital que se joue la compétition pour les marchés mondiaux, et d'autres grandes concentrations démographiques, comme l'Indonésie ou un géant africain, les rejoindront dans un avenir plus ou moins proche.

Cela a des conséquences profondes sur les échiquiers régionaux, à commencer par le Moyen-Orient, qui, en raison de ses ressources énergétiques, n'a jamais cessé d'être un *point névralgique* de cette confrontation. Le troisième chapitre de ce livre retrace la compétition *pour le pétrole et au moyen du pétrole*, qui dure depuis un siècle, ponctuée par les deux guerres mondiales puis par la longue série de conflits régionaux. Les bourgeoisies moyen-orientales, excitées par le jeu d'influence des grandes puissances, se battent depuis un siècle pour consolider leurs États-nations et participer au partage de la rente gazière et pétrolière. Il s'agit de structures étatiques traversées par des fractures ethniques et religieuses très complexes, et dont les frontières sont arbitraires, un héritage de l'effondrement de l'Empire ottoman et de la domination coloniale. Ce nouveau statut de puissance de dimension continentale est d'autant plus hors de portée que les tentatives d'agrégation régionale ont échoué, et que le *panarabisme* s'est éteint avec la défaite de Nasser en 1967. Cela vaut d'ailleurs pour tous les équilibres, mondiaux et régionaux, entre les puissances : un *quatrième temps* de la stratégie internationaliste sur la question nationale s'ajoute aux trois précédents, caractérisé par l'insuffisance de l'*« État-nation du XIX^e siècle »* face aux dimensions des géants asiatiques.

D'une part, au Moyen-Orient, cela signifie que la bataille d'influence des puissances impérialistes restera décisive dans la région, et qu'elle sera même compliquée par l'arrivée de la Chine en tant que nouveau prétenant. D'autre part, l'affirmation de la Chine comme nouveau pôle de puissance face aux États-Unis et à l'Occident déclinants peut paradoxalement accroître les marges d'action des *puissances moyennes*. La *crise de l'ordre* peut devenir l'occasion de définir les relations régionales ou de se lancer dans des aventures mal calculées. Les *guerres de la crise de l'ordre* sont aussi de cette nature : ce sont des conflits par procuration entre les grandes puissances, mais aussi un effet des initiatives des *puissances moyennes*, dans l'interrègne entre l'hégémonie occidentale déclinante et l'influence chinoise ascendante.

L'actuelle *guerre de Gaza* a cette origine, notamment dans la confrontation entre l'Iran et l'Arabie saoudite ; nous en traitons dans les articles rassemblés dans le deuxième chapitre. Téhéran et Riyad ont ajouté Pékin à leur jeu ; mais l'Iran est à un pas de posséder la bombe atomique, au « seuil nucléaire », et les dirigeants Saoudiens pensent suivre la même voie avec l'assentiment des Américains et les « accords d'Abraham ». Pour les empêcher, ou pour imposer des négociations, Téhéran a mobilisé ou laissé

agir les milices qui lui sont alliées : le Hezbollah au Liban, les Houthis au Yémen et le Hamas à Gaza.

Les Saoudiens estiment que les « accords d'Abraham » devraient inclure une solution nationale pour les Palestiniens, passant peut-être par une revitalisation de l'Autorité nationale palestinienne, décrédibilisée, mais aucune solution n'est en vue à la question des colonies juives en Cisjordanie. Ces colonies sont, en outre, une potentielle base de masse armée pour une guerre civile intra-israélienne. Pour l'instant, les Iraniens persistent dans le jeu d'interdiction, dont le précédent est le « Front du rejet » des années 1970, qui s'opposa à toute négociation avec Israël. La revendication du Hamas d'une Palestine unifiée « du fleuve à la mer », c'est-à-dire en effaçant Israël, est à l'opposé des ambitions de la droite israélienne et du fondamentalisme religieux juif pour un *Grand Israël* qui se réapproprierait les régions bibliques de Judée et de Samarie, c'est-à-dire une colonisation totale et l'annexion des territoires occupés de Cisjordanie.

Le jeu entre les puissances du Moyen-Orient et entre celles-ci et les centrales de l'impérialisme exploite et maintient une contradiction qui a des racines séculaires. Dans le premier chapitre, nous donnons un aperçu des courants qui l'ont représentée : les deux versions du sionisme, incarnées à l'origine par les travaillistes de David Ben Gourion et par la droite « révisionniste » de Vladimir Jabotinsky ; les courants de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et de l'islamisme politique qui se disputent le nationalisme palestinien, et sont à leur tour influencés et utilisés par les nationalismes arabes et iranien.

Au fil des décennies, cette situation a montré deux régularités. La première est que chaque puissance qui avait des ambitions dans la région ou qui se sentait frustrée et exclue des accords entre d'autres puissances a instrumentalisé le drame des Palestiniens et a organisé et financé leurs courants, en les poussant à agir sur le plan politique, confessionnel, militaire et souvent terroriste. C'est ainsi que, tour à tour ou dans des alliances variables, l'Égypte, la Syrie, la Jordanie, l'Irak, le Liban, la Libye, l'Algérie, la Tunisie, le Koweït, le Qatar, l'Arabie saoudite et l'Iran ont utilisé puis abandonné les Palestiniens. Aujourd'hui, c'est au tour de Téhéran ; mais on peut être sûr que, sans accord réunissant tous les acteurs autour de la table, à supposer que cela soit possible, il y aura des forces prêtes à raviver ce conflit qui a été rendu presque insoluble précisément par l'installation de centaines de milliers de colons en Cisjordanie.

La deuxième régularité concerne les puissances impérialistes, qui ont exploité ces rivalités nationales et confessionnelles dans leurs accords de partage, ou bien les ont attisées à travers des dizaines de conflits pour empêcher l'unité de la région ou son contrôle hégémonique.

Trois autres aspects de la bataille internationaliste méritent notre attention. Le premier concerne les forces de classe. Par rapport à 1967, le nombre de salariés en Afrique du Nord et au Moyen-Orient – du Maroc à l'Iran en passant par la Turquie – est passé de 20 à 120 millions, atteignant les deux tiers de la population active, et un quart d'entre eux font partie du prolétariat industriel. Dans les pétromonarchies du Golfe, cette prolétarisation s'est accompagnée d'une immigration massive en provenance de l'Inde et de l'Asie en général, qui constitue souvent la majorité absolue de la force de travail. On peut donc comprendre que seule une position internationaliste peut concevoir l'unité d'un prolétariat aussi vaste en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, mais on peut également percevoir la force que ce prolétariat pourrait exprimer s'il était organisé et orienté par une stratégie révolutionnaire.

En 1967, Arrigo Cervetto rejetait l'objection selon laquelle les rapports de force n'étaient pas favorables au prolétariat au Moyen-Orient. Les salariés représentaient déjà une part considérable de la population active, et il y avait « *de larges masses de paysans prolétarisés* » ; quoi qu'il en soit, la stratégie léniniste ne pouvait pas reposer sur le seul prolétariat moyen-oriental, mais devait s'appuyer sur la jonction avec « *la lutte révolutionnaire du prolétariat européen* ». Seule une bataille internationaliste pouvait enraceriner cette stratégie de classe en Europe, et certainement pas un « *interventionnisme* » soutenant les divers Nasser et les mythes sociaux-nationaux des bourgeoisie arabes.

Un demi-siècle plus tard, 120 millions de prolétaires sur la rive sud de la Méditerranée, six fois plus qu'en 1967, pourraient compter sur 200 millions de camarades de classe en Europe, si seulement une stratégie communiste pouvait les coordonner. Le retard du parti mondial et l'absence d'une Internationale fondée sur le *principe de classe* saute aux yeux, mais l'échec du *principe national*, un siècle plus tard, est encore plus manifeste, les bourgeoisie imbibées de rente pétrolière étant incapables de toute entente régionale, s'abaissant à soutenir même les pires fanatismes.

La deuxième question qu'il faut mettre à jour est celle des relations entre les bourgeoisie arabes et la bourgeoisie palestinienne. En s'exprimant sur la défaite tragique de l'OLP au Liban en 1982, qui était harcelée par Israël mais abandonnée par les pays arabes, Cervetto soulignait que l'OLP était « *un ensemble hétérogène de dizaines d'organisations en conflit permanent, parfois armé* », une « *somme de groupes militaires liés aux différentes bourgeoisie arabes qui les financent, depuis celle d'Arabie saoudite jusqu'à celle d'Irak* ». Par ailleurs, seules les populations palestiniennes de Cisjordanie et de Gaza, sous occupation israélienne, avaient une implantation stable, avec une stratification sociale comprenant « *une bourgeoisie propriétaire* », qui,

d'une part, influençait certains courants de l'OLP, de l'autre, collaborait économiquement avec la bourgeoisie israélienne, dans un marché « *en pleine expansion* » malgré l'état de guerre permanent.

Selon les historiens palestiniens, Yasser Arafat lui-même reconnaissait que les diverses organisations réunies au sein de l'OLP faisaient partie du « *conflit de la nation arabe* » et étaient « *liées à des pays arabes* », de sorte que les affronter revenait à affronter ces pays ; sa tentative ou son illusion fut d'osciller continuellement entre les différentes influences, afin de ne pas en être tributaire.

Edward Saïd fut l'un des plus grands intellectuels palestiniens ; c'est lui qui définit les Palestiniens comme les « *victimes des victimes* », en raison de la situation unique des millions de personnes qui se retrouvèrent en exil ou dans des camps de réfugiés du fait d'un État, Israël, dont le facteur moral porte l'empreinte de siècles de pogroms antisémites et de l'horreur de la Shoah. Saïd lui-même a affirmé, dans un texte de 1978, que la diaspora palestinienne représente l'une des « *élites régionales* » du Moyen-Orient, une partie importante de la « *haute bourgeoisie arabe* », occupant « *des postes clés dans les bureaucraties ou l'industrie pétrolière* » ou « *des fonctions de conseillers dans les domaines de l'économie ou de l'enseignement de divers gouvernements arabes* ».

Ce qu'il faut ajouter aujourd'hui, c'est que la dépendance de la bourgeoisie palestinienne de la diaspora à l'égard des différentes composantes de la bourgeoisie arabe a été son péché originel ; elle a révélé la fragilité de l'OLP lorsque le flux de la rente pétrolière qui lui était consacré a été redirigé vers les courants islamistes et que l'influence de l'Iran s'est introduite dans le jeu. La première guerre du Golfe, en 1991, marqua un tournant : les puissances arabes se rangèrent du côté de Washington, tandis que l'OLP continua à soutenir Saddam Hussein. C'est alors que le Hamas reçut l'impulsion décisive, encouragé plus tard par les gouvernements de la droite israélienne eux-mêmes, qui y virent l'occasion de diviser le front palestinien, tandis que la colonisation de la Cisjordanie se poursuivait. Pour cette raison, la bourgeoisie israélienne figure aussi parmi les bourgeoisies qui ont échoué, dans le jeu d'apprenti sorcier sur le Hamas qui l'a attaquée le 7 octobre. La fureur atroce de ses représailles sur Gaza, à l'ère des massacres médiatisés sur les réseaux sociaux et à la télévision, marquera à jamais sa réputation.

Le résultat de la lente annexion de la Cisjordanie a été l'usure de l'Autorité nationale palestinienne, tandis que Gaza est tombé aux mains du Hamas. Une faillite pour la vieille matrice laïque et sociale-nationale des représentants palestiniens, à l'image de l'échec politique des courants israéliens qui étaient encore ouverts à la formule « deux peuples, deux États ». Les perspectives d'avenir palestiniennes se scindent en deux lignes d'in-

fluence : l'influence de Téhéran, qui vise le statut de puissance nucléaire, et l'influence de Riyad, qui voudrait l'imiter à travers les accords d'Abraham avec Israël. Il ne pouvait y avoir d'épilogue plus tragique et plus sarcastique pour les Palestiniens que d'être laissés à la merci des représailles d'Israël – avec 40 000 victimes – au nom des ambitions atomiques des mollahs iraniens, et de n'avoir comme alternative qu'un compromis au rabais avec Israël lui-même, sous la protection de la pétromonarchie saoudienne. Dans ce contexte, il est difficile de savoir quel sera le sort de la « déclaration de Pékin », par laquelle quatorze organisations, y compris le Fatah et le Hamas, reconnaissent l'OLP comme le « *seul représentant légitime* » des Palestiniens. Ce qui est sûr, c'est que le rôle de la Chine dans la région se confirme, un rôle qui s'était déjà manifesté avec la tentative de médiation entre l'Iran et l'Arabie saoudite.

Enfin, la troisième question concerne les perspectives de l'internationalisme. En 1985, en faisant le point sur le « *principe de la lutte des classes* » à l'égard de la question nationale, Cervetto écrivait que si le parti leniniste s'en tient à ce principe, il ne sera pas entraîné vers des « *positions sociales-impérialistes* » par la courroie de transmission de la question nationale : « *Il peut être réduit à un isolement extrême, mais il ne peut être dénaturé.* »

Cette situation d'*« isolement extrême »* renvoie à la réalité que la ligne d'unité de classe arabo-israélienne doit aujourd'hui affronter en Israël et dans le monde arabe. Ce n'est pas nouveau : dans les années 1920, même les simples positions d'unité économique et syndicale furent combattues et souvent liquidées physiquement, tant dans le camp juif que dans le camp arabo-palestinien. Du reste, il en a été ainsi dans l'histoire pour toute minorité internationaliste ayant dû affronter le fanatisme excité par les mobilisations de guerre : les bolcheviks furent poussés à la clandestinité ou contraints de se réfugier à l'étranger, montrés du doigt comme agents de l'Allemagne, avant que cette même guerre ne brise le consensus intérieur et dans les tranchées, et n'ouvre la voie au défaitisme révolutionnaire.

Pourtant, au cours du dernier demi-siècle, les possibilités de déployer une position de classe, de reconstruire une stratégie internationaliste, se sont multipliées, bien que le chemin soit étroit et difficile. Abordons cette question à partir d'un article écrit par Cervetto en 1986, « *Les graines empoisonnées de la politique méditerranéenne* ». L'une de ces « *graines empoisonnées* » était le terrorisme qui, à partir d'un Moyen-Orient hautement développé et « *foyer incandescent de guerres* », et donc « *terreau chaotique engendrant des bombes et des poseurs de bombes* », se répandait en Italie et en Europe. Une autre graine empoisonnée était la condition de la force de travail immigrée, à bas salaires et sans « *aucune protection* » ; la puissance italienne jouissait d'*« une nouvelle source de plus-value dans le bassin méditerranéen »*, ce

qui accroissait « *sa maturité impérialiste ainsi que sa capacité de corruption d'«aristocraties salariales»* ».

Au cours des dernières décennies, la poursuite du développement capitaliste, de l'exode rural et de la croissance démographique a multiplié par six le prolétariat sur la rive sud de la Méditerranée, périphérie de l'impérialisme européen, en poussant des dizaines de millions de migrants dans les grandes villes du Vieux Continent. Il va sans dire que ce seul fait rend indispensable la bataille internationaliste en Europe ; l'opposition aux poisons du nationalisme qui traversent un prolétariat multiethnique doit s'accompagner de la lutte contre tous les racismes et toutes les discriminations.

La grande majorité de l'immigration est désormais intégrée à la stratification salariale européenne et finit également par être assimilée dans le métabolisme de l'ascension sociale. Ainsi, les problèmes de la défense de classe l'emportent désormais sur les distinctions liées à la provenance migratoire. Cependant, un réservoir aussi vaste de force de travail immigrée, qui est destiné à s'accroître, ouvre dans une certaine mesure la voie à la représentation d'une Europe qui serait l'arrière des conflits du Moyen-Orient. La classe dominante en discute avec une bonne dose d'hypocrisie et de cynisme. Après le 7 octobre, Henry Kissinger a déclaré sur Welt TV que « *c'était une grave erreur de faire venir autant de gens avec des cultures, des religions et des conceptions complètement différentes, car cela crée des groupes de pression dans chaque pays* ». La bourgeoisie ne peut se passer de l'immigration, mais elle doit rassurer l'opinion publique d'une population vieillissante et apeurée ; ainsi, les prétextes pour mettre en œuvre des discriminations odieuses et des campagnes xénophobes se multiplient. Rappelons les soupçons qui ont été lancés contre les Français à double nationalité, ou les polémiques en Allemagne sur la nouvelle loi sur la nationalité qui accélère les naturalisations.

Toutefois, cette même présence de dizaines de millions d'immigrés provenant de la rive sud de la Méditerranée, avec l'enracinement des deuxièmes ou troisièmes générations de jeunes, peut ouvrir une brèche pour la bataille internationaliste. Si les marges d'action d'une minorité communiste dans le guêpier du Moyen-Orient se réduisent à un « *isolement extrême* », les possibilités de clarification et d'enracinement internationaliste à l'arrière européen sont beaucoup plus grandes.

Les léninistes ne sont plus ce petit groupe de 1967 qui cherchait à affirmer des positions internationalistes. Chaque année, des milliers de jeunes ont désormais la possibilité de connaître les positions du marxisme révolutionnaire ; parmi la part croissante de jeunes issus de l'immigration, certains trouvent de plus en plus souvent dans l'internationalisme la solution, presque une révélation, à un siècle d'échecs des nationalismes

moyen-orientaux. Tandis que le conflit fait resurgir les spectres de l'antisémitisme sur le Vieux Continent, il en va de même pour les jeunes juifs, arabes, arabo-israélens, iraniens ou tant d'autres, qui viennent étudier en Europe. Loin du climat de fanatisme de l'« union sacrée » de la guerre, et dans une certaine mesure à l'abri de la férocité obtuse de la répression, ils peuvent se confronter au marxisme et à l'internationalisme. Voilà pourquoi les jeunes des cercles ouvriers mènent leur bataille dans les universités, en rejetant le boycott des échanges avec les universités d'Israël, comme de n'importe quel autre pays.

Certaines pages de l'histoire du mouvement révolutionnaire, qu'il faut lire, nous en offrent une confirmation. La Première Internationale trouva de nombreuses adhésions parmi les immigrés européens et les réfugiés politiques à Londres, à commencer par Marx et Engels. Au début des années 1920, des sections entières de la Troisième Internationale, avant d'être englouties ou anéanties par le stalinisme, étaient formées de jeunes du monde entier qui se trouvaient à Paris, Londres ou Berlin pour étudier ou travailler.

Telle est la voie pratique ouverte par un demi-siècle de batailles politiques depuis ces Six Jours de 1967. Nous ne savons pas quelles *guerres de la crise de l'ordre* bouleverseront le monde dans la prochaine décennie, ni dans quelle mesure. Mais il est certain que de très nombreux jeunes et de très nombreux prolétaires, en Europe et dans le monde, seront confrontés à des questions fondamentales sur l'avenir barbare que cette société promet aux nouvelles générations. Notre tâche est alors d'enraciner le léninisme partout en Europe et parmi les jeunes et les prolétaires provenant d'Europe et d'ailleurs.

C'est un travail qui demande de la patience, pour reconstruire l'internationalisme jeune après jeune, travailleur après travailleur, mais il faut aussi être prêt à saisir les tournants et les accélérations soudaines qui peuvent secouer la conscience de classe. Est-ce une voie difficile ? Regardez ce que l'on croit être la voie facile, la voie royale de la domination bourgeoise, du nationalisme ou du partage impérialiste : c'est une impasse, pavée de millions de victimes, et elle en promet des millions d'autres à l'avenir.

G. L., juillet 2024

Chapitre premier
ISRAËL ET LA PALESTINE

Aux origines de l'État d'Israël*

Dans son texte *Israël au XX^e siècle* (1982), Élie Barnavi, historien et ancien ambassadeur de Tel-Aviv à Paris, écrit que l'antisémitisme européen moderne, facteur principal de la formation du mouvement sioniste, se manifesta dans la seconde moitié du XIX^e siècle, lorsque « *le nationalisme* » cessa d'agir comme une « *force libérale* » pour adopter « *une position de repli conservatrice et réactionnaire* » ; ce n'était plus une force « *révolutionnaire* » et émancipatrice comme il l'avait été pour le judaïsme avec la Révolution française. « *Garibaldi et Michelet* » cédèrent la place « à *Treitschke et à Chamberlain* », théoriciens du racisme, desquels dérivèrent les conceptions de l'« *antisémitisme biologique* ».

L'idéologie nazie en fut la manifestation la plus extrême, aboutissant à l'extermination massive de la population juive pendant la Seconde Guerre mondiale, selon des méthodes industrielles. Les six millions de Juifs tués par le nazisme et ses régimes alliés représentent environ 10 % du total des victimes du conflit.

Pluralité des courants sionistes

On peut observer que la formule de Barnavi sur le caractère réactionnaire du nationalisme bourgeois, en termes marxistes, coïncide avec l'affirmation de la maturation impérialiste. Le sionisme en tant que mouvement politique fut développé théoriquement à travers les écrits et l'activité pratique de Theodor Herzl (1860-1904), avec le premier congrès sioniste mondial tenu à Bâle en 1897. Barnavi estime cependant qu'une partie de ses racines remontent à 1848-1849, avec une origine laïque. Toutefois, des aspirations de caractère religieux d'un « *retour à Sion* », c'est-à-dire à la Palestine, se manifestèrent tant dans les communautés juives d'Europe centrale et orientale que dans celles du Moyen-Orient et du Maghreb.

* Gianluca De Simone, avril 2024.

Selon l'historiographie, pour Herzl, la nécessité de créer un « *État juif* » était dictée par un besoin « *défensif* » : offrir refuge et protection face à la nouvelle explosion de la « *question juive* », alors que des mouvements politiques de masse reprenaient différents relents antisémites. Herzl pensait que la perspective d’« *assimilation* » de la diaspora juive au sein des différents États-nations européens avait échoué. Selon Barnavi, il s’agissait du « *dernier problème national* », qui prenait comme modèle, avec sa spécificité religieuse propre, d’autres revendications nationales de l’époque, au sein des empires austro-hongrois et russe. Les processus d’émigration, de 1881 à 1914, en provenance de l’Empire tsariste, régulièrement marqué par les violences antisémites, constituèrent la base de masse du mouvement sioniste ; cette composante fut majoritaire dans l’émigration vers la Palestine et dans la création de l’État d’Israël. En s’installant en Palestine, à partir de 1881, le sionisme se heurta au nationalisme arabe naissant au sein de l’Empire ottoman, agissant à certains égards comme un catalyseur.

L’évolution du sionisme se produisit dans une relation dialectique entre ses centres politiques, d’abord à Vienne, puis à Berlin et Londres et, progressivement, en Palestine. Sa base de masse prédominante, au moins jusque dans les années 1930, était représentée par l’émigration de la diaspora d’Europe de l’Est, qui redéfinit l’orientation libérale laïque de Herzl dans le sens d’un « *socialisme national* », selon la formule de l’historien Zeev Sternhell : cela devint l’idéologie de l’État d’Israël et de son « *capitalisme d’État* » (*Aux origines d’Israël : entre nationalisme et socialisme*, 1996).

A partir de 1925, le courant de la droite sioniste se développa, en particulier en Pologne : national-libéral, mais avec de fortes sympathies pour l’empreinte autoritaire de Kemal Ataturk, pour le nationalisme irlandais, le garibaldisme, ainsi que pour le fascisme italien et le régime autoritaire polonais de 1919-1939. Ce courant aura aussi deux grands concurrents : le mouvement ouvrier juif du Bund, avec des positions internationalistes, qui critiquait le sionisme, y compris celui de gauche, car il le considérait comme un « *mouvement nationaliste et petit-bourgeois* », source de division pour le prolétariat ; et l’antisionisme religieux, d’origine orthodoxe, pour lequel le « *retour à Sion* » devait être un signe de la volonté divine et de la venue du Messie de la tradition juive (Arturo Marzano, *Storia dei sionismi*, 2017). Le Bund tomba, victime du stalinisme et du nazisme ; quant à l’antisionisme religieux, il est encore présent dans certaines composantes *haredim*, c'est-à-dire orthodoxes, en Israël et dans la diaspora. La droite, la gauche sioniste et les partis nationaux-religieux constituèrent les principaux groupes politiques israéliens après 1947.

« Guerre de Cent Ans »

Lorsqu'on analyse le facteur moral de l'État d'Israël, il faut considérer son processus de formation, sur lequel pesèrent, outre une persécution religieuse millénaire, les pogroms tsaristes, l'antisémitisme européen de « fin de siècle », les persécutions antisémites en Ukraine pendant la guerre civile russe entre 1918 et 1921, l'extermination menée par le nazisme ainsi que les persécutions stalinien, mais aussi les expulsions massives des pays arabes après 1948 et l'immigration des années 1990 après l'effondrement de l'URSS.

Sur le plan des relations internationales, la naissance de l'État juif se combina à la « question d'Orient » : le déclin de l'Empire ottoman, entre 1856 (fin de la guerre de Crimée) et 1922, et l'instauration du mandat britannique sur la Palestine, en passant par le tournant de la Première Guerre mondiale impérialiste. La « guerre de Cent Ans » du conflit judéo-palestinien découle principalement de la rivalité entre les puissances dans la région : d'abord entre les puissances coloniales, au détriment de l'Empire ottoman, puis entre les deux superpuissances américaine et soviétique et les empires coloniaux en déclin ; la formation des États-nations, y compris d'Israël lui-même, eut également un impact (Ilan Pappé, *A History of Modern Palestine: One Land, Two Peoples*, 2004).

La naissance de l'État hébreu, comme le soulignent Barnavi et Vittorio Dan Segre, eut lieu en même temps que le processus de décolonisation, donc de formation de nombreux États arabes, mais aussi de pays comme l'Inde, l'Indonésie et le Pakistan. Elle fut réalisée par des moyens militaires et diplomatiques contre la puissance britannique et à travers un conflit civil palestinien, en 1947-1949. Pour Dan Segre, les quatre premiers conflits israélo-arabes – de 1947-1948, 1956, 1967 et 1973 – peuvent être considérés comme des « *guerres constructives* », au sens où elles ont entraîné une consolidation interne à la fois de l'État juif et de ses adversaires. Elles ont également produit un « *deuxième sionisme* », le nationalisme palestinien, principal perdant à ce jour (*Le metamorfosi di Israele*, 2006).

Ce processus conjoint a produit à la fois un nœud inextricable de contradictions et, avec l'extension des conditions capitalistes dans la région, un prolétariat moderne. Celui-ci, s'il s'unit sur une position de classe et internationaliste, est le seul acteur capable de briser le cycle des conflits nationaux, ethniques et religieux, continuellement ravivés par les bourgeoisies locales et internationales.

Les trois voies du sionisme : diplomatique, pratique, synthétique

Entre la fin du XIX^e siècle et 1947, le sionisme en action était divisé entre « sionisme diplomatique » et « sionisme pratique ». La première variante,

incarnée par Herzl et par Chaim Weizmann, respectivement d'origine austro-hongroise et britannique, poursuivait la création d'un État juif avec l'accord et la protection des grandes puissances. Herzl sonda la disponibilité de l'Allemagne wilhelmienne, de l'Empire ottoman, du Vatican et enfin de Londres, pour trouver un soutien diplomatique à la création d'un État juif. En combinaison avec ce que l'on peut définir comme un « sionisme philanthropique », représenté par la grande bourgeoisie juive de la finance, Herzl envisageait la possibilité de trouver l'emplacement de cet État en Argentine ou, au sein de l'Empire britannique, au Kenya. La variante philanthropique avait cependant déjà financé l'établissement de colonies agricoles juives en Palestine à partir de 1881, les *moshavot*. Herzl n'avait pas exclu non plus la possibilité d'installer l'État juif à Chypre. Il fut mis en minorité par les courants sionistes russes, qui imposèrent l'installation en Palestine. Ces courants, représentés par exemple par David Ben Gourion et par son rival Zeev Jabotinsky, fondateur du courant « révisionniste », exprimaient le « sionisme pratique », l'enracinement dans le territoire qui avait accueilli les monarchies juives antiques, à travers une émigration massive.

Herzl, « une personnalité hors du commun » et un orateur talentueux, selon Barnavi, créa le symbolisme du futur État israélien, à commencer par le drapeau, en récupérant la culture historico-religieuse millénaire qui unissait les communautés de la diaspora juive et en faisait un peuple. C'était un enfant d'Europe centrale, né à Budapest et à l'aise dans les « salons et clubs feutrés de la bourgeoisie libérale » viennoise de la fin du siècle, ajoute Michel Abitbol, grand orientaliste et professeur à l'université hébraïque de Jérusalem. Lors de son séjour à Paris en tant que correspondant politique du journal viennois *Neue Freie Presse*, Herzl fut témoin de l'émergence d'un nouveau « phénomène politique et social : la foule amorphe et incontrôlable des sympathisants et adhérents des nouveaux partis de mouvement », souvent agitée par des démagogues tels que, dans le cas français, l'antisémite Édouard Drumont (*Histoire d'Israël*, 2024).

Les sionistes « pratiques », poursuit Abitbol, constituaient la majeure partie de la « seconde Aliya » (« ascension » en hébreu, c'est-à-dire l'installation en Palestine), soit 35 à 40 000 migrants, qui affluèrent en Palestine de 1903 à 1914 (sur une émigration juive totale d'environ 2 millions de personnes en provenance de l'Empire tsariste, dont la plupart vers l'Europe de l'Ouest et les Amériques), avec un « nombre important de "Japonitzki", ou déserteurs de l'armée tsariste, après le déclenchement de la guerre russo-japonaise de 1905 ». Ils étaient jeunes, issus des milieux urbains, artisans et ouvriers pauvres, animés par « une même volonté de synthèse entre leur adhésion à la révolution socialiste et leur attachement à l'idéal sioniste ». Ils étaient caractérisés par un nationalisme romantique et un mépris pour l'esprit « bourgeois »

des *moshavot*, qui s'étaient développés comme des entreprises capitalistes faisant largement appel à la main-d'œuvre arabe, en prenant pour modèle l'économie coloniale française en Algérie.

Le sionisme « diplomatique », comme nous l'avons dit, visait à cultiver les relations avec les grandes puissances européennes de l'époque, étant donné que, dans la conception de Herzl, un État juif ne pouvait exister que grâce à une « *garantie internationale* » offerte par le concert des puissances, comme c'était le cas pour les différentes minorités chrétiennes présentes dans la mosaïque de l'Empire ottoman. La proposition faite à la Sublime Porte d'Istanbul, au-delà de la promesse d'y destiner des capitaux, était de devenir un instrument de modernisation de l'empire. Les notables palestiniens – qu'ils fussent arabes, chrétiens ou grecs orthodoxes – étaient prêts à vendre des terres à des colons juifs, mais, tout comme la bureaucratie ottomane, ils percevaient aussi cela comme un vecteur de pénétration et d'ingérence européennes. À Berlin puis à Londres, Herzl présenta l'installation juive comme un « avant-poste européen » au Levant. Berlin déclina cette offre, car il était plus intéressé par ses relations avec l'Empire turc et par sa projection vers le golfe Persique. Londres, présent en Égypte et ayant des intérêts pétroliers en Iran, manifesta un plus grand intérêt.

C'est Chaim Weizmann, futur président d'Israël, britannique naturalisé, qui représenta la nouvelle direction sioniste dans la diaspora. Entre 1914 et 1917, il réalisa l'objectif de Herzl d'obtenir le soutien du Royaume-Uni, permettant ainsi la « synthèse » entre les lignes diplomatique et pratique.

La création du Moyen-Orient moderne*

« *Le Moyen-Orient devint ce qu'il est aujourd'hui* », écrivait David Fromkin dans *A Peace To End All Peace* (1989), « *à la fois parce que les puissances européennes entreprirent de le remodeler* » entre 1911 et 1922, « *et parce que le Royaume-Uni et la France ne réussirent pas à garantir la pérennité des dynasties, des États et du système politique qu'ils établirent* ». Pendant et après la Première Guerre mondiale, Londres et ses alliés « *détruisirent de manière irréversible le vieil ordre régional ; ils écrasèrent la domination turque sur le Moyen-Orient arabophone de manière irréparable* ». À la place, « *ils créèrent des pays, nommèrent des dirigeants, délimitèrent des frontières et introduisirent un système étatique* » sur le modèle européen, sans toutefois réprimer les importantes oppositions internes qui se soulevaient contre ces décisions. Cette intervention, menée au cours du premier conflit impérialiste, mit fin à la « *question moyen-orientale de l'Europe* » mais donna naissance à la « *question du Moyen-Orient* ».

Grâce au « *règlement de 1922* », le problème de la succession à l'Empire ottoman fut résolu du point de vue des puissances européennes, mais sa légitimité resta sans solution. Cette évaluation renvoie à la série de conflits israélo-arabes survenus après 1947 et à la création de la « *question palestinienne* », un prétexte national constant pour la confrontation des puissances régionales et internationales, à l'instar d'autres questions nationales restées sans solution depuis lors, à commencer par les questions kurde et arménienne. Ces trois questions nationales sont réapparues avec le conflit syrien qui a débuté en 2011, les événements du Haut-Karabagh de 2020 à 2023 et l'actuelle guerre de Gaza. Ce sont des conflits que la *crise de l'ordre* a réactivés.

Le « *règlement de 1922* » fut le produit de la *fracture* de l'ordre que constitua la Première Guerre mondiale impérialiste, même si des signes avant-coureurs s'étaient manifestés à partir de 1911, avec les guerres balkaniques et italo-turque.

De la correspondance McMahon-Hussein à la déclaration Balfour

Les décisions clés prises au cours du conflit concernant la Palestine, la Syrie et la Turquie eurent des répercussions bien plus vastes, même si l'il s'agissait d'un théâtre secondaire sur le plan de la confrontation militaire.

* Gianluca De Simone, mai 2024.

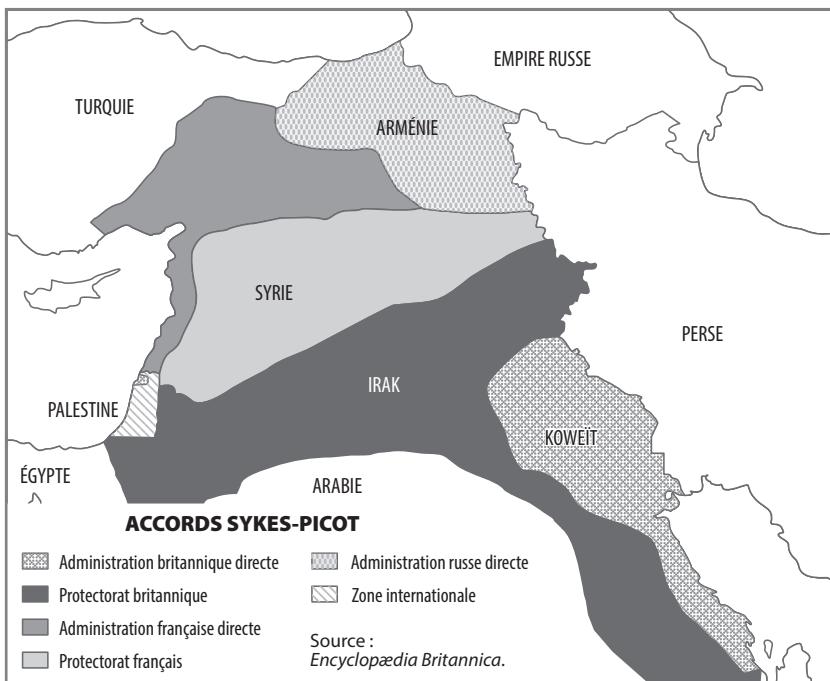
La guerre européenne s'étendit à l'Empire ottoman en octobre 1914 : par conséquent, pour Fromkin, « *en un peu moins de cent jours* », le gouvernement du Royaume-Uni, qui était encore la première puissance mondiale, « *inversa complètement sa politique vieille de plus de cent ans* ». Cette extension du conflit peut être résumée en trois étapes.

Durant la première, Londres sonda la possibilité d'utiliser le nationalisme arabe afin de désarticuler l'Empire turc, à travers la correspondance entre Arthur Henry McMahon, le haut-commissaire en Égypte, et Hussein ben Ali, l'émir du Hedjaz et chérif de La Mecque. Ces échanges eurent lieu entre juillet 1915 et mars 1916, au tournant de l'offensive anglo-française dans la péninsule de Gallipoli, la bataille des Dardanelles. Selon les intentions de Londres, cette opération devait rapidement mettre l'Empire ottoman hors-jeu, soutenir son allié russe et sortir de l'impasse du front occidental. La deuxième étape fut représentée par les accords Sykes-Picot, négociés par la France et le Royaume-Uni entre novembre 1915 et mars 1916 : ces accords indiquaient les objectifs de guerre des Alliés dans l'Empire ottoman, à savoir son partage de fait, convenu entre les sphères d'influence de Paris, Londres, Saint-Pétersbourg et Rome. Enfin, la dernière étape fut la déclaration Balfour en novembre 1917, qui exprimait le soutien britannique au mouvement sioniste et à l'idée d'un « *foyer national juif* » en Palestine.

Le « troisième empire » britannique

Ces décisions, en ce qui concerne l'empire britannique, furent définies par la dialectique entre les différents centres de décision et d'intérêt, comme l'Égypte et l'Inde, l'Afrique du Sud et l'Australie, et pas moins de « *dix-huit agences britanniques* », du cabinet de Guerre au Foreign Office, du War Office à l'amirauté en passant par le Colonial Office. En 1917, les « *arabistes* » ou « *Anglo-Égyptiens* », émanation du protectorat britannique en Égypte, obtinrent, comme « *mesure de centralisation* », la création d'un « *Bureau arabe* », le département pour les affaires arabes. Après 1918, écrit Fromkin, ces engagements et objectifs connurent une série d'ajustements et de rééquilibrages entre les intérêts impériaux globaux, le cycle politique intérieur, les conditions économiques et le respect des engagements pris auparavant.

En 1918, l'extension de l'empire britannique avait atteint son apogée, ajoutant un « *troisième empire* », l'empire arabe, aux empires africain et indo-pacifique, une « *grande chaîne d'archipels* » réunis par la Royal Navy et par le commerce et la finance britanniques (John Darwin, *The Empire Project*, 2009). Comme l'écrit Henry Laurens, spécialiste français du monde



arabe, il s'agissait également d'une domination imposée par un « *moment britannique* » entre l'Asie de l'Ouest et l'océan Indien (*Les crises d'Orient*, vol. II, 2019). Pour Fromkin, entre 1919 et 1922, Londres se trouvait en situation de « *surextension* », due entre autres à la démobilisation et à la crise économique d'après-guerre. Le Royaume-Uni fut contraint d'appliquer une politique d'austérité financière et de considérer comme un fardeau à la fois le soutien à la dynastie hachémite de Hussein ben Ali et le soutien au « *programme sioniste qu'il avait vigoureusement adopté en 1917* ». Ainsi, les dirigeants britanniques durent mettre en œuvre au Moyen-Orient une solution « à laquelle en grande partie, ils ne croyaient plus », notamment parce que bon nombre des décisions précédentes « avaient désormais leur propre vie ».

Panislamisme allemand et sionisme dans la confrontation impérialiste

Le mouvement politique sioniste, tout en ayant une composante d'origine religieuse, naquit comme manifestation d'un nationalisme laïc. Dans les intentions de Theodor Herzl, son objectif était de créer un État laïc-libéral, où « *le militarisme serait confiné aux casernes et les rabbins aux synagogues* ». Le soutien qu'il reçut de Londres et, dans une moindre mesure, de Paris,

fit du sionisme un *prétexte national* exploité à diverses fins dans le cadre du conflit. On peut dire de même du soutien au nationalisme arabe et du soutien que toutes les puissances fournirent aux minorités nationales ou aux diverses confessions à des fins militaires et politiques. Rien de nouveau sur le plan historique, hormis la dimension mondiale du conflit.

Fromkin et Laurens soulignent tous deux que les principales capitales européennes, notamment du fait de l'expansion coloniale, manifestaient depuis 1870 une « *obsession* » pour le panislamisme, un phénomène qui traversait le grand espace ottoman et musulman, s'étendant de l'Atlantique à l'Asie centrale. Le Royaume-Uni, la France et la Russie, écrit Laurens, se voyaient comme des « *puissances musulmanes* » puisqu'ils avaient des sujets coloniaux de confession musulmane. Lors de la formalisation du titre d'Empereur des Indes en 1876, le Premier ministre Benjamin Disraeli affirma que l'empire britannique était « *un empire musulman* » : en 1922, il allait englober plus de 50 % de la population musulmane mondiale. Cependant, en tant que califat, donc direction spirituelle de ce monde, l'Empire ottoman était la seule puissance musulmane « *encore souveraine* » ; une souveraineté d'État reconnue par le traité de Paris de 1856, qui avait mis fin à la guerre de Crimée (1853-1856).

Les différentes puissances européennes s'érigèrent en « puissances protectrices » des minorités chrétiennes de la Sublime Porte, notamment comme instrument d'ingérence dans la politique ottomane. La montée en puissance de l'Allemagne à partir de 1871 et les rivalités entre les puissances firent naître la crainte que l'idéologie panislamique soit utilisée comme instrument d'influence. Paris, écrit Laurens, envisagea de donner vie à un « *islam français* », à travers un « *califat d'Occident* » au Maroc, étant donné que la dynastie chérifienne de Rabat revendiquait une descendance directe de Mahomet. Cette hypothèse fut contestée par les représentants du parti colonial français en Algérie et par la composante définie comme le « *parti syrien* », à laquelle appartenait François Georges-Picot (1870-1951), ancien consul de France au Liban.

Pour Londres, la question constituait un élément de sa rivalité avec la Russie en Asie centrale et avec l'Allemagne dans les possessions ottomanes. À partir de 1829, écrit Fromkin, la « *stratégie britannique consistait dorénavant à utiliser les régimes en déclin de l'Asie musulmane comme un tampon géant entre l'Inde britannique et sa route vers l'Égypte* » contre la menace russe, une politique associée en particulier au personnage de lord Palmerston. Les deux épicentres stratégiques étaient, en Asie de l'Ouest, Constantinople et les Dardanelles et, en Asie centrale, l'Afghanistan. Dans les gouvernements conservateurs, cette stratégie était résumée par la formule du soutien au « *rempart turc* » contre la Russie.

Cependant, les gouvernements libéraux, en particulier ceux de William E. Gladstone, promouvaient une politique « morale » qui abhorrait « *les régimes despotiques et corrompus du Moyen-Orient* ». Entre 1880 et 1885, le gouvernement Gladstone retira « *sa protection et son influence à Constantinople* », ce qui incita les Ottomans à rechercher le soutien de l'Allemagne bismarckienne ; cette dernière « *remplaça le Royaume-Uni à la Sublime Porte* ». Une situation que les gouvernements conservateurs ultérieurs ne réussirent pas à inverser.

Londres, Le Caire, Simla et la « bande de pirates »

Lord Kitchener, devenu le héros de Khartoum en tant que commandant des forces anglo-égyptiennes, puis commandant en chef de l'armée anglo-indienne et ministre de la Guerre en 1914, devint le référent du courant « anglo-égyptien » dans le débat impérial. Il promut la stratégie qui consistait à soutenir les revendications nationales arabes contre les Ottomans en créant un « *royaume arabe* », sous protection britannique, « *en déplaçant le califat vers le sud* ». La ligne du Caire se heurtait à l'opposition du courant « anglo-indien », le gouvernement de Simla, capitale d'été de l'administration impériale britannique en Inde. Cela fut à l'origine de l'échange de lettres McMahon-Hussein mentionné plus haut ; l'émir Hussein affirmait qu'il pouvait diriger un mouvement arabe anti-ottoman. Selon la reconstitution de Fromkin, Le Caire voulut croire aux informations selon lesquelles les nombreuses sociétés secrètes des nationalistes arabes, présentes en particulier à Damas, pouvaient semer la dissidence parmi les troupes ottomanes, ce qui, en fait, ne se produisit pas. Jusqu'en 1918, malgré d'importantes désertions depuis 1917, les troupes arabes restèrent fidèles au sultan d'Istanbul et au régime des Jeunes-Turcs, parvenu au pouvoir en 1908.

Tout au long de la négociation, ajoute Fromkin, Londres, Le Caire et Hussein échangèrent de la « *fausse monnaie* » : le Royaume-Uni n'était pas sûr de la force réelle de l'émir et avait déjà négocié des engagements avec la France concernant la Syrie ; Hussein, en réalité, cherchait des subventions de Londres, Paris et Constantinople, et il ne fut convaincu de lancer la révolte que lorsqu'il se rendit compte que les Ottomans voulaient l'évincer. Pour Laurens, la France misait non seulement sur ses traditionnels alliés maronites au Liban, mais aussi sur les notables urbains syro-palestiniens, francisants, qui considéraient la « *dynastie bédouine* » hachémite comme « *arriérée* » et comme des « *intrus* » au Levant. Londres, de son côté, considérait le « *traditionalisme* » hachémite comme un instrument utile vis-à-vis des masses paysannes arabes, et considérait les élites urbaines

comme un peu trop françaises, et donc « *sans colonne vertébrale* ». Pour les « Anglo-Indiens » et le Foreign Office, il était préférable de conserver le Califat au sein de la dynastie ottomane, qui aurait régné sur une sorte de confédération arabo-turque. Selon la formule de lord Curzon, vice-roi de l'Inde et ministre des Affaires étrangères de Londres de 1919 à 1923, cette confédération devait être un « *agrégat d'États musulmans* » à des fins antirusses. Cet agrégat comprenait également la Perse et, après la guerre civile russe, les divers khanats d'Asie centrale.

Surtout, pour Simla, l'un des objectifs militaires était la séparation des provinces ottomanes de l'Irak actuel, en particulier celle de Bassorah, qu'il voulait annexer au Raj indien. Dans les mémoires de lord Grey, ministre libéral des Affaires étrangères en poste jusqu'en décembre 1916, les discussions au 10 Downing Street sur le partage des possessions ottomanes « *ressemblaient à celles d'une bande de pirates* » (D. Fromkin, *op. cit.*).

En décembre 1916, le gouvernement de David Lloyd George, auparavant ministre de la Guerre, entra en fonction, ce qui renforça à Londres la ligne des « orientalistes », en faveur d'un plus grand effort de guerre contre les Ottomans, alors que la ligne des « occidentalistes » souhaitait une concentration de l'effort militaire sur le front français. Laurens souligne que Lloyd George ne se faisait aucune illusion sur la possibilité de chasser l'Allemagne du Moyen-Orient ; mais il estimait que ce théâtre de guerre, en plus de permettre des acquisitions territoriales plus importantes, permettrait d'*« économiser des forces* » à faire peser sur la balance européenne au moment des négociations de paix. Fervent protestant, tout comme le ministre des Affaires étrangères Arthur J. Balfour, Lloyd George estimait que Londres avait fait trop de concessions à Paris avec les accords Sykes-Picot et ne devait en aucun cas céder les « *lieux saints en Palestine* » à une « *France athée et agnostique* ».

La « porte de l'espoir » de Chaim Weizmann

Fromkin écrit que Mark Sykes était un homme à l'*« imagination débordante* », avec de forts préjugés antisémites, « *lunatique* » et considéré comme un « *novice* » sur le plan diplomatique, en particulier par les représentants anglo-indiens. Il fut initié au mouvement sioniste au début de 1917, et commença à estimer qu'une implantation juive en Palestine représenterait, aux côtés d'un royaume arabe basé à Damas, un contrepoids à la présence française en Syrie. Chez Balfour, comme chez de nombreux représentants de l'establishment britannique, écrit l'historien Lorenzo Kamel, de profonds préjugés antisémites coexistaient avec un « *pro-sionisme d'origine religieuse protestante* » : favoriser la « *rédemption* » de la Palestine, c'est-à-dire le retour

de la confession juive sur les terres bibliques, devait aider le dessein messianique (*Terra contesa*, 2023).

Chaim Weizmann, un chimiste naturalisé britannique, à la tête de l'organisation sioniste du Royaume-Uni, ayant des liens étroits avec Sykes, déclara que le mouvement sioniste avait trouvé « *chez les antisémites ses meilleurs alliés* ». Le rapport Weizmann-Sykes ouvrit de fait la « *porte de l'espoir* », représentée par le ministère des Affaires étrangères de Balfour, aux sionistes britanniques. Le poids de la carte sioniste, pour Londres et Paris, fut accru par deux facteurs : la révolution russe de février 1917 et l'orientation américaine.

Selon Michel Abitbol (*Histoire d'Israël*, 2024), le Royaume-Uni et la France tenaient pour acquise une « *grande influence des Juifs américains* » sur la Maison-Blanche et le Congrès. Surtout, comme la Russie, ils comptaient sur les « *banques juives de New York pour financer leur effort de guerre* ». Les Juifs américains, cependant, refusaient tout soutien à l'Entente en raison de l'« *antisémitisme pathologique* » de la Russie. « *Leurs sympathies allaient naturellement vers les puissances centrales, dont beaucoup de dirigeants du judaïsme américain étaient originaires.* » Ils soutenaient la « *neutralité de leur gouvernement* » et étaient reconnaissants envers l'Allemagne et l'Autriche « *pour leurs multiples interventions en faveur des Juifs de Palestine* » face aux mesures répressives mises en œuvre par Constantinople. Étant d'origine russe, ils étaient considérés comme suspects par les autorités ottomanes. Celles-ci avaient déjà mené en 1915-1916 une répression féroce contre la minorité arménienne, qu'elles considéraient comme une « *cinquième colonne potentielle au service de l'ennemi* » : un nettoyage ethnique frôlant l'extermination.

Depuis 1914, les plans de guerre tsaristes incluaient le soutien aux soulèvements des minorités chrétiennes – comme les Arméniens – et kurdes contre le régime ottoman (Michael Reynolds, *Shattering Empires*, 2011). Londres, jusqu'en 1920, pensait pouvoir faire de même, en proposant de créer également des États arménien et kurde indépendants, en plus des États arabe et juif dans les territoires ottomans. Soutenir le mouvement sioniste en Palestine était également considéré comme un moyen, poursuit Abitbol, d'influencer « *les cercles révolutionnaires juifs* » russes et d'empêcher une paix séparée avec l'Allemagne. Ce que l'on sait moins, c'est que la déclaration de mai 1917 de Jules Cambon, secrétaire général du Quai d'Orsay, servit de modèle à la déclaration Balfour : la France « *s'engageait à "aider à la renaissance par la protection des puissances alliées de la nationalité juive sur cette terre d'où le peuple d'Israël a été chassé, il y a tant de siècles"* ». Paris, dont la communauté juive n'était pas particulièrement favorable au sionisme, considérait que « *le jeu des Anglais* », consistant à se faire épauler « *aussi bien*

par les Arabes que par les Juifs », était « cynique » ; mais la France jugeait important de « garder la Russie dans la guerre » et ne trouvait aucun avantage à transformer les sionistes, « peut-être les vainqueurs de l'avenir », en « ennemis irréductibles » à la frontière des possessions françaises du Levant.

Balfour présenta la déclaration britannique le 2 novembre 1917, non pas à Weizmann mais à Lionel Walter Rothschild, qui dirigeait la branche anglaise de la dynastie financière, un partisan tardif du sionisme. La prise de position de Paris, souligne Abitbol, servit également à briser les résistances au soutien du mouvement sioniste au sein du cabinet de Londres, exprimées par lord Curzon et Edwin Montagu (1879-1924), secrétaire d'État pour l'Inde et chef du Parti libéral jusqu'en 1916. Curzon considérait l'installation juive comme impraticable car elle allait susciter des protestations contre Londres de la part des musulmans ; Montagu, partisan de l'assimilation des Juifs dans la société britannique, craignait d'éveiller les soupçons d'une « *double allégeance* » nationale au détriment de la diaspora.

L'ottomanisme de Ben Gourion

Laurens note que le conflit mondial avait « *paralysé* » le sionisme européen, en tant que « *groupe international* », car ses différentes composantes nationales s'étaient engagées au service de l'effort de guerre dans leurs États respectifs, y compris une mobilisation de « *propagande dans les pays neutres* ». Dans la représentation de Sykes, le sionisme pouvait jouer le rôle d'« *antidote nationaliste au dangereux internationalisme juif* ». On peut ajouter que le régime des Jeunes-Turcs était une manifestation du nationalisme au sein du corps ottoman. Cependant, Londres estimait qu'il était conditionné par la finance internationale juive et par la franc-maçonnerie, des facteurs qui faciliteraient son orientation pro-allemande (D. Fromkin, *op. cit.* ; Sean McMeekin, *The Ottoman Endgame*, 2015).

Des sympathies pro-ottomanes étaient présentes dans les rangs du sionisme en Palestine. David Ben Gourion avait applaudi la révolution de 1908 avec des manifestations à Jérusalem, suscitant de l'inquiétude au sein des communautés sépharades palestiniennes et turques, qui craignaient que l'enthousiasme des immigrés russes ne finisse par perturber une coexistence de cinq siècles avec le régime ottoman. En outre, Ben Gourion avait proposé d'enrôler une milice juive pour combattre les Britanniques, en recrutant des hommes aux États-Unis, où il avait débarqué en 1917 après son expulsion de Palestine (Tom Segev, *A State at Any Cost*, 2019). Par la suite, comme son grand rival politique Vladimir Jabotinsky, fondateur du sionisme de droite, Ben Gourion décida de rejoindre la Légion juive en Palestine, aux côtés des troupes britanniques en 1918.

La sympathie pro-ottomane de Ben Gourion reposait sur la conviction que l'Allemagne allait gagner le conflit et que la collaboration avec Constantinople allait permettre aux Juifs de s'y installer en tant que l'une des « nationalités » de l'empire. De plus, les armées austro-allemandes, avançant dans des territoires polonais de la Russie, émancipaient les populations juives des mesures antisémites de Moscou. Plus de 400 000 soldats juifs se battaient dans les rangs de l'armée tsariste, considérés avec méfiance par leurs commandements en raison de leur langue commune avec les populations juives de la Galicie autrichienne, le yiddish, une *lingua franca* d'origine germanique (Jeffrey Veidlinger, *In the Midst of Civilized Europe*, 2021).

L'ascension, le déclin et le recyclage du nationalisme arabe

Londres rendit publique la déclaration Balfour les 9 et 10 novembre 1917, soit deux-trois jours après la prise de Petrograd par les bolcheviks ; les États-Unis étaient entrés en guerre en avril ; en décembre, les troupes britanniques entrèrent à Jérusalem, accompagnées d'une délégation de sionistes britanniques. La prise de la ville, que Lloyd George qualifia de « *cadeau de Noël pour le peuple britannique* », marqua la fin de la domination ottomane sur la Palestine. Le soutien financier britannique à la révolte arabe s'éleva à 11 millions de livres, soit environ 1,3 milliard de dollars aux taux de change actuels, avec la figure de Thomas E. Lawrence, le « Lawrence d'Arabie » de la propagande alliée, champion de la cause arabe, « *grand aumônier* » de Londres auprès des Hachémites.

La campagne de Palestine, écrit Laurens, eut une importance secondaire dans le conflit : Lloyd George, un fin « *connaisseur des foules* », en exploita l'« *impact psychologique* » pour soutenir le moral des Britanniques, à un moment où les forces britanniques en Europe étaient engagées dans le déroulement sanglant de la bataille de Passchendaele. Damas tomba le 1^{er} octobre 1918 : la ville s'étant rendue à un contingent de la cavalerie australienne, Lawrence organisa une « *fausse conquête* » par les Hachémites, pour permettre à Fayçal, le fils de Hussein ben Ali, de se proclamer roi de Syrie. Le 30 octobre, à Moúdros, l'Empire ottoman signa l'armistice. Fayçal fut le seul représentant arabe à participer à la conférence de Versailles pour obtenir l'aval des puissances victorieuses. Weizmann était également présent, afin de soutenir la cause sioniste.

Paris et Londres s'opposèrent tous deux à la participation de délégations des pays coloniaux à la Conférence de la paix, car le principe d'autodétermination nationale – promu par la présidence Wilson et utilisé comme objectif de guerre par la France et le Royaume-Uni – se heurtait à leurs

dominations coloniales respectives. Par conséquent, aucune délégation palestinienne ne se présenta à la conférence de Paris pour soutenir l'incorporation de la Palestine dans la « Grande Syrie », le nom du royaume arabe de Fayçal. L'opinion arabe n'eut aucune influence sur la révision des accords Sykes-Picot : la Palestine et Mossoul furent revendiqués par Londres, qui accepta que la France contrôle la Syrie et le Liban.

La question fut réglée par les accords secrets Clemenceau-Lloyd George à la fin de 1919 et l'introduction de régimes mandataires sur la Syrie et la Palestine lors de la conférence de Sanremo en 1920. Ce fut une deuxième victoire diplomatique pour le sionisme, car, dans le mandat britannique, les termes de la déclaration Balfour furent préservés. En 1918-1919, Londres envisageait de confier aux États-Unis le mandat sur la Palestine. Cette hypothèse fut abandonnée lorsque les États-Unis ne ratifièrent pas leur adhésion à la Société des Nations et firent le choix de l'isolationnisme. Pour Ilan Pappé, historien israélien antisioniste, l'absence des États-Unis fit de la Société des Nations une « *créature anglo-française* » : il était impossible pour les Arabes, en l'occurrence les Palestiniens, d'obtenir une révision du mandat britannique concernant l'implantation juive, sinon de la part de Londres lui-même (*The Rise and Fall of a Palestinian Dynasty*, 2010).

Entre juillet et septembre 1920, Paris liquida le royaume arabe hachémite de Damas et les ambitions panarabes de la dynastie. Avec le « *règlement de 1922* », confié à Winston Churchill, Londres recycla les Hachémites dans les « *chérafats* » d'Irak, de Transjordanie et du Hedjaz, dont ils furent expulsés en 1924, perdant La Mecque et Médine au profit de leurs rivaux saoudiens. En séparant la Palestine de la Transjordanie, Londres créa de fait les territoires d'Israël et de la Jordanie actuels, ainsi que l'une des dimensions de la « question palestinienne ».

Les familles politiques du sionisme et du nationalisme arabe*

Jusqu'au « règlement de 1922 », écrit Henry Laurens (*Les crises d'Orient*, vol. II, 2019), malgré les frictions croissantes autour de l'installation de populations juives, le nationalisme arabe se basait sur une « *identité régionaliste* », définie au cours de cinq siècles de domination ottomane. Tels étaient « *les faits acquis* » que l'ancien maire de Jérusalem Yusuf Diya al-Khalidi, représentant d'une dynastie de notables palestiniens, évoquait en 1899, après le premier congrès sioniste de Bâle, dans une lettre au grand rabbin de France, Zadoc Kahn. Al-Khalidi lui écrivait que, « *historiquement* », la Palestine « *est bien Votre pays ! [...] Malheureusement, les destinées des nations ne sont point gouvernées seulement par des conceptions abstraites [...]. Il faut compter avec la réalité, avec les faits acquis... Or la réalité est que la Palestine fait maintenant partie intégrante de l'Empire ottoman et, ce qui est plus grave, elle est habitée par d'autres que des Israélites. Cette réalité, ces faits acquis, ces forces brutales des circonstances font qu'ils ne laissent au Zionisme géographiquement aucun espoir de réalisation, et ce qui est surtout important, [cela] menace d'un vrai danger la situation des Juifs en Turquie. [...] Pour arriver à un but comme celui que le Zionisme doit se proposer, il faut d'autres coups, plus formidables, ceux des canons et des cuirassés. Or quelle est la puissance qui voudrait bien mettre ces choses-là à la disposition du Dr Herzl ?* » (Michel Abitbol, *Histoire d'Israël*, 2024).

De retour d'une mission d'exploration en Palestine, décidée en 1897 par Max Nordau, secrétaire de Theodor Herzl, les envoyés, deux rabbins, auraient déclaré : « *La fiancée est belle, mais elle est mariée à un autre homme.* » C'était la réfutation explicite de la thèse de propagande utilisée par Herzl selon laquelle le pays était « *une terre sans peuple pour un peuple sans terre* ». En réalité, cette formule avait été développée par des représentants britanniques durant leurs pèlerinages en Palestine au milieu du XIX^e siècle. Herzl et les courants du sionisme de gauche se fiaient à une solution d'ordre économique : l'apport de main-d'œuvre qualifiée et de capitaux juifs et européens, en augmentant la productivité générale, allait bénéficier également à la population allogène, ce qui allait résoudre la « question arabe ».

Le sionisme et la question arabe

Cette thèse fut critiquée par un représentant du « sionisme culturel », Asher Ginsberg (1856-1927), pour qui la renaissance juive devait passer par la

* Gianluca De Simone, juin 2024.

récupération de son passé. Ginsberg contestait la perception selon laquelle la Palestine était une « terre abandonnée ». Non seulement ce n'était pas le cas, mais sa population était prête à se défendre si elle se sentait menacée : « *Si le moment venait où notre peuple en Palestine se développait au point d'usurper [...] la place de la population locale* – écrivait-il en 1891 – *cette dernière ne se rendrait pas facilement* » (Arturo Marzano, *Storia dei sionismi*, 2017).

Dov Ber Borochov (1881-1917), issu de milieux marxistes, et Aaron David Gordon (1856-1922), inspiré par la pensée de Tolstoï, représentaient les principales influences théoriques du « sionisme socialiste » auquel adhérait David Ben Gourion, le futur premier chef de gouvernement d'Israël. En 1906, Borochov déclara que la « *libération du peuple juif* » ne se produirait qu'à travers « *le mouvement ouvrier* » et « *la lutte des classes* ». Dans un écrit de 1905, il imaginait des relations pacifiques avec la population arabe, fondées sur l'« *affinité raciale* » entre les Juifs de la diaspora et les *fellahin*, les paysans palestiniens, considérés comme « *les descendants directs de ceux qui étaient restés de la communauté agricole juive* ». Les facteurs économiques, poursuivait Borochov, devaient stimuler l'assimilation de la population palestinienne, grâce au développement des forces productives. Du reste, les Arabes n'étaient pas une nation et ne le seraient pas avant longtemps. Si une minorité palestinienne ne s'assimilait pas culturellement, la « *société démocratique juive* » devait permettre « *une autonomie culturelle* » des Arabes, dans le cadre d'« *une autonomie territoriale* » des sionistes.

Gordon, imprégné d'une « *vision mystique populiste* », léga aux représentants de la deuxième *Aliyah*, l'immigration juive de la diaspora, deux concepts devenus essentiels : le *kibbush HaAvoda*, la « conquête du travail », un moyen de régénération physique et spirituelle du peuple hébreu, et le *kibbush haAdamah*, la « conquête de la terre ». Pour les nouveaux imigrés, cela se traduisait dans la pratique par l'équation « *terre juive – travail juif – produit juif* » et l'éloignement des *fellahin* des « *terres qu'ils cultivaient et estimaient leur appartenir* », même si elles appartenaient aux *ayan*, les propriétaires terriens, souvent absents, c'est-à-dire résidant en ville, à Jérusalem par exemple. C'était le cas des clans familiaux des Husseini et des Nashashibi, historiquement rivaux, qui se disputèrent dans les années 1920 la direction du nationalisme palestinien naissant.

L'instrument de la colonisation agraire sioniste était le KKL, le Fonds national juif, qui avait pour mission d'acheter des terres aux propriétaires fonciers, avec interdiction de les revendre aux non-Juifs. Les *ayan* avaient intérêt à vendre, à un prix majoré, des terres souvent situées dans des endroits difficiles ou impaludés. Une fois achetées, les terres étaient clôturées et les agriculteurs palestiniens expulsés. Même si ce n'était pas une expropriation, car les agriculteurs n'étaient pas propriétaires des terres, la

population était déracinée et contrainte de s'installer ailleurs (Georges Ben-soussan, *Une histoire intellectuelle et politique du sionisme*, 2002). Toutefois, jusqu'en 1947, le mouvement sioniste n'avait réussi à acquérir que 6 % des terres en Palestine (Benny Morris, *Righteous Victims*, 2001 ; Ilan Pappé, *A History of Modern Palestine*, 2006). En 1908, la Palestine Land Development Company (PLDC) fut créée sur l'idée de l'Allemand Arthur Ruppin (1876-1943), avec pour mission de soutenir et de former les travailleurs juifs pour les terres achetées par le KKL.

Pour Ruppin, l'objectif était de créer « *une économie juive fermée* », dans laquelle les producteurs, les consommateurs et les intermédiaires devraient tous être juifs (A. Marzano, *op. cit.*). Un modèle dont sont issus les kibbutz, les colonies agricoles, et que l'historien Gershon Shafir définit comme une « *colonie de pur peuplement* », basée sur le contrôle des terres par les colonisateurs et avec le recours à une « *main-d'œuvre immigrée de la mère patrie* ». La « *lutte pour la “conquête du travail”* », poursuit Shafir, transforma les travailleurs juifs en « *militants nationalistes* », qui cherchaient à créer une société juive homogène dans laquelle il n'y aurait « *pas d'exploitation des Palestiniens ni de concurrence avec les Palestiniens, car il n'y aurait pas de Palestiniens* » (« *Zionism and colonialism* », 1989).

La théorie sociale-nationale de Ben Gourion

David Ben Gourion arriva en Palestine en 1906 en tant que militant du mouvement Poale Zion, fondé en Russie en 1903 avant de s'étendre dans l'Empire austro-hongrois. Son objectif était la concentration des masses juives en Palestine, à partir de laquelle on pourrait mener la lutte des classes. En 1919, Poale Zion se scinda en deux factions et Ben Gourion prit la direction de son aile droite : de là naquit le parti Akhdut HaAvodah (Unité travailliste), qui donna naissance en 1920 à la Haganah (Défense), une organisation paramilitaire précurseur de l'armée israélienne, et à la Histadrout, la confédération syndicale dont Ben Gourion devint le secrétaire général.

Selon la critique de l'historien Zeev Sternhell, Ben Gourion avait commencé à réviser ses positions socialistes dans un sens national, en désignant la « *nation* » comme l'un des moteurs de l'histoire aux côtés de la « *lutte des classes* ». L'idée d'une coopération de classe arabo-juive fut abandonnée à la fin des années 1920, l'accent étant désormais mis sur le rôle de la « *construction nationale* » par la classe ouvrière juive. D'après Sternhell, « *le socialisme était devenu [...] un moyen de réalisation du sionisme* » (Aux origines d'Israël, 1996 ; B. Morris, *op. cit.* ; Zachary Lockman, *Comrades and Enemies*, 1996). Le titre du recueil d'essais de Ben Gourion de 1933 en est une confirmation : *From Class to Nation*. Pour Élie Barnavi, histo-

rien et ancien ambassadeur israélien en France, « *dans le couple sionisme/socialisme* », le premier prit le dessus : « *Les impératifs de la lutte nationale* » étaient prioritaires (*Une Histoire moderne d'Israël*, 1982). La conséquence fut l'exclusion des travailleurs arabes de la principale organisation syndicale, devenue l'un des piliers de la construction de l'État juif en Palestine, même s'il existait des syndicats arabo-juifs, comme celui des cheminots, né en 1919, dans lequel une « *solidarité commune s'était développée entre les travailleurs arabes et juifs* » (Z. Lockman, *op. cit.*).

Berl Katznelson (1887-1944), l'un des fondateurs et idéologues de la Histadrout, antimarxiste et farouche opposant à la gauche travailliste, fut selon Sternhell l'un des principaux représentants du « *néosocialisme* » ou « *socialisme constructiviste* », qui se référait aux expériences du « *syndicalisme national* » italien de Filippo Corridoni, proche de Mussolini, et à celles du Belge Maurice Déat. Katznelson se déclara d'abord favorable à une coexistence pacifique avec la composante arabe, mais en 1937, lors d'un congrès de la Histadrout, il affirma : « *J'ai toujours été d'avis que c'était la meilleure des solutions [...]. J'ai toujours pensé que [les Arabes] devaient être transférés en Syrie et en Irak* » (Israel Shahak, « *A History of the Concept of "Transfer" in Zionism* », 1989). Sternhell rappelle que les positions de Déat furent également popularisées par *Devar*, le journal du mouvement de jeunesse Betar.

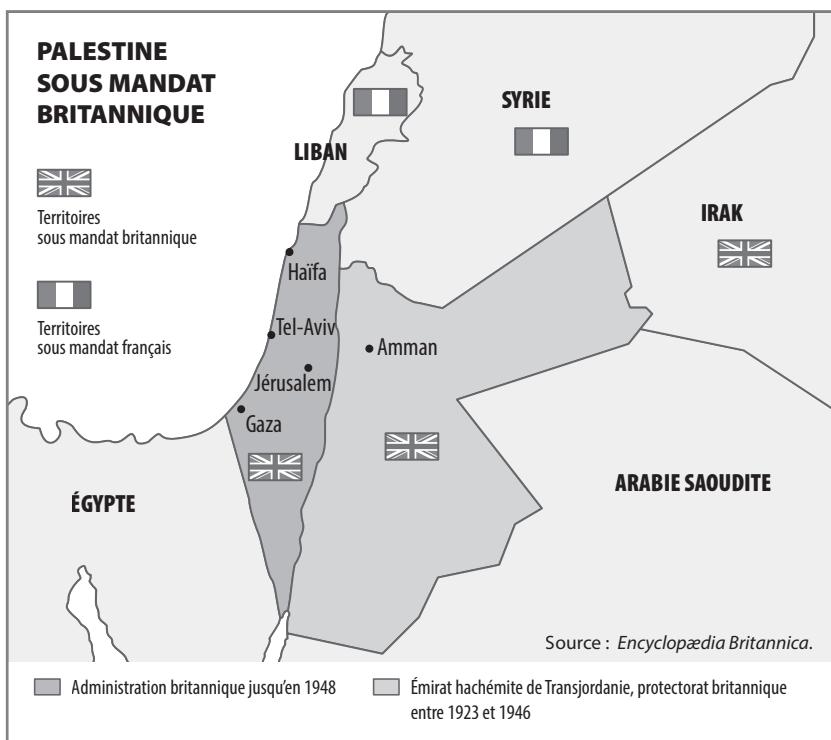
Haïm Arlozoroff (1899-1933), de formation marxiste, contestait l'approche de Ben Gourion, condamnant la « *ségrégation* » des Arabes et soutenant la ligne d'intégration arabo-juive. Il fut tué en 1933 à Tel-Aviv, peut-être par des membres de la droite sioniste. Selon le journaliste et écrivain Tom Segev, l'une des motivations de son assassinat était aussi le fait qu'il avait la responsabilité de négocier l'accord Haavara (« *accord de transfert* ») avec l'Allemagne nazie, signé en 1933. Cet accord, dans lequel le président de la Reichsbank, Hjalmar Schacht, avait eu un rôle central, autorisait l'émigration des Juifs allemands vers la Palestine afin d'y encourager l'exportation de marchandises allemandes. Il fut âprement contesté par le Betar, l'organisation de jeunesse du Parti sioniste révisionniste de Vladimir Jabotinsky, grand adversaire national-libéral de Ben Gourion (Tom Segev, *The Seventh Million*, 1999 ; *One Palestine, complete*, 2000 ; Edwin Black, *The Transfer Agreement*, 1984).

Le sionisme révisionniste de Vladimir Jabotinsky

Jabotinsky (1880-1940), né à Odessa dans une famille juive « *assimilée* » de la classe moyenne, soutenait un retour à la vision de Herzl d'un État juif en Palestine, contestant les deux autres courants du sionisme laïque, le

courant travailliste et le courant centriste libéral de Chaim Weizmann, ou « sionistes généraux ». Dans son texte de 1923, *Le Mur de fer*, il plaiddait en faveur de l'inconciliabilité entre le nationalisme juif et le nationalisme arabe et de la nécessité d'une séparation, soutenue par un « *mur d'acier de baïonnettes juives* », revendiquant l'une ou les deux rives du Jourdain pour l'État.

Au terme de la conférence de Sanremo de 1920, le *Yichouv*, l'implantation juive, était limité à l'ouest de la Palestine, la bande côtière. Selon Ilan Pappé, historien et représentant de la gauche israélienne antisioniste, avec le « *règlement de 1922* » et la division entre Palestine et Transjordanie, la « *rive occidentale* » fut créée, l'actuelle Cisjordanie, annexée par Amman en 1950 et occupée par Israël en 1967. Le partage de Churchill l'avait assignée au royaume hachémite, mais la « *réalité démographique fit du royaume élargi un État palestinien de fait* ». À partir de la seconde moitié des années 1930, le nationalisme palestinien naissant estima pouvoir utiliser ce fait pour contester la légitimité de la monarchie, du moins en Cisjordanie (I. Pappé, *The Rise and Fall of a Palestinian Dynasty*, 2010).



Le concept de Jabotinsky visait, du moins jusque dans les années 1930, à la « révision » du mandat britannique sur la Palestine, en collaboration avec Londres. Jabotinsky, une personnalité cosmopolite, avait étudié en Italie de 1899 à 1903 et considérait ce pays comme sa « patrie spirituelle ». Il admirait à la fois l’expérience du Risorgimento, en particulier de Mazzini et Garibaldi, avec lequel il s’identifiait, et l’idéalisme de Benedetto Croce ; il écrivit plusieurs articles pour le journal socialiste *Avanti!* concernant les événements russes, et fut un disciple d’Antonio Labriola. Selon l’écrivain Arthur Koestler, c’était un « *national-libéral [...] dans la tradition révolutionnaire de 1848* » ; selon Walter Laqueur, c’était « *un sorélien qui n'a jamais lu Sorel* » (*A History of Zionism*, 2003). Il exprima également une certaine admiration pour le fascisme de Mussolini, en particulier pour son hostilité croissante envers le socialisme et le communisme après 1917.

Les sympathies profascistes étaient plus marquées au sein du courant « maximaliste » du sionisme révisionniste, dont furent issues les organisations paramilitaires Etzel (ou Irgoun) et Lehi (connue sous le nom de groupe Stern), des scissions de la Haganah, la milice travailliste. Jabotinsky, qui admirait le parlementarisme britannique, contestait l’hégémonie du travaillisme sioniste et visait à la création d’un État juif soutenu par une classe moyenne d’origine ashkénaze et enracinée dans la petite et moyenne industrie. Il s’opposait farouchement à ce qu’il appelait la « *dictature syndicale* » des travaillistes. En 1925 et 1935, les rivalités avec les dirigeants sionistes l’amenèrent à former l’Union mondiale des sionistes révisionnistes (Hatzohar) et la Nouvelle organisation sioniste (Hatzach).

L’antagonisme entre révisionnistes et travaillistes devenait « *sans répit* », écrit Barnavi : les premiers décrivaient le Parti travailliste comme la « *croix gammée rouge* » ; les travaillistes qualifiaient les militants du Betar de « *fas-cistes et chemises brunes* » (É. Barnavi, *op. cit.*). Le Betar accusait les dirigeants travaillistes de compromission avec le nazisme à cause des accords Haavara ; le Parti travailliste reprochait au Betar son alliance tactique avec le régime antisémite ukrainien de Symon Petlioura (1879-1926), considéré comme responsable des pogroms antisémites en Ukraine pendant la guerre civile et assassiné par un anarchiste juif à Paris (T. Segev, *op. cit.* ; Jeffrey Veidlinger, *In the Midst of Civilized Europe*, 2021). Pour Sternhell, la « *collaboration de classe* » en Palestine entre les travaillistes et la bourgeoisie juive, qui entretenaient une relation symbiotique, conduisit Jabotinsky à rechercher une « *base de masse* » auprès de la petite bourgeoisie en Pologne, car une partie des masses juives polonaises n’était pas toujours favorable à l’« *élitisme des mouvements pionniers* » travaillistes et au « *mépris que ceux-ci manifestaient à l’endroit de la culture yiddish en général* ». Jabotinsky s’était également rendu compte que le Parti travailliste, dans son œuvre de

construction nationale, était devenu « *financièrement dépendant* » des fonds des communautés juives de la diaspora. Le Betar et la droite révisionniste prirent le contrôle de l’émigration juive provenant de Pologne, mais aussi d’Allemagne.

Le nationalisme palestinien

Un grand avantage qu’avait le sionisme par rapport au nationalisme arabe, soulignent Barnavi, Abitbol et Vittorio Dan Segre (*Le Metamorfosi di Israele*, 2006), était sa matrice européenne, avec les modèles d’État-nation. À l’époque ottomane, la Palestine était une province rurale arriérée, dont la définition territoriale commença à partir de 1856. Sa classe dirigeante était représentée par les notables urbains, liés soit à l’administration ottomane, l’*effendiya*, soit aux *ayan*, les propriétaires fonciers, avec des relations claniques. Dans le contexte palestinien, les formules proto-nationalistes furent empruntées à des formules égyptiennes et syro-libanaises similaires, souvent produites par les minorités arabo-chrétiennes, qui recyclaient entre autres les théories antisémites d’inspiration française et européenne (M. Abitbol, *op. cit.*).

Comme mentionné plus haut, les principaux représentants du nationalisme palestinien étaient les clans Husseini et Nashashibi, tous deux installés à Jérusalem et marqués par une rivalité vieille de plusieurs siècles. Entre les années 1920 et 1948, la figure marquante du nationalisme palestinien fut Hadj Amin al-Husseini (1897-1974), l’oncle de Yasser Arafat, futur chef de l’OLP. À partir de 1921, Husseini occupa le poste de grand mufti de Jérusalem, la plus haute autorité religieuse de Palestine, très importante dans le monde musulman. Formé en partie au Caire et en partie à Istanbul, à l’école d’administration, il fut enrôlé comme officier d’artillerie en 1914. À partir de 1918, il se rapprocha des milieux du royaume éphémère de Syrie de Fayçal et devint partisan du panarabisme.

Une anecdote donne une idée de ses relations contradictoires avec les autorités britanniques. En avril 1920, à la suite des affrontements confessionnels sur la tombe de Moïse, déclenchés selon Pappé par la concentration des fêtes pascals juives et d’une demi-douzaine de confessions chrétiennes à Jérusalem, Husseini entra dans la clandestinité auprès d’une tribu bédouine jordanienne, après avoir été condamné à dix ans de prison pour avoir tenu des meetings enflammés contre l’administration britannique et les sionistes. Jabotinsky fut également arrêté pour possession illégale d’armes. Herbert Samuel, le premier gouverneur britannique du mandat, rencontra Husseini par hasard lors d’une visite à la tribu où il se cachait. Il fut dissuadé de l’arrêter par les vieux chefs bédouins, qui lui rappelèrent que la tribu possédait

« *mille fusils* » et qu'elle était tenue de protéger Husseini par les « *lois de l'hospitalité* ». Samuel permit à Husseini de s'installer à Damas.

En mai 1921, de nouveaux affrontements plus violents éclatèrent à Jaffa puis s'étendirent à d'autres régions de Palestine, déclenchés par des incidents survenus lors des manifestations du 1^{er} Mai entre militants travaillistes et communistes juifs, ces derniers appelant à l'établissement d'une république soviétique. Les affrontements entre les manifestants et la police britannique s'étendirent à la communauté arabe, faisant une centaine de morts et des centaines de blessés en six jours. Samuel y vit un affrontement nationaliste et imposa un frein à l'immigration juive en Palestine, qui augmentait en raison des pogroms survenus en Ukraine et en Pologne entre 1919 et 1922 et des lois contre l'immigration aux États-Unis, approuvées en 1922-1924. La mort du grand mufti Kamil al-Husseini en 1921 amena Samuel à choisir son successeur dans la même famille, en nommant Hadj Amin al-Husseini le 8 mai, peu après les soulèvements. Cette fonction mettait à la disposition du nouveau mufti des ressources financières considérables, y compris celles destinées au Conseil musulman suprême, dont il prit la direction de 1922 à 1937, augmentant ainsi son rôle politico-religieux à Jérusalem et en Palestine.

Le grand mufti, entre antisémitisme et affaires immobilières

Husseini passa à la postérité comme l'instigateur des violentes révoltes de 1929. Celles-ci étaient liées à des provocations mutuelles entre les musulmans et les juifs, en particulier de la part du Betar, autour du mont du Temple et de l'esplanade des Mosquées. Les conditions sociales des Arabes, avec le développement de grands bidonvilles autour des centres urbains, pesèrent également. Husseini joua ensuite un rôle dans la révolte de 1936 et collabora avec le fascisme et le nazisme dans les années 1940. Mais ses relations avec les Britanniques et même avec les Juifs ne furent pas toujours dictées par l'hostilité. Ses intérêts personnels et familiaux comptaient souvent.

Au moins jusqu'en 1936, Husseini mena vis-à-vis de Londres une politique visant à obtenir une révision de la déclaration Balfour, mais aussi à ne pas mettre en péril son rôle et celui de sa famille, dépendant de la bonne volonté des Britanniques. Pappé rappelle que l'un de ses projets, la création d'un hôtel de luxe, le Palace Hotel, pour accueillir le tourisme religieux en Palestine, aussi bien juif que chrétien, fut réalisé par l'entreprise de construction dirigée entre autres par Tuviah Dunya, le gendre de Chaim Weizmann. Le deuxième jour du creusement des fondations, l'entreprise découvrit des tombes musulmanes antiques. Le mufti ordonna de poursuivre les travaux mais de garder la découverte secrète, car la famille Nashashibi n'hésiterait pas à l'accuser de « profanation ».

Dunya devint un ami proche de Husseini, qui l'utilisa comme canal de communication avec les dirigeants sionistes, en faisant savoir que son opposition au partage de la Palestine n'était pas « *personnelle mais politique* » : « *Si j'annonçais à mon peuple que je suis parvenu à un accord avec les Juifs, sur la base de concessions, le peuple arabe tout entier m'ostraciserait et je serais dénoncé comme un traître ayant vendu sa patrie.* » Le Palace Hotel ferma ses portes en 1934 après la construction de son rival King David, plus luxueux.

Le cheikh al-Qassam et la révolte arabe

La véritable figure de référence de la révolte arabe de 1936-1939, principalement contre l'occupation britannique, n'était pas Husseini – qui, selon diverses sources, en fut surpris et n'en prit la direction que plus tard – mais le cheikh Izz al-Din al-Qassam (1882-1935). Né près de Lattaquié, en Syrie, al-Qassam étudia à l'université al-Azhar au Caire, où il adopta d'abord l'idéologie salafiste, qui s'opposait à l'islam institutionnel ottoman ; en 1911, il soutint le djihad (la guerre sainte) contre l'invasion italienne de la Libye. En 1914, il rejoignit l'armée ottomane et, au début des années 1920, il mena des actions de guérilla contre les Français. Réfugié à Haïfa, il travailla comme prédicateur et réformateur social, donnant également vie à un syndicat arabe. En empruntant le modèle des Frères musulmans égyptiens, fondés en 1928, il se constitua une vaste audience parmi les couches populaires et urbaines de Haïfa, notamment parmi les paysans sans terre nouvellement urbanisés.

Entre 1921 et le début des années 1930, al-Qassam coopéra étroitement avec le grand mufti, mais la relation s'affaiblit considérablement par la suite, selon diverses sources, en raison de son activisme indépendant, peut-être critique envers la ligne de Husseini, plus coopérative et ne souhaitant pas rompre avec les Britanniques (Elie Kedourie, Sylvia Haim, dir., *Zionism and Arabism in Palestine and Israel*, 1982). Al-Qassam créa également une société secrète, la Main noire, à travers laquelle il organisa et mena des actions de guérilla et terroristes contre les Britanniques et les sionistes. Il fut tué en novembre 1935 par une unité de la police anglo-palestinienne. L'épisode déclencha des manifestations et des grèves massives dans toute la Palestine.

Pour Ben Gourion, la mort d'al-Qassam repréSENTA « un mythe éducatif » pour les jeunes générations arabo-palestiniennes, semblable à celui de Joseph Trumpeldor (1880-1920), fondateur de la Légion juive en 1915 aux côtés de Jabotinsky et tué lors d'un affrontement contre des Arabes en Palestine. Les milices des disciplines d'al-Qassam, les Qassamiyun, lancèrent une série d'attaques contre les colons juifs cinq mois plus tard,

déclenchant la révolte arabe de 1936-1939. Ce fut la plus grande crise coloniale britannique après celle de 1919-1921 en Irlande, et ce fut un conflit civil qui anticipa celui de 1946-1947 en Palestine, prodrome de la première guerre israélo-arabe.

La partition de la Palestine et la formation de l'État d'Israël*

La période entre 1929 et 1947 en Palestine est souvent comparée par l'historiographie à une longue guerre civile rampante, surtout après le déclenchement de la révolte arabe, avec des tensions et des affrontements tant au sein de la composante sioniste, où la rivalité entre les courants s'intensifia, qu'au sein de la composante arabe. Pour l'Empire britannique, la Palestine était devenue un élément important du dispositif stratégique (la « défense impériale »), permettant la jonction territoriale entre la Méditerranée orientale, le golfe Persique et l'océan Indien. Cependant, il y avait des doutes grandissants sur la capacité du Royaume-Uni à maintenir les engagements qu'il avait pris auprès des deux nationalismes lors du premier conflit impérialiste (Dan Diner, *Ein anderer Krieg*, 2021).

La crise économique mondiale et les signes avant-coureurs d'un nouveau conflit – l'occupation japonaise de la Mandchourie en 1931, première fissure dans l'ordre d'entre-deux-guerres, puis la montée du nazisme en Allemagne et la campagne d'Abyssinie de l'Italie fasciste en 1935 – renforcèrent la perception des Britanniques que le mandat en Palestine était plus un « fardeau » qu'un « avantage ». Selon les évaluations des forces armées et du Colonial Office, Londres était confronté à un « *conflict insoluble* » en Palestine, similaire à celui entre les catholiques et les protestants en Irlande entre 1919 et 1922 (Dan Diner, *op. cit.* ; Tom Segev, *One Palestine, Complete*, 2001). La répression de la grande révolte arabe (1936-1939) fit environ 2 000 victimes, dont 400 Juifs et 150 Britanniques. Le Royaume-Uni, en particulier avec l'envoi du maréchal Bernard Montgomery à partir de 1938, employa des méthodes qui ne sont pas sans rappeler celles que la France appliqua ensuite pendant la guerre d'Algérie (1954-1962). Au sein du mouvement sioniste, surtout à partir de 1938, selon Segev, la concurrence s'était accrue entre les courants révisionniste et travailliste « *pour dominer le mouvement* », mais aussi « *l'État qui allait être créé* ».

Dans le camp arabe, le grand mufti de Jérusalem, Hadj Amin al-Husseini, mena une lutte intestine contre la dynastie Nashashibi, à coups d'assassinats commandités (Ilán Pappé, *A History of Modern Palestine*, 2006). Néanmoins, aussi bien les sionistes que les nationalistes arabes tentèrent d'éviter de rompre avec Londres. Husseini fut contraint à l'exil, d'abord à Beyrouth, puis à Damas et enfin à Bagdad, après sa tentative de faire intervenir les pays arabes ayant formellement obtenu leur indépendance

* Gianluca De Simone, juillet-août 2024.

du Royaume-Uni (l'Égypte, l'Irak et l'Arabie saoudite), pour pousser la métropole à désavouer la déclaration Balfour et bloquer l'immigration juive en Palestine. Cette sollicitation panarabe inquiétait Londres, étant donné les sympathies arabes croissantes pour l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie.

La commission Peel et le « transfert forcé »

Selon Segev, les positions pro-allemandes et pro-italiennes dans le monde arabe et en Palestine, à partir de 1939, reflétaient ce que le mouvement sioniste avait fait à l'égard du gouvernement britannique en 1917. Londres élabora pas moins de « *dix plans* » de partition de la Palestine entre les années 1930 et 1940. Le plus célèbre fut celui de la commission Peel en 1937, qui envisageait la création de deux États ainsi qu'une administration internationale de Jérusalem. Les dirigeants sionistes accueillirent ce plan avec prudence, et les Arabes le rejetèrent.

Cependant, David Ben Gourion considéra ce plan comme « *la déclaration d'indépendance* » de l'État hébreu, étant donné qu'il introduisait la formule du « *transfert forcé* » de la population arabe : il prenait comme référence l'échange de populations qui avait eu lieu entre la Turquie et la Grèce en 1923, à la fin de la guerre gréco-turque, durant laquelle Athènes avait été soutenu par Londres contre les nationalistes de Kemal Atatürk. Depuis le début des années 1930, poursuit Segev, les dirigeants juifs avaient élaboré des plans pour le transfert de la population arabe, en débattant pour décider si ce transfert devait être « *forcé ou volontaire* » ; toutefois, le transfert volontaire n'était pas entendu comme résultant de la « *volonté individuelle* », mais sur la base d'un « *accord entre États* ».

L'idée du transfert de population se renforça dans les années 1940. Avant de mourir d'une crise cardiaque, Vladimir Jabotinsky, actif aux États-Unis, affirma : « *Le monde s'est habitué à l'idée des migrations massives [...] Hitler, aussi odieux qu'il soit pour nous, a popularisé cette idée dans le monde.* » Cette position fut également renforcée par le refus croissant de la part des Arabes d'accepter un État hébreu en Palestine. Cela rendit éphémères les propositions de « *solution binationale* » avancées par les courants « *sionistes modérés* », comme celui de Brit Shalom (Association pour la paix), qui jouissait d'une certaine sympathie, par exemple de la part de la famille Schocken, d'origine allemande et encore aujourd'hui propriétaire du quotidien *Haaretz*.

Dans un livre au titre tragiquement percutant, *The Seventh Million* – « le septième million », la population juive en Palestine qui survécut aux six millions de Juifs victimes de la Shoah – Tom Segev aborde l'influence de l'Holocauste sur l'histoire d'Israël. Nous n'entrons pas dans ce débat très

délicat et forcément controversé ; nous nous limitons à considérer son argument de fond : Segev conteste la thèse selon laquelle la Shoah aurait été l'événement fondateur d'Israël. L'Holocauste aurait été utilisé, selon lui, comme « *outil diplomatique* » par une direction sioniste désormais « *centrée sur la Palestine* », qui avait supplanté Chaim Weizmann et renoncé à la priorité accordée aux relations avec Londres. Ben Gourion et les révisionnistes pensaient, « *de manière pragmatique* », que le *Yichouv* (l'implantation juive) ou les puissances belligérantes ne pouvaient pas faire grand-chose pour « *sauver la diaspora* » de l'extermination nazie : l'objectif prioritaire était la création de l'État d'Israël. Cette question, poursuit Segev, marqua un « *schisme* » entre la direction travailliste et les survivants de l'extermination nazie, massivement poussés à émigrer vers le futur Israël à la fois par les puissances victorieuses et par l'activité de recrutement des agences sionistes. Il fallut une décennie aux dirigeants sionistes pour intégrer les survivants des camps d'extermination, mais cette intégration devint un élément constitutif du facteur moral israélien et de l'approche de l'État en matière de relations étrangères.

La politique de Londres, qui réitéra ses propositions de partition à la veille de la Seconde Guerre mondiale, en les reportant à 1949, était d'apaiser l'opinion arabe. Le Premier ministre, Neville Chamberlain, approuva le « *livre blanc de 1939* », qui gelait toute nouvelle immigration juive. Il souligna que si Londres devait « *heurter l'une des parties, il vaudrait mieux que ce soit les Juifs plutôt que les Arabes* » (Tom Segev, *op. cit.*).

La marche vers l'indépendance

Selon Segev et d'autres historiens, les Arabes commirent une « *erreur tactique grave* » en rejetant le partage, car la proposition britannique leur aurait permis de « *gagner du temps* » pour se préparer à une guerre que, désormais, tout le monde estimait « *inévitable* ». La deuxième erreur commise par les Arabes fut de chercher la collaboration avec les régimes fasciste et hitlérien. En 1941, le grand mufti Husseini obtint une audience aussi bien avec Mussolini qu'avec Hitler, sans en tirer aucun engagement concret de la part des deux puissances. En avril-juin 1941, rappelle Diner, les Britanniques renversèrent les gouvernements irakien et iranien en raison de leurs positions pro-nazies, tout comme ils renversèrent les forces de Vichy en Syrie et au Liban. Husseini, qui avait reçu le soutien de militaires pro-nazis en Irak, fut contraint de fuir, d'abord à Rome puis à Berlin. Il contribua, en relation avec Heinrich Himmler, à encourager le recrutement de musulmans bosniaques et albanais dans les rangs des SS, qui jouèrent un rôle dans la lutte contre les résistants en Yougoslavie et dans les massacres des

minorités juives en Albanie. Ayant fui Berlin peu avant l'arrivée des troupes russes, Husseini trouva alors refuge au Caire. La Ligue arabe y était établie depuis 1944, à l'initiative des Britanniques. Ces derniers renoncèrent à son arrestation pour ne pas entrer en conflit avec la monarchie égyptienne et le monde arabe en général.

À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, tragique pour la diaspora juive d'Europe, la Palestine était un facteur d'accélération du développement économique et industriel : le fait d'être la principale base logistique de la Méditerranée orientale permettait le développement de « *centaines d'entreprises industrielles* » (Dan Diner, *op. cit.*). Entre 1918 et 1939, Londres avait déjà réalisé des investissements à caractère infrastructurel, par exemple l'extension du port de Haïfa, du réseau routier vers l'Irak et le Golfe et du réseau ferroviaire. Le développement des raffineries et des pipelines en provenance du Golfe, comme le rappelle Benny Morris, avait également contribué à faire de Haïfa la métropole où la solidarité entre travailleurs arabes et juifs était la plus grande, en particulier dans les raffineries de la société britannique Iraq Petroleum Company. Cette solidarité de classe fut brisée par les coups des représailles terroristes arabes et juives (Benny Morris, *Righteous Victims*, 2001 ; Ilan Pappé, *op. cit.*).

La « saison » et la guerre d'indépendance

Le congrès sioniste qui eut lieu en mai 1942 à l'hôtel Biltmore de New York est considéré comme un tournant de la direction travailliste, qui passa d'une orientation pro-britannique à une orientation pro-américaine. Ben Gourion était convaincu que l'issue du conflit engendrerait la naissance de l'État hébreu (Dan Diner, *op. cit.*). Néanmoins, comme en 1917 déjà, il fournit du personnel militaire à l'effort allié, en tenant compte notamment du soutien que d'autres mouvements anticoloniaux apportaient à l'Empire britannique, par exemple Gandhi et le parti du Congrès indien. À partir de 1944, les organisations paramilitaires du Lehi (appelé groupe Stern) et de l'Irgoun lancèrent une campagne terroriste contre les Britanniques ; ainsi, les travaillistes adoptèrent un certain dosage de coopération et de conflit avec les autorités britanniques, craignant avant tout que le retrait de Londres, décidé en 1947, ne laisse « *un vide de pouvoir* » dans les structures administratives en Palestine. Segev et Colin Shindler (*The Rise of the Israeli Right*, 2015) soulignent tous deux que, même si la confrontation nationaliste entre les courants juifs frôlait parfois le risque de « *guerre civile* », il s'agissait en grande partie d'une compétition sur la « *crédibilité patriotique* ».

En 1944-1945, la direction travailliste soutint la répression britannique contre l'Irgoun et le Lehi, au cours de ce qui est resté dans l'histoire sous

le nom de « la saison », la saison de la chasse aux terroristes. Mais elle soutint tacitement ces deux mêmes groupes dans leurs actions de « contre-terrorisme » envers la composante arabe, en les appuyant avec ses propres unités spéciales, le Palmah. Les Palmahniks, écrit Segev, étaient animés par une philosophie mêlant l'égalitarisme des kibbouts (les membres des coopératives agraires), des mœurs puritaines et de l'*« admiration pour Joseph Staline »*. Il souligne également que, dès 1947, Londres avait désormais acquis la conviction que la valeur stratégique du mandat avait décliné. Le Royaume-Uni n'était pas entré en Palestine motivé par « *l'économie* », mais par une combinaison de facteurs. Ce furent plutôt les raisons économiques, le déclin de sa position mondiale, accéléré par la Seconde Guerre mondiale, qui dictèrent « *sa sortie de scène* ».

La « catastrophe » palestinienne

Le Palmah, la Haganah, l'Irgoun et le Lehi furent intégrés dans l'armée nationale en 1947. Durant le conflit israélo-arabe de 1947-1948, les formations paramilitaires de droite, écrit Morris, furent cependant considérées comme « *hostiles* » à la Haganah (Benny Morris, *1948: A History of the First Arab-Israeli War*, 2008). Dans un rapport confidentiel présenté au gouvernement, les services de renseignement de la Haganah estimaient que « *15 à 20 % de la population arabe* » chassée de leurs villages l'avaient été par l'Irgoun et le Lehi.

Le conflit fut divisé en deux phases. En février 1947, Londres annonça son retrait de Palestine et, en novembre, l'Assemblée générale de l'ONU vota la résolution 181, approuvant le plan de partage de la Palestine, avec le soutien des principales puissances, mais pas de Londres ni de la Ligue arabe. À partir de décembre, une importante guerre civile éclata, avec des attaques arabes et des représailles juives. En janvier 1948, des milices arabes irrégulières commencèrent à affluer en Palestine et, en mars, elles réussirent à assiéger Tel-Aviv et Jérusalem. La Haganah commença à recevoir des livraisons d'armes de Tchécoslovaquie et les dirigeants sionistes élaborèrent le « *plan Daleth* », qui prévoyait la défense des frontières et la destruction éventuelle de villages arabes, à l'intérieur de l'État hébreu, considérés comme difficiles à contrôler. Ilan Pappé (*Le nettoyage ethnique de la Palestine*, 2008) et de nombreux historiens palestiniens y voient le projet d'expulsion de la majorité arabe. Benny Morris, représentant du courant des « nouveaux historiens » israéliens, ayant adopté plus tard une position néoconservatrice, attribue la Nakba (littéralement la « *catastrophe* »), l'exode de 700 000 Palestiniens, à la dynamique de l'affrontement militaire, les populations étant étroitement entrelacées. Il reconnaît que les forces juives commirent

pas moins de quarante massacres, dont le plus célèbre eut lieu dans le village de Deir Yassin, en plus de détruire délibérément des centaines d'autres.

Concernant le « *concept de transfert* », Morris admet le rôle de la pensée sioniste, théorisant la nécessité d'obtenir une « *majorité démographique* » pour le nouvel État d'Israël. De même, il met en évidence le fait que Ben Gourion n'avait pas émis d'« *instructions écrites* » ou d'approbations formelles pouvant engager la responsabilité politique ou morale de l'État d'Israël. Il souligne également que les dirigeants sionistes avaient examiné, par précaution, les précédents historiques, du transfert des populations gréco-turques en 1923 aux questions arménienne et kurde entre 1915 et 1926. La pratique de l'expulsion, ajoute-t-il, suscita de vives réactions au sein des différents courants du Mapaï, le Parti des travailleurs (Benny Morris, 1948: *A History of the First Arab-Israeli War*, *op. cit.* ; *Righteous Victims*, *op. cit.*). Pour Élie Barnavi, ces décisions auraient été dictées par la « *Realpolitik* » de Ben Gourion, estimant que la composante arabe, notamment la minorité restée sur le territoire israélien après le partage, pouvait agir comme une « *cinquième colonne* » de pays arabes hostiles (*Une histoire moderne d'Israël*, 1998).

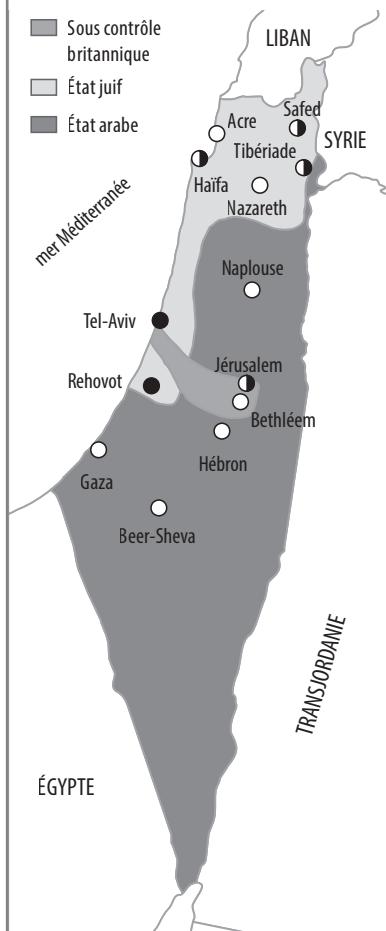
La deuxième phase du conflit fut l'intervention des forces arabes régulières (mai 1948-juillet 1949) : leur mauvaise coordination et la meilleure préparation et la supériorité numérique des forces juives, qui grossirent au cours des combats, décidèrent de la victoire israélienne.

Le conflit de 1947-1948 fut le plus sanglant pour Israël : environ 6 000 morts, entre militaires et civils, soit 1 % de la population juive. Côté arabe et palestinien, il y eut entre 5 000 et 15 000 victimes. Les accords d'armistice israélo-arabes, signés à Rhodes séparément entre février et juillet 1949 avec chacun des pays arabes belligérants, définirent les frontières jusqu'au conflit de 1967, laissant 78 % du territoire de la Palestine mandataire à Israël, le reste étant occupé par l'Égypte et la Transjordanie. Par rapport au plan de partage de l'ONU, Israël acquit 30 % de territoire en plus.

Segev souligne que le plan de partage entériné par l'ONU approuvait implicitement une dynamique d'expulsion territoriale des populations. La même chose s'était produite à la fin de la Seconde Guerre mondiale, non seulement pour 12 millions d'Allemands, mais aussi avec le « *rapatriement forcé* » de Polonais, d'Ukrainiens et d'autres minorités d'Europe de l'Est, avant et après les accords de Yalta (Keith Lowe, *Savage Continent*, 2013). Entre 1947 et 1950, le nouvel État d'Israël, en plus d'intégrer les survivants de l'extermination nazie, négocia avec des pays comme la Pologne, la Roumanie et la Hongrie le transfert de leurs minorités juives, « *à un prix économique élevé* », sous forme de concessions commerciales.

PALESTINE :
PLAN DE PARTITION
DE LA COMMISSION PEEL,
7 JUILLET 1937

- Sous contrôle britannique
- État juif
- État arabe



- Installations juives
- Villes arabo-juives
- Villes ou villages arabes

Source : *Encyclopædia Britannica*.

PLAN DE PARTITION
APPROUVÉ PAR L'ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE DE L'ONU,
29 NOVEMBRE 1947



- État juif
- État arabe
- District de Jérusalem

Source : *Encyclopædia Britannica*.

Israël dans la confrontation pour le Moyen-Orient

Entre 1949 et 1956, comme le rappelle Morris lui-même, Israël mena sa « *longue guerre des frontières* », en particulier avec des « *représailles* » sur le territoire jordanien, et pas seulement pour empêcher l'infiltration des paysans palestiniens, qui n'était pas toujours motivée par des actions de guérilla. La défaite palestinienne et arabe dans la guerre de 1948 peut être attribuée à la fois à l'absence d'une véritable direction – la figure du grand mufti fut renversée par l'issue du conflit –, et aux calculs divergents des pays arabes.

La thèse d'Avi Shlaim, un autre représentant de l'école israélienne des « nouveaux historiens », renvoie aux intérêts dynastiques de la Jordanie, à la « *collusion* » de fait avec Israël concernant le partage de la Palestine, la Cisjordanie étant annexée en 1950 au royaume hachémite. Et aussi à la rivalité pour la direction du panarabisme entre l'Irak, la Jordanie, l'Égypte, la Syrie et l'Arabie saoudite, et aux intérêts territoriaux des États frontaliers d'Israël. Ceux-ci, selon Shlaim, tentèrent de négocier des accords de paix de manière bilatérale, mais ils furent souvent ramenés, par leur « *lien panarabe* », sur le « *front du refus* », à savoir la non-reconnaissance de l'État hébreu (Avi Shlaim, *Collusion Across the Jordan*, 1988 ; *The Iron Wall*, 2001). En d'autres termes, aussi bien le *prétexte national palestinien* que le *prétexte national juif* furent utilisés par les bourgeoisies arabes dans leur rivalité mutuelle, ainsi que dans la confrontation entre les différents impérialismes.

Lors du deuxième conflit israélo-arabe, en octobre 1956, une collusion eut lieu entre la France, Israël et le Royaume-Uni, dans le contexte de la crise de Suez, la nationalisation du canal réalisée par le régime de Gamal Abdel Nasser. Pour Israël, il s'agissait d'une guerre préventive, car Tel-Aviv craignait le renforcement militaire de l'Égypte, un pays que Ben Gourion considérait, selon Barnavi, comme « *le seul véritable État* » de la région, au même titre que la Turquie et l'Iran : les autres régimes arabes n'étaient que de simples agrégations « *de tribus et de clans* ». La « *collusion* » franco-israélo-britannique visait à déstabiliser ou à renverser Nasser, qui soutenait les luttes pour l'indépendance au Maghreb, en Algérie en particulier, et menaçait non seulement le contrôle franco-britannique du canal de Suez mais aussi la position britannique en Jordanie. L'opération se heurta toutefois à l'opposition conjointe de Washington et de Moscou, qui la bloquèrent, provoquant la chute du gouvernement d'Anthony Eden. Selon James Barr, Londres avait mal compris le degré d'hostilité de Washington à l'égard de Nasser, lorsque l'administration Eisenhower avait autorisé la CIA à évaluer son renversement. L'initiative de Londres fut un coup de dés, en pleine campagne électorale américaine et pendant la répression de la révolte hon-

groise par la Russie. Washington contraint le Royaume-Uni à se retirer, en provoquant une crise de la livre sterling et en menaçant d'imposer un embargo sur le pétrole. Moscou menaça d'agir militairement (James Barr, *Lords of the Desert*, 2018 ; Warren Bass, *Support Any Friend*, 2003).

La période 1945-1957 fut aussi, selon de nombreux historiens israéliens, l'apogée des relations franco-israéliennes et d'une politique de liaison avec l'Europe, poursuivie par Shimon Peres et Ben Gourion lui-même. La France, outre sa collaboration nucléaire avec l'État hébreu, fut également son principal fournisseur d'armes. Malgré la défaite militaire égyptienne, le conflit de 1956 donna à Nasser un rôle de leadership dans le monde arabe, créant ainsi les conditions préalables au conflit de 1967. Cependant, tant pour Barnavi que pour Vittorio Dan Segre (*Le metamorfosi di Israele*, 2006), il entraîna une décennie de pause pour l'État hébreu, occupé à absorber un million d'immigrés de la diaspora séfarade en provenance des pays arabes (Juifs yéménites, Irakiens, Marocains) et d'Iran, après avoir négocié l'accord avec l'Allemagne fédérale pour les réparations d'après-guerre.

L'immigration des Juifs mizrahi et le Goush Emounim

L'accord de Ben Gourion avec Konrad Adenauer déclencha des protestations très vives en Israël, menées par Menahem Begin, à la tête du courant révisionniste depuis 1943 et secrétaire du Hérouth, la formation de centre droit. Ce ne fut qu'en 1960 que le courant révisionniste rejoignit la confédération syndicale Histadrout. Jusqu'en 1967, avec l'adhésion au gouvernement d'unité nationale constitué à la veille de la guerre des Six Jours, la structure politique israélienne avait une orientation centriste, autour de l'alliance entre le Mapaï et le parti religieux Mafdal. La structure économique se consolida en grande partie sous la forme de capitalisme d'État ou d'un fort dirigisme, notamment parce qu'il fallait assurer le développement économique et l'intégration des nouveaux immigrés, appelés Juifs mizrahi ou Mizrahim (les Orientaux) par la sociologie israélienne.

Cette composante, ayant des coutumes et des caractéristiques différentes du bloc ashkénaze originaire d'Europe centrale et orientale, apparut dans les années 1960 et 1970 comme la principale base de masse du centre droit israélien, aussi du fait de la confrontation pour la succession de Ben Gourion au sein du Mapaï. Les Mizrahim, écrit Abitbol, contestaient la domination de l'establishment ashkénaze dans les institutions ; ils représentaient de vastes secteurs du prolétariat israélien, qui se trouvaient dans une situation d'infériorité économique importante et même de discrimination. *Haaretz*, par exemple, décrivait les immigrés d'origine yéménite et marocaine de façon presque raciste, comme étant « *plus arabes que juifs* »,

en raison de leurs rituels, de leurs coutumes et de leur origine sous-prolétarienne. Pour Barnavi, les « *immigrés marocains* », en particulier, étaient les plus intolérants envers la discipline sociale imposée par les travaillistes. Au début des années 1970, un mouvement de revendication sociale émergea au sein de la composante mizrahi, les « *panthères noires* », dans lesquelles milita également Pappé ; leur nom faisait explicitement référence au militantisme afro-américain né dans les ghettos aux États-Unis.

La deuxième force qui émergea au lendemain de la victoire de 1967 fut le mouvement national-religieux du Goush Emounim (Bloc [des] fidèles), dont l'origine sociale était la classe moyenne travailliste : ce mouvement adopta une conception national-messianique de l'État d'Israël, promouvant la colonisation des territoires occupés. Ce courant était perçu avec sympathie par des représentants travaillistes tels que Shimon Peres et Moshe Dayan, qui le considéraient comme une nouvelle incarnation de l'esprit « sioniste pionnier » du début du xx^e siècle. En 1965, les deux représentants de la « jeune garde travailliste », considérés par Ben Gourion comme ses successeurs, le suivirent dans la scission au Mapaï, donnant ainsi naissance au parti Rafi. Le Goush Emounim fut formé en 1970 et était dominé par les ex-disciples du rabbin Zvi Yehouda Kook, pour qui tous les événements qui avaient touché le peuple juif, de la Shoah à la création de l'État d'Israël et à la victoire de 1967, étaient un « *prélude à la rédemption* », donc l'accomplissement de la prophétie biblique (Michel Abitbol, *Histoire d'Israël*, 2024 ; Idith Zertal, Akiva Eldar, *Lords of the Land*, 2007).

La question palestinienne dans l'enchaînement de conflits de l'instable Moyen-Orient*

Les quatre guerres israélo-arabes de 1947 à 1973, le conflit libanais entre 1982 et 2000, la deuxième guerre du Liban en 2006, ainsi que les deux Intifada des années 1980 et 2000 auraient provoqué, selon une estimation de 2007 du journal *Maariv*, environ 20 000 morts pour Israël et 60 000 pour les Arabes. Les conflits qui ont suivi, les cinq guerres de Gaza, dont celle d'aujourd'hui, portent le bilan côté arabe à environ 100 000 victimes. L'estimation est d'environ 300 000 morts pour ce que Vittorio Dan Segre a défini comme les « *guerres civiles arabes* » (à savoir le conflit jordanien de 1970-1971 et la guerre civile syrienne des années 1980), la guerre civile libanaise (1975-1990) et la guerre en Irak après 2003 (*Le metamorfosi di Israele*, 2006). Pour les guerres en Syrie et au Yémen, de 2011 à aujourd'hui, on estime qu'elles ont fait environ 400 000 morts. La guerre Iran-Irak (1980-1988), au cours de laquelle une grande partie du monde arabe sunnite prit la défense du régime de Saddam Hussein, reste à ce jour le conflit le plus sanglant entre États du Grand Moyen-Orient, avec environ un million de morts.

Le prix de la définition des équilibres étatiques dans la région peut globalement être évalué à près de deux millions de victimes en trois quarts de siècle ; des conflits largement alimentés par les différentes puissances impérialistes, tant en armes qu'en capitaux.

La question palestinienne dans le jeu des puissances au Moyen-Orient

À partir de 1948, la *question palestinienne* est apparue à la fois comme un point de convergence entre les bourgeoisies arabes pour contrer la présence coloniale des Européens et comme un prétexte national pour attiser, manipuler ou dissimuler leurs intérêts régionaux conflictuels et souvent rivaux. Selon Segre, l'affrontement sur la Palestine était par essence un affrontement territorial, mais en raison des « *revendications révolutionnaires panarabes* » et des contradictions internes du panarabisme, il a pris un « *caractère symbolique* » qui, en fin de compte, le rend « *intraitable* » (*op. cit.*).

Segre établissait un lien entre le conflit israélo-arabe et les différentes traditions étatiques apparues après la décolonisation. Il identifiait trois types d'États. D'abord, les États fondés sur l'*« union tribale-religieuse »*, comme le Yémen et l'Arabie saoudite, mais aussi le Maroc. Ensuite, les États qui

* Gianluca De Simone, septembre 2024.

ont conservé des structures de pouvoir précoloniales, comme les émirats du Golfe, mais aussi l'Algérie et l'Égypte : basés sur une structure militaire d'origine ottomane, les mamelouks, ces États ont ensuite évolué, dans leurs rapports avec les puissances européennes, vers des structures « *dynastiques-républicaines* » qui, en raison de la centralité des forces armées, ont pris comme référence le modèle kémaliste turc. Enfin, des États comme Israël, la Jordanie, le Liban, l'Irak et la Syrie : leur caractéristique dominante a été la recherche d'une « *identité nationale* », souvent par ceux que Henry Kissinger appelait les « *minorités dominantes* », qu'elles soient ethniques ou religieuses. Il parlait de l'Irak, mais la réflexion peut être élargie au Liban, à la Syrie et à la Jordanie. Même en Israël, un État plurinational comptant 20 % de population arabe, il y a une contradiction, dans l'idéologie nationale sioniste, entre l'identité israélienne et l'identité juive.

Ce processus fait d'États en quête de consolidation, de nationalités dominantes et de minorités sans État, ainsi que d'oppositions religieuses ataviques, est indissociable de la rivalité entre les puissances impérialistes de la région. Cette rivalité reste un centre de la confrontation, bien au-delà de la période de domination coloniale et des enjeux géopolitiques pour Londres et pour Paris, étant donné l'importance cruciale que le pétrole a prise dans le cycle de développement mondial d'après-guerre. La lutte *pour* le pétrole, ainsi que la confrontation entre les puissances *au moyen* du pétrole, du contrôle de son transport et du contrôle de l'*artère énergétique* du golfe Persique, sont devenues une caractéristique permanente des guerres et des crises du Moyen-Orient. Ainsi, dans l'éditorial « *Contre la guerre, révolution* ! », concernant le conflit israélo-arabe de 1967, Arrigo Cervetto écrivait :

« Élevée et nourrie par les combines avec les impérialistes européens et américains, la bourgeoisie arabe a depuis longtemps ajouté la carte soviétique à son jeu. La bourgeoisie israélienne a joué et bien utilisé la carte stalinienne en 1947, quand l'URSS et les États-Unis appuyaient le sionisme pour chasser du Moyen-Orient les puissances anglo-françaises à bout de souffle, qui allaient jusqu'à dépoussiérer le panarabisme, l'armaient, l'organisaient pour rester à flot... sur le pétrole. L'État d'Israël ne naît pas avec la bénédiction de Jéhovah, mais avec celle de Staline et de Truman. En 1956, il abandonne ses parrains, s'allie avec Anthony Eden et Guy Mollet et marche vers Suez. La VI^e flotte bloque l'opération. Le Moyen-Orient est désormais zone d'influence américaine, où les Russes n'entrent plus que pour faire le jeu des États-Unis. En effet, le pétrole est passé presque entièrement sous la bannière étoilée. Il faudra encore près de dix ans avant que le renforcement du capitalisme européen fasse une tentative de retour concurrentiel au Moyen-Orient et provoque un autre déséquilibre dans les rapports internationaux et internes de cette région.

* Voir « *Contre la guerre, révolution* ! », page 243.

Le positionnement des États est remis en mouvement : l'URSS a un espace pour ses manœuvres, les États-Unis étendent les contradictions de leur hégémonie. Dans tout ce processus, les bourgeoisie arabe et israélienne jouent un rôle secondaire mais indispensable. Incapables, par faiblesse et par concurrence entre elles, de s'emparer du pétrole, elles peuvent cependant, en bonnes courtisanes, préparer leurs troupes pour une guerre dont seules les grandes puissances impérialistes pourraient profiter aujourd'hui. Habiles à monnayer faveurs et capitaux, elles ont tôt fait de traduire les unes et les autres en idéologies pour bourrer le crâne des travailleurs, qui ne sont même pas différents par la race, mais seulement par l'opium religieux. »

Ce passage souligne la relative faiblesse des bourgeoisie arabe et israélienne, notamment en ce qui concerne la répartition de la rente pétrolière, ainsi que le rôle dominant des États-Unis et celui de l'URSS en tant que remplaçant. Parmi les éléments déclencheurs de la nouvelle crise, Cervetto signale également la tentative de « *retour concurrentiel* » de l'impérialisme européen. Charles de Gaulle avait lancé sa « *grande politique arabe* » : dans ce cadre, en 1967, il avait suspendu la livraison de matériel militaire à Israël et l'avait averti de ne pas entreprendre de guerre préventive. Selon Raymond Aron, dans un commentaire du *Figaro*, Nasser n'aurait pas décrété le blocus du golfe d'Aqaba, déclenchant la guerre, « *s'il n'avait pas cru avoir le soutien de la France* ».

Néanmoins, dans les années suivantes, l'Europe eut du mal à avancer dans sa tentative de réinsertion, prise en étau entre la dépendance énergétique vis-à-vis du Moyen-Orient et le manque d'autonomie stratégique et militaire vis-à-vis des États-Unis. Quant au partage de la rente énergétique, la situation changea radicalement avec la guerre de 1973 et le *choc pétrolier* qui ébranla l'économie mondiale. Le déplacement colossal des revenus vers les bourgeoisie du Moyen-Orient fut de plusieurs points du PIB mondial : plus qu'assez pour motiver et alimenter la série de conflits et de tensions régionales au cours des cinquante années suivantes, y compris le subventionnement des courants terroristes et du radicalisme religieux.

La transformation des équilibres du « règlement de 1922 »

Revenons à la période après la Seconde Guerre mondiale. Les équilibres qui émergèrent au Moyen-Orient après la Première Guerre mondiale, avec le « *règlement de 1922* », changèrent entre 1945 et la fin des années 1950 (David Fromkin, *A Peace to End All Peace*, 1989). En 1952, la monarchie égyptienne fut renversée par les forces armées, dominées à partir de 1954 par la figure de Gamal Abdel Nasser. En 1947, le parti Baas (Résurrection), partisan d'un socialisme national arabe et du panarabisme, émergea en

* Voir « La guerre de 1967 », page 193.

Syrie, avec des branches en Irak, au Yémen et en Jordanie. À partir de 1954, le Baas entra dans les exécutifs syriens, marqués par une forte instabilité ; en 1956, après la crise de Suez et l'affirmation de Nasser comme principal dirigeant arabe, Damas établit des relations avec l'URSS, qui avait entre-temps pris un tournant clairement pro-arabe.

L'instabilité de la Syrie et l'influence de Nasser conduisirent à la création de la République arabe unie (RAU), l'union des deux pays, entre 1958 et 1961. Ne supportant pas d'être sous la tutelle de l'Égypte, Damas la quitta en 1961 et, en 1963, le Baas, dont les ambitions panarabes rivalisaient avec les ambitions nassériennes, se transforma en parti unique en Syrie. En 1966, cependant, la composante militaire du Baas, dont faisait entre autres partie Hafez el-Assad, un officier alaouite, renversa la « vieille garde » du parti, provoquant aussi la scission avec la branche irakienne.

À Bagdad, la monarchie pro-britannique avait été renversée lors d'un coup d'État militaire en juillet 1958 par le général Abdel Karim Kassem, un nationaliste de confession chiite. Il fut à son tour renversé et tué par les baasistes locaux en 1963. La consolidation du régime baasiste n'eut lieu qu'en 1968, avec l'affirmation du sunnite Saddam Hussein. L'historien et diplomate Michael Oren écrit que la Syrie, après 1949, connut « *seize gouvernements différents, presque un par an* » (*Six Days of War*, 2002). Les vendettas entre les courants baasiste, nassérien et nationaliste donnèrent lieu à des purges continues, les branches syrienne et irakienne étant en proie à une rivalité féroce.

La guerre froide arabe

Les différents régimes socialistes-nationalistes du monde arabe, clients de Moscou et rivaux du panarabisme, auxquels s'ajoutèrent l'Algérie et, à partir de 1969, la Libye, se trouvèrent engagés, dans le contexte de la rivalité impérialiste dans la région, dans ce que l'on appelle la « guerre froide arabe ». Il s'agissait d'une relation conflictuelle avec les pays définis comme « modérés » et essentiellement pro-occidentaux : l'Arabie saoudite, les émirats du Golfe, le Liban et la Jordanie. Cette dernière était contrainte de maintenir un équilibre entre ses relations avec les puissances occidentales, ses traditionnels rivaux dynastiques saoudiens, le panarabisme et la question palestinienne, car sa population était composée à 70 % de Palestiniens, en partie expulsés d'Israël en 1948.

La rivalité entre les grandes puissances et la « guerre froide arabe » ne firent qu'un en 1957, avec la définition de la « doctrine Eisenhower » pour le Moyen-Orient (Eugene Rogan, *The Arabs: A History*, 2009 ; Evgueni Primakov, *Russia and the Arabs*, 2009). L'une des conséquences de ce conflit

« froid » fut la participation de l'Égypte à la guerre du Yémen de 1962 à 1967, un « Viêtnam égyptien », selon Nasser lui-même. Le Caire fut contraint d'envoyer environ 70 000 hommes pour affronter la guérilla religieuse chiite locale, soutenue par les Saoudiens, les Britanniques, le régime iranien du shah et même Israël. L'intervention entraîna également une crise prolongée de l'économie égyptienne, fortement dépendante des approvisionnements américains en blé. Pour le dirigeant égyptien, ce n'était pas une situation propice pour ouvrir un conflit avec Israël.

Le conflit de 1967

Selon son biographe Jean Lacouture, l'une des principales limites politiques de Nasser était son « *extrême difficulté à distinguer [...] le réel et l'imaginaire* », ce qui le rendait prisonnier à la fois de sa propre rhétorique et de celle des autres. La nécessité de défendre son prestige de leader du monde arabe le poussa à une « *démonstration de force* » en 1967, affirment Primakov et Oren. Yitzhak Rabin, alors chef d'état-major israélien, exprima le même avis. Nasser était inquiet concernant la possibilité d'une attaque israélienne contre la Syrie, selon les informations qui lui avaient été transmises par Moscou ; après une succession d'affrontements frontaliers et l'intensification de la guérilla palestinienne, il déploya ainsi près de 100 000 hommes dans le Sinaï. Après avoir demandé le retrait du contingent de l'ONU, il imposa le blocus du détroit de Tiran, débouché maritime de l'État hébreu sur la mer Rouge par la ville d'Eilat et terminal des approvisionnements en pétrole iranien.

Le conflit conduisit au désastre et, à cause de la défaite arabe, au déclin de l'idéologie panarabiste.

Même s'il parraîna le nationalisme palestinien, qui émergea en 1954 avec la naissance du Fatah puis se développa avec la création de l'OLP en 1964, poursuit Lacouture, Nasser, dès 1957, « *avait tenté de mettre la question palestinienne au congélateur* » et de préserver le *statu quo* avec Israël, en se barricadant derrière la position « *ni paix ni guerre* ». L'historien français soutient que les ambitions panarabistes de Nasser se basaient sur l'ambition de mettre en commun la rente pétrolière arabe, en particulier saoudienne, dont l'Égypte était presque dépourvue. Cela confirme notre jugement sur les « *bourgeoisies arabes imbibées de pétrole* » qui sont, en tant que telles, désormais incapables de remplir une fonction révolutionnaire dans un sens démocratique-bourgeois.

Pour Oren, en 1967, Nasser lança un « *coup de dés* », visant à remporter une « *victoire diplomatique sans aucune guerre* ». Ce fut aussi le produit de la rivalité interarabe et interne entre le raïs et son chef d'état-major, Abdel

Hakim Amer, pour le contrôle des forces armées : ce dernier surestimait largement les capacités et l'organisation de l'armée, qui manquait de formation et dont les armements n'étaient opérationnels qu'à 70-75 %. Pour Oren, la Russie joua à un jeu très ambigu : accroître les tensions locales afin de « rappeler aux pays arabes leur dépendance » du soutien de Moscou.

Côté israélien, Oren rappelle que l'objectif principal du Premier ministre israélien, David Ben Gourion, dans la guerre de 1956 était de « dégonfler le prestige de Nasser » et d'obtenir également l'accord de Londres et de Paris pour une réorganisation de la région : la création d'un État maronite (chrétien) au Liban, le partage de la Transjordanie entre Israël et l'Irak et l'annexion israélienne du sud du Liban jusqu'au fleuve Litani. Un projet que ni Londres ni Paris n'étaient disposés à soutenir (Michael Oren, *op. cit.* ; Benny Morris, *Righteous Victims*, 2001). De fait, en 1956, Israël n'avait



obtenu que la garantie du débouché sur la mer Rouge, avec le port d’Eilat, et l’interposition des forces de l’ONU dans le Sinaï.

La décision d’Israël de lancer une attaque préventive, en juin 1967, fut motivée par la panique qui régnait à Tel-Aviv. Dans le conflit pour sa propre succession interne, Ben Gourion contestait fortement la possibilité que le poste de Premier ministre soit occupé par Lévi Eshkol, car il ne voulait pas de guerre après la scission de son parti Rafi du Mapaï en 1965. Toutefois, les leaders militaires furent également décisifs. Selon Segev, Oren et Morris, le « *putsch militaire* » de juin 1967 imposa Moshe Dayan au ministère de la Défense, en écartant Eshkol (Tom Segev, 1967: *Israel, the War and the Year that Transformed the Middle East*, 2007).

Le 30 mai, la décision de la Jordanie d’établir un commandement unifié avec l’Égypte, l’Irak et la Syrie fut l’occasion qui permit à Tel-Aviv « *d’effacer la honte de 1948* », écrit Morris : la prise complète de Jérusalem et l’acquisition de la Cisjordanie et d’une partie du plateau du Golan, avec le contrôle des sources du Jourdain, l’un des éléments de friction avec la Syrie.

Côté arabe, tout cela confirmait le fait qu’Israël agissait comme une « *sentinelle occidentale* » dans la région et renforçait le poids de la carte palestinienne dans la politique interarabe. Morris et Segre (*op. cit.*) s'accordent à dire qu'une identité nationale palestinienne fut consolidée avec l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza et la nouvelle vague de réfugiés. L'OLP restait une organisation parapluie, traversée par une multitude de courants – le Fatah de Yasser Arafat en était l'un des principaux – diversement utilisés par les puissances arabes. La victoire de 1967 affirma le rôle d’Israël en tant que principale puissance militaire de la région, mais elle fit naître, affirme Morris, une « *avidité nationaliste* », y compris au sein des courants travaillistes, même si la voie des échanges territoriaux pour obtenir la reconnaissance arabe restait ouverte.

La guerre du Kippour et la chute de l'hégémonie travailliste

Nasser, décédé en 1970, avait obtenu la résolution des « trois non » au sommet de la Ligue arabe à Khartoum, en septembre 1967 : pas de paix, pas de négociations et pas de reconnaissance d’Israël. Ainsi que l’engagement en faveur de la création d’un État palestinien, accompagné, jusqu’en 1970, de la « guerre d’usure » entre l’Égypte et Israël le long du canal de Suez.

Le *statu quo* au Moyen-Orient, issu de la guerre de 1967, fut rompu lors de la nouvelle série d’hostilités, en octobre 1973. Pour Morris, ni l’Égypte ni la Syrie « *n’avaient pour objectif de détruire Israël [...], sachant que cet objectif n’était pas à leur portée et que, menacé de mort, Israël pouvait déployer des attaques nucléaires dévastatrices* ». On peut ajouter que,

déjà en 1967, la dimension nucléaire, c'est-à-dire la crainte israélienne que l'Égypte puisse prendre pour cible la centrale de Dimona, fut un facteur qui poussa Tel-Aviv au conflit. En 1964, rappelle Oren, Nasser avait mis en garde Washington que Le Caire entrerait en guerre, « *même suicidaire* », contre Israël s'il développait des armes nucléaires, même s'il ne formula plus jamais cette menace (*op. cit.*).

L'objectif de l'Égypte, poursuit Morris, était d'acquérir une bande de territoire sur la rive orientale du canal de Suez et d'ébranler « *l'impasse politique d'Israël et de la communauté internationale* », c'est-à-dire les grandes puissances. L'objectif de Damas était de regagner le plateau du Golan. Il s'agissait avant tout pour les deux pays de « *laver la honte de 1967* », ce qui « *apporterait des récompenses aux deux régimes* », notamment « *d'importantes contributions financières de la part des monarchies pétrolières* ». Quoi qu'il en soit, aucune des deux capitales ni leurs alliés arabes ne se battaient pour le nationalisme palestinien. Tant pour le régime syrien que pour celui d'Anouar el-Sadate, le successeur de Nasser, les intérêts nationaux prévalaient.

Israël gagna le conflit militairement, mais sa condition de supériorité en fut diminuée sur le plan politique. La guerre servit également au changement de direction en Égypte, opéré par Sadate pour déplacer Le Caire de l'orbite russe vers celle des États-Unis, un résultat que revendiqua largement Henry Kissinger, alors secrétaire d'État. La lame de fond provoquée par le conflit entraîna en mars 1977 la fin de l'hégémonie travailliste en Israël et la victoire électorale du Likoud, une formation de centre droit créée en 1973 par Menahem Begin (1913-1992), auquel adhéra le général Ariel Sharon.

La montée du Likoud et la guerre du Liban

Né en Biélorussie, Begin avait initialement rejoint le mouvement socialiste Hashomer Hatzaïr (Le jeune garde) apparu en Galicie en 1913. En 1929-1930, il rejoignit le Betar, le mouvement de jeunesse révisionniste, dont il devint le responsable organisationnel. En 1939-1941, en tant que membre de l'armée polonaise, il fut interné dans un goulag stalinien. Libéré à la suite des accords entre les Alliés pour la reconstitution de l'armée polonaise sous le commandement du général Anders, Begin s'installa en Palestine en 1942, devenant le chef de l'Irgoun : à ce titre, il figure parmi les organisateurs de l'attentat de 1946 contre l'hôtel King David, où se trouvaient les bureaux du commandement militaire britannique en Palestine. En 1948, il refusa de dissoudre l'Irgoun, qui fut responsable en avril du massacre de Deir Yassin, l'un des plus importants du premier conflit israélo-arabe. En tentant d'acheminer des armes pour l'Irgoun, Begin se

retrouva la cible de l'incident de l'*Altalena*, un navire nommé d'après le pseudonyme de Vladimir Jabotinsky, coulé par la Haganah sur ordre direct de Ben Gourion.

Le « *tournant historique* » de 1977, écrit Michel Abitbol (*Histoire d'Israël*, 2024), fit émerger la droite israélienne comme un bloc gouvernemental, alors que les équilibres politiques définis par Ben Gourion avaient jusque-là assuré la prédominance du parti travailliste en lien avec le parti religieux Mafdal. Le tournant fut favorisé par la capacité du Likoud à attirer, avec un discours national-populiste, le vote des Mizrahim, dont les Séfarades, ainsi que, progressivement, de la composante nationale-religieuse également, apparue après 1967. Ce fut avec Begin que Sadate conclut les accords de Camp David en 1978 et la paix avec l'Égypte.

Ce fut également avec Begin qu'Israël s'inséra dans la guerre civile libanaise en 1982. La motivation déclarée était d'éradiquer du pays l'« État parallèle » créé par l'OLP et les diverses factions palestiniennes. Celles-ci avaient été expulsées de Jordanie en 1970-1971, pour avoir tenté de renverser la monarchie hachémite et d'établir un État palestinien, une tentative qui semble avoir été soutenue principalement par la Syrie d'Assad. Cette option était perçue favorablement, rappelle Avi Shlaim, par des représentants du Likoud comme Sharon, comme une variante de l'« *option jordanienne* », destinée à favoriser l'annexion définitive de la Cisjordanie à Israël (*Lion of Jordan*, 2008). Lors du conflit jordanien (1970-1971), entré dans l'histoire sous le nom de « Septembre noir », une répression sévère contre les formations de la guérilla palestinienne fit entre 5 000 et 15 000 morts.

Le conflit libanais, avec le siège de Beyrouth, fut conçu par Sharon dans la lignée des intentions de Ben Gourion en 1956, à savoir donner vie à un État libanais allié, dirigé par des maronites. La guerre atteignit son objectif d'expulser l'OLP du Liban, en la forçant à se replier sur Tunis. Cependant, elle fut l'un des facteurs de l'émergence, plus tard, du Hezbollah, le parti-milice chiite issu de fractions locales et palestiniennes, d'orientation maoïste, mais enraciné parmi les populations en grande partie rurales du sud du Liban, avec le soutien de la République islamique d'Iran (Christophe Ayad, *Géopolitique du Hezbollah*, 2024 ; Joshua Gleis, Benedetta Berti, *Hezbollah and Hamas*, 2012). Au cours du siège de Beyrouth, les milices maronites, soutenues par Israël, furent responsables du massacre des camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila, une réédition tout aussi sanglante des massacres commis en 1976. Cet événement conduisit à la démission de Sharon de son poste de ministre de la Défense.

En 1983, le conflit libanais se transforma en bourbier pour les forces de Tel-Aviv, notamment en raison des difficultés économiques croissantes du pays : Begin fut contraint de passer le relais à Yitzhak Shamir. À partir

de 1984, ce dernier dut former un gouvernement de coalition avec le parti travailliste dirigé par Shimon Peres, l'éternel rival de Rabin, à la tête du gouvernement entre 1974 et 1977. En 1974, au sommet arabe de Rabat, les États arabes reconnurent l'OLP comme seul représentant légitime du peuple palestinien. En 1988, le roi Hussein de Jordanie proclama la séparation administrative de la Cisjordanie, alors que, en 1974-1975, il avait envisagé une fédération jordano-palestinienne. De fait, affirme Shlaim, la décision de Hussein ferma la perspective d'une option jordanienne, au sens d'une union fédérale ou confédérale. L'un des facteurs fut l'explosion de la première Intifada palestinienne en décembre 1987, un mouvement spontané de la population de Cisjordanie, selon les historiens, qui prit par surprise Israël et l'OLP elle-même. Ce fut aussi l'occasion pour le Hamas, mouvement de résistance islamique, né à Gaza et soutenu tacitement par Israël depuis les années 1970, de s'imposer comme un courant religieux du nationalisme palestinien, concurrent du Fatah et de l'OLP. Toujours en 1988, les dirigeants de l'OLP reconnurent la légitimité de l'État d'Israël et la création d'un État palestinien en Cisjordanie et à Gaza. L'aval des États-Unis permit, dans les faits, de rétablir les négociations directes qui menèrent aux accords d'Oslo en 1993.

Nationalismes fragmentés et rivaux dans le labyrinthe du Moyen-Orient*

Le projet sioniste, en tant que mouvement nationaliste juif, avec des bases de masse hétérogènes, était une expérience tardive de solution nationale à la « question juive » en Europe. Il redécouvrirait, tant au sens idéologique que pratique, la souveraineté historique du peuple hébreu en Palestine, l'un des liens culturels de la diaspora, en particulier européenne. Le sionisme s'est enraciné à travers deux conflits mondiaux, en jouant sur l'équilibre entre les puissances au niveau international et dans le processus de décolonisation, c'est-à-dire de retrait et de décomposition des précédentes positions impériales européennes. Il avait le soutien indirect des États-Unis et de l'URSS, puis des puissances impérialistes européennes. Le nationalisme palestinien, plus immature et plus faible, en est sorti perdant.

Les principes inconciliables de la théorie bourgeoise de l'État

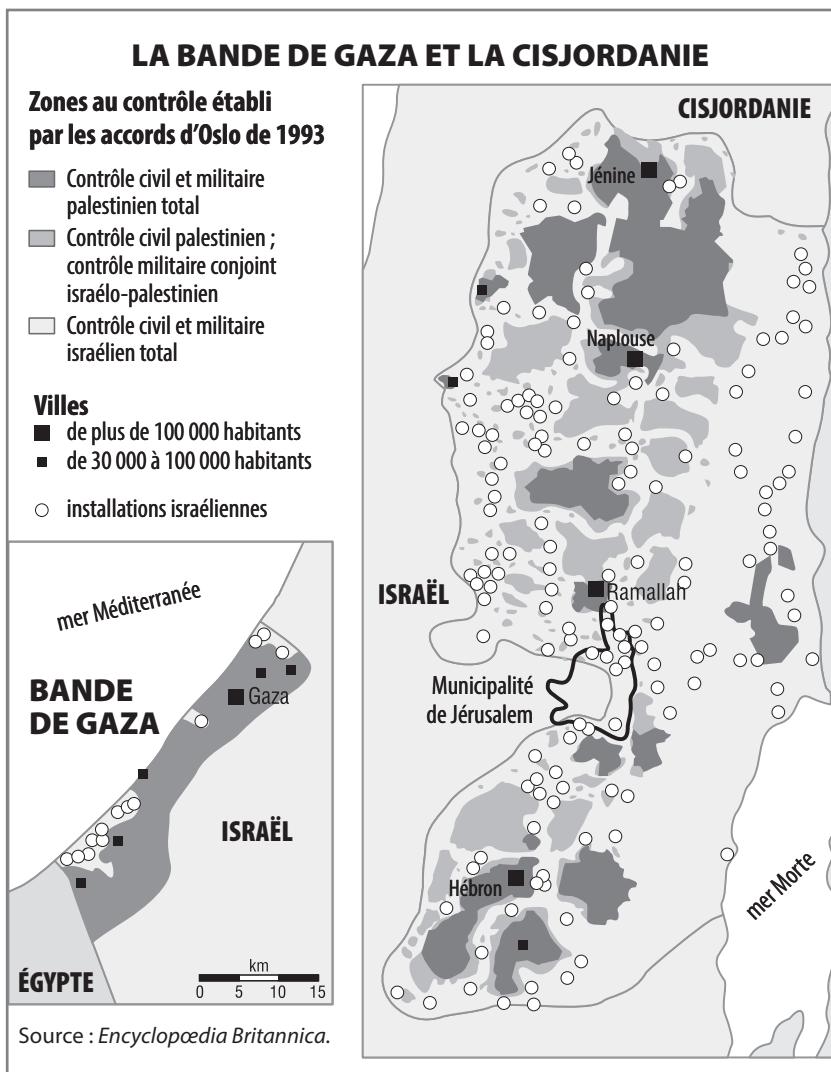
Arrigo Cervetto avait souligné que cela valait également pour d'autres populations, par exemple les Arméniens et les Kurdes. Nous trouvons une réflexion éclairante dans son élaboration concernant l'analyse du conflit des Malouines entre l'Argentine et le Royaume-Uni : « *Les deux principes inconciliables de la théorie bourgeoise de l'État* », la souveraineté et l'autodétermination nationale, se sont « *combattus au cours des siècles et [...] réconciliés seulement au détriment de ceux qui n'avaient pas la force de les revendiquer* ». « *La théorie démocrate de l'État n'a jamais réussi à les mettre d'accord, et le verdict définitif a toujours été prononcé par les armes, dont l'histoire de chaque État commémore les exploits.* »

Les revendications des droits de souveraineté nationale, « *en plus de se heurter à ces mêmes droits revendiqués par d'autres États, ne coïncident pas avec les droits à l'autodétermination des peuples soutenus par certaines minorités* ». C'est une situation dans laquelle se trouvent pratiquement tous les États,

« *qui est le résultat de guerres intérieures et extérieures, d'alliances multiformes, de circonstances historiques infinies, de rapports de force économiques inégaux, et de l'exercice d'une violence organisée. La plupart des États reconnus par l'ONU se sont formés au cours des trente-cinq dernières années. Presque tous ont incorporé des populations de diverses origines ethniques et ont acquis leurs droits*

* Gianluca De Simone.

de souveraineté nationale en exerçant cette même violence que le colonialisme et l'impérialisme avaient exercée sur eux. Beaucoup de ces États ont hérité de frontières tracées administrativement par les vieilles puissances. Certains de ces États ont déjà été divisés ou sont sur le point de l'être» (« La nouvelle compétition impérialiste arrive dans l'Atlantique Sud », juin 1982, in *La Confrontation mondiale*, 2018).



De Beyrouth à Oslo

En juillet 1982, Cervetto reprend ce cadre théorique dans l'analyse de l'invasion du Liban par Israël. Le nationalisme palestinien, écrivait-il, fut écrasé par la « *tempête d'intérêts multiples et opposés* » qui se manifestèrent autour du conflit libanais : il fut abandonné par tous et laissé à la merci de la suprématie militaire israélienne, après avoir été alimenté et instrumentalisé. En éliminant l'OLP comme entité militaire, Israël se proposait, entre autres, de « *favoriser les pressions de la bourgeoisie palestinienne des territoires occupés pour une intégration dans un marché qui évolu[ait] déjà rapidement dans cette direction* ». Le résultat, poursuit Cervetto, n'était cependant pas acquis, même si cette tendance à l'intégration existait (« L'invasion du Liban rouvre la sanglante confrontation au Moyen-Orient », juillet 1982, in *La Confrontation mondiale*, 2018).

Les opposants à la formation d'un État palestinien, notamment les courants exprimés par le Likoud, comme Ariel Sharon, soutenaient (et en partie soutiennent encore) la thèse selon laquelle un tel État existait déjà, et que c'était le royaume de Jordanie.

L'« option jordanienne » était promue par les courants travaillistes, par exemple par Shimon Peres, sous la forme d'un marché commun régional et d'une union douanière entre Israël, la Jordanie et les territoires palestiniens. Cette hypothèse fut poursuivie avec les accords d'Oslo de 1993 et dans le cadre d'un éventuel marché régional. Cervetto l'avait évaluée au lendemain des accords de Camp David entre l'Égypte et Israël en 1978, et comme évolution possible des accords d'Oslo de 1993 entre Yitzhak Rabin et Yasser Arafat, qui prévoyaient la création d'une entité palestinienne. Elle a été ressuscitée par les accords d'Abraham de 2017-2020 et poursuivie par l'administration de Joe Biden jusqu'au déclenchement de la guerre à Gaza.

On peut observer que les accords d'Oslo furent favorisés par le changement des équilibres internationaux (effondrement de l'URSS) et régionaux, les accords pour la conclusion du conflit libanais et les effets de la guerre du Golfe de 1991. Deux situations de faiblesse relative eurent un certain poids.

Israël était aux prises avec une crise et avec la transition économique, s'éloignant des anciennes structures du capitalisme d'État, auxquelles le Likoud, malgré ses positions libérales, n'avait pas touché. Le pays devait également accueillir la dernière vague migratoire en provenance de l'ex-URSS, soit plus de 500 000 personnes. Cela donnait à Washington un levier de négociation pour soutenir la résolution du conflit, un paquet de 10 milliards de dollars brandi par l'administration Bush. Enfin, la première Intifada palestinienne en Cisjordanie et à Gaza, de 1987 à 1990, avait mis en lumière le coût de l'occupation pour Israël.

L'autre faiblesse, plus importante, était celle de l'OLP. Exilée à Tunis après 1982, cette organisation obtint la reconnaissance des États-Unis à la fin de la décennie, grâce au déclin de ses soutiens régionaux. La Jordanie renonça officiellement à son rôle dans l'administration de la Cisjordanie. Le soutien d'Arafat à l'Irak de Saddam Hussein, en 1990-1991, conduisit à une réduction du financement de la part des pétromonarchies arabes. L'Intifada elle-même, provoquée par des questions économiques, exposa l'OLP à une concurrence politique croissante de la part du Hamas et du nationalisme islamiste. Le processus de colonisation rampante de la Cisjordanie par Israël, la compétition entre courants palestiniens et la question de Jérusalem menèrent d'abord à la crise puis à l'impasse des accords de 1993.

Cette impasse se transforma en effondrement progressif, notamment dû à la guerre civile palestinienne à Gaza en 2006-2007, qui conduisit à l'expulsion du Fatah de la bande et à une nouvelle division du territoire palestinien entre les deux courants nationalistes, la Cisjordanie allant à l'OLP et la bande de Gaza au Hamas.

Les gouvernements de Benjamin Netanyahu en 1996-1999 acceptèrent le retrait des implantations coloniales dans certaines zones de Cisjordanie, comme à Hébron ; Ariel Sharon mit en œuvre le retrait de la bande de Gaza en 2005, quittant le Likoud pour créer la formation centriste Kadima (« En avant », le slogan des unités parachutistes israéliennes, commandées par Sharon au milieu des années 1950). Toutefois, de 2009 à aujourd'hui, le choix des exécutifs de Netanyahu a été de soutenir de plus en plus le mouvement des colons et de jouer sur la rivalité interne palestinienne.

Depuis, les acteurs se sont également multipliés, du Qatar à la Turquie en passant par l'Iran, qui ont recours à la carte palestinienne comme instrument d'influence et de projection. Aujourd'hui, la solution à deux États, avec une entité palestinienne qui serait de toute façon un satellite économique de l'État hébreu et dont la souveraineté serait limitée, est conditionnée aux accords de sécurité négociés entre Washington et Riyad : les Saoudiens souhaiteraient signer un traité de défense avec des garanties analogues à celles existant entre Washington et Tokyo, ainsi qu'un soutien au développement de son programme nucléaire. Israël, à son tour, souhaiterait un traité de défense bilatéral avec les États-Unis : en échange, il devrait accepter de concéder une certaine souveraineté à la Palestine. Cependant, deux questions restent ouvertes : les implantations coloniales juives en Cisjordanie et la question d'une capitale palestinienne à Jérusalem-Est, qui représente l'une des questions les plus difficiles à résoudre de l'enchevêtrement palestinien.

Une solution confédérale ou d'union économique, nourrie par le capital international et par la rente pétrolière du Golfe, aurait une raison objective

et une base matérielle, notamment parce que la région représente l'intersection des différents corridors économiques, de la route de la Soie chinoise au corridor économique Inde-Moyen-Orient-Europe (IMEC). Mais, pour la même raison, cette solution présente tout autant de raisons d'antagonismes de puissance, des intérêts de l'Iran à ceux de la Turquie, des intérêts de la Chine à ceux de la Russie.

Le réalisme et la ruse de Sharon

Des rivalités existent également entre les courants au sein des « deux sionismes », comme les définissait Vittorio Dan Segre (*Le metamorfosi di Israele*, 2006) : au sein du sionisme juif, entre le courant historique laïc et le courant national-religieux, auxquels s'est ajouté le courant national-populiste au cours des vingt années de pouvoir de Netanyahu ; et chez son rival, c'est-à-dire le sionisme palestinien, entre l'ANP-Fatah et le Hamas. La formule « du fleuve à la mer », brandie par le Hamas, est aussi, dans le sens inverse, une revendication traditionnelle de la droite israélienne, nationaliste à partir des années 1930 puis nationale-religieuse depuis les années 1970. Dans les versions les plus extrêmes, elle devient « du Nil à l'Euphrate », c'est-à-dire les frontières de la « terre promise » basée sur les textes bibliques.

Anouar el-Sadate et Rabin le payèrent de leur vie, en 1981 et 1995 respectivement : le premier, victime des courants terroristes issus des Frères musulmans, le second, de l'extrémisme de la droite nationale-religieuse juive. Sadate pour avoir signé le traité de paix en 1979, Rabin pour les accords d'Oslo. D'après Segre, ce dernier n'avait pas compris que la signature de ces accords signifierait la « *mort de l'OLP* », mais aussi « *la fin du rêve du grand Israël* ».

Paradoxalement, poursuit Segre, Sharon fut « *l'un des grands responsables* » du « *piège* » que représentait l'expansion territoriale de 1967. Il était un « *technicien de guerre et un leader populaire, trapu et grossier* », mais aussi doté de qualités qui auraient permis à l'État hébreu de s'en sortir. Parmi celles-ci, le don de la « *ruse* » : il était, comme défini dans le Talmud, « *l'homme qui sait se sortir de situations où le sage n'aurait jamais pénétré* ». Aux antipodes de Charles de Gaulle, poursuit Segre, Sharon avait pourtant en commun avec lui le « *réalisme politique* ». C'est ce qui conduit le général à abandonner l'Algérie, et Sharon la bande de Gaza : dans les deux cas, « *la croissance démographique des territoires coloniaux* » aurait « *dénaturé l'identité nationale française et juive* ». Selon Segre, les successeurs de Sharon n'auraient pas pu imiter cette capacité, notamment en raison du traumatisme provoqué par l'assassinat de Rabin. Selon Anshel Pfeffer, chroniqueur de

Haaretz et biographe de Netanyahu (*Bibi*, 2018), cet acte avait mûri dans un « *climat de guerre civile* » dans l’État hébreu à partir de 1993.

La guerre civile du nationalisme palestinien

Côté palestinien, écrit Paola Caridi, la concurrence entre le Fatah et le Hamas en fut exacerbée. Le mouvement islamiste était enraciné à Gaza depuis la fin des années 1930, où une population de réfugiés s’était établie après son expulsion des territoires israéliens en 1948, puis avait augmenté en 1967. Le personnel issu de la « *deuxième génération de réfugiés* » était lié à la « *diaspora palestinienne dans les monarchies du Golfe* », par exemple au Koweït. Il pouvait compter sur un vaste réseau d’organisations caritatives, mais aussi de mosquées et d’universités, créées avec le concours des organisations caritatives du monde arabe. À partir des années 1970, le Hamas a bénéficié de la montée de l’islamisme politique. Cervetto soulignait que l’OLP était la somme de « *fractions militaires* », liées à différentes bourgeoisie arabes, et avec une « *base de masse représentée par une population déracinée* ». Arafat lui-même, né au Caire, revendiquait ses origines gazaouies.

L’enracinement du Hamas, comme l’ont rappelé les commentateurs israéliens eux-mêmes, a été favorisé par les dirigeants politiques et militaires de Tel-Aviv après 1967. L’objectif était d’avoir un concurrent islamiste, conservateur et, jusqu’au milieu des années 1980, « *quiétiste* », à la laïcité teintée de « *socialisme arabe* » d’empreinte nassérienne et baasiste de l’OLP. D’une certaine manière, selon l’analyste indien Brahma Chellaney, il s’agissait d’une manœuvre conçue dans le sillon de la politique américaine à l’égard de la résistance islamiste afghane contre l’URSS.

Dans le conflit entre le Fatah et le Hamas, les deux principaux courants du nationalisme palestinien symétrique et frustré, le premier recherchait à la fois un soutien international et l’appui tacite d’Israël contre ses rivaux islamistes. Il a subi une défaite électorale en 2006, puis une défaite militaire, débouchant sur l’hégémonie du Hamas dans la bande de Gaza et l’expulsion de la branche militaire du Fatah. La rivalité s’est étendue à la Cisjordanie et à Jérusalem. Le Hamas s’est engagé dans une course à la surenchère maximaliste contre son rival, avec l’accord tacite de Tel-Aviv, mais aussi des gouvernements arabes.

Pour ces derniers, le Hamas a été un interlocuteur et un instrument d’influence. L’Égypte a réprimé les Frères musulmans, mais a toujours utilisé leur branche à Gaza pour jouer un rôle de médiateur régional et s’en servir dans la relation triangulaire avec Tel-Aviv et Washington. Certaines monarchies du Golfe, comme le Qatar ou le Koweït, l’ont financé et, lors de la guerre en Syrie, les Émiratis, les Qatari, les Saoudiens et les Turcs ont

tenté de l'utiliser contre le régime d'Assad. L'Iran, via le Hezbollah, a équipé sa branche militaire de capacités balistiques et l'a entraînée. Le Hamas est écouté en Jordanie, où 75 % de la population est palestinienne : la guerre dévastatrice à Gaza met la pression sur la dynastie hachémite régnant à Amman, où s'élèvent des appels croissants à dénoncer le traité de paix de 1994 avec Israël.

« *Les amoureux frustrés de Sion* »

Selon Anshel Pfeffer, le parcours politique de Netanyahu doit être lu à travers le prisme d'une double ambition. La première est de s'imposer comme le nouveau fédérateur de la droite israélienne, dans un paysage politique traditionnellement fragmenté. Cette situation s'est aggravée avec le déclin relatif du Parti travailliste et du Likoud en tant que principaux partis, s'expliquant en partie par l'immigration massive de Juifs en provenance de l'ex-URSS depuis la fin des années 1980. En introduisant une sorte de présidentialisme de fait dans un système électoral hyperproportionnel, écrit Ran Halévi, historien au CNRS et commentateur du *Figaro*, Netanyahu a donné aux petits partis, notamment nationaux-religieux, une « *forte capacité de chantage* » et, souvent, un rôle de faiseurs de roi dans les coalitions gouvernementales.

L'autre ambition, poursuit Pfeffer, était de s'imposer parmi les « *dynasties fondatrices du sionisme* », comme les Dayan ou les Weizmann. Originaire de Lituanie, la famille Netanyahu représentait, d'après Pfeffer, les « *amoureux frustrés de Sion* » : des figures d'une certaine profondeur intellectuelle, mais marginales dans le nationalisme juif. Son grand-père soutenait un sionisme religieux et était un « *orateur doué* », mais il ne fut pas particulièrement soutenu. Son père, Bension Netanyahu, né à Varsovie, était un universitaire ayant des ambitions de leader politique. En tant que secrétaire de Vladimir Jabotinsky aux États-Unis, il en était considéré comme un possible successeur, mais il fut éclipsé par d'autres figures du « *révisionnisme maximaliste* », liées à l'Irgoun. Face à l'hégémonie travailliste persistante en Israël, Bension Netanyahu arriva à la conclusion que le sionisme était « *un projet raté* », conseillant à ses enfants de poursuivre une carrière américaine. Ce que fit Benjamin Netanyahu jusqu'au milieu des années 1970.

Cependant, alors qu'il était aux États-Unis, Netanyahu découvrit l'efficacité de la télévision en tant qu'instrument politique et ses propres talents oratoires. Des instruments qu'il transféra à la politique israélienne, où, au début des années 1990, le Likoud était dans une profonde crise organisationnelle et financière. Il réussit ainsi, en tant qu'*outsider*, à se frayer un chemin dans la hiérarchie du parti, dominée par les « *princes* », les fils

de représentants historiques de la droite. Avec Rabin, Netanyahu peut se vanter d'être l'un des Premiers ministres nés en Israël, outre son record de longévité politique.

Lors de la crise autour des accords d'Oslo, qui avait provoqué des manifestations importantes et une confrontation polarisée, Netanyahu soutint le mouvement des colons, tout comme Sharon lui-même et d'autres représentants de droite, en participant aux manifestations qui accusaient le Premier ministre Rabin de « *trahison* » et d'avoir « *bradé* » l'État d'Israël, voire le menaçaient de mort. Un choix « *obligé* », écrit Pfeffer, dû au fait que le Likoud « *n'avait pas assez de militants* » pour « *mener les manifestations* ». À l'inverse, le mouvement des colons, cultivé entre autres par Shimon Peres et enraciné dans le Parti travailliste, avait développé une capacité de mobilisation significative depuis les années 1970. Ainsi que des sympathies au sein de la droite américaine.

Après l'assassinat de Rabin – qui rappela celui de Haïm Arlozoroff en 1933 – attribué par la gauche aux révisionnistes, Netanyahu fut accusé d'être l'*« instigateur en chef »* de la campagne de haine, même si, reconnaît Pfeffer, d'autres représentants de la droite, dont Sharon, avaient lancé des attaques « *beaucoup plus au vitriol* » contre Rabin. Cette accusation, estime Pfeffer, peut expliquer le « *ressentiment profond* » de Netanyahu envers les médias traditionnels et les milieux progressistes israéliens.

Son élection au poste de Premier ministre, en 1996, contre Peres, lui-même peu apprécié dans les rangs des travaillistes et farouche rival de Rabin, se fit avec seulement 30 000 voix d'écart, en pleine campagne terroriste et à l'encontre de l'opinion internationale – de l'administration Clinton et de l'UE – qui soutenait ouvertement la victoire du candidat travailliste. Mais, comme le souligne Michael Bar-Zohar, biographe de Peres (*Shimon Peres*, 2007), les chancelleries internationales et arabes « *ne votaient pas en Israël* ». Peres, toujours selon Zohar, devint l'interlocuteur de Netanyahu, effectuant des visites régulières en soirée à la résidence du Premier ministre. Rabin, quant à lui, nourrissait « *un antagonisme viscéral* » envers Peres, qu'il considérait comme « *le saboteur en chef* » lorsqu'il était son ministre des Affaires étrangères, mais aussi du « *mépris* » envers Netanyahu, qu'il considérait comme « *un poids plume* » sur le plan politique.

Les deux Israël : Tel-Aviv contre le « royaume de Judée »

La critique traditionnellement adressée à Netanyahu est d'avoir manœuvré parmi ce qu'on appelle les « tribus d'Israël » actuelles, en recourant à un certain populisme sécuritaire. L'expression « *tribu* » a été utilisée par Reuven Rivlin, président d'Israël de 2014 à 2021, dans un discours en

2015. Les politologues israéliens distinguent cinq blocs électoraux : les laïcs d'origine ashkénaze, figures de l'establishment israélien traditionnel ; les Mizrahim, avec la composante séfarade, qui ont immigré dans les années 1950 et sont devenus l'une des bases de masse du Likoud dans les années 1970 ; les « Russes », immigrés dans les années 1990 ; les religieux ; le bloc arabo-israélien, un réservoir électoral des travaillistes jusqu'à Rabin. Il y aurait enfin le bloc transversal des *haredim*, la composante nationale-religieuse ou nationale-messianique.

L'autre charge contre Netanyahu, formulée en particulier par des sources de la diaspora française, est son utilisation à des fins électORALES de l'opposition entre « Juifs » et « Israéliens » ou entre *Eretz Yisrael*, la Terre d'Israël au sens biblique, et *Medinat Yisrael*, l'État d'Israël. Alon Pinkas, ancien diplomate et chroniqueur de *Haaretz*, va jusqu'à parler de « deux États d'Israël » mutuellement « incompatibles ». D'un côté, l'« État d'Israël », « laïc, high-tech et mondialisé », représenté par la région de Tel-Aviv, avec ses près de quatre millions d'habitants, soit environ la moitié de la population du pays, et qui concentre une bonne partie du PIB. De l'autre, le « royaume de Judée », une « théocratie juive et suprémaciste », aux « tendances messianiques » qui favorisent l'isolement.

Pinkas renvoie à deux précédents : celui entre 796 et 586 avant J.-C., date de la destruction du premier Temple et de l'exil à Babylone ; puis entre 140 et 63 avant J.-C., avec le royaume des Hasmonéens et la conquête romaine. Ces divisions devinrent « plus aiguës avec la première révolte juive de 66 après J.-C., qui entraîna la destruction du deuxième Temple » par les légions romaines en 70 après J.-C., « produisant la diaspora et la disparition d'un État hébreu jusqu'en 1948 ».

Les divisions internes et le « sectarisme » politique sont alimentés, selon Pinkas, par les presque soixante années d'occupation de la Cisjordanie, dont le caractère passa de « temporaire » à « permanent dans l'écosystème politique et géopolitique d'Israël ». L'exercice d'une « situation d'occupation sur près de cinq millions de Palestiniens » alimente une situation de « guerre civile ». Le « royaume de Judée » que Netanyahu « est en train de coudre en un bloc électoral », composé de la droite, de l'extrême droite, des ultra-orthodoxes et des « adeptes de son culte personnel », ne représente pas « la majorité », mais il est au pouvoir. S'il devenait prévalant, Israël ne serait plus l'État créé par le « sionisme ». En effet, comme l'affirment les critiques, une conception ethno-religieuse de l'État s'affirmerait, même au détriment des 20 % de la population arabo-israélienne.

La solution à deux États apparaît comme un obstacle difficile à surmonter, même pour les coalitions gouvernementales de centre ou de centre gauche. Pour Efraim Inbar, directeur du Jerusalem Institute for Strategic

Studies (JISS), proche du Likoud, cette solution, envisagée par Washington dans le cadre de l’élargissement des accords d’Abraham à la normalisation diplomatique entre Israël et l’Arabie saoudite, est un « *vœu pieux* ». D’une part, Tel-Aviv n’a aucune garantie qu’« *une entité palestinienne* » ne serait pas ébranlée par une situation de « *guerre civile* » comme cela s’est produit en Syrie, en Irak et au Yémen, avec une lutte renouvelée entre « *factions palestiniennes* », devenant ainsi un « *État en déliquescence* ». D’autre part, un accord de sécurité entre Riyad et Washington, orienté contre l’Iran, signifierait que les États-Unis acceptent le développement du secteur nucléaire saoudien : « *un cauchemar stratégique* » pour Israël, qui ne veut pas « *d’un ordre nucléaire multipolaire au Moyen-Orient* », car une telle évolution conduirait à une « *course au nucléaire* » régionale.

Il ne s’agit pas seulement de son rival iranien, qui, selon le *Jerusalem Post*, rendra ses ogives nucléaires opérationnelles d’ici « *un ou deux ans* ». Pour Inbar, la Turquie et l’Égypte seraient également encouragées à participer à cette course à la bombe atomique. C’est une confirmation que le conflit promet de rester aussi inextricable qu’il l’était il y a plus d’un siècle. Seul l’internationalisme prolétarien pourra le résoudre.

L'OLP, otage du nationalisme arabe et des pétromonarchies*

Peu de mouvements indépendantistes ont été « *aussi dépendants* » de l'aide extérieure que l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), dont la préservation de « *l'unité à tout prix* » était la « *condition de sa survie* ». La raison se trouve dans les caractéristiques du nationalisme palestinien dans son processus de formation, entre les années 1930 et 1950, qui le distingueront d'autres mouvements similaires, par exemple du Front de libération nationale (FLN) en Algérie.

C'est ce qu'écrivait Alain Gresh, ancien rédacteur en chef et directeur adjoint du *Monde diplomatique*, dans son histoire de l'OLP (*OLP. Histoire et stratégies*, 1983). L'OLP, fondée en 1964 en tant qu'organisation rassemblant les courants nationalistes palestiniens, fut dirigée de 1969 à 2004 par Yasser Arafat (Mohamed Abdel Rahman Abdel Raouf Arafat al-Qoudwa al-Husseini, 1929-2004). Pendant quarante ans, elle a été la principale représentante du nationalisme palestinien d'orientation laïque.

Depuis le milieu des années 1980, son principal concurrent est devenu le Hamas (littéralement Mouvement de résistance islamique), auteur des massacres du 7 octobre 2023 en Israël et force politique hégémonique dans la bande de Gaza. La guerre de Gaza, qui a fait plus de 40 000 victimes à l'heure où nous écrivons, la plus dévastatrice en pertes humaines dans l'histoire des conflits israélo-palestiniens, représente un échec tragique et une confirmation de ce que nous avons qualifié de « *faillite stratégique* », tant du nationalisme palestinien que du nationalisme israélien.

Le casse-tête du nationalisme arabe et palestinien

Alain Gresh est un sympathisant de la cause nationale palestinienne. Dans la préface du livre, Maxime Rodinson, l'un des doyens des études françaises sur le Moyen-Orient et l'islam, souligne « *le sérieux et la solidité de la démarche* » de Gresh pour clarifier les « *contradictions entre nationalisme palestinien et nationalisme arabe global* ». Ce sont là des forces théoriquement « *complémentaires* », mais depuis près d'un siècle, c'est-à-dire depuis l'apparition de la « *question palestinienne* », elles se sont souvent retrouvées en opposition entre elles. La « *raison d'État* » arabe a prévalu sur les revendications palestiniennes : c'est l'avis d'Abou Iyad (Salah Khalaf, 1933-1991), qui figure parmi les fondateurs avec Arafat du Fatah (Conquête, acronyme inversé de

* Gianluca De Simone.

son nom complet, Mouvement de libération national de la Palestine), le principal parti nationaliste palestinien et force majoritaire au sein de l'OLP.

Né d'une mère juive russe et adopté par un père de nationalité égyptienne, Gresh fut un militant de la gauche égyptienne puis de la gauche française, au sein du PCF. Son père biologique, Henri Curiel (1914-1978), fut assassiné par des anciens membres de l'OAS liés aux services secrets français, à cause de son militantisme en première ligne parmi les « porteurs de valises » pour le FLN algérien ; bien qu'accusé de liens avec la politique arabe de l'URSS, Curiel avait mené en 1976 une série de pourparlers entre des représentants de l'OLP et de la gauche israélienne, sous l'égide de Pierre Mendès-France, ancien Premier ministre français de la IV^e République.

Dans son ouvrage de 1983 comme dans ses interventions ultérieures, Gresh affirmait que la création d'un « *mini-État palestinien* » en Cisjordanie et à Gaza était la seule solution réaliste au conflit, et voyait le rejet de la résolution de l'ONU pour le partage de la Palestine, en 1947, comme une occasion ratée pour le nationalisme palestinien (Alain Gresh, Dominique Vidal, *Palestine 1947 : Un partage avorté*, 2008). Gresh reconnaît cependant que, à l'époque, cette solution était difficile à mettre en œuvre, compte tenu des « *rapports de force* » entre le « *nationalisme palestinien subalterne* » et les États arabes, alors que montait la marée idéologique des courants politiques panarabistes, et que les Palestiniens subissaient le « *traumatisme* » de la Nakba (la catastrophe), pour la partition militaire de la Palestine en 1948.

Dans ses mémoires, Abou Iyad rapporte la thèse de Hadj Amin al-Husseini, l'ancien grand mufti de Jérusalem, collaborateur de l'Allemagne nazie pendant la Seconde Guerre mondiale, recueillie lors d'une conversation à Beyrouth en 1974. Pour Husseini, les États arabes, tant dans les convictions de leurs dirigeants que sous la pression britannique, « *firent obstacle à la fondation d'un État [palestinien] en Cisjordanie et à Gaza, territoires que l'armée juive n'avait pas pu conquérir. Le roi Abdallah de Transjordanie n'avait pas, de toute évidence, intérêt à favoriser la constitution d'une entité palestinienne puisqu'il avait l'intention d'annexer à son royaume la Cisjordanie, ce qu'il fit d'ailleurs peu après la guerre de 1948. Le roi Farouk, pour sa part, ne cherchait pas à rattacher Gaza à l'Égypte. Il autorisa la réunion dans cette ville en septembre 1948 d'un congrès palestinien, qui désigna un gouvernement sous la direction d'Ahmed Hilmi Pasha, dont le principal objectif [...] était d'établir son autorité effective sur Gaza et la Cisjordanie. Cependant, le gouvernement égyptien l'empêcha même de s'installer à Gaza, en faisant valoir qu'ainsi "provoquée" l'armée israélienne risquait d'occuper l'enclave. Le gouvernement palestinien dut dès lors s'installer au Caire, où son président, Ahmed Hilmi Pasha, banquier de son état, s'occupait bien plus de ses affaires que de son cabinet fantôme* ». Trahi par les États arabes, poursuit

Gresh, Husseini fut abandonné par la majorité des dirigeants palestiniens, qui se divisèrent en deux groupes, les pro-jordaniens et les pro-égyptiens.

Les nouvelles générations nationalistes de la diaspora

La majorité des historiens, y compris palestiniens, reconnaissent les effets à long terme, au moins le temps d'*« une génération »* selon Gresh, du vide politique créé dans les années 1930 dans le mouvement nationaliste palestinien, décimé par la répression britannique pendant la « grande révolte arabe » de 1936-1939. Les hommes du groupe qui prirent la direction du Fatah appartiennent en effet à la génération suivante : ils étaient nés dans les années 1930 et avaient commencé leur activité politique, y compris Arafat, en lien avec les Frères musulmans égyptiens et l'establishment palestinien historique, incarné par Hadj Amin al-Husseini. Dans les années 1950, le groupe entra dans une relation conflictuelle avec l'idéologie panarabe du Mouvement des officiers libres de Gamal Abdel Nasser.

Pour William Quandt, un spécialiste américain du monde arabe, qui joua un rôle dans les négociations de Camp David de 1978-1979, les courants nationalistes qui convergèrent ensuite au sein de l'OLP étaient issus, dans le cas du Fatah, *« de la bourgeoisie riche, conservatrice et pratiquante de Gaza »*, qui, dans le cas d'Arafat, né au Caire et ayant vécu à Jérusalem pendant une courte période de son enfance, n'avait pas subi la perte de ses biens en 1948. L'autre courant principal, celui du Mouvement nationaliste arabe (MNA), était composé de représentants de la *« moyenne bourgeoisie chrétienne »* des régions du centre et du nord de la Palestine, formés à l'université américaine de Beyrouth (*The Politics of Palestinian Nationalism*, 1973). Fortement panarabiste et pro-nassériste, le MNA comprenait aussi des dirigeants politiques non palestiniens.

La différenciation entre le courant du Fatah et celui du MNA, selon Gresh, fait partie des spécificités du nationalisme palestinien, résumées en cinq caractéristiques principales. La première est la *« dispersion géographique »* après 1948. La partition militaire du mandat britannique en Palestine fit que la majorité de la population palestinienne se trouvait sous la souveraineté jordanienne, israélienne ou égyptienne, tandis que les réfugiés se trouvaient au Liban, en Syrie et dans le golfe Persique. Cette dispersion, affirme Gresh, engendra également une différenciation socio-économique, le *« bourgeois palestinien »* étant privé de contact direct avec la population, majoritairement paysanne, se trouvant dans les *« camps de réfugiés »* et en Palestine. Leur seul lien passait par cette composante appelée l'*« establishment jordanien »*, c'est-à-dire une partie des notables traditionnels fidèles à la monarchie hachémite d'Amman.

Deuxième caractéristique, la constitution différenciée de la direction nationaliste. Son orientation idéologique variait du « *nationalisme palestinien panarabiste* » du Fatah, qui avait comme modèle le FLN algérien, au « *socialisme nationaliste panarabe* » du MNA, dont furent issues, une fois que le mouvement eut rejoint l'OLP, plusieurs formations rivales du Fatah, telles que le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) et le Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDPLP).

La troisième caractéristique était le caractère hautement individualiste et particuliste des dirigeants, très fort chez les Palestiniens, dont la structure sociale traditionnelle accordait un poids important aux liens de clans, de famille et d'origine régionale.

Le quatrième facteur était les différences idéologiques, accentuées par le niveau d'éducation élevé de la bourgeoisie palestinienne : Arafat avait étudié au Caire, comme d'autres dirigeants du Fatah ; les dirigeants du Mouvement nationaliste arabe, comme nous l'avons écrit, avaient étudié à l'université américaine de Beyrouth.

Les formes d'ingérence arabe

Enfin, cinquième facteur, le plus important : « *l'interférence des pays arabes* ». Pour Gresh, celle-ci se manifestait sous deux formes. De manière ouverte, à travers la création d'*« organisations dépendant directement de tel ou tel régime arabe* » : par exemple as-Saiqa (Coup de foudre), créé par la Syrie à la fin des années 1950 ; le Front de libération arabe, créé par le régime irakien ; le Front islamique de libération, lié à l'Arabie saoudite. Ou bien il s'agissait d'ingérence sous une « *forme indirecte* », à travers les « *alliances* » conclues à un moment donné avec telle ou telle organisation au sein de l'OLP. Historiquement, on dénombre une douzaine d'organisations palestiniennes, de taille variable, dont au moins six ont été « *reconnues par l'OLP* ».

Selon Gresh, à partir de 1968, Arafat choisit la « *voie vietnamienne* », c'est-à-dire la création d'un large front d'organisations nationalistes rassemblées au sein de l'OLP, au lieu de la « *voie algérienne* », caractérisée par l'hégémonie du FLN. Certes, la prédominance relative du Fatah était affirmée, mais la « *liquidation armée* » des autres courants était exclue, ce qui avait eu lieu au sein du mouvement indépendantiste algérien (Alistair Horne, *Histoire de la guerre d'Algérie*, 1980). Dans le cas vietnamien, même si le poids du régime de Hanoï, indépendant depuis 1954, avait été déterminant, le Viet-Minh du Sud intégrait également des courants qui n'étaient pas issus du PC vietnamien.

Arafat lui-même, dans une interview en 1970, affirma que les différentes organisations au sein de l'OLP faisaient partie du « *conflict dans la nation* »

arabe », qui incluait également la Palestine ; il s'agissait d'organisations « liées à des pays arabes » et « les affronter militairement » aurait signifié affronter ces pays.

Dans sa biographie d'Arafat, le journaliste chrétien palestinien Said Aburish (*Arafat*, 1998) souligne que la direction du Fatah, tout en admirant la figure de Nasser, se méfiait de lui et attribuait aux pays arabes « *le coup dans le dos* » de la nation palestinienne en 1948, dû à la fois à leurs intérêts étatiques et à « *l'incompétence et la corruption* » de leurs armées. C'était une critique que Nasser lui-même utilisait contre la monarchie égyptienne, renversée en 1952. Par ailleurs, le Fatah craignait la volonté de Nasser d'utiliser le nationalisme palestinien comme instrument de la politique étrangère égyptienne, déclinée à travers les formules du panarabisme. Nasser, pour sa part, se méfiait des affiliations de nombreux Palestiniens d'Égypte aux Frères musulmans, avec lesquels ils avaient combattu comme volontaires autour de Gaza en 1948. En 1954, après une tentative d'assassinat, Nasser mit les Frères musulmans hors la loi en Égypte.

Les « Koweïtiens » du Fatah

Le noyau fondateur du Fatah, dont Arafat, jugea plus sage d'émigrer au Koweït, en plein boom pétrolier. Selon Aburish, ce choix permit aux hommes du Fatah d'entrer en contact avec des représentants de la bourgeoisie palestinienne proches de la monarchie locale, ainsi que de celle du Qatar. De là arrivèrent les sources de financement pour créer, à la fin des années 1950, un journal à Beyrouth, et recruter des hommes pour l'aile militaire, notamment au Liban.

Au Koweït, les représentants palestiniens dirigeaient le fonds souverain de la pétromonarchie, et au Qatar, l'un d'entre eux devint le chef de la Banque centrale. Des hommes de la famille d'Abou Mazen (Mahmoud Abbas), actuel président de l'Autorité nationale palestinienne (ANP), figuraient parmi les conseillers de la monarchie qatarie. Parmi les relations d'Arafat, on peut également citer Ahmed Zaki Yamani (1930-2021), ministre saoudien du Pétrole et des Ressources de 1962 à 1986.

Arafat et les dirigeants du Fatah, affirme Aburish, étaient conscients qu'il fallait un soutien arabe à la cause palestinienne ; ils pensaient cependant pouvoir négocier ce soutien « *sans se rendre dépendants* » d'*« un seul pays arabe »*. Mais puiser dans la rente pétrolière impliquait aussi un « *flou idéologique* » important : le programme du Fatah, en dehors de la libération de la Palestine, ne comprenait pas d'éléments de « *réforme sociale* » ou de « *politique arabe* », contrairement aux courants liés au nassérisme ou aux partis Baas syrien et irakien. Ce centrisme ne suscitait pas les

inquiétudes des cheikhs conservateurs du Golfe, qui pouvaient également financer le Fatah dans l'optique de se doter d'un « *contrepoids politique* » face aux revendications du socialisme national dans les républiques arabes (Égypte, Syrie et Irak). Cela n'empêcha pas le Fatah d'obtenir, à partir de 1962, de l'aide financière et militaire de la part de l'Algérie, une centrale du radicalisme arabe.

L'apogée de l'OLP et du Fatah, pour Barry Rubin, spécialiste du monde arabe à l'université Johns-Hopkins, fut atteint dans les années 1970 et 1980 ; ces relations multiples en firent l'un des mouvements nationalistes « *les mieux financés au monde* », grâce aux généreux dons venant des pétro-monarchies et d'autres États arabes ; ces financements comprenaient également une « *taxe nationale* » de 7 % prélevée sur les salaires des travailleurs palestiniens du Golfe (*Revolution Until Victory?*, 1996).

Manipulation palestinienne et levier arabe

Pour Rubin, « *en évitant la domination d'un seul patron ou les conflits avec les États arabes* » – et en gardant une ligne de non-ingérence dans les affaires intérieures, à condition que les États arabes n'interfèrent pas avec la cause palestinienne – « *Arafat conquit un degré d'autonomie notable pour l'OLP* », mais il comprit aussi « *qu'avoir des dirigeants arabes comme amis signifiait qu'il fallait en avoir d'autres comme adversaires* ». C'est pourquoi Arafat avança comme un « *funambule* », en contrebalançant « *chaque faveur reçue en penchant dans la direction opposée* », afin de préserver son indépendance. Le dirigeant arabe lui-même répétait que « *celui qui lui tirerait dessus l'embrasserait le lendemain, et vice versa* ».

La tentative d'Arafat était de manipuler et d'exploiter les contradictions arabes, en entraînant avec lui le groupe hétérogène des fractions palestiniennes avec lesquelles il entretenait une médiation continue. Dans cet exercice, selon le journaliste israélien Danny Rubinstein (*The Mystery of Arafat*, 1995), les dirigeants palestiniens « *marchèrent au bord du précipice* » au moins à deux occasions ; puis, en raison notamment des circonstances internationales, ils connurent une catastrophe. La possibilité d'accorder ou de refuser leur soutien, dit Rubin, donna aux régimes arabes « *un énorme levier sur l'OLP* » : tout au long des années 1960, la Syrie et l'Égypte l'empêchèrent d'utiliser leur territoire pour attaquer Israël. En 1970-1971, la création d'un quasi-État palestinien sur le territoire jordanien, avec le radicalisme anti-hachémite du FPLP et du FDPLP, provoqua un conflit militaire avec la monarchie jordanienne. Le point culminant fut le « Septembre noir » de 1970, qui fit entre 5 000 et 10 000 victimes au sein des milices de l'OLP et entraîna leur expulsion de Jordanie.

En 1975-1976, l'alliance avec le Mouvement national libanais, dirigé par le dirigeant druze Kamal Joumblatt, entraîna l'OLP dans la guerre civile libanaise et l'opposa à la Syrie, jusqu'au massacre dans un camp de réfugiés palestiniens, dirigé par les milices maronites, alliées à Damas à l'époque. En 1982-1983, lors de l'invasion israélienne du Liban, l'OLP fut d'abord expulsée du Sud et de Beyrouth, après le massacre dans les camps de Sabra et Chatila, toujours par la « phalange » maronite, cette fois alliée à Israël. À l'automne 1983, ce fut l'expulsion de Tripoli, après un siège mené par l'armée syrienne ; jusqu'en 1985, les camps de réfugiés restants furent soumis aux attaques des milices chiites d'Amal. Les milices de l'OLP avaient été évacuées vers la Tunisie sous l'escorte de la marine française.

De 1977 à 1979, après la paix séparée avec Israël signée par Anouar el-Sadate à Camp David, l'Égypte abandonna de fait son soutien à l'OLP, qui fut contrainte de renouer ses relations avec la Jordanie, puis avec la Syrie et enfin avec l'Irak de Saddam Hussein. L'issue des événements libanais, souligne Gresh, fut la fragmentation de l'OLP en trois composantes : celle dirigée par Arafat ; celle dirigée par Abou Nidal, soutenue par la Syrie et la Libye, qui mena « *une guerre d'extermination* » contre la direction du Fatah à coups d'attentats terroristes ; et, enfin, la composante libyenne. Le soutien à l'invasion du Koweït par Bagdad en 1990 coûta à l'OLP le soutien des pétromonarchies. L'OLP ne réussit à s'imposer comme un « quasi-État » qu'à deux occasions : en Jordanie en 1970-1971 et au Liban jusqu'en 1982-1983. Ce n'était pas le cas en Cisjordanie et à Gaza, où, depuis 1968, la guérilla n'avait pas réussi à s'implanter.

L'« État en exil » à Beyrouth et la guerre civile libanaise

Pour Robert Fisk, correspondant historique du *Times* au Moyen-Orient, l'OLP avait créé au Liban une sorte d'*« État en exil »*, menaçant cependant les équilibres politiques et confessionnels du pays, avec ses « *dix-sept confessions et sectes reconnues* » et, à partir des années 1960, « *plus de soixante-dix milices armées* » (*Pity the Nation: Lebanon at War*, 2001).

Pour Aburish, au Liban, en plus de bénéficier d'un sanctuaire territorial, l'OLP avait également créé des groupes économiques tels que SAMED, entrant en connexion directe et autonome avec les flux financiers qui transitaient par la place de Beyrouth. Arafat, en particulier, noua des relations étroites avec les « *Palestiniens de Beyrouth* » : des « *hommes du monde* » ayant deux passeports, plus enclins au commerce au Moyen-Orient qu'à la guérilla. La présence de plus de 300 000 Palestiniens dans des camps de réfugiés, dépourvus de la nationalité libanaise, constituait une base de

recrutement pour la guérilla contre Israël et, par la suite, pour la longue guerre civile libanaise (1975-1990).

Selon une estimation palestinienne, jusqu'en 1990, « *les trois quarts des victimes palestiniennes* » furent provoquées par l'action arabe et non par la répression israélienne. Au Liban, rappelle Fisk, les Palestiniens furent impliqués dans les vendettas locales, subissant les massacres de Tel al-Zaatar par les phalangistes chrétiens en 1976, suivis de représailles féroces contre le village maronite de Damour. Des centaines de réfugiés palestiniens furent massacrés à Sabra et Chatila en 1982 par les milices phalangistes maronites ; lors de la « *guerre des camps* », en 1986, ce fut le tour des miliciens du parti chiite Amal pour le compte de la Syrie.

Le conflit actuel à Gaza, qui a fait plus de 40 000 victimes à l'heure où nous écrivons, a donné le record de ce bilan sanglant au gouvernement de Tel-Aviv, dans ce qui est la dernière des « sept guerres » de Gaza entre le Hamas et Israël. Mais l'antécédent avait été la confrontation militaire entre le Fatah et le Hamas en 2007 pour la primauté sur le nationalisme palestinien.

La confirmation du « prétexte national »

L'expérience douloureuse et sanglante de l'autodétermination palestinienne, même sous sa forme affaiblie de mini-État issue des accords d'Oslo, est une nouvelle preuve que les bourgeoisies du Moyen-Orient et les grandes puissances ont utilisé le « prétexte national » palestinien pour leurs propres buts, en l'abandonnant aujourd'hui sous les décombres de Gaza. Ce même flux de pétrodollars qui avait fourni à l'OLP beaucoup de moyens financiers et lui avait permis d'obtenir une reconnaissance internationale, notamment grâce à l'utilisation de l'arme pétrolière par les pays du Golfe, a aussi alimenté, tantôt en parallèle, tantôt en concurrence, les courants de l'islamisme politique.

Instrument d'influence des pétromonarchies, tant dans le contexte de la confrontation sur le Moyen-Orient que dans leur rivalité avec le nationalisme confessionnel chiite iranien, la rente pétrolière a financé à la fois les milices islamistes en Afghanistan que les diverses *graines empoisonnées* du terrorisme réactionnaire. Y compris le Hamas, dont l'enracinement est aussi le résultat de la politique « diviser pour mieux régner » pratiquée par la bourgeoisie israélienne.

Comme l'a rappelé le quotidien *Haaretz*, jusqu'au 7 octobre, le Hamas, même si on s'en méfait en raison de son affiliation aux Frères musulmans, manœuvrait entre les diverses capitales arabes ; il bénéficie toujours de l'hospitalité du Qatar, ainsi que du Koweït, et a été un allié de l'Égypte du maréchal-président al-Sissi dans la lutte contre les factions terroristes de

l'État islamique et d'Al-Qaïda, actives dans le Sinaï. Aburish affirme que le Koweït, l'Arabie saoudite et le Qatar, en 1991, pour punir l'OLP de son soutien à l'Irak de Saddam Hussein pendant la première guerre du Golfe, en plus d'expulser un grand nombre de travailleurs palestiniens, bloquèrent les flux d'aides financières et les redirigèrent vers « *les courants islamistes palestiniens* ».

Divers observateurs estiment que, dès 1973, Arafat était convaincu de l'impossibilité de renverser le résultat de 1948. Ainsi, sous la pression, entre autres, des « *hommes d'argent* », la composante de la diaspora palestinienne qui servait d'interface avec les monarchies arabes et de canal de financement, il se convainquit qu'il devait rechercher une « *solution diplomatique* » en relation avec Amman et Washington. La concurrence entre factions palestiniennes contraignit Arafat à emprunter des canaux de communication confidentiels, pour éviter la scission de l'OLP. Cette opération fut également favorisée par l'émergence d'un nationalisme des territoires occupés, alimenté même par l'intégration de la main-d'œuvre palestinienne dans l'économie israélienne, hostile aux colonies juives de Cisjordanie et de Gaza ainsi qu'à la tutelle jordanienne, compte tenu de la rupture produite par le « Septembre noir » de 1970. Ce courant, enraciné dans les territoires, commença à revendiquer la création d'un État indépendant à l'intérieur des frontières de 1967, une solution qui fut soutenue dans les monarchies arabes du Golfe et en Égypte.

À partir de 1979, à la suite de la signature des accords de Camp David, l'administration Carter elle-même se déclara favorable à la « *détermination nationale palestinienne* ». Cependant, ce ne fut qu'après la défaite libanaise et l'explosion de la première Intifada, la révolte populaire dans les territoires, ainsi que la fin de la guerre froide et de l'influence de l'URSS sur une partie du nationalisme arabe, qu'Arafat put finalement ériger l'OLP en force politique dirigeante. Selon Aburish, les monarchies arabes et l'Égypte estimèrent que la « *carte Arafat* » était utile pour « *endiguer* » la révolte palestinienne et éviter la contagion de l'Intifada à d'autres pays arabes.

La solution du mini-État, avec les accords d'Oslo de 1993, sembla alors viable. Une partie des courants de l'OLP eux-mêmes commencèrent toutefois à dénoncer ces accords comme le produit de l'influence des « *hommes d'argent* » et de leurs représentants dans le Golfe. La politique de cooptation menée par Arafat, en centralisant les financements arabes, pour manipuler les différents courants, eut également un certain poids. Edward Saïd (1935-2003), l'un des intellectuels palestiniens les plus connus, désavoua les accords d'Oslo, en leur reprochant de « *brader* » le nationalisme palestinien sous les diktats israéliens et américains, et en accusant Arafat de gérer le pouvoir comme « *un chef tribal africain du XIX^e siècle* ». Pour Abu-

ris, les actions d'Arafat étaient le reflet d'une conception du pouvoir de type « *marchand de bazar* », traditionnelle dans les sociétés palestinienne et arabe. Quoi qu'il en soit, souligne Gresh, l'accord d'Oslo en position de faiblesse, la montée du nationalisme concurrent du Hamas, favorisé par Israël lui-même, et la politique d'annexion rampante de Tel-Aviv dans les territoires, rarement remise en question par Washington, contribuèrent au « *lent naufrage* » des accords d'Oslo et leur mort à partir de 2006-2007, avec l'explosion de la guerre civile entre le Fatah et le Hamas et les « *guerres de Gaza* » ultérieures entre le groupe islamiste et Israël à partir de 2008. Pour Gresh (*Israël, Palestine : Vérités sur un conflit*, 2024), l'avant-dernière guerre à Gaza, en 2021, a entériné la domination du Hamas sur le nationalisme palestinien, avec la décomposition du nationalisme du Fatah, miné par le déclin du leadership d'Abou Mazen au sein de l'ANP et par l'exercice du « diviser pour mieux régner » des gouvernements israéliens.

Si l'issue de la guerre modifie à nouveau ces relations, ce sera encore une fois le jeu entre les puissances qui déterminera le sort des Palestiniens, cette fois dans la confrontation entre l'Arabie saoudite, qui voudrait mener à bien les accords d'Abraham avec Israël et les États-Unis, et l'Iran des mollahs, qui a déployé ses milices par procuration pour l'en empêcher. Ou pour négocier à son tour un accord reconnaissant son statut nucléaire.

Chapitre deux

ACCORDS D'ABRAHAM ET GUERRE DE GAZA

Calculs et paris risqués dans l'instable Moyen-Orient*

Les observateurs internationaux ont formulé différentes interprétations concernant les objectifs de ce qui pourrait passer à l'histoire comme la « déclaration Trump » : la décision du 6 décembre dernier de reconnaître formellement Jérusalem comme la capitale d'Israël, avec le transfert de l'ambassade des États-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem-Ouest. Cette dernière a été déclarée capitale en 1949, puis définie « capitale indivisible » de l'État hébreu en 1980, par un vote de la Knesset, le Parlement israélien, en revendiquant également la partie à majorité arabe, Jérusalem-Est, sous administration jordanienne jusqu'en juin 1967.

En extrême synthèse, la plupart des commentaires tendent à faire croire à un calcul du locataire de la Maison-Blanche, fortement marqué par des motivations plus conjoncturelles que stratégiques : honorer les promesses de campagne par un geste symbolique et unilatéral. Mais il y aurait également une dimension stratégique : réaliser la normalisation diplomatique entre l'État hébreu et l'Arabie saoudite et renforcer leur convergence politico-militaire dans la direction d'un endiguement de l'Iran. Une troisième hypothèse est évoquée de façon elliptique par le *Financial Times* : amadouer les courants américains pro-israéliens avec un geste symbolique et geler la menace de dénonciation de l'accord nucléaire avec l'Iran ; cette menace, qui a rebondi entre le Congrès et la Maison-Blanche, pourrait rester en suspens jusqu'à la fin du mandat présidentiel de Donald Trump, en 2020, préservant ainsi un instrument de pression sur l'Iran.

Sur ces deux questions, Jérusalem et l'accord nucléaire avec Téhéran, la position américaine rencontre aussi bien l'opposition de l'Union européenne, principal bailleur de fonds pour l'Autorité nationale palestinienne (ANP), que celle de la Chine et de la Russie. De façon prévisible, la décision de Trump a suscité une mobilisation des factions palestiniennes, avec des

* Gianluca De Simone, décembre 2017.

affrontements en Cisjordanie et à Gaza, mais également les protestations de la Ligue arabe et de l'Organisation de la coopération islamique (OCI).

Fondée sous l'égide saoudienne en 1972, l'OCI rassemble 57 pays musulmans. Au cours de son sommet d'Istanbul, à l'aide de la présidence tournante de la Turquie, l'OCI a voté une motion turco-malaisio-iranienne qui reconnaît Jérusalem-Est comme capitale palestinienne. La présidence de Recep Tayyip Erdogan a annoncé l'intention de la Turquie d'ouvrir son ambassade à Jérusalem-Est.

« Alabama song »

Formellement, la présidence Trump obtempère à une loi du Congrès, adoptée en 1995, à laquelle tous ses prédécesseurs avaient opposé leur veto tous les six mois. Le département d'État s'est hâté de préciser que le transfert du siège diplomatique n'aura lieu, en pratique, qu'en 2020, étant donné les « *difficultés logistiques* ». Si la diplomatie américaine semble gagner du temps, notamment grâce au caractère essentiellement vague de la déclaration du président sur d'autres aspects du conflit israélo-palestinien, le calendrier croise les rendez-vous électoraux de l'administration : pas seulement le combat pour le siège de sénateur de l'Alabama, que les Républicains ont perdu, mais surtout les élections de mi-mandat de 2018.

Le Monde souligne le fait que la reconnaissance de Jérusalem en tant que capitale israélienne fait partie des programmes électoraux des candidats présidentiels des deux partis depuis 1972. Selon le quotidien, l'annonce de Trump représente un « *viol de la diplomatie* », liquidant soixante-dix ans d'efforts internationaux concernant le conflit israélo-palestinien, et consacrant la « *politique des faits accomplis* » menée par les gouvernements israéliens, en particulier ceux du national-conservateur Benjamin Netanyahu.

À partir de 1967, presque 200 000 Israéliens se sont installés à Jérusalem-Est, à l'époque entièrement arabe, en compliquant encore plus la question du statut de la ville. Selon *Le Monde*, l'unilatéralisme de Trump ne tiendrait même pas compte du droit international : il est guidé par ses « *impératifs de politique intérieure* », satisfaisant en l'occurrence les chrétiens évangéliques et les différents lobbies pro-israéliens. Mais la conséquence est qu'il provoque une « *dangereuse déstabilisation* ». La communauté internationale doit en prendre acte et « *apprendre à contourner* » Washington, comme elle l'a fait concernant les accords de Paris sur le climat.

Le commentaire du *Figaro* est du même acabit : « *On ne peut s'empêcher de penser que le sort du Moyen-Orient se joue dans les bourgs de Pennsylvanie* », et que la décision soit un « *coup de politique intérieure* » du locataire de la Maison-Blanche pour récompenser « *ses supporteurs, sa base et ses donateurs* ». À ce

propos, différentes sources citent le propriétaire de casinos Sheldon Adelson, finisseur de la campagne de Trump et très proche des milieux de l'ultranationalisme religieux israélien. Si la décision de Trump semble surtout symbolique, elle concerne, poursuit le quotidien du groupe Dassault, « *un symbole et parmi les plus forts* », étant donné « *toute la charge religieuse et politique de la ville trois fois sainte* » : pour les confessions chrétienne, juive et musulmane.

Paris et calculs

Le *Japan Times*, qui est souvent un canal informel de la diplomatie de Tokyo, offre une bonne synthèse du possible « *calcul stratégique* » de Washington : un « *pari* » sur le déclin de l'importance de la cause palestinienne au sein du monde arabo-sunnite et sur l'affaiblissement significatif des factions palestiniennes, principalement le Hamas, la branche des Frères musulmans, et le Fatah, de matrice laïque.

Les deux principales âmes du nationalisme palestinien se sont remises d'accord en octobre dernier, après plus d'une décennie de conflit. Ce conflit, ainsi que l'ascension politique du Hamas, avait été déclenché en 2000 par la « seconde Intifada », la révolte palestinienne. L'élément déclencheur fut la visite d'Ariel Sharon (futur Premier ministre israélien) à l'esplanade des Mosquées de Jérusalem-Est. Pour les musulmans, ce lieu, où est érigée la mosquée al-Aqsa, est l'endroit où Mahomet monta au paradis. Pour les juifs, c'est le siège du temple de Salomon. L'acte de Sharon fut considéré par les Palestiniens comme une revendication de souveraineté juive. Terminée en 2005, la seconde Intifada a fait environ 6 000 morts parmi les Palestiniens et les Israéliens, et a consolidé l'hégémonie du Hamas, hostile aux accords de paix d'Oslo de 1993, sur Gaza.

De 2008 à 2014, les forces armées israéliennes ont mené trois interventions militaires contre le Hamas à Gaza, qui, avec 1,5 million d'habitants, représente 40 % de la population palestinienne totale dans les territoires formellement administrés par l'ANP, contrôlée par le Fatah. L'action militaire israélienne, l'embargo et le changement dans les équilibres régionaux, en particulier la guerre syrienne et l'instauration du régime militaire d'Abdel al-Sissi en Égypte, ont sérieusement affaibli le Hamas, aussi bien sur le plan économique que militaire. La « *victoire symbolique* » offerte par Trump à Israël, poursuit le *Japan Times*, humilie la direction de l'ANP, qui demeure le principal interlocuteur palestinien, et prive Washington d'incitations pour négocier, par rapport aux dirigeants de Tel-Aviv. Avoir recours à la hache pour défaire l'un des nœuds les plus emmêlés du guêpier moyen-oriental ne semble pas « *une décision prudente, ni sur le plan tactique, ni sur le plan stratégique* ».

Les rôles de la Jordanie et de l'Égypte

Pour Peter Van Buren, diplomate américain, la charge de Trump assène un coup à deux alliés des États-Unis dans la région. En premier lieu, la Jordanie : la monarchie d'Amman, qui se targue d'une descendance directe de Mahomet, gère l'esplanade des Mosquées depuis 1924 à travers une fondation, compensant ainsi la perte de la garde de La Mecque et de Médine, passées aux mains des Saoudiens après l'expulsion des hachémites de la péninsule arabique.

En 1950, la monarchie jordanienne avait annexé, à titre fiduciaire, les territoires de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est, par la suite conquis par Israël lors de la guerre des Six Jours de juin 1967, dont c'est le cinquantième anniversaire cette année. Avec le traité de paix de 1994 avec Israël, la Jordanie a renoncé à ses revendications territoriales en faveur de l'ANP, mais tire néanmoins une partie de sa légitimité de la tutelle formelle de la mosquée al-Aqsa. En outre, la composante palestinienne représente environ la moitié de la population jordanienne : 3,2 millions de personnes. Dans les territoires de l'ancien mandat britannique de Palestine résident presque 7 millions de citoyens israéliens, dont 20 % d'ethnie arabo-palestinienne ; Gaza, la Cisjordanie et Jérusalem-Est compteraient environ 4,5 millions d'Arabes. À ceux-là s'ajoutent les deux millions de personnes de la diaspora palestinienne au Moyen-Orient, principalement en Égypte, en Syrie, au Liban et en Arabie saoudite. Deux autres millions seraient éparpillés entre les Amériques, l'Union européenne (environ 100 000) et l'Asie.

L'autre allié intéressé est l'Égypte qui, avec Gamal Abdel Nasser et ses politiques panarabes, créa l'OLP en 1964. Pour Van Buren, la direction du Caire ne pourra pas ne pas tenir compte de l'opinion publique égyptienne au sujet du rôle pris par Jérusalem, en raison notamment du « *canon du radicalisme islamique* ». En outre, la décision de Trump coïncide avec « *une entente préliminaire* » entre le gouvernement égyptien et Moscou pour concéder aux avions militaires russes l'usage de l'espace aérien et des bases égyptiennes, pour la première fois depuis 1973.

On peut observer que le président Anouar el-Sadate, en 1972, avec l'expulsion des conseillers de Moscou, signala le virage pro-américain de la politique égyptienne. Et en 1978, avec les accords de Camp David, l'Égypte fut le premier État arabe à signer un traité de paix avec Israël, un traité dans lequel la question du statut de Jérusalem était laissée en suspens.

Les « nuits arabes » de Jared Kushner

Pour Alastair Crooke, ancien dirigeant du MI6, les services de renseignement étranger de Londres, et ancien conseiller de Javier Solana sur la question

palestinienne et moyen-orientale, « *l'os lancé par Trump à Israël* » s'inscrit dans le cadre de la « *mutation tectonique* » qui est en cours dans la région : le retour de la Russie, avec le conflit syrien et la « *défaite* » encaissée par Riyad et par le wahhabisme au Levant. Pour rééquilibrer le rôle russo-turco-iranien en Syrie et la consolidation du rôle de Téhéran, Riyad viserait le renforcement de sa convergence avec l'axe entre les États-Unis et Israël.

Crooke, souvent invité du forum Valdaï sponsorisé par le Kremlin, fait écho à des positions russes, en particulier sur le rôle de Moscou qui aurait mis fin au « *moment unipolaire* » américain. L'affirmation selon laquelle Trump aurait accepté l'image proposée par son gendre Jared Kushner – le conflit autour de Jérusalem est un « *contentieux immobilier* » – doit être considérée sous bénéfice d'inventaire. Il est assurément vrai qu'il s'agit d'un « *symbole qui agite le sang et les passions de chaque musulman : il n'y a pas un logement dans la région où ne soit pas représentée l'image de la mosquée al-Aqsa au Haram al-Sharif, le saint sanctuaire* ». Ce qui devrait inciter à la prudence même la monarchie saoudienne.

Selon l'agence Reuters, Riyad a exprimé une ferme condamnation rhétorique de la déclaration de Trump ; mais pour la direction palestinienne, il existerait un « *accord derrière les coulisses* » entre les Saoudiens et les Américains, dont les bases auraient été jetées lors de longs conciliabules nocturnes entre Kushner, à qui Trump aurait confié une partie du dossier moyen-oriental, et le prince héritier, Mohammed ben Salmane, peu avant la purge des optimates saoudiens en novembre dernier. Selon Reuters, la crainte des Palestiniens et les « *soupçons des différents gouvernements arabes* » sont que Washington ferme la porte à Jérusalem-Est comme capitale palestinienne, en offrant un « *autogouvernement limité entre les bandes disjointes des territoires de la Cisjordanie* », sans aucun droit de retour pour les réfugiés des guerres de 1948 et 1967, et en conservant les colonies juives.

Le Monde évoque la possibilité d'un petit cadeau sous forme de « *mini capitale* » dans un quartier périphérique de Jérusalem. Selon une source saoudienne, reprise par Reuters, « *il ne faut pas sous-estimer l'homme d'affaires qu'est Trump, qui a toujours parlé d'un accord définitif. Il est improbable que Riyad l'accepte sans quelque chose qui permette au prince Salmane de l'adoucir et de pouvoir le vendre au monde arabe. C'est-à-dire que les Palestiniens auront leur État* ».

« *L'accord du siècle* »

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a déclaré non sans sarcasme que les États-Unis s'imaginent faire « *l'accord du siècle* », une représentation évoquée par le secrétaire d'État Rex Tillerson ; dans les inten-

tions américaines, cet accord « *va résoudre d'un seul coup le conflit israélo-palestinien* ». « *La Russie aimeraient bien savoir de quoi il s'agit* », a glosé Lavrov.

À ce propos, l'agence RIA Novosti a repris les déclarations du ministre israélien des Renseignements, Yisraël Katz, député du Likoud, considéré comme très proche de Netanyahu. Pour Katz, « *les États-Unis sont en train de donner forme à un plan de paix mais ils ne nous disent pas ce qu'il comprend. Ils affirment qu'il contiendra quelque chose de créatif et qu'ils n'imposeront aucun accord* ». Riyad, « *en tant que leader du monde arabe, devrait prendre l'initiative, venir en Palestine et se proposer de sponsoriser le plan de paix* ». Et Riyad devrait aussi saisir cette occasion pour normaliser ses relations diplomatiques avec Israël, par un échange de visites d'État. Aussi bien le « *gouvernement chiite duodécimain* » iranien que le « *wahhabisme saoudien* », conclut-il, revendiquent « *l'héritage exclusif du message du Prophète* » et le leadership de la communauté musulmane.

Depuis 2003, et avec l'intensification du conflit en Syrie et autour de la question du nucléaire iranien, différents analystes ont envisagé une convergence stratégique entre Tel-Aviv et Riyad, même avec une dimension de garantie nucléaire élargie de l'État hébreu à la monarchie saoudienne et dans le golfe Persique. L'arsenal nucléaire d'Israël est d'environ 100 têtes et dispose de sa propre « *triade* » de vecteurs : missiles balistiques à longue et très longue portée, composante aérienne et, dit-on, même une composante navale, embarquée sur des sous-marins conventionnels. Dès les années 1970, Riyad a été parmi les financeurs du programme nucléaire pakistanais, et Islamabad déploie un contingent militaire pour protéger La Mecque et Médine. Mais la monarchie saoudienne ne serait plus aussi sûre de la disponibilité d'Islamabad à jouer le rôle d'*« armurier nucléaire »*, pour reprendre l'expression de Henry Kissinger. Le Pakistan a résisté aux tentatives saoudiennes de l'entraîner dans les conflits de puissance et religieux avec son voisin iranien.

En exploitant son alliance avec Washington, Tel-Aviv a souvent mené une politique de balance habile et sans scrupule, en profitant des conflits entre Arabes et du jeu des équilibres régionaux. Au cours des années 1970 et 1980, Israël agissait en coordination avec l'Iran du shah ; mais il intervint également en faveur de l'Iran khomeyniste lors de la guerre contre l'Irak de 1980-1988. Selon l'historien français Pierre Razoux, sur les 24 milliards de dollars de fournitures militaires reçues par Téhéran au cours du conflit, Tel-Aviv fut le quatrième fournisseur par ordre de grandeur, avec deux milliards versés, après la Chine, la Corée du Nord et la Libye, et devant la Russie (*La guerre Iran-Irak, 2013*).

Au cours du conflit syrien, Israël s'est limité à des interventions ponctuelles, conçues pour endiguer la présence des milices du Hezbollah et

des milices iraniennes. L'opération la plus récente s'est déroulée début décembre, contre une base des Pasdaran en cours de construction près de Damas. Un régime d'Assad affaibli représente un avantage stratégique pour Tel-Aviv, qui craint peut-être que la présence de Moscou, qui a annoncé une réduction de son contingent militaire, ne soit pas une garantie suffisante pour endiguer l'enracinement de la présence iranienne de la Méditerranée au Golfe.

Le conflit dans le Golfe, qui oppose les Saoudiens et les Émirats arabes unis au Qatar, avec la constitution d'une entente bilatérale distincte du Conseil de coopération du Golfe (CCG), qui s'est finalement divisé sur la question des rapports avec Téhéran, offre des marges d'intervention à l'État hébreu. La substance stratégique de l'accord du siècle évoqué par Tillerson pourrait donc être une normalisation diplomatique entre Israël et l'Arabie saoudite, dans un but anti-iranien, en passant par le feu vert de Riyad – en tant que patron du camp sunnite – au plan de paix israélo-palestinien. Une sorte de réédition des accords de Camp David, où la monarchie saoudienne aurait le rôle de Sadate. Cette étape devrait également confirmer, croit-on comprendre, le tournant réformiste du prince Salmane, qui répudierait l'image et le rôle de centrale de diffusion du radicalisme salafiste-wahhabite. Vaste programme, pour employer l'expression ironique de Charles de Gaulle, à la lumière des dynamiques régionales et des héritages historiques, souvent empoisonnés, de la région. Tout comme de l'attitude que Trump a eue jusqu'ici.

La prudence scientifique suggère toutefois de tenir compte de ce que Marx a écrit à propos de Napoléon III dans *Le 18 Brumaire* : « *La lutte des classes [...] créa les circonstances et les conditions qui permirent à un personnage médiocre et grotesque de jouer le rôle de héros.* » On ne peut pas exclure l'éventualité que Trump, précisément en tant qu'expression du déséquilibre américain qui l'a mené à la présidence, devienne protagoniste d'une grande entente moyen-orientale. Que celle-ci soit effectivement durable, c'est là une autre paire de manches, étant donné la croissance du nombre des acteurs, de leurs dimensions, et le déclin relatif américain.

Le spectre de Balfour

On peut remarquer que, dans la réaction des puissances régionales, une analogie, ne serait-ce que temporelle, a été évoquée avec la déclaration Balfour de novembre 1917, par laquelle Londres s'engageait à soutenir « *la création en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif* ».

Selon l'historien Eugene Rogan, ce fut le dernier de la série des « *plans de partage* » des territoires de l'Empire ottoman, discutés entre Paris,

Saint-Pétersbourg et les puissances arabes dès mars 1915. La décision de Londres se basait « *sur des considérations typiques du temps de guerre* », visant à utiliser le mouvement sioniste pour « *canaliser l'influx juif dans l'effort de guerre britannique* », qu'il considérait à même « *de gagner le soutien de personnalités juives influentes aux États-Unis et en Russie* », ainsi qu'à maintenir les deux puissances activement engagées dans le conflit.

Ce plan était aussi considéré comme une manière de réduire les concessions territoriales faites à Paris avec l'accord Sykes-Picot et de mettre en sécurité l'artère impériale du canal de Suez, d'importance vitale. Sans l'appui d'une grande puissance, les ambitions nationales sionistes « étaient inconcevables » ; ainsi, l'offre du « *foyer national* » du ministre des Affaires étrangères, Balfour, fut considérée par le Premier ministre, David Lloyd George, comme un moyen pour mettre la Palestine « *sous la souveraineté britannique* ».

Enfin, l'aspect de la propagande eut un poids important : l'entrée des troupes du général Allenby à Jérusalem, le 11 décembre 1917, fut définie par Lloyd George comme le « *cadeau de Noël pour la nation britannique* » (E. Rogan, *The Fall of the Ottomans*, 2015). Ce succès suivait d'un mois à peine la sanglante bataille de Passchendaele, définie par l'historien militaire Basil Liddell Hart comme le « *plus triste drame de l'histoire militaire britannique* » (*The Real War 1914-1918*, 1963).

Des confrontations africaines

La recherche d'appuis de l'Arabie saoudite ne se limite pas à une possible convergence avec Tel-Aviv. En octobre dernier, le roi Salmane a effectué un voyage historique à Moscou, et a confirmé la trêve dans la guerre des prix du pétrole, débutée en 2013-2014, en l'élargissant peut-être à une quelconque entente sur la Syrie. La question de la cotation d'Aramco est toujours ouverte, et la Chine est également en lice, avec la place financière de Shanghai.

Adel al-Joubeir, ministre des Affaires étrangères de Riyad, envoie des signaux à l'Union européenne et à Emmanuel Macron : une contribution de 130 millions d'euros pour l'entraînement et l'équipement de la *task force* créée, à l'initiative de l'Europe, par les pays du G5 du Sahel (Niger, Burkina Faso, Mali, Mauritanie et Tchad). Parmi les fonctions de la *task force* africaine, il y aurait notamment le contrôle des flux migratoires vers l'UE.

On peut rappeler que, depuis les années 1970, la projection de Paris en « *Françafrique* » a profité de la coopération des pétromonarchies. La formule employée par les renseignements français était : « *Paris décide, le Maroc exécute et l'Arabie saoudite finance* » À l'époque, il s'agissait de brider

l'aventurisme de Mouammar Kadhafi, les manœuvres de l'URSS et, par la suite, également une certaine pénétration de l'Iran, en particulier au Soudan. Le recyclage des pétrodollars du Golfe n'était pas secondaire ; selon Gilles Kepel, il aurait permis que l'on ferme les yeux face à la diffusion des « madrassas wahhabites » dans certaines régions du continent africain (*Jihad. Expansion et déclin de l'islamisme*, 2000).

Bernard Hourcade, spécialiste des questions iraniennes, estime lui aussi que l'Afrique est un théâtre de la confrontation entre Téhéran et Riyad. Si le continent africain a un poids limité dans la politique étrangère de Téhéran, cette dernière utilise la carte du prosélytisme religieux. Au fil des années, un « réseau islamiste [chiite] subtil mais efficace en Afrique occidentale » s'est créé, avec une présence permanente dans la Corne de l'Afrique (*Géopolitique de l'Iran*, 2010).

L'Iran n'est pas la seule puissance régionale de qui Riyad doit se défendre dans la nouvelle confrontation. Il y a également la Turquie, qui mène une campagne anti-saoudienne sur la question de l'alignement présumé de Riyad sur les États-Unis et Israël. Selon le diplomate indien M. K. Bhandarkumar, la présidence d'Erdoğan y voit une occasion, tout comme l'Iran, de « déloger la prédominance saoudienne au Moyen-Orient ». C'est pourquoi l'Arabie saoudite devra faire attention à ne pas montrer une excessive « coordination avec Israël, ou qu'elle danse sur la musique de Trump ». La voie pour « l'accord du siècle » ne paraît pas seulement accidentée mais également menacée par un grand nombre d'autres joueurs.

Le fait est que, en l'absence d'une unité internationaliste, les questions nationales irrésolues et insolubles continuent d'être exploitées dans le jeu des puissances, et pèsent sur l'ensemble du prolétariat moyen-oriental, arabe, juif, kurde, turc ou iranien.

Prolétariats ségrégués et « accord du siècle » illusoire à Jérusalem*

Le conflit israélo-palestinien est souvent défini par les diplomates comme « le plus intractable » des conflits du Moyen-Orient, à l'origine de cinq guerres et d'une confrontation de faible intensité entre les nationalismes palestinien et israélien qui perdure depuis plus d'un siècle. Chaque administration américaine, en particulier après 1967, a essayé d'y trouver une solution. À partir de 1978, date des accords de Camp David entre l'Égypte et Israël, la conférence de Madrid de 1991, les accords d'Oslo de 1993 et le traité de paix entre Israël et la Jordanie de 1994 ont produit une entente sur le papier pour une solution « à deux États » : palestinien et israélien. C'est la même solution que celle proposée en 1937 par le Royaume-Uni, puissance mandataire en Palestine, et en 1967 par la résolution 242 de l'ONU. Avec une variante, appelée « option jordanienne » de création d'un État confédéral jordano-palestinien : de 1950 à 1967, le royaume hachémite annexa la Cisjordanie et Jérusalem-Est, une opération reconnue seulement par le Royaume-Uni et le Pakistan.

Avec la guerre de juin 1967, Israël tripla son extension territoriale, en incorporant le Golan syrien, la Cisjordanie, la totalité de la ville de Jérusalem, la bande de Gaza et la péninsule du Sinaï, obtenant ainsi une profondeur stratégique et des pions d'échange territorial avec les pays arabes. Israël n'a cependant jamais opéré d'annexions *de jure*, sauf en décrétant par un vote parlementaire Jérusalem comme « capitale indivise » de l'État hébreu ; dans les faits, il a mis en œuvre une administration indirecte de la partie arabe. Cependant, depuis les années 1970, en particulier sous les gouvernements national-conservateurs du Likoud, Israël a favorisé la création d'avant-postes militaires puis d'implantations ou de colonies dans les territoires occupés.

La logique, principalement militaire, était de créer une « zone tampon » le long de la frontière jordanienne, qui s'est ensuite transformée, à partir des années 1980, en ceinture périurbaine des grands centres industriels ou en quartiers résidentiels pour les zones industrielles, ainsi que pour les flux d'immigrés provenant de l'ex-URSS ou de l'Europe de l'Est. À ce jour, environ 600 000 citoyens israéliens (9 % de la population juive) vivent dans des territoires nominalement palestiniens.

* Gianluca De Simone, février 2020.

Concessions asymétriques

Les accords d'Oslo de 1993, orchestrés avec le concours américain et européen, ont marqué, selon l'historiographie israélienne, la « reddition des armes » du nationalisme palestinien représenté par l'OLP, avec la reconnaissance formelle de l'État hébreu. C'est un tournant déterminé par les nouveaux équilibres internationaux, en particulier par la situation issue de la première guerre du Golfe : l'appui à l'Irak de Saddam Hussein coûta à l'OLP le soutien, y compris financier, des pétromonarchies arabes (Ian Black, *Enemies and Neighbours*, 2018).

Le 28 janvier dernier, après l'aggravation des tensions avec Téhéran et environ un mois après les nouvelles élections en Israël, les troisièmes en douze mois, Donald Trump a présenté son plan de paix, annoncé en 2017 comme « l'accord du siècle ». Rédigé par son gendre et chargé spécial pour le Moyen-Orient, Jared Kushner, ce plan se propose de surmonter l'« impasse » politique par une vision qui se veut réaliste. En pratique, comme l'a déclaré le secrétaire d'État Mike Pompeo, il se base sur les « *données de fait* », à savoir la reconnaissance de la souveraineté israélienne *de jure* non seulement sur Jérusalem mais aussi sur les colonies créées après 1967 et sur le Golan.

Logique immobilière, calcul électoral, dimension historique

Sur le plan territorial, l'Autorité nationale palestinienne devrait céder près de 30 % du territoire de la Cisjordanie, y compris toute la vallée du Jourdain. En échange, l'administration palestinienne – depuis 2006, privée de Gaza, contrôlée politiquement par le Hamas, un appendice local des Frères musulmans – obtiendrait une mini-capitale à Abu Dis, une petite ville à l'extérieur de la municipalité de Jérusalem, et la promesse de 50 milliards de dollars d'investissements en une décennie, dont la moitié destinée à l'Égypte, à la Jordanie et au Liban. Elle obtiendrait également la reconnaissance de son État, mais avec une souveraineté limitée, sous la tutelle sécuritaire d'Israël, sur six enclaves territoriales. Ces conditions sont bien plus mauvaises que celles de 1993, qui devaient pourtant créer une entité étatique à autonomie limitée.

Selon *Haaretz*, un quotidien proche du centre gauche israélien, Trump aurait invité Mahmoud Abbas, le président de l'Autorité palestinienne, à penser comme « *un entrepreneur immobilier* », en saisissant une occasion « *unique et non reproductible* ». Le journal rapporte également que Pompeo aurait reconnu en privé qu'il considérait que le plan était « *non réalisable* ». Kushner, qui aurait freiné l'intention de Benjamin Netanyahu de faire voter l'annexion de la vallée du Jourdain avant les élections, a arrondi les angles au cours des échanges diplomatiques, en parlant de cette proposition comme d'une « *base de négociation* ».

Dans le *Financial Times*, David Gardner souligne que le plan Trump est « *intolérable* » et représente une humiliation inutile pour les dirigeants palestiniens, rendant une solution à deux États « *physiquement impossible* ». Son seul objectif est « *de donner le feu vert à l'annexion israélienne de la Cisjordanie* », un simple « *contrat immobilier* » dans lequel la contrepartie de la « *cession de terrain* » est une « *poignée de cantons* » et, dans le meilleur des cas, un « *gouvernement supra-municipal* ».

Pour *Le Monde*, le plan représente un « *cadeau [électoral] gros comme Manhattan* » pour Netanyahu, mais aussi un « *cadeau empoisonné* » pour Tel-Aviv. L'*« État lilliputien »* palestinien, constitué de « *mini-baronnies* », favorise la création d'*« un seul État entre la Méditerranée et le Jourdain »*, qui comprendrait des Israéliens et des Palestiniens. Cela imposerait deux options à Israël : renoncer à être un État démocratique, en pratiquant une forme d'*« apartheid »* aux dépens des Arabes ; ou bien créer une « *entité étatique binationale* » où la composante juive ne serait plus nécessairement majoritaire. Dans les deux cas, conclut le quotidien parisien, ce serait « *la fin du rêve sioniste* ».

Selon Gardner, l'annexion territoriale par le gouvernement israélien finirait par en éroder la légitimité tant en Israël que dans les territoires occupés, puisque les Palestiniens seraient poussés à mener « *une lutte anti-apartheid pour l'égalité des droits* ». Si pour les principaux gouvernements arabes la cause palestinienne, utilisée depuis des décennies dans la confrontation régionale, est devenue « *insignifiante* », elle reste « *une question émotionnelle* » pour leurs peuples.

Selon Henry Kissinger, le pragmatisme américain tend à évaluer les problèmes politiques en termes quantitatifs, estimant qu'il peut les résoudre « *en les submergeant de ressources* ». Cela semble pour le moins hasardeux que, pour résoudre le casse-tête palestinien, un parc à thème pour le tourisme religieux, des brochures en papier glacé, une perspective immobilière et quelques poignées de milliards escroqués à des cheikhs arabes ou à l'Union européenne, soient suffisants.

Coalition anti-iranienne et calculs régionaux

Selon certaines opinions, le plan Trump fait partie d'une stratégie globale pour le Moyen-Orient basée sur quatre lignes directrices : la lutte contre le djihadisme ; le renforcement de l'alliance des États sunnites, en particulier de l'Égypte, des Émirats arabes unis et de l'Arabie saoudite, avec Israël, dans laquelle un accord commercial serait également possible ; l'endiguement anti-iranien, à la fois économique et militaire, visant à réduire son influence dans le « *croissant chiite* » ; la régulation extérieure de la balance

régionale par les États-Unis, mise en œuvre par la projection aéronavale, qui permettrait une réduction des contingents terrestres.

Lors de sa visite à Riyad en 2017, l'administration Trump avait évoqué une sorte d'*« OTAN du Moyen-Orient »* à des fins anti-terroristes et anti-iraniennes. Des accords régionaux de libre-échange sont envisagés, dans le plan pour la Palestine, entre la Jordanie et l'éventuel État palestinien, peut-être extensibles à Israël et à l'Égypte. Leur lubrifiant pourrait être les hydrocarbures *offshore* en Méditerranée orientale. Pour *Le Monde*, la non-opposition explicite des pays arabes au plan Trump est due à la priorité assignée à la « *menace iranienne* » : le dossier palestinien pourrait servir à conditionner les dosages du retrait américain dans la région.

« Bantoustans » palestiniens et prolétariat israélo-arabe

Peu avant les accords de Camp David, Arrigo Cervetto réfléchissait, en la considérant comme une « *hypothèse de laboratoire marxiste* », sur une possible « *solution Zollverein au Moyen-Orient* » – une « *zone de libre-échange de capitaux saoudiens-iraniens, de managers israéliens, un exode rural de cinquante millions d'Égyptiens et de Soudanais* » – face à l'échec d'une « *solution prussienne* » d'unification régionale. Nous avons constaté que cette « *variante stratégique* » est restée sans suite, car le cours de la confrontation régionale a éloigné « *non seulement toute hypothèse de fédération, mais également toute forme de trêve entre les acteurs régionaux* ». Les bourgeoisie du Moyen-Orient sont dans l'incapacité d'atteindre le « *nouveau niveau de puissance étatique continentale* » que requiert la nouvelle phase stratégique ; à moins d'une nouvelle « *rupture catastrophique de l'ordre qui fasse voler en éclats le jeu de balance impérialiste* » (*Terrorisme réactionnaire, européisme impérialiste, internationalisme communiste*, 2015).

La dimension des acteurs locaux a doublé, tant sur le plan démographique qu'économique, augmentant leur capacité d'influencer les équilibres. De même, l'armée du prolétariat du Moyen-Orient s'est énormément développée. Cela vaut aussi pour la Palestine, où il existe un prolétariat israélien d'environ 4 millions de travailleurs et un prolétariat palestinien de 1,5 million de salariés. La Palestine comptait environ 3,5 millions d'habitants en 1967. Aujourd'hui, il y a 9 millions d'Israéliens, dont environ 7 millions de Juifs et 2 millions d'Arabes ; les Palestiniens sont au nombre d'environ 4,8 millions, plus une diaspora comptant 5,6 millions de personnes.

L'annexion militaire israélienne a partiellement intégré les territoires palestiniens dans l'économie de Tel-Aviv, y compris par le biais d'une union douanière et monétaire, depuis le tout début des années 1970. Si, en 1967, 40 % de la force de travail palestinienne était agricole, cette part

est aujourd’hui de 6 % ; 30 % travaille dans l’industrie et 64 % dans les services. En Israël, les travailleurs agricoles représentent moins de 1 % ; 16 % sont dans l’industrie et 83 % dans les services. Selon les statistiques palestiniennes, 74 % des 800 000 actifs occupés recensés sont des salariés. En 2018, environ 130 000 personnes étaient employées en Israël ou dans les colonies, en particulier dans le secteur de la construction.

Pour l’économiste de la Banque mondiale Leila Farsakh, la politique israélienne a oscillé entre une ligne « *maximaliste* », d’annexion territoriale mais non démographique, et une ligne « *centriste* », selon laquelle une annexation tacite aurait favorisé une « *intégration économique plus efficace* » des territoires, en diluant les pressions nationalistes. La résultante non voulue, ou partiellement recherchée, a été la création de « *bantoustans* » palestiniens, des bassins de main-d’œuvre faisant la navette, similaires au système utilisé par le régime d’apartheid en Afrique du Sud, mais sans législation ethno-raciale de la part d’Israël (*Palestinian Labour Migration to Israel*, 2012).

L’intégration asymétrique du prolétariat palestinien, dont les flux sont négociés avec la bourgeoisie palestinienne, et les idéologies nationalistes respectives sont en tout cas des instruments utiles pour ségréguer les prolétariats respectifs. Concernant les récentes manifestations ouvrières en Iran, David Ignatius, commentateur de renom du *Washington Post*, a écrit qu’« *une classe ouvrière industrielle organisée* » reste une « *force puissante* » pour le « *changement social* » : cela est vrai « *en Iran comme en Chine* » et « *dans d’autres nations modernes* ». C’est le comble que ce soient les journaux de la classe dominante qui le reconnaissent. Si la lutte de classes n’est pas dépassée à Téhéran, elle ne l’est pas non plus à Naplouse, Gaza, Haïfa ou Tel-Aviv. Il en va de même pour l’internationalisme.

Missiles, urnes et coalitions dans la guerre de Gaza*

Dans son ouvrage *Jerusalem. The Biography* (2011), l'essayiste britannique Simon Sebag Montefiore évoque le « *syndrome de Jérusalem* » : une condition « *psychologique* » mais aussi « *politique* », où la confrontation entre « *passions dévorantes et émotions invincibles, imperméables à la raison* » est telle que c'est souvent la « *loi des conséquences non voulues* » qui domine. Une condition qui pourrait peut-être s'étendre à toute l'histoire du Moyen-Orient.

En mai dernier, l'élément déclencheur de la « guerre des onze jours », le quatrième conflit de basse intensité à Gaza, a été une cause immobilière : l'expulsion de quelques dizaines de familles palestiniennes, dans le quartier arabe de la ville, Cheikh Jarrah, revendiqué par une association de colons juifs sur la base d'un contrat de vente signé avec les autorités ottomanes en 1876, lors de la toute première immigration juive en Palestine. Le quartier tire son nom du médecin personnel de Saladin, le chef militaire d'origine kurde qui reprit la ville aux croisés en 1187. À l'époque du mandat britannique, le grand mufti de Jérusalem, Amin al-Husseini, y résidait et, en 1944-1945, le premier siège des Frères musulmans, dont le Hamas est une filiale, y fut ouvert.

Selon la tradition juive, le tombeau de Shimon HaTzadik (Simon II le Juste), une importante figure religieuse du III^e siècle av. J.-C., se trouverait dans une grotte en bordure du quartier. Montefiore estime qu'il s'agit d'une légende, et que ce serait en réalité un tombeau romain postérieur de cinq siècles. L'histoire, les mythes, les croyances et les passions se sont stratifiés en près de trois mille ans. Une démonstration de la grossièreté de l'approche de Donald Trump, avec son prétendu « accord du siècle » de 2017.

Les missiles électoraux du Hamas

La question de Cheikh Jarrah s'est entremêlée avec les manifestations de la droite religieuse juive pour célébrer la conquête de Jérusalem-Est en 1967, ainsi qu'avec les contre-manifestations palestiniennes, prévisibles, qui ont culminé avec le blocage de l'accès à l'esplanade des Mosquées, puis la dispersion de la foule par la police israélienne, avec des centaines de blessés et d'arrestations. Mahmoud Abbas, le président de la Solta, l'Autorité nationale palestinienne qui administre la Cisjordanie, en a profité pour sus-

* Gianluca De Simone, juin 2021.

prendre les élections législatives et présidentielle, les premières depuis 2006, auxquelles même le Hamas, qui contrôle Gaza, avait accepté de participer.

Parmi les raisons avancées par Abbas, il y avait le fait que les citoyens palestiniens de Jérusalem étaient exclus du vote. Toutefois, selon les observateurs, la question de fond serait la montée des dissidences internes au Fatah, le parti d'Abbas, conjuguée à la crainte que, comme en 2005-2006, le Hamas ne sorte vainqueur des urnes, tant à Gaza qu'en Cisjordanie. À l'époque, le Hamas, le Mouvement de résistance islamique (l'acronyme signifie « ferveur » ou « dévouement » en arabe), avait obtenu 56 % des voix contre 44 % pour le Fatah. Une trentaine de listes électorales s'étaient présentées cette année-là, le Fatah lui-même étant divisé en trois.

Exclu des urnes, le Hamas agit dans la rue et, comme l'écrit le *Hindustan Times* de New Delhi, l'organisation a choisi de « *mener sa campagne électorale en Cisjordanie* » à coups de roquettes Qassam : environ 4 000. Le Hamas a symboliquement ouvert l'affrontement avec la première salve de roquettes tirée sur Jérusalem et, par la suite, contre les principaux centres urbains israéliens, dont Tel-Aviv, déclenchant des représailles militaires. Dans le jargon de Tsahal, les forces armées de l'État hébreu, la « *guerre à distance* » contre le Hamas, menée avec des drones, des frappes aériennes et l'artillerie, se dit « *tondre la pelouse* ». Dans les faits, il s'agit de dégrader les capacités militaires du Hamas et de porter atteinte, dans une certaine mesure, à ses capacités économiques. La plupart des missiles du Hamas – qui est passé de l'utilisation des attentats-suicides lors de la deuxième Intifada de 2000-2005 à la guérilla balistique – ont été interceptés par le système anti-missile « Dôme de fer », jusqu'à 90 % selon les estimations. L'ensemble de l'opération a fait plus de 260 victimes, dont une écrasante majorité de Palestiniens.

« *Synergie de cynismes* »

« *Le calme en échange du calme* », telle est la formule utilisée par les gouvernements de Benjamin Netanyahu pour définir la relation avec le Hamas, c'est-à-dire une coexistence armée tacite. Israël, qui s'est unilatéralement retiré de Gaza en 2005, n'entend pas démanteler l'enracinement des islamistes dans la Bande, qui compte 1,8 million d'habitants, la laissant sous la direction du Hamas. De 1948 à 1967, Gaza était sous administration militaire égyptienne. Lors des négociations de paix avec Le Caire entre 1978 et 1981, Israël tenta de la restituer à l'Égypte, qui rejeta l'offre : « *Les Égyptiens nous ont laissé une arête de poisson dans la gorge* », tel fut le commentaire des diplomates israéliens de l'époque (Ahron Bregman, *Cursed Victory*, 2016).

La présence islamiste à Gaza et en Cisjordanie remonte aux années 1940. Elle se développa dans les années 1950 et 1960, avec le soutien financier de la Jordanie et de l'Arabie saoudite et une approbation de fait d'Israël : Tel-Aviv voyait dans le rôle d'assistance sociale joué par les Frères musulmans un contrepoids conservateur au nationalisme palestinien, qui était influencé à la fois par le panarabisme nassérien et par la variante baasiste syrienne et irakienne. Ce fut le cheikh Ahmed Yassine (1937-2004), réfugié à Gaza à partir de 1948 et formé à l'université d'al-Azhar au Caire, qui donna naissance au Hamas lors de la première Intifada, en décembre 1987, en s'appuyant sur la base religieuse et pourvoyeuse d'aides sociales. Entre 1967 et 1987, le nombre de mosquées créées par les Frères musulmans palestiniens était passé de 200 à 600.

Historiquement, l'une des raisons de la rivalité avec le Fatah remonte à 1957-1958, du fait du refus des Frères musulmans d'adhérer à l'OLP et à la lutte armée contre Israël (Paola Caridi, *Hamas*, 2009). Cette position changea en 1987, puis en 2000, au moment de la deuxième Intifada, en partie déclenchée par la « promenade » provocatrice d'Ariel Sharon (1928-2014) sur l'esplanade des Mosquées. Cette visite représentait un geste de revendication de souveraineté, servant aussi à provoquer le retour de Sharon sur la scène politique : il remporta le poste de Premier ministre en 2001.

La confrontation Hamas-Fatah pour l'hégémonie sur le nationalisme palestinien conduisit à la sécession armée de Gaza en 2007, favorisée par la victoire électorale du Hamas en 2006, déclenchant une guerre civile de basse intensité. Celle-ci a fini par bénéficier à la politique de cantonisation palestinienne opérée par Israël, et a été utilisée par le Likoud, la principale formation du centre droit israélien, pour cultiver le bassin électoral des « colons » et du sionisme religieux, ainsi que le vote sécuritaire. Cette « *synergie de cynismes* », comme l'appelle le *Hindustan Times*, s'est également manifestée dans la fragmentation politique israélienne.

En effet, les missiles du Hamas sont entrés dans les négociations pour la formation du nouveau gouvernement à Tel-Aviv, avec une coalition hétérogène qui, disposant d'une majorité d'une seule voix à la Knesset, a mis fin au long règne politique de Netanyahu, au pouvoir depuis douze ans.

L'arbitre arabe dans la « coalition des huit »

Naftali Bennett, un ancien allié du Premier ministre sortant et représentant de la droite religieuse, a été à la tête du renversement, et il devient le premier juif orthodoxe à diriger un gouvernement israélien. Le rôle de la Liste arabe unie (Ra'am) a été décisif pour sortir de l'impasse électorale, après quatre élections en deux ans : elle est la première formation arabe à

faire partie d'une coalition gouvernementale, qui repose sur huit partis, de l'extrême droite à l'extrême gauche.

Fondée en 1996, Ra'am est issue du Mouvement islamique en Israël, créé en 1971 par des Arabes et des Circassiens. L'une de ses ramifications, la « branche Nord », a été exclue des élections de 2015, car soupçonnée de liens avec le Hamas. Mansour Abbas, le chef de la « branche Sud », considérée comme modérée, est un dentiste originaire de Maghar, une province israélienne à forte présence druze. Mansour Abbas s'était même rendu disponible pour rejoindre une majorité dirigée par Netanyahu, en échange de mesures économiques en faveur de la minorité arabe israélienne.

Comme le souligne *Le Monde*, ce fut Netanyahu lui-même qui brisa le « *cordon sanitaire* » autour du vote arabe, que les travaillistes s'étaient « *tacitement* » approprié dans les années 1990. Netanyahu a maintenant tenté d'utiliser la confrontation avec le Hamas pour empêcher l'accord entre Ra'am et la coalition adverse. Toutefois, si Mansour Abbas a changé de cheval, cela est dû aux affrontements intercommunautaires en Israël, déclenchés par les événements de Jérusalem, mais dont le moteur réside probablement dans les répercussions économiques de la pandémie séculaire et dans les processus d'ascension sociale de la composante arabo-israélienne.

La « classe moyenne » arabe

Au début des années 1980, Arrigo Cervetto soulignait que, au sein des populations palestiniennes de Gaza et de Cisjordanie, il y a une « *stratification sociale qui culmine avec une bourgeoisie propriétaire* » ; ses représentants « *influencent certains courants de l'OLP d'une main et, de l'autre, collaborent économiquement avec la bourgeoisie israélienne* ». L'État hébreu avait intérêt à « *favoriser les pressions de la bourgeoisie palestinienne des territoires occupés* » pour une intégration dans un marché unique, tout en empêchant la formation d'un État palestinien indépendant. Israël avait aussi le problème, difficile à résoudre, de la « *représentation politique de la bourgeoisie palestinienne au sein de l'État d'Israël [...], aujourd'hui caractérisé par une complète suprématie juive* ». Cependant, les expériences historiques européenne et américaine fournissaient des exemples d'États « *où plusieurs confessions religieuses coexistent, réunies par des bourgeoisies industrielles et financières émergentes* » (*La Confrontation mondiale*, 2018).

En avril dernier, le quotidien *Haaretz* mettait en évidence l'ascenseur social au sein de la composante arabo-israélienne : entre 2007 et 2018, la « *classe moyenne arabe* », au revenu par habitant compris entre 75 et 125 % du revenu médian, est passée de 16 à 23 % ; la « *classe moyenne supérieure* », au revenu allant de 125 à 200 % du revenu médian, est passée de 5,4 à 6 %.

Au cours des douze années des gouvernements Netanyahu, le taux d'inscription des Arabes au lycée a triplé, atteignant 20 %, de même que l'emploi dans les secteurs de haute technologie, qui atteint 3 %. En particulier, la prolétarisation et la scolarisation des femmes augmentent, avec une baisse des taux de natalité. Toutefois, les inégalités restent fortes, avec un taux de pauvreté de 50 %, soit trois fois la moyenne nationale ; et le chômage des jeunes atteint 50 %.

Selon *The Economist*, en s'opposant à une solution à deux États, Israël détermine par défaut celle d'un État unique, en renforçant à la fois l'emprise du nationalisme du Hamas et une revendication palestinienne de « *droits individuels* » contre la « *condition d'apartheid* ». Cela produit des tensions sociales internes, surtout avec les immigrés juifs des années 1990 originaires de l'ex-URSS, environ un million de personnes : ceux-ci habitent les banlieues d'Israël, coïncidant souvent avec les colonies, et sont un bassin électoral à la fois du Likoud et du « *sionisme religieux* ».

Du point de vue de classe, l'enchevêtrement nationaliste et religieux est un piège. Seule une position internationaliste pourrait le démêler.

Entente sur le Golfe à Pékin dans la « guerre de vingt ans »*

Selon Camille Lons, spécialiste du Moyen-Orient à l’International Institute for Strategic Studies (IISS) de Londres, les accords du 10 mars à Pékin entre Riyad et Téhéran doivent être interprétés, du point de vue saoudien, comme la volonté d’« *envoyer un message à Washington* », à quelques jours – et ce n’est pas un hasard – du vingtième anniversaire de la guerre en Irak en 2003 : la monarchie saoudienne cherche une caution, au cas où les États-Unis ne lui apporteraient plus assez de garanties. De son côté, Téhéran n’a pas encore abandonné l’espoir de ramener les États-Unis et les autres puissances à la table des négociations sur le dossier nucléaire.

D’après la revue japonaise *Nikkei*, le coup diplomatique de la Chine signale « *le déclin de l’influence occidentale dans l’une des régions les plus instables du monde* », où Pékin garde « *une approche stratégique et cohérente* », contrairement aux oscillations américaines. Afin d’éviter « *le pire scénario stratégique* », celui de devoir « *rivaliser avec la Chine pour apaiser le Moyen-Orient* », les partenaires des États-Unis, tels que l’Union européenne et le Japon, pourraient être contraints d’« *aider à combler le vide* » de leadership laissé par les Américains.

L’inquiétude de Tokyo, de même que la cohérence stratégique de la Chine, montrent que la garantie sur l’artère énergétique du Golfe est une question d’intérêt primordial pour les puissances asiatiques. Dans un commentaire de *Kompas*, le principal quotidien d’Indonésie en tirage, l’accord de normalisation diplomatique entre les deux puissances rivales du Golfe est décrit comme « *un nouveau chapitre géopolitique* » et un « *jalon historique* » qui peut aider à apaiser les tensions régionales. S’agissant du plus grand pays musulman du monde, mais avec une pluralité de minorités ethno-confessionnelles, il est probable que, du point de vue indonésien, les dimensions religieuses de l’affrontement entre Riyad et Téhéran aient également leur importance.

Les répercussions dans la région

D’après Georges Malbrunot, correspondant du *Figaro* pour le Moyen-Orient, les « *clauses confidentielles* » de l’accord de Pékin comprendraient un engagement mutuel à réduire le soutien offert aux acteurs par procuration, notamment aux moudjahiddines du peuple (OMPI), une milice iranienne

* Gianluca De Simone, avril 2023.

opposée au régime, présente en Irak, ainsi qu'aux groupes sunnites du Baloutchistan iranien, actifs pendant les manifestations sociales contre le régime de Téhéran. L'accord prévoirait également une réduction des approvisionnements militaires aux houthis chiites au Yémen, ainsi que des pressions sur les milices chiites irakiennes pour qu'elles s'abstiennent d'attaquer les infrastructures pétrolières saoudiennes comme en 2019.

Au Yémen, Riyad serait en train de négocier une solution politique visant à geler le conflit. Selon *Le Monde*, la monarchie saoudienne aurait reconnu de fait la victoire militaire des houthis et chercherait un moyen de se sortir du conflit, qui a débuté en 2015, en évitant de « *perdre la face* ». Selon plusieurs observateurs, le Yémen semble destiné à être « *l'agneau sacrificiel* » du rapprochement entre Saoudiens et Iraniens, avec une tripartition de fait : le Nord sous contrôle des houthis et le Sud-Ouest partagé entre les sphères d'influence saoudienne et émirat. Pour le quotidien *Asharq al-Awsat*, organe semi-officiel de la monarchie de Riyad, le Yémen sera un baromètre du succès de l'accord.

Différents diplomates français estiment que le régime de Bachar el-Assad à Damas en sera un grand bénéficiaire, avec l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, mais aussi l'Égypte, la Tunisie et la Turquie, qui travaillent à la normalisation de leurs relations diplomatiques, une opération soutenue discrètement par Moscou. À Beyrouth, l'accord de Pékin pourrait résoudre l'impasse politique qui empêche l'élection d'un nouveau président. Un autre fait significatif, mais moins remarqué, est la reprise des contacts entre la Turquie et l'Égypte, au niveau des ministres des Affaires étrangères, le 18 mars, afin de parvenir à des accords pour que la Turquie reconnaîsse les intérêts égyptiens en Cyrénaïque et que l'Égypte reconnaîsse les intérêts turcs en Méditerranée orientale.

La « priorité saoudienne » du prince ben Salmane

La plupart des commentateurs voient l'accord du Golfe comme un recalibrage de la politique étrangère menée par le prince héritier, Mohammed ben Salmane. En 2015, au moment de l'intervention au Yémen, le prince avait défini sa « doctrine Salmane », visant à affirmer la primauté militaire saoudienne au sein du Conseil de coopération du Golfe. Il souhaitait contrer l'expansion de l'influence iranienne, laissant également transparaître sa volonté de devenir une puissance nucléaire afin de contrebancer le statut de « *puissance nucléaire virtuelle* » de l'Iran. Cependant, la « doctrine Salmane » comprenait également une ambition d'*« autonomie stratégique »* croissante vis-à-vis de Washington, traditionnel garant de la sécurité saoudienne. Un troisième élément de cette doctrine était le plan Vision 2030,

un programme de modernisation du pays visant à faire face à la transition énergétique (Gianluca De Simone, *Grand Moyen-Orient*, 2016).

Poursuivant une « *modernisation par le haut* », selon *Le Monde*, Mohammed ben Salmane, qui s’apprête à régner, a besoin de la stabilisation relative de son voisinage, afin de rendre la monarchie attractive pour les investissements étrangers et de l’ouvrir au tourisme, avec l’ambition d’en faire l’une des dix premières économies du monde. L'aventure yéménite s'est avérée un bourbier pour Riyad, qui recherche désormais avant tout la sécurité de ses frontières. Celles-ci se sont révélées vulnérables à la guérilla des houthis armés de missiles, suivant le modèle de la guérilla menée par le Hezbollah contre Israël. Cependant, le royaume poursuit sa recherche d'autonomie stratégique, sous la forme d'un multi-alignement : comme l'Iran avant lui, il rejoint Moscou et Pékin dans l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) ; il poursuit une neutralité active dans le conflit ukrainien ; il affirme la « priorité saoudienne » dans la régulation des quotas de production de pétrole au sein de l'OPEP+, où la Russie est également présente. Et il ne renonce pas au lien sécuritaire avec Washington, même s'il négocie depuis un certain temps l'acquisition de missiles à moyenne portée auprès de la Chine, une tradition remontant aux années 1980, à l'époque de la guerre Iran-Irak.

Selon *Foreign Affairs*, Riyad veut « *des liens proches mais indépendants avec les États-Unis, mais aussi avec la Chine et la Russie* ». En outre, l'Arabie saoudite estime pouvoir « *jouer un rôle central d'équilibrage entre l'Égypte, l'Iran et la Turquie* », des pays avec lesquels elle se réconcilie, « *pour se protéger et consolider son influence régionale* ». Selon diverses sources, la détente avec Téhéran n'exclut pas, pour Riyad, une éventuelle normalisation avec Israël. Pour le moment, Tel-Aviv semble être le « *grand perdant* » des accords de Pékin, selon Malbrunot.

Surprise stratégique pour Tel-Aviv

Selon des sources proches du Mossad, le service de renseignement étranger de Tel-Aviv, les rencontres à Pékin entre les chefs des conseils de sécurité nationale saoudien et iranien et leurs services respectifs « *sont passées inaperçues par toutes les agences de renseignement israéliennes* ». Les médias et les analystes voient cet accord comme un revers sévère pour le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, aux prises avec une difficile crise politico-institutionnelle intérieure.

En 2021, Tel-Aviv avait exprimé sa volonté de transformer les accords d'Abraham – les accords diplomatiques de normalisation avec les Émirats arabes unis, auxquels participent également le Maroc, la Jordanie et

l'Égypte – en une « OTAN arabe » contre l'Iran. Ces ambitions avaient déjà été jugées « prématurées » par les Émirats arabes unis et l'Égypte. D'ailleurs, Le Caire est aussi un membre observateur de l'OCS, de même que la Turquie. Pour Israël, la normalisation diplomatique avec Riyad, en plus d'avoir un caractère anti-iranien, aurait été importante en ce qui concerne la question palestinienne et de Jérusalem-Est. Pour l'INSS, un *think tank* proche d'Aman, le renseignement militaire israélien, les accords de Pékin, tout comme la volonté chinoise de mener des discussions avec Moscou sur la « sécurité du Golfe », signalent un activisme diplomatique croissant de la Chine. Dans le contexte international actuel et de « *tendance à la détente* » régionale, Tel-Aviv doit éviter de prendre des initiatives qui pourraient provoquer une escalade des tensions en Palestine et dans la région, ce qui risquerait de provoquer son isolement diplomatique.

Pour *Haaretz* comme pour le *Jerusalem Post*, le fait est que, dans le contexte de la rivalité sino-américaine, la dépendance à l'égard de l'allié américain demeure indispensable, mais conditionne la relation entre Israël et la Chine.

Polarisation israélienne

Cependant, la polarisation politique intérieure pèse également, avec les manifestations massives en mars contre les projets de réforme judiciaire du gouvernement. L'exécutif est considéré comme otage des partis nationaux-religieux, partenaires minoritaires d'une coalition qui dispose de 64 des 120 sièges à la Knesset. La confrontation sur la réforme a mis en tension le Likoud lui-même, le parti de Netanyahu, et fait apparaître des positions critiques au sein des appareils sécuritaires et militaires. Cette confrontation a également provoqué un affrontement avec le pouvoir judiciaire, car le gouvernement pourrait annuler ses décisions, limitant ainsi la protection juridique de la population arabo-israélienne et favorisant le « parti des colons ». Les appareils militaires et sécuritaires contestent également la création d'une « garde nationale », une force paramilitaire relevant du ministère de la Sécurité et non de la police.

Selon *Le Monde*, la fronde anti-Netanyahu comprend une partie de « *l'élite, laïque, majoritairement ashkénaze* », c'est-à-dire originaire d'Europe de l'Est, pour laquelle la coalition de droite, soutenue par « *des partis ultranationalistes et religieux* », sortie des urnes en novembre dernier, est un « *repoussoir* ». Ses provocations contre les musulmans sur l'esplanade des Mosquées alimentent le militantisme palestinien et les tensions avec la minorité arabo-israélienne.

Le bilan de la « guerre de vingt ans »

Le lancement d'une quarantaine de roquettes par le Hamas depuis le Liban du Sud, une région contrôlée par le Hezbollah, avec une riposte limitée du côté israélien, a été interprété par des sources saoudiennes comme un « message codé » du parti-milice libanais : rappeler à Tel-Aviv qu'il a ses « lignes rouges », donc une capacité de dissuasion, mais dans le cadre des accords de Pékin signés par son parrain iranien. La logique politique moyen-orientale est souvent plus elliptique que rectiligne ; pour *Le Monde*, le fait que le Hezbollah « laisse faire » le Hamas est un avertissement indirect sur sa possibilité de faire monter ou baisser la tension en réponse aux actions d'Israël.

L'entrée de la Chine dans le Golfe, avec sa politique de « *double pilier* », représente une « *étape majeure* » qui érode la doctrine Carter (voir Giulio Motsi, « Tirpitz et Kautsky à Pékin », *L'Internationaliste*, avril 2023). Toutefois, au niveau régional, la détente entre Riyad et Téhéran marque un moment peut-être transitoire dans ce que l'on peut appeler une guerre de vingt ans. Cette guerre, qui a débuté avec l'invasion américaine de l'Irak en 2003, a profondément modifié les structures régionales et exacerbé les traditionnelles rivalités entre les puissances sur les deux rives du Golfe. Le renversement du régime minoritaire sunnite de Saddam Hussein en Irak ainsi que les revirements ultérieurs de la politique de Washington à partir de 2011 ont alimenté des menaces existentielles du point de vue des pétro-monarchies, en particulier de Riyad : il s'agit plus spécifiquement de l'expansion de l'influence iranienne jusqu'au bassin méditerranéen, conjuguée à la montée en puissance de la Turquie, qui a récemment rendu opérationnel son premier porte-avions léger *Anadolu*, et de l'activisme des riches Émirats.

Si on fait un bilan des années 2003-2023, on peut constater la cantonisation de quatre États régionaux – l'Irak, la Libye, la Syrie et le Yémen – et, sur le plan humain, entre un et deux millions de morts, avec plusieurs dizaines de millions de réfugiés, à l'intérieur et à l'étranger.

Faillite stratégique des nationalismes arabe et israélien*

L'attaque surprise du 7 octobre dernier à la frontière entre Israël et l'enclave palestinienne de Gaza a été définie par *Le Monde* comme un « séisme politico-sécuritaire » au Moyen-Orient et une « bombe » jetée sur la table des négociations en cours pour la normalisation des relations diplomatiques entre Riyad et Tel-Aviv, à l'initiative des États-Unis. L'offensive du Hamas, un mouvement politico-militaire islamiste, est sans précédent par ses méthodes – une incursion massive sur le territoire israélien – et par sa brutalité, avec plus d'un millier de victimes et environ deux cents otages.

Frères ennemis pour la plus-value et prolétaires ségrégés

Il ne s'agit pas seulement de civils : près de trois cents soldats ont été tués, un niveau jamais atteint lors des affrontements précédents avec le Hamas à Gaza, ni même avec le Hezbollah lors du conflit libanais de 2006. Et il ne s'agit pas seulement de victimes juives : le terrorisme réactionnaire déclenché par le Hamas a également causé la mort de travailleurs arabo-israéliens, à savoir palestiniens et druzes, ainsi que de travailleurs immigrés thaïlandais, philippins et népalais, employés comme main-d'œuvre dans les kibbutz actuels. En 2022, selon les données de l'Organisation internationale du travail et du gouvernement de Tel-Aviv, il y avait près de 140 000 travailleurs immigrés en Israël, auxquels s'ajoutent 140 000 travailleurs en provenance des territoires palestiniens, dont 15 à 20 000 de Gaza. Depuis 2018, Israël a conclu des accords bilatéraux pour l'afflux de travailleurs étrangers en provenance de plusieurs pays asiatiques, notamment la Thaïlande, les Philippines, le Népal, l'Inde et même la Chine, pour couvrir des secteurs tels que l'agriculture, le bâtiment, l'industrie et les services de santé.

Le recours aux permis de travail, tant en Cisjordanie qu'à Gaza, rapproche la bourgeoisie israélienne de la bourgeoisie palestinienne, y compris de sa fraction terroriste, qui profitent de la ségrégation de fait du prolétariat arabe. Les salaires payés par la bourgeoisie d'Israël deviennent des recettes fiscales pour la bourgeoisie de Ramallah et de Gaza. Cela fait partie des mesures du *modus vivendi* établi entre Tel-Aviv et le Hamas, de même que l'approbation israélienne du financement du Qatar, au moins depuis 2009, pour payer les salaires des responsables et du personnel administratif

* Gianluca De Simone, octobre 2023.

du Hamas à Gaza, environ un milliard de dollars par an. Les représailles déclenchées par Israël en réponse au massacre du Hamas ont fait, à l'heure où nous écrivons, plus de 5 000 morts et environ 600 000 déplacés sur une population totale de 2,2 millions d'habitants.

La « cocotte-minute »

Dans un entretien accordé au *Grand Continent*, l'ancien ambassadeur de France en Israël Gérard Araud compare la bande de Gaza à une « *cocotte-minute* », où les explosions de violence se succèdent régulièrement tous les trois à cinq ans. C'est une dynamique dans laquelle « *une attaque plus ou moins efficace du Hamas* » est suivie d'une « *réponse lourde des Israéliens* », qui à son tour est suivie, au bout de quelque temps, d'une médiation, généralement égyptienne, pour négocier un cessez-le-feu, ou une *hudna* (trêve en arabe), jusqu'à la prochaine flambée. Cette fois-ci, l'explosion a été beaucoup plus violente. La différence aujourd'hui est la complexité de l'opération, qui a infligé, par son « *succès tactique indéniable* », un « *incroyable choc psychologique* » à Israël, où le gouvernement et l'armée ont été pris de court et sont apparus impuissants. La capture de plus de deux cents otages, ajoute Araud, « *est un événement bouleversant, sans précédent* », qui va rendre la riposte israélienne plus difficile. Les pays arabes sont « *extrêmement embarrassés* » par l'augmentation du nombre de victimes palestiniennes à Gaza. En effet, les opinions publiques y sont majoritairement pro-palestiniennes, compliquant le processus de normalisation diplomatique entre Riyad et Tel-Aviv : « *Depuis au moins une décennie, s'ils ne sont pas mariés, ils couchent déjà ensemble* », poursuit Araud, d'après le principe que « *l'ennemi de mon ennemi est mon ami* », l'adversaire commun étant Téhéran.

Le « *megadeal* » sur lequel travaillait l'administration Biden, à savoir l'extension à l'Arabie saoudite des accords d'Abraham de 2020, « *la grande réussite diplomatique de l'administration Trump* », représente « *un défi délicat* » pour Riyad : la dynastie saoudienne est gardienne des lieux saints de Médine et de La Mecque, et ne peut négliger Jérusalem, « *où il y a actuellement un gouvernement israélien d'extrême droite, avec même certains éléments radicaux qui appellent à la reconstruction du Temple* » de Salomon, sur les ruines duquel a été construite la mosquée al-Aqsa. Un accord entre Riyad et Tel-Aviv, poursuit-il, serait « *une rupture historique* » : on peut donc comprendre que le Hamas et l'Iran aient un intérêt commun « *à faire dérailler cette affaire* ». La crise actuelle, tout comme la réaffirmation violente de la question palestinienne non résolue, entravera les intentions de rapprochement de Riyad.

La « mini-guerre du Kippour » du Hamas

L'attaque du Hamas a coïncidé avec le 50^e anniversaire de la guerre israélo-arabe dite « guerre du Kippour » (6-25 octobre 1973). Pour *Le Monde*, l'opération, à travers la clôture fortifiée à haute technologie qui enserre Gaza, considérée comme « *infranchissable* » par l'armée israélienne (Tsahal), avait pour but de rappeler la traversée du canal de Suez et la percée du système de défense israélien dans la péninsule du Sinaï, la « *ligne Bar-Lev* », compte tenu de son emprise indéniable sur « *l'imaginaire des populations du Moyen-Orient* ».

Selon Élie Barnavi, historien et ancien ambassadeur d'Israël en France, la « *mini-guerre du Kippour* » du Hamas, est, comme celle de 1973, susceptible de « *bouleverser les équilibres régionaux* », mais il s'agit, comme alors, d'un événement « *prévisible* » et non pas d'« *un décret du ciel* ». Au contraire, c'est la résultante de deux facteurs : « *une organisation islamiste fanatique* » et « *une politique israélienne imbécile* » à laquelle se sont accrochés les « *gouvernements successifs* » et que le dernier a portée « *à l'incandescence* ». Au fil des années, dans la définition des rapports de force, le Hamas s'est vu accorder le « *droit d'initiative* », décidant de « *la hauteur des flammes* » en fonction de ses intérêts. Par exemple, lorsque le Qatar n'était pas assez généreux ou rapide dans son financement, il suffisait d'« *une salve de roquettes* » pour entraîner Israël dans une confrontation, qui se terminait par un cessez-le-feu éphémère, après une spirale de victimes.

Pour parvenir à une solution, selon Barnavi, il aurait fallu que le gouvernement israélien acte « *la réhabilitation politique de l'Autorité palestinienne couplée à celle, économique, de la bande de Gaza* », au lieu de laisser le Hamas se consolider en morcelant « *deux tronçons du territoire palestinien* ». C'est l'objectif recherché par Tel-Aviv et pour lequel le Hamas s'est révélé utile. Benjamin Netanyahu, de son côté, pour se sortir de ses ennuis judiciaires, « *a conclu un pacte faustien* » avec les « *nationaux-religieux messianiques* ». Pour Barnavi, il s'agit même de « *la version juive du Hamas* ». Ce pacte a déclenché une « *insurrection civile* » en Israël, dans un climat de « *guerre civile latente* », et a érodé la cohésion des forces armées et des services de sécurité. Le Hamas, le Hezbollah et l'Iran ont bien suivi la situation.

À la veille de l'attaque, ajoute Barnavi, un bataillon entier de l'armée avait été déployé près de Naplouse, en Cisjordanie, en protection « *d'une prière publique et d'une "leçon de la Torah"* », alors qu'il aurait été plus utile de protéger les colonies autour de Gaza. Comme lors de la guerre de 1973, affirme l'ancien ambassadeur, Israël a fait preuve d'arrogance et de complaisance ; c'est « *même plus humiliant* », car à l'époque il s'agissait d'affrontements entre armées régulières suréquipées, alors qu'aujourd'hui,

même si le Hamas a beaucoup appris, il ne dispose pas d'une force comparable à celle de l'armée israélienne, la plus puissante et la plus avancée de la région.

Realpolitik et « synergie de cynismes »

Selon le politologue Ran Halévi, pour le Hamas, « *le djihad prime* » sur la *Realpolitik* et le pragmatisme hérités de la tradition des Frères musulmans. Toutefois, la majorité des Israéliens « *s'opposent à une occupation durable de la bande de Gaza* ». Mais si le Hamas était éradiqué, on ne voit pas qui pourrait le remplacer. La meilleure solution, « *dans cette guerre [où] il n'y a pas vraiment de solution* », serait de « *l'affaiblir assez pour l'empêcher de nuire, sans l'anéantir* ».

Ehud Barak, ancien Premier ministre d'Israël, exprime un avis similaire dans *The Economist*. Il estime qu'Israël peut viser à éliminer la branche militaire du Hamas, désormais forte de 35 000 miliciens contre 5 à 10 000 en 2009-2014, en confiant ensuite Gaza à une « *force de maintien de la paix arabe* ». *Haaretz* et le quotidien conservateur *The Jerusalem Post* doutent que Tel-Aviv puisse, en occupant militairement la bande de Gaza, imposer une administration de l'Autorité palestinienne qui serait « *soutenue par les baïonnettes israéliennes* ». Cela comporte le risque, évoqué par le *Financial Times*, que Gaza devienne l'équivalent d'un Afghanistan ou d'une Somalie, contrôlé par des bandes armées et d'éventuels seigneurs de la guerre, comme à Mogadiscio ces trente dernières années.

Dans notre analyse, nous avons défini l'exercice de la *Realpolitik* par le Hamas, ainsi que par Israël, comme une « *synergie de cynismes* » entre les deux bourgeoisies : les attentats, les salves de roquettes et les bombes seraient à la fois pour la stratégie « *diviser pour mieux régner* » de Tel-Aviv et pour la victoire électorale de la droite israélienne. Comme le souligne *Le Monde*, tout cela a servi à créer l'espace politique permettant au Hamas de s'imposer comme le seul gardien du « *nationalisme palestinien* », notamment du fait du discrédit dans lequel est tombé le nationalisme laïc représenté par le Fatah et l'Autorité palestinienne, désormais considérée par les commentateurs comme un appendice de l'État hébreu.

L'apprenti sorcier et son Golem

Si le prolétariat palestinien se retrouve sous la férule du terrorisme réactionnaire, manipulé par des *bourgeoisies arabes imbibées de pétrole*, en en payant le prix du sang, il en va de même pour le prolétariat israélien, qui paie le prix de l'ineptie de sa propre bourgeoisie. À la veille des années 1930, écrit l'historien Ian Black, la Histadrout, la confédération syndicale

sioniste, avait abandonné « *la vieille idée d'une fédération syndicale conjointe arabo-juive* », qui « *n'avait jamais connu un grand succès* » (*Enemies and Neighbors, op. cit.*). Ce n'est qu'à partir de 1966, rappelle l'historien et politologue Samy Cohen, que « *les travailleurs arabo-israéliens ont été admis dans les rangs des syndicats [...] dont ils représentent l'une des composantes les plus combatives* » (*Israël, une démocratie fragile*, 2021).

Par son exercice du pouvoir sans scrupule et sa synergie cynique avec le Hamas, Netanyahu – que ses partisans surnomment « *Hakosem* », le magicien – a fini par créer le golem du folklore juif : une entité semblable à un humain, faite d'argile et censée être capable de protéger le peuple juif de ses persécuteurs, mais aussi d'échapper à tout contrôle et de libérer une force destructrice. *Haaretz*, un journal sioniste historique fondé en 1919, rapporte les déclarations du Premier ministre lors d'une réception avec la direction du Likoud en mars 2019, publiées, à l'époque, par le *Jerusalem Post* : « *Le transfert d'argent [au Hamas] fait partie d'une stratégie visant à diviser les Palestiniens à Gaza et en Cisjordanie. Quiconque s'oppose à la création d'un État palestinien doit soutenir le transfert d'argent du Qatar vers le Hamas.* » Cette affirmation a été reprise en mai 2019 par le général de réserve Gershon Hacohen dans un entretien avec le quotidien israélien *Yedioth Ahronoth*, fondé en 1939, et l'un des plus diffusés : « *Il faut dire la vérité. La stratégie de Netanyahu est d'empêcher l'option à deux États ; il fait donc du Hamas son partenaire le plus proche. Ouvertement, c'est un ennemi. Secrètement, c'est un allié.* »

Tout au long de sa carrière politique, Netanyahu, sans aucun scrupule, a chevauché deux tigres. Le premier est le mouvement des colons, dans sa course à la succession d'Ariel Sharon à la tête du Likoud, en accentuant, selon les commentateurs, un « *populisme sécuritaire* » qui a amplifié la polarisation politique d'Israël. Le second est la synergie cynique avec le Hamas. La crise actuelle le voit contraint d'accepter la formation d'un « *gouvernement de guerre* » avec la participation du chef du principal groupe d'opposition, Benny Gantz, ancien général entré en politique en 2018, en excluant les ministres d'extrême droite des « *décisions militaires* ». Netanyahu subit des pressions à la démission, et sa carrière politique semble se terminer : le journal cite le précédent du conflit libanais de 1982-1985, qui entraîna la démission de Menahem Begin, remplacé par Yitzhak Shamir. Cela se produisit lorsque la guerre se transforma en un bourbier militaire pour Tsahal, mais aussi en raison des massacres dans les camps de réfugiés de Sabra et Chatila par les phalangistes maronites, en présence des troupes israéliennes. Ariel Sharon, alors ministre de la Défense, fut considéré comme « *indirectement responsable* » de cet épisode et contraint à la démission.

Le précédent de 1973

Selon l'historien Benny Morris, ni l'Égypte ni la Syrie, en 1973, « n'avaient pour objectif de détruire Israël [...] , sachant que cet objectif n'était pas à leur portée et que, menacé de mort, Israël pouvait déployer des attaques nucléaires dévastatrices ». L'objectif du Caire était d'acquérir une bande de territoire sur la rive orientale du canal de Suez et d'ébranler « l'impasse politique d'Israël et de la communauté internationale » et des grandes puissances. Damas visait à reprendre le plateau du Golan. Et, surtout, le fait de « laver la honte de 1967 » et de toute l'histoire arabe depuis 1948 « apporterait des récompenses aux deux régimes », notamment d'« importantes contributions financières de la part des monarchies pétrolières ». Quoi qu'il en soit, aucun des deux pays ni de leurs alliés arabes ne se battaient pour le nationalisme palestinien.

Pour Israël, ce conflit fut une « *douche froide* » : il s'était habitué à des « *victoires fulgurantes et à la certitude réconfortante de l'inaptitude militaire et politique de ses adversaires* ». Pour la première fois, de nombreux Israéliens se demandèrent combien de temps les territoires occupés pourraient être conservés par la force ; et si « *l'échange paix/territoires devrait être sérieusement pris en considération* » (Benny Morris, *Righteous Victims*, 2001). Sur le plan politique intérieur, tant le triomphe de 1967 que le choc de 1973, avec la crise du Parti travailliste et la montée du Likoud, un parti de la droite nationaliste israélienne fondé par Sharon et Begin peu après le conflit, donnèrent également naissance au mouvement des colons. Issu aussi bien du « *travaillisme sioniste que de l'extrême droite religieuse* », d'abord minoritaire, il a fini par devenir, sous diverses formes, décisif pour la formation des coalitions gouvernementales, grâce notamment au système électoral fortement proportionnel (Gershom Gorenberg, *The Accidental Empire*, 2007 ; Idith Zertal, Akiva Eldar, *Lords of the Land*, 2007).

De multiples sources ont rappelé que l'installation des précurseurs du Hamas dans une Gaza parsemée de camps de réfugiés depuis 1948 était perçue positivement par les gouvernements travaillistes après 1967, en tant qu'« *élément religieux conservateur* » pouvant être opposé à l'OLP. Devenu ingérable lors du déclenchement de la deuxième Intifada en 2000, le Hamas s'est révélé un facteur de fragmentation supplémentaire pour un nationalisme palestinien déjà vaincu en 1993 (Jean-Pierre Filiu, *Histoire de Gaza*, 2012 ; Ahron Bregman, *Cursed Victory*, *op. cit.*).

Le massacre à grande échelle mené par le Hamas pourrait s'avérer un coup de dés fatal pour son ambition de s'imposer comme un parti national-islamique palestinien, et est déjà une boulette empoisonnée pour l'État hébreu et ses politiques annexionnistes, qui ont accentué son déséquilibre politique et déclenché des affrontements interconfessionnels en son sein.

MYOPIE, OPPORTUNISME POPULISTE ET CATASTROPHE STRATÉGIQUE

« Netanyahu doit démissionner aujourd'hui. Il y a seulement dix jours, il affirmait que la dissuasion contre le Hamas fonctionnait et que celui-ci ne voulait pas de guerre pour ne pas mettre en danger ses résultats économiques, c'est-à-dire les importantes sommes d'argent reçues du Qatar et grâce à l'augmentation du nombre de travailleurs journaliers en Israël, qui paient des impôts au Hamas. Avec cet argent, le Hamas a acheté les armes nécessaires pour mener son massacre. Le même raisonnement a conduit l'armée à déplacer des hommes en Cisjordanie pour protéger les ultranationalistes religieux et les pèlerins du mont du Temple. De toute évidence, des milliers de fois plus importants que les quelques personnes qui vivaient autour de Gaza. [...] La véritable menace existentielle pour Israël est de laisser le sort du pays et des otages à un gouvernement incompétent et corrompu. Une fois que la situation sera stabilisée sur le front, il n'y aura plus besoin d'un gouvernement d'urgence. Netanyahu et les autres responsables de la catastrophe seront démis et traduits en justice. »

Haaretz, 10 octobre.

« L'attaque d'octobre 1973 a été provoquée par l'arrogance des généraux et la dépendance excessive du gouvernement à l'égard de leurs opinions. L'attaque du 7 octobre a été le produit de la liste de priorités pervertie du gouvernement, en place depuis janvier dernier, qui s'est concentré inutilement sur la réforme judiciaire et a capitulé devant les intérêts financiers et politiques de ses membres ultra-orthodoxes. Il ne faut pas être politologue pour comprendre que cette coalition a accordé moins d'attention à la sécurité des frontières avec Gaza qu'à la loi visant à empêcher la destitution de Netanyahu de son poste de Premier ministre. [...] Le gouvernement considérait la menace du Hamas dans le Sud comme une distraction par rapport aux questions importantes telles que l'affaiblissement du pouvoir judiciaire ou l'exemption des ultra-orthodoxes du service militaire obligatoire. La conclusion est claire : partez ! Les responsables de la catastrophe ne doivent pas rester au pouvoir. Leur départ est vital pour gagner la guerre et reconstruire l'économie et la société quand la guerre sera terminée. »

Yedioth Ahronoth, 10 octobre.

« Benny Gantz et Yair Lapid doivent rejoindre le gouvernement d'union nationale, même si beaucoup sont contre, craignant qu'ils soient des agents doubles corrompus. [...] Beaucoup veulent les dissuader d'accorder de la légitimité au bouffon de la sécurité nationale. En temps normal, ils auraient raison. [...] Israël a besoin d'unité, afin que les forces armées

au combat n'ait pas à se méfier des dirigeants, ni à craindre leurs décisions. [...] Quiconque pense à sa situation personnelle, maintenant qu'Israël est en guerre, ne mérite pas d'être un dirigeant. »

Maariv, 11 octobre.

« Israël est pris en otage par des politiciens extrémistes [...]. Il vaudrait mieux qu'ils soient exclus des centres de décision. Toute personne raisonnable aurait pu voir que le désastre était imminent et tirer la sonnette d'alarme, [...] mais Netanyahu n'a pas voulu écouter. [...] Au fond, sa ligne était [...] que le problème pouvait être reporté et que la question palestinienne allait se résoudre parce que les Émirats arabes unis, Bahreïn et le Maroc avaient signé les accords de normalisation et que l'Arabie saoudite allait bientôt le faire. Israël a choisi d'ignorer le fait que les Palestiniens resteront ici et qu'ils n'iront nulle part : ni à Washington, ni à Londres, ni à Riyad, mais à Gaza. Et celui qui ne résoudra pas le problème devra en affronter un plus grave. C'est la politique, ou l'absence de politique, qui accompagne Israël sur la scène palestinienne depuis cinquante-six ans, et à Gaza depuis vingt ans. Pire encore, Israël a choisi d'affaiblir l'Autorité palestinienne et de renforcer le Hamas. Il l'a considéré comme un partenaire et a veillé à ce qu'il reçoive de l'argent, des travailleurs et un statut. [...] Le Hamas a obtenu ce qu'Israël lui a donné, et tel est le prix qu'il a payé. L'absence de décision stratégique se heurte au chaos politique israélien de ces derniers mois. »

Israël Hayom, 11 octobre.

« Cette guerre est la faute de Netanyahu. Il a cultivé le Hamas comme partenaire stratégique et a donné l'illusion que celui-ci pouvait être acheté avec l'argent du Qatar. De plus, il a changé de ministres de la Défense comme de chemises, semant la même instabilité dans le système de défense qu'il a semée dans le système politique, tout en gonflant et en dévalorisant le gouvernement, en mutilant la fonction publique et en attaquant les tribunaux. Pire encore, il a divisé la société israélienne et a donc amené l'ennemi à croire que le moment était venu de l'attaquer. Il ne faut pas être un prophète pour prédire que ce qui nous est arrivé finira par l'écartier du pouvoir, et marquera sa carrière. »

*Amotz Asa-El, ancien rédacteur en chef du *Jerusalem Post*,
The Jerusalem Post, 13 octobre.*

« Depuis 2014, et plus encore par la suite, on a continué d'entendre dire que le Hamas avait subi une sorte de métamorphose et qu'il s'était modéré en gouvernant Gaza. Et c'est ce qu'il fait, il gouverne. Un point aveugle, cependant, réside dans le fait de ne pas avoir vu ce qui était sous nos yeux, l'engagement idéologique du Hamas. Ce n'est pas qu'il

le cache, c'est juste qu'on a choisi de ne pas le voir. Depuis 2009, les dirigeants politiques nous disent que nous devons renforcer le Hamas et affaiblir l'Autorité palestinienne. [...] Le Hamas est un monstre créé par Israël, la force la plus puissante de la région, qui nous a frappé durement, comme jamais auparavant. »

Avi Issacharoff, ancien rédacteur en chef de *Haaretz* pour Gaza
et auteur de la série télévisée *Fauda*,
entretien avec *Yedioth Ahronoth*, 16 octobre.

Les diplomatisations régionales dans la guerre de Gaza*

Le sommet conjoint de la Ligue arabe et de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) s'est tenu le 11 novembre à Riyad : l'OCI rassemble cinquante-sept pays, dont l'Iran, la Turquie, la Malaisie, l'Indonésie et le Pakistan, tandis que la Ligue arabe compte vingt-deux membres. Face à la division au sein de la Ligue entre les positions les plus extrémistes contre Israël, menées par l'Algérie, et les positions plus modérées des monarchies arabes et de l'Égypte, l'Arabie saoudite a dilué la confrontation avec la fusion des deux sommets et la formulation de la position commune du monde musulman sur la question palestinienne.

Divisions arabes et retour du plan Abdallah

Le Monde estime que l'unanimité au sommet de Riyad pour condamner Israël et pour relancer une solution à deux États sur la question palestinienne sert à « *masquer des divergences* » entre les différentes puissances arabo-musulmanes, ainsi que leur « *indéniable part de responsabilité* » dans la tragédie en cours. De fait, le communiqué conjoint de l'OCI reprend le plan de 2002 d'Abdallah ben Abdelaziz Al Saoud (1924-2015), le grand-père du prince saoudien Mohammed ben Salmane, qui soumettait la normalisation diplomatique avec Israël à la condition de la création d'un État palestinien sur la base des frontières de 1967.

Cette initiative, selon *Le Monde*, a été condamnée en 2020 par la signature des accords d'Abraham, car ces derniers ne prévoient pas « *la moindre contrepartie, même symbolique* », pour les Palestiniens. Désormais, ben Salmane, poussé par Washington, pourrait « *sauter le pas* » de la normalisation entre Riyad et Tel-Aviv après « *un délai de décence* », privant ainsi les Arabes du « *moindre levier* » dans un dossier palestinien « *dont un bon nombre d'entre eux se sont détournés* ». Certains pays ne seraient pas mécontents de l'« *éradiation du Hamas* » de l'arène politique palestinienne, l'« *objectif affiché* » par Tel-Aviv. Mais, paralysés par leurs divisions, ils font preuve d'« *une impuissance coupable* », entre « *attentisme* » saoudien et « *outrances* » des « *“frères” arabes* » des Palestiniens, alors que « *les morts et la destruction s'amoncellent à Gaza* ».

Ben Salmane, rassembleur de l'Iran et de la Turquie

Les sources israéliennes comme *Haaretz* ont une évaluation différente. Dans la crise actuelle, le quotidien semble vouloir occuper une position

* Gianluca De Simone, novembre 2023.

d'équilibre entre les courants de Tel-Aviv, tant politiques que militaires, et l'administration américaine. Selon Zvi Bar'el, rédacteur en chef pour le Moyen-Orient, le choix de ben Salmane de fusionner les deux sommets était une « *décision sage* » : Riyad tente d'impliquer Téhéran dans la politique de normalisation avec les pays arabes, encouragée par la médiation chinoise. De manière pragmatique, pourrait-on ajouter, l'Arabie saoudite opte pour un grand rassemblement : en accordant à l'Iran et à la Turquie le « *résultat diplomatique* » d'être accueillis à un « *sommet arabe* », donc de prendre place à la table des négociations sur la question palestinienne, elle dilue l'utilisation de cette question par les puissances régionales non arabes. Autrement dit, « *gardez vos amis près de vous mais gardez vos ennemis encore plus près* ».

La résolution commune de l'OCI, qui demande une solution à deux États, contient, souligne Bar'el, deux clauses qui sont liées à une future solution diplomatique de la crise. La première met l'accent sur le rôle de l'OLP en tant que « *seule représentante légitime du peuple palestinien* », au sein de laquelle « *toutes les factions palestiniennes devraient s'unir* ». L'autre clause est un appel à « *une conférence internationale de paix* » dans un avenir proche. Selon Ghassan Charbel, ancien rédacteur en chef du quotidien saoudien *Asharq al-Awsat*, la convergence au sommet de Riyad entre des pays ayant chacun « *leurs propres intérêts, calculs, alliances et amitiés* » se fait autour de la création d'un « *État palestinien indépendant* ». Si les mondes arabe et musulman n'ont « *jamais été capables d'être des protagonistes efficaces sur la scène internationale* », aujourd'hui, dans un ordre mondial en mutation, ces pays possèdent les capacités nécessaires pour « *défendre leurs intérêts* » et exercer leur influence dans une région où « *l'Occident a des intérêts vitaux* ».

Kim Ghattas, commentatrice du *Financial Times*, souligne le jeu d'équilibre mené par Téhéran et Riyad : les Saoudiens, « *n'ayant pas encore atteint la normalisation* » avec Israël, « *espèrent* » que disposer d'un « *canal avec les Iraniens leur offrira une certaine protection* ». Il en va de même pour Téhéran qui, comme le Hezbollah, le parti-milice chiite libanais, aurait choisi de « *découpler* » les intérêts régionaux de la question de Gaza.

Le « front de soutien » de Nasrallah

Parallèlement au sommet de Riyad, le secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah, s'est exprimé pour la deuxième fois sur le conflit à Gaza. Nasrallah a évalué le sommet de l'OCI de manière positive : « *Les Palestiniens [...] ne veulent pas que ce sommet envoie des troupes pour briser le siège de Gaza [...]. Mais ils demandent au sommet [...] que le monde musulman et arabe adopte une position unie* » pour exiger des États-Unis qu'ils mettent fin à l'offensive israélienne et qu'ils agissent. Sur la confrontation à Gaza, il a

évoqué « *le front de soutien* » aux Palestiniens, l'ensemble des actions menées par le Hezbollah et les milices irakiennes, syriennes et yéménites, soutenues par l'Iran. La victoire palestinienne, a-t-il souligné, se décidera « *de manière cumulative, "par des points", et non par une seule attaque massive* ».

Bar'el estime que le chef du Hezbollah ne va pas jusqu'à l'engagement militaire total. Une position qui reflète la « directive » iranienne guidant le Hezbollah face à Israël : « *Opérer dans un cadre étroit de réponses mutuelles mesurées et précises* », évitant à Téhéran le risque d'un conflit direct avec Washington. Une position qui fait écho au « *front de soutien* » de Washington, dont l'objectif est de « *retenir Israël* » pour éviter de se laisser entraîner dans une guerre régionale. Cette éventualité ne serait envisagée que dans le cas où l'Iran se doterait de l'arme nucléaire, mais pas pour un « *conflit local* », aussi tragique soit-il, comme celui de Gaza.

La proposition des « garants » d'Ankara

Pour Burhanettin Duran, commentateur du quotidien *Sabah* et parmi les conseillers de la présidence turque, la ligne d'Ankara à l'OCI visait à obtenir un cessez-le-feu à Gaza et la solution à deux États, en augmentant la pression sur Israël et ses partisans, notamment par une mobilisation « *du monde occidental et non occidental* ». Pour parvenir à une « *solution juste et permanente* » au conflit israélo-palestinien, il faudrait adopter la proposition du « *mécanisme des garants* », avancée par le ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan : différents pays, dont la Turquie, se porteraient garants de l'Autorité nationale palestinienne et d'Israël. Fidan a pour l'instant exclu l'hypothèse, diffusée par des sources américaines et britanniques, qu'Ankara puisse déployer des troupes pour une force internationale de maintien de la paix à Gaza, dans le but d'éviter une nouvelle occupation militaire israélienne et créer les conditions propices au retour d'une administration de l'Autorité palestinienne.

Selon Abdulrahman al-Rashed, ancien directeur d'*Al Arabiya* et d'*Asharq al-Awsat*, le processus de paix a été entravé par la collusion de fait entre le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahou, et le Hamas. Ni l'un ni l'autre ne sortira gagnant de la guerre de Gaza. Mais la « *branche politique du Hamas à l'étranger* » s'est déclarée favorable à la solution des deux États. Les « *responsables politiques à l'étranger* » du Hamas aimeraient récolter « *des résultats politiques* » des événements du 7 octobre. Selon al-Rashed, avec l'aile militaire assiégée à Gaza, l'aile politique aurait pu avoir « *une place garantie à la table des négociations* », c'est-à-dire celle de la normalisation entre Israël et l'Arabie saoudite, dont l'une des composantes était la question palestinienne. La direction militaire du Hamas aurait désavoué la branche

politique depuis 2017 et, par son attaque, aurait tenté de « *tuer dans l'œuf* » ces négociations. Si Israël a promis d'« *anéantir* » le Hamas, l'entreprise semble impossible « *sans d'horribles pertes* », civiles en particulier. Mais même dans ce cas, « *il est impossible d'ignorer* » le Hamas. L'OLP, rappelle al-Rashed, a été militairement vaincue par Israël lors de la guerre au Liban, mais il a fallu négocier avec elle pour parvenir aux accords d'Oslo, en la transformant en Autorité palestinienne.

Le labyrinthe d'Israël

Du côté israélien, il y a essentiellement trois questions : l'objectif militaire à Gaza, le délai requis pour y parvenir et l'équilibre politique intérieur nécessaire à la reprise des négociations avec les Palestiniens. Interviewé par *Haaretz*, James Clapper, directeur du renseignement national américain de 2010 à 2017, estime que « *seul Israël peut répondre à la question* » de savoir ce qui constitue une victoire à Gaza : si l'objectif est de détruire le Hamas, il ne peut être atteint qu'en détruisant la bande de Gaza. Le corollaire implicite, relevé par plusieurs observateurs internationaux, est aussi l'exode forcé d'une grande partie de ses habitants. Selon Clapper, étant donné l'« *émotion* » générée par le conflit en Israël, la capacité de Washington à influencer les choix du gouvernement israélien « *est très limitée* », tout comme les chances qu'une solution à deux États émerge du conflit.

Les représentants du Likoud, le parti national-conservateur, de même que ceux de l'extrême droite nationale-religieuse, évoquent une « Nakba 2023 » pour les Palestiniens : le « transfert forcé », c'est-à-dire l'expulsion de la population palestinienne de Gaza et de Cisjordanie, en analogie avec ce qui s'est produit en 1948, comme le reconnaît l'historiographie de Tel-Aviv (Benny Morris, 1948, 2008 ; Élie Barnavi, *Une Histoire moderne d'Israël*, 1998 ; Tom Segev, *A State at Any Cost*, 2019).

L'historien Benny Morris rapporte dans son texte que, en Israël, à l'époque, on s'intéressait à des exemples historiques comme le transfert de populations entre la Grèce et la Turquie, entre le Pakistan et l'Inde, aux Arméniens et aux Kurdes, notamment pour rappeler aux autres nations leurs propres crimes. Pour l'historien et diplomate Élie Barnavi, les courants de droite et religieux, exclus des structures politiques ou marginaux entre 1948 et 1967, ne renoncèrent pas à exercer la menace d'une « *guerre civile latente* ». L'assassinat du Premier ministre Yitzhak Rabin en 1995, après la signature des accords d'Oslo, est considéré, tant par Barnavi que par le politologue Samy Cohen, comme la concrétisation de cette menace. Pour Cohen, ce fut l'*« un des succès éclatants, et funestes, des milieux fondamentalistes, qui ont réussi à faire dérailler le processus de paix* ». En 1996, ajoute-t-il,

« les colons se mobilisèrent massivement en faveur de [Netanyahu], afin de barrer la route à Shimon Peres », l'autre artisan des accords d'Oslo. Depuis lors, aucun dirigeant travailliste n'a osé arrêter l'expansion des colonies de peuplement, « au nom de la préservation de la paix interne ».

Cohen souligne que le retrait des forces israéliennes du Sinaï, opéré par le gouvernement Likoud de Menahem Begin à partir de 1979 pour mettre en œuvre le traité de paix avec l'Égypte, a entraîné la formation d'un « réseau terroriste clandestin », dont les membres venaient des « meilleures familles » de la société des colons, et dont l'attitude rappelait « l'hostilité de l'OAS à de Gaulle et au retrait français d'Algérie » (*Israël, une démocratie fragile*, 2021).

Aujourd'hui, il y a environ 700 000 colons, ce qui représente autour de 10 % de la population juive israélienne. Dans les territoires qui reviendraient aux Palestiniens, dans un hypothétique accord formulé par l'ancien Premier ministre Ehud Olmert, il y en aurait environ 200 000, soit 2,5 % des Juifs israéliens. Il semble douteux, compte tenu des précédents, que leur transfert, pour mettre en œuvre une solution à deux États, puisse être réalisé de manière pacifique.

Foyers de crise déclenchés par la guerre de Gaza*

Dans un commentaire publié en novembre dernier, John Raine, ancien fonctionnaire au Foreign Office britannique et actuel conseiller au *think tank* International Institute for Strategic Studies (IISS), voyait dans la guerre de Gaza une confirmation que « *les acteurs non étatiques, des milices aux mouvements politiques et religieux* », ont au Moyen-Orient « *une part de pouvoir disproportionnément grande* » ; un pouvoir qui, malgré « *la force des États de la région* », « *reste en dehors du système des États* ». Même quand ces acteurs n'ont pas dominé l'agenda des États de la région, ils sont restés une « *caractéristique permanente de la géopolitique régionale* ».

Nombre de ces formations, poursuivait Raine, ont reçu au fil des décennies « *un soutien matériel et moral de la part de partisans ou sympathisants étatiques* ». Les groupes kurdes et palestiniens ont été alimentés « *par des aspirations nationalistes et des décennies de griefs* », les extrémistes islamiques par des « *idéologies radicales* », tandis que des acteurs au Liban, en Syrie, en Irak et au Yémen ont reçu le « *parrainage financier et opérationnel* » de l'Iran. Téhéran reste une « *puissance exclue* » des tentatives de concertation régionale qui, pour Raine, dépendent également « *de la montée en puissance de la Chine à l'échelle mondiale* ». Ainsi, les États de la région, dont l'Iran, ont cherché, « *à des degrés divers, de sympathiser avec les Palestiniens [...] sans risquer de s'impliquer dans un conflit militaire entre eux ou avec Israël* ».

La combinaison d'idéologie et de pragmatisme de Téhéran

L'« *objectif tacite mais implicite* » des États, concluait Raine, était de « *garder le contrôle de leurs agendas et de ceux de la région* ». Son évaluation rappelle notre analyse « *des contrecoups du long développement capitaliste de la région, et de la lutte autour de l'artère énergétique du Golfe : fragments terroristes de la bourgeoisie moyen-orientale, terrorisme réactionnaire, graines empoisonnées des politiques méditerranéennes, à savoir les effets des lignes impérialistes déployées pendant plus d'un siècle dans la région* » (*Grand Moyen-Orient. Crises et guerres de la nouvelle phase stratégique*, 2016). Et aussi l'utilisation du prétexte national comme instrument d'action politique par les différentes puissances.

Les thèses de Vali Kalejji, chercheur de Téhéran proche des milieux de la politique sécuritaire iranienne, sont similaires en ce qui concerne les équi-

* Gianluca De Simone, janvier 2024.

libres régionaux. Selon lui, aussi bien la normalisation diplomatique entre l'Arabie saoudite et l'Iran – réalisée avec les bons offices de la Chine – que le conflit à Gaza ont sapé, pour l'instant du moins, les efforts des États-Unis pour isoler Téhéran. Pour l'Iran, un conflit limité à Gaza est exactement « *la guerre qu'il souhaite* » : son soutien au Hamas ne signifie pas qu'il recherche l'extension du conflit, « *du moins à ce stade* ». Kaleji évoque à cet égard la retenue du Hezbollah. Alliant « *idéologie et pragmatisme* », Téhéran préfère que le périmètre du conflit reste « *limité* ». Un exercice complexe, reconnaît Kaleji.

De même, Emile Hokayem, directeur de la sécurité régionale du Moyen-Orient à l'IHSS, affirme que, dans la région, les guerres ne restent pas « *à l'intérieur des frontières des États* ». Il écrit : « *Les émotions et ressentiments sous-jacents, l'ingérence étrangère, l'absence d'un processus de sécurité régional et la faiblesse persistante de la diplomatie locale se combinent pour rendre les débordements plus probables qu'improbables.* » Le conflit à Gaza peut soit rester « *une compétition pour l'influence régionale* », soit se transformer en « *guerre totale* » : cela dépendra de la combinaison d'actions et de réactions d'Israël et de l'Iran. Les assassinats ciblés perpétrés par Israël contre les dirigeants des Pasdaran et du Hamas à Damas et à Beyrouth, discrètement revendiqués par Tel-Aviv, ainsi que l'intervention américaine contre les milices houthis au Yémen, pourraient « *changer la perception* » iranienne et conduire Téhéran à des réponses visant à maintenir la crédibilité de ses instruments de dissuasion. La République islamique fait cependant aujourd'hui preuve de patience stratégique. Le Hezbollah, comme les autres milices et organisations pro-iranianes du « *croissant chiite* », fournissent une « *profondeur stratégique* » à Téhéran, qui « *préfère les garder en réserve* » pour dissuader aussi bien Israël que les États-Unis en cas de « *lutte existentielle future* ». Une référence indirecte au programme nucléaire du régime des ayatollahs et à son accélération vers une capacité au seuil nucléaire militaire.

Il s'agit d'un élément discuté entre Riyad et Washington dans le cadre de la normalisation diplomatique avec Israël. Selon diverses sources américaines, Riyad souhaiterait des ententes similaires à l'accord de Vienne avec l'Iran, signé par l'administration Obama en 2015 et dénoncé par l'administration Trump en 2018, un épisode au cours duquel Israël a joué un rôle non négligeable.

Israël dans le dédale de ruines de Gaza

Tobias Borck, spécialiste du Moyen-Orient au Royal United Services Institute (RUSI), le *think tank* des forces armées britanniques, estime que les retombées de la guerre de Gaza définiront les équilibres régionaux au-delà de 2024. Israël devra affronter trois séries de problèmes.

Premièrement, pour restaurer la crédibilité de sa dissuasion, brisée le 7 octobre, Tel-Aviv n'arrêtera pas ses opérations tant qu'il n'aura pas réussi à « *chasser le Hamas* » du contrôle de l'enclave et à détruire sa capacité à le menacer. Puisque ces objectifs sont de « *nature quelque peu intangible* », Israël, dont le consensus intérieur repose sur l'issue du conflit, devra également rechercher des « *victoires symboliques* », comme l'élimination de hauts dirigeants du Hamas. Deuxièmement, il lui faudra résoudre le casse-tête de la gestion « *d'une bande de Gaza presque entièrement détruite* », un champ de ruines qui rappelle Grozny, Mossoul, Raqqa et Alep, pour s'en tenir à des exemples récents : directement, c'est-à-dire en la réoccupant, ou par le biais d'une administration palestinienne ou internationale. Enfin, le risque est que la violence en Cisjordanie, à son apogée depuis la deuxième Intifada (2000-2005), finisse par en produire une troisième, approfondissant la polarisation politique israélienne, que le conflit de Gaza n'a pas effacée.

Activisme surprise de l'Éthiopie

Selon le RUSI et d'autres, l'intervention militaire anglo-américaine contre les milices houthis au Yémen vise à « *endiguer et réduire* » les actions menées contre le trafic commercial en mer Rouge, à empêcher la convergence du théâtre palestinien avec celui des artères énergétiques. Mais pour Borck, les Houthis et leur parrain iranien auraient réussi à modifier une partie du paysage géopolitique régional, en montrant clairement qu'ils ont les moyens de prendre en otage « *deux des goulets d'étranglement maritimes les plus importants du monde* », le canal de Suez et le détroit d'Ormuz. La capacité d'influence de l'Iran et son programme nucléaire, conclut Borck, devront de nouveau figurer parmi les priorités non seulement des décideurs américains et européens, mais aussi des capitales arabes et asiatiques.

Cependant, comme nous l'avons vu, la crise de l'ordre donne des occasions de révisions et d'affirmations territoriales, y compris dans des régions qui ressentent à la fois les tensions du Moyen-Orient et l'action des différentes puissances, grandes et moyennes. Si les Houthis perturbent les eaux de la mer Rouge, dans la Corne de l'Afrique, le géant démographique éthiopien cherche un débouché sur la mer qui, selon Addis-Abeba, est vital pour son développement économique. C'est pourquoi il a signé un accord avec la république autoproclamée du Somaliland, ancienne colonie britannique devenue partie intégrante de la Somalie indépendante, mais qui s'en est séparée unilatéralement en 1991 avec la crise de l'État somalien et la guerre civile qui a suivi. La décision de l'Éthiopie suscite des craintes pour les frontières évanescentes sur le continent africain, mais ne rencontre pas de forte opposition internationale. L'Éthiopie, grand bénéficiaire des

investissements chinois mais aussi moyen-orientaux, a rejoint cette année le forum des BRICS tout comme l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et l'Iran, un forum présenté comme une sorte de contrepoids des puissances émergentes aux clubs des puissances du vieil ordre.

« Solution Zollverein » et « option jordanienne »

Le mois dernier (Guido La Barbera, « L'Ukraine et Gaza dans le cycle politique et social de l'Europe », in *Les Guerres de la crise de l'ordre*, 2024) nous rappelions dans nos analyses les hypothèses d'Arrigo Cervetto concernant une « *solution Zollverein* » à la question palestinienne, c'est-à-dire l'intégration économique régionale : ce sont des hypothèses que l'on retrouve dans les thèses des administrations Trump puis Biden, dans le cadre des accords d'Abraham de 2020 et de leur extension à Arabie saoudite. Nous avons évoqué Shimon Peres (1923-2016), ancien bras droit de David Ben Gourion au ministère de la Défense d'Israël, architecte de son programme nucléaire avec l'aide de la France en 1955-1963 puis ministre des Affaires étrangères, Premier ministre et président d'Israël. Concernant l'accord d'Oslo et le traité de paix avec la Jordanie, Peres évoquait la perspective d'un « marché commun » régional, suivant le modèle du Marché commun européen et de la Communauté économique européenne.

Selon son biographe Michael Bar-Zohar, Peres était partisan à la fois de l'« *option jordanienne* » et de la relation avec l'Europe. Cela découlait de ses relations personnelles au sein des milieux socialistes européens, ainsi qu'avec Jean Monnet, François Mitterrand, Konrad Adenauer et le Bavarois Franz Josef Strauss. Jusqu'au début des années 1970, Peres estimait qu'Israël devait poursuivre son intégration économique en Europe, et non au Moyen-Orient. À partir de 1974, en réponse aux propositions de la monarchie jordanienne de donner naissance à une fédération jordano-palestinienne, il proposa des formules d'union douanière et/ou économique avec la Palestine, qu'il présenta de nouveau en 1993 (*Shimon Peres*, 2007).

Lorsque la guerre froide prit fin, poursuit Bar-Zohar, Peres estima possible de canaliser de « *grandes quantités de capitaux américains, européens et asiatiques* » vers la région, surmontant ainsi économiquement le conflit israélo-arabe qui avait débuté avec la « *partition de la Palestine* » en 1947. Une partition qui, comme le rappelle l'historien israélien Avi Shlaim, résulta notamment d'une « *collusion* » de fait entre l'État juif naissant et la monarchie hachémite jordanienne, avec le soutien du Royaume-Uni puis des États-Unis. Amman fut le principal bénéficiaire, aux côtés d'Israël, de la « *guerre civile palestinienne* », la « *guerre d'indépendance* » selon l'historiographie sioniste. La Syrie et l'Égypte furent également bénéficiaires, dans une moindre mesure,

obtenant de la Palestine sous mandat britannique, arrachée à l'Empire ottoman, respectivement le Golan et la bande de Gaza jusqu'en 1967. Côté arabe, la question palestinienne, écrit Shlaim, devint davantage un élément de compétition idéologique et politique entre Arabes qu'un « *lien symbolique* » pour les différentes formules, en compétition elles aussi, du « *panarabisme* » (*Collusion Across The Jordan*, 1988 ; *Lion of Jordan*, 2008).

La monarchie jordanienne n'était pas favorable à un État palestinien indépendant, car celui-ci représentait une menace potentielle pour la dynastie. De plus, elle ne pouvait pas, du moins jusqu'en 1988, renoncer à ses revendications territoriales sur la Cisjordanie : jusqu'en 1967, celle-ci avait représenté 50 % du PIB du royaume et représentait 30 à 40 % de la main-d'œuvre spécialisée ; la garde de Jérusalem-Est, le troisième lieu saint de l'islam, avait également un certain poids. Sans être opposé aux formules de Peres, Amman les considérait comme trop optimistes et fondées sur sa conviction d'être « *le meilleur des manipulateurs* », selon l'historien Vittorio Dan Segre. Le « *protectionnisme économique* » israélien dans les territoires occupés, favorisé par les implantations de colons, a également été un facteur de taille. Selon certaines sources, cette politique aurait coûté environ 60 milliards de dollars entre 1967 et 2007, avec des intérêts infrastructurels, immobiliers, agricoles et fonciers importants (Vittorio Dan Segre, *Le metamorfosi di Israele*, 2007). Contrairement aux souhaits ardents d'Amman, le traité de paix israélo-jordanien, signé en 1994, ne fut pas doublé d'un accord de libre-échange.

Missiles et corridors dans le casse-tête de Gaza et de la crise pakistanaise*

« *J'ai passé la plupart des quarante dernières années à travailler au Moyen-Orient et sur le Moyen-Orient, et je l'ai rarement vu aussi embrouillé et explosif* », a déclaré William Burns, actuel directeur de la CIA et diplomate de carrière, dans la revue *Foreign Affairs*. Ce qui se passe dans la région est un effet de la crise de l'ordre : « *La période post-guerre froide a pris fin quand la Russie a envahi l'Ukraine* » : la Chine tente de « *remodeler l'ordre international* », les puissances moyennes « *diversifient leurs relations* » étrangères, collaborant à la fois avec les États-Unis et la Chine, et la guerre à Gaza a renforcé le régime iranien, « *prêt à se battre jusqu'au dernier de ses mandataires régionaux* ». Cela rendrait les « *négociations avec Téhéran* » cruciales pour garantir la sécurité régionale et israélienne.

Selon Burhanettin Duran, directeur du *think tank* SETA d'Ankara, très proche de la présidence de Recep Tayyip Erdogan, la position de Burns reflète les limites de la capacité des États-Unis à gérer ou à définir un nouvel équilibre régional.

La « bataille de la dissuasion »

La confrontation indirecte avec Téhéran, de la mer Rouge à l'Irak et à la Syrie, représente une « *bataille de la dissuasion* », affirme Duran, menée avec des missiles, des milices et des drones ; et elle a également fini par impliquer le Pakistan, puissance nucléaire, où les élections législatives du 8 février ont donné lieu à un résultat paradoxalement potentiellement chaotique.

Selon Duran, les ambitions de Washington de procéder à un grand réalignement stratégique au Moyen-Orient, la « *doctrine Biden* » exposée par Thomas Friedman du *New York Times*, pâtissent du fait que les États-Unis « *ne peuvent pas avoir une présence suffisamment forte au Moyen-Orient pour y créer l'ordre* » ; les « *intérêts de la Russie et de la Chine* » ne suffiront pas non plus à promouvoir la stabilité. Il appartient donc aux puissances régionales telles que la Turquie, l'Arabie saoudite, l'Égypte, le Qatar et les Émirats arabes unis de « *lancer de nouvelles initiatives et de mettre en place de nouveaux mécanismes* » afin de mettre fin aux combats et de « *créer un nouvel ordre pacifique* ». Par ailleurs, Ankara a récemment renforcé ses relations économiques avec Téhéran, à travers la visite d'État du président iranien,

* Gianluca De Simone, février 2024.

Ebrahim Raïssi, en janvier. La Turquie entretient également des relations avec Israël, malgré la rhétorique pro-palestinienne enflammée d'Erdogan, et poursuit son action de détente envers les puissances du Golfe.

La « ceinture de feu » de Téhéran

Comme nous l'avons observé il y a quelques mois, l'un des effets de la crise de Gaza a été l'affirmation du rôle des puissances régionales non arabes autour du noeud gordien de la question palestinienne et donc des équilibres régionaux*. Au quatrième mois de conflit, le bilan serait de près de 30 000 victimes mais, malgré la pression de Washington, le gouvernement israélien ne semble pas disposé à cesser ses opérations dans la bande de Gaza. Cela serait notamment dû aux contradictions internes de Tel-Aviv. Ainsi, plusieurs observateurs prévoient que le résultat sera favorable à Téhéran.

Dans un article publié par *Foreign Affairs*, Ali Vaez, directeur du programme Iran de l'International Crisis Group (ICG), estime que la guerre de Gaza a permis à l'Iran d'engranger des avantages incontestables : « *Le conflit a, au minimum, retardé la normalisation des relations* » entre Riyad et Tel-Aviv, une normalisation qui menaçait d'« *isoler à nouveau* » l'Iran après le rapprochement diplomatique avec l'Arabie saoudite. De plus, le conflit a permis à l'« *axe de la résistance* » de « *redorer ses capacités et l'ampleur de son action* ». Le principal architecte de cet axe, le général des pasdaran Ghassem Soleimani, tué par un drone américain à Bagdad en 2020, l'appelait la « *ceinture de feu* » iranienne autour d'Israël. C'est un instrument à la fois de l'exercice d'influence de Téhéran et de sa « *dissuasion avancée* », pour protéger le territoire national, en particulier ses infrastructures nucléaires.

Cependant, affirme Vaez, les dirigeants iraniens suivent une ligne de « *patience stratégique* » : ils veulent éviter tout conflit direct avec Washington et ne sont pas du tout disposés à « *sacrifier des membres de leur réseau* » régional, ou du Hezbollah, pour « *sauver le Hamas* ». L'attaque du 7 octobre a pris l'Iran par surprise, gelant les tentatives d'une éventuelle détente avec Washington, qui avaient été lancées en 2021. Téhéran agit donc comme un « *acteur réticent et sur la défensive* ». Washington, dans son effort pour empêcher Israël de mener une attaque préventive au Liban contre le Hezbollah, a été contraint d'exercer sa propre dissuasion, en déployant des forces en Méditerranée orientale et en intervenant au Yémen et en Irak. Bien que l'Iran dispose d'un arsenal balistique puissant et de plus en plus sophistiqué, et qu'il soit en mesure de déclencher des foyers de crise dans la région, il est conscient de sa relative faiblesse militaire, due notamment

* Voir « Les diplomatie régionales dans la guerre de Gaza », page 122.

au contexte de tensions sociales intérieures et d'affrontement entre courants politiques, ainsi qu'aux élections législatives du mois de mars pour le renouvellement du Parlement.

Dissuasion politique et « flux tendu »

L'Iran, avertit Vaez, serait très proche du « breakout », d'après la définition des spécialistes de la prolifération, à savoir la possession de cinq ogives nucléaires opérationnelles, d'une puissance estimée à 10-20 kilotonnes, pouvant être transportées par ses missiles balistiques à moyenne portée (2 500 km), dérivés des modèles nord-coréens. D'autres sources américaines évoquaient, en 2021, la posture de Téhéran en « flux tendu » : un arsenal pouvant être assemblé en cas de besoin. Il s'agit avant tout d'une arme politique, précise Vaez, que Téhéran pourrait être amené à utiliser s'il estime que l'exercice américain de la dissuasion dépasse un certain niveau.

En mars 2023, Mark Milley, qui était alors chef d'état-major des armées américaines, a déclaré au Congrès que la politique de Washington restait celle d'empêcher l'Iran d'avoir des « *armes nucléaires sur le terrain* ». Cette formule suggère que les États-Unis tolèreraient que l'Iran soit un État nucléaire de fait mais pas de droit. Israël s'est vu accorder les mêmes conditions, celles d'un « *arsenal souterrain* », c'est-à-dire qui ne peut être utilisé qu'en dernier recours stratégique, en cas de menace existentielle contre l'État hébreu.

La « doctrine Biden » entre Téhéran, Riyad et Gaza

C'est une situation qui pourrait s'appliquer à l'avenir aux accords avec l'Arabie saoudite, l'une des « *trois pistes* » de la « *doctrine Biden* » évoquée par Friedman. Les deux autres pistes consisteraient à contrer l'influence régionale de l'Iran et à normaliser les relations entre Riyad et Tel-Aviv, sous réserve de l'engagement formel d'Israël en faveur d'une solution à deux États. Vaste programme. Les États-Unis relient la question de l'État palestinien à celle de la normalisation avec Riyad afin de les utiliser comme le bâton et la carotte pour conditionner l'attitude d'Israël ; mais il s'agit aussi de l'une des pièces les plus compliquées du puzzle du Moyen-Orient.

Isabelle Lasserre, correspondante diplomatique du *Figaro*, commente : si les « *vieux plans de paix* [ont été] enterrés par l'échec des accords d'Oslo de 1993 », et si le conflit israélo-palestinien a été à tort considéré comme un « *conflit semi-gelé* », la crise de Gaza a permis « *la résurrection* » de l'hypothèse d'une « *solution à deux États* ». Le gouvernement de Benjamin Netanyahu « *n'en veut pas* » et, pour l'éviter, a encouragé la « *colonisation de la Cisjordanie* », transformée en « *gruyère* » avec la présence de 450 000 colons. Lasserre cite l'opinion d'Élie Barnavi, ancien ambassadeur d'Israël

en France, selon lequel le conflit à Gaza « *a radicalisé la fracture entre l'Occident et les pays du “Sud global”* ». Cela permet aux puissances révisionnistes que sont la Chine, la Russie et l'Iran de « *damer le pion aux États-Unis* », ce pion étant Israël, tandis que Washington peine à « *refaire la coalition qu'ils avaient monté contre les Russes* ». Cependant, la solution à deux États est meilleure que les autres options : « *l'apartheid* » des Palestiniens, y compris des 20 % d'Arabes israéliens, ou « *la guerre civile* » dans l'État hébreu.

Missiles, corridors et urnes

La redéfinition de l'ordre régional du Moyen-Orient, dans les intentions des États-Unis, passe aussi par l'exploitation de la rivalité sino-indienne. Lors du G20 de New Delhi en septembre dernier, Biden a soutenu le corridor économique Inde-Moyen-Orient-Europe (IMEC), en tant qu'élément des accords d'Abraham étendus à l'Arabie saoudite : c'est le « corridor du coton » qui fait concurrence aux « routes de la Soie » de Pékin. Par le biais du groupe Adani, l'Inde est déjà présente aujourd'hui dans le port de Haïfa, tandis qu'Israël montre également son intérêt envers les capitaux chinois.

Selon Bruno Tertrais, directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) de Paris, à travers son multi-alignement et sa rivalité avec Pékin, New Delhi entend exploiter l'essor économique de la Chine pour créer un espace pour son propre essor. L'Inde offre cependant la possibilité d'une plus grande convergence avec Washington vers l'Asie du Sud-Est, en échange d'un « *surcroît d'influence* » dans le golfe Persique et au Moyen-Orient, un « *territoire jalousement gardé* » par le Centcom, le Commandement militaire central américain. La projection de Pékin dans cette zone passe par le « *triangle stratégique* » établi depuis les années 1980 avec l'Arabie saoudite et le Pakistan (*La Guerre des mondes*, 2023), mais aussi, pourrait-on ajouter, par les liens avec l'Iran.

Entre le 16 et le 18 janvier, des tirs de missiles ont eu lieu entre l'Iran et le Pakistan dans la région frontalière du Baloutchistan, partagée en 1947 entre l'Iran, l'Afghanistan et le Pakistan, et théâtre depuis les années 1970 de tensions indépendantistes de l'ethnie baloutche : une population de langue iranienne et de confession sunnite, en lutte contre le gouvernement d'Islamabad mais aussi contre celui de Téhéran. Côté iranien, l'action militaire visait à frapper les responsables présumés de l'attentat sanglant du 3 janvier à Kerman, mais elle a également été considérée comme un signal tous azimuts.

Selon l'International Institute for Strategic Studies de Londres, la réponse « *calibrée* » du Pakistan est, quant à elle, un « *message indirect adressé à l'Inde* » : Islamabad soupçonne New Delhi d'encourager l'indépendantisme baloutche pour entraver le corridor économique Chine-Pakistan (CPEC),

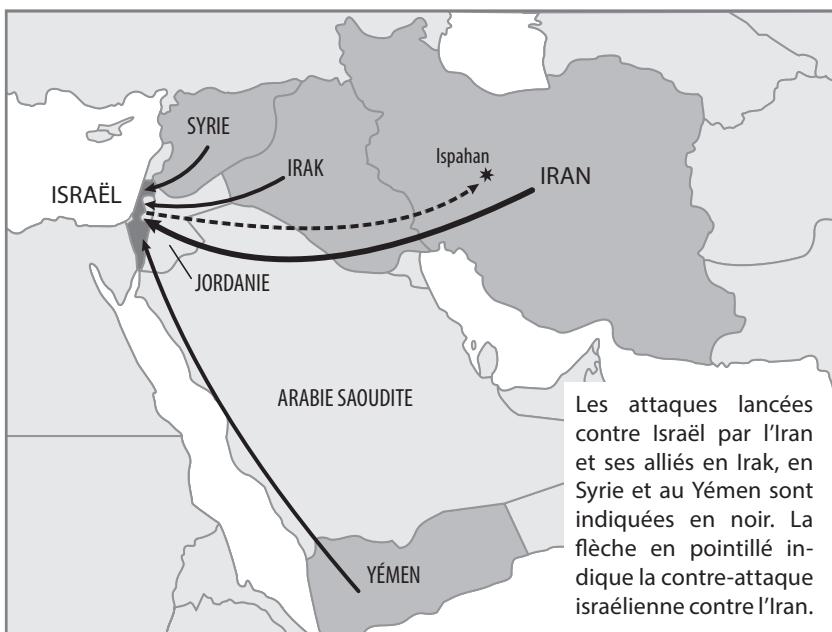
un projet centré sur le port de Gwadar, dans la province pakistanaise du Baloutchistan. D'après Zhao Minghao, de l'institut Charhar, l'Inde voit le CPEC comme l'un des éléments de son encerclement stratégique par la Chine. Cependant, la pénétration économique chinoise « *modifie les relations internes entre les différents groupes ethniques, religieux et les forces locales* » : un exemple en est justement le port de Gwadar, qui modifie la relation entre la province du Baloutchistan et le Pendjab, la colonne vertébrale de l'État pakistanaise (*One Belt, One Road*, 2020). Selon le *Straits Times* de Singapour, l'Inde pourrait prendre une contre-mesure en soutenant le développement du port de Tchabahar, dans le Baloutchistan iranien, en tant que « *concurrent potentiel du port de Gwadar* ».

Les décisions d'Islamabad ont assurément été influencées par le fait que les élections législatives allaient avoir lieu en février. En effet, depuis le printemps dernier, le pays fait face à une crise politique après la destitution du gouvernement et l'arrestation du Premier ministre populiste Imran Khan, accusé de corruption. Cette opération a été orchestrée par les forces armées, arbitre traditionnel du pouvoir dans le pays. Le parti de Khan, le Mouvement du Pakistan pour la justice, a obtenu une majorité relative au Parlement, avec une centaine de députés sur 265. Les généraux de Rawalpindi, le siège de l'état-major, ont joué la carte d'un gouvernement de coalition, mais avec un problème de légitimité. Selon les grands journaux pakistanais, dans un pays de 244 millions d'habitants où l'âge moyen est de 20 ans, il serait plus sage d'opter pour la « réconciliation nationale », pour éviter qu'un « vote de protestation » ne se transforme en « hostilité à l'égard de l'État ». Les crises de l'ordre sont étroitement liées : une crise majeure des équilibres au Pakistan, puissance nucléaire, pourrait avoir des répercussions importantes.

Chorégraphie de la dissuasion entre l'Iran et Israël*

L'échange de missiles qui a eu lieu entre l'Iran et Israël entre le 13 et le 19 avril a été considéré par la majorité des commentateurs internationaux comme étant soigneusement « chorégraphié » par les deux puissances rivales du Moyen-Orient. En d'autres termes, il visait à rétablir la dissuasion mutuelle, mais sans déclencher un conflit majeur dans la région.

L'exercice politico-militaire, certes spectaculaire, du moins côté iranien, a été provoqué par l'attaque non revendiquée d'Israël contre la section consulaire de l'ambassade iranienne à Damas : une « attaque ciblée », une pratique habituelle de Tel-Aviv depuis des décennies, qui a provoqué la mort de sept officiers des Pasdaran, dont plusieurs hauts gradés, le 1^{er} avril dernier. Ceux-ci étaient chargés de la coordination logistique avec les réseaux des milices chiites pro-iranianes opérant au Liban, en Syrie, en Irak et au Yémen.



* Gianluca De Simone, avril 2024.

Une « guerre de l'ombre » parallèle

La « *guerre de l'ombre* » parallèle à la guerre de Gaza – selon la formule de Kim Ghattas, commentatrice au *Financial Times* – oppose l'Iran, Israël et les États-Unis, et est menée sous une forme non déclarée ou avec une participation pouvant être démentie de façon plausible (*plausibly deniable*). Depuis le 7 octobre dernier, l'État hébreu aurait éliminé dix-huit officiers des Pasdaran dans diverses actions ciblées, sans déclencher de réponse de la part de l'Iran. Téhéran, qui avait déjà procédé en janvier à un échange de missiles avec le Pakistan dans la région frontalière du Baloutchistan, a cette fois considéré l'attaque à Damas comme la violation d'une « ligne rouge » : une atteinte à ses intérêts et à sa souveraineté nationale.

Selon les observateurs, le gouvernement de Benjamin Netanyahu et les renseignements israéliens auraient voulu signaler à Téhéran leur capacité à frapper les activités iraniennes partout et à tout moment. Pour Jonathan Eyal du *think tank* britannique RUSI – lié au ministère de la Défense –, le soutien iranien au Hezbollah au Liban, que le conflit à Gaza a partiellement relancé, avec un soutien limité au Hamas, a créé dans les faits une « *zone tampon* » dans les régions nord de l'État hébreu. Depuis sept mois, les échanges de roquettes à la frontière libanaise engagent une partie de l'appareil militaire israélien et ont provoqué l'évacuation d'environ 80 000 personnes du territoire. C'est une situation inconfortable pour le gouvernement, d'autant que le conflit à Gaza, en plus de provoquer un niveau de destruction et de victimes énorme dans l'enclave palestinienne – au nombre de 34 000 à l'heure où nous écrivons – semble être dans une impasse tant sur le plan politique que militaire.

Cependant, avec l'attaque de Damas, Israël aurait sous-estimé la possibilité que Téhéran réponde : pour des raisons à la fois intérieures et internationales, Israël aurait poussé l'Iran à abandonner, au moins temporairement, la ligne de « patience stratégique » définie par le guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, et réaffirmée au lendemain du 7 octobre.

Recherche de détente et échanges de missiles

Il n'est pas secondaire que cette ligne soit reconnue par Washington qui, dans son exercice d'équilibre au Moyen-Orient, recherche une détente avec l'Iran, tout comme les pays sunnites de la région, à commencer par les pétromonarchies du Golfe. Cette détente s'est manifestée avec le rapprochement diplomatique entre l'Iran et les Émirats arabes unis en 2022, et entre l'Iran et l'Arabie saoudite, avec la médiation de Pékin, en mars 2023. Dans l'effort de limiter l'extension du conflit de Gaza au reste de la région, Washington a

obtenu la médiation de l'Iran pour mettre fin aux attaques des milices chiites contre ce qui reste des forces américaines en Irak et en Syrie, après une série d'escarmouches entre fin janvier et début février. Il semblerait en outre que Washington ait obtenu une diminution des attaques des milices houthis au Yémen. Cependant, les États-Unis ont dû lancer des frappes ciblées contre des bases houthis et déployer des dispositifs navals, mais sans la participation des pays du Golfe et avec des missions distinctes de l'UE et de l'Inde en mer Rouge. Par l'intermédiaire de ses services de renseignement, Washington a pris ses distances avec l'attaque de Damas, en faisant savoir qu'il n'avait pas été prévenu, et en l'attribuant à Tel-Aviv, qui ne l'avait pas revendiquée.

La réponse de Téhéran a été massive, avec le lancement de plus de 300 drones et missiles, selon les estimations américaines, dans la nuit du 13 au 14 avril. La grande majorité d'entre eux aurait été interceptée par l'action combinée des États-Unis, d'Israël, du Royaume-Uni, de la France et de la Jordanie, en activant le MEAD, la défense aérienne du Moyen-Orient. L'Allemagne, d'après la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, aurait contribué au ravitaillement en vol des avions français. Quant au MEAD, qui a réémergé de façon presque inattendue de cette crise, il s'agit d'une architecture défensive régionale mise en place après la signature des accords d'Abraham en 2020, qui visaient la normalisation diplomatique entre Israël et plusieurs pays arabes, les Émirats arabes unis en particulier. L'État hébreu a adhéré au MEAD à l'été 2022, passant de la compétence du commandement américain pour le théâtre européen à celle du Centcom, le commandement pour le Moyen-Orient. Apparemment, seuls neuf missiles balistiques iraniens, peut-être du modèle Shahab 2, auraient pénétré la bulle défensive coordonnée, causant de légers dégâts dans la base aérienne israélienne de Nevatim, dans la région désertique du Néguev, à vingt kilomètres du site nucléaire de Dimona. Selon diverses sources, une partie de l'arsenal nucléaire de Tel-Aviv, dans sa composante aéroportée, se trouverait à Nevatim. La presse arabe et même occidentale se sont moquées de l'attaque, présentée comme un échec et un « *feu d'artifice bruyant* » ; elle est néanmoins également considérée comme une « *action soigneusement calibrée* », par laquelle l'Iran a haussé la barre de la confrontation, en laissant à Israël des marges pour une désescalade.

Selon le *Jerusalem Post*, un quotidien proche du Likoud, le parti de Netanyahu, Téhéran avait informé Dubaï et Riyad de l'opération environ quarante-huit heures plus tôt. Aucune des bombes lancées ne visait les zones urbaines de l'État hébreu. Téhéran s'est limité à une seule vague, bien qu'il dispose de lanceurs plus sophistiqués et d'un vaste arsenal. Selon le *Yedioth Ahronoth*, le principal quotidien israélien, « *avec environ soixante tonnes d'explosifs puissants* », les missiles iraniens « *auraient pu détruire les*

deux bases aériennes ciblées ». Pour la revue japonaise *Nikkei Asia*, la grande efficacité du système antiaérien et antimissile « *de zone* » ou « *multicouche* » utilisé pour défendre Israël mérite d'être étudiée par d'autres pays, par exemple pour le projet de défense aérienne intégrée entre les États-Unis, le Japon et l'Australie. Mais ce système s'avère aussi extrêmement coûteux : le 13 avril aurait été « *la journée la plus onéreuse de l'histoire de la défense israélienne* », le coût des intercepteurs dépassant de loin celui des projectiles iraniens. Cela impose d'avoir des « *volumes de production élevés* » pour faire face aux grands arsenaux de missiles.

Le mythe d'une « OTAN du Moyen-Orient »

L'exercice de défense coordonné entre les États-Unis et Israël, avec la participation de Londres, Paris, Berlin et Amman, a orienté et conditionné la réponse israélienne, qui s'est traduite par une attaque démonstrative et limitée : Tel-Aviv a utilisé un ou deux missiles balistiques Blue Sparrow, lancés par des chasseurs à partir du sud de la Syrie vers la base aérienne d'Ispahan, non loin du site d'enrichissement d'uranium de Natanz. Amos Yadlin, ancien officier de l'armée de l'air et ancien directeur du renseignement militaire à Tel-Aviv, affirme qu'Israël a cherché à « *rétablissement la dissuasion* », car il s'agissait de la première attaque directe contre le pays depuis le lancement des Scud irakiens en 1991 et de la toute première attaque menée par Téhéran : « *Sans escalade ; l'équation était Ispahan pour Nevatim* », donc une réponse symétrique, qui permet « *aux deux camps de se regarder en face afin de désamorcer le conflit* ».

On peut noter que, des deux côtés, l'échange de missiles a frôlé leurs capacités nucléaires respectives : opérationnelles mais non déclarées, côté israélien ; parvenues au seuil, côté iranien. Comme l'affirme Isabelle Lasserre, rédactrice diplomatique du *Figaro*, le nucléaire iranien est un « *fantôme qui rôderait dans les souterrains* » de la géopolitique du Moyen-Orient, qui se manifeste à « *chaque poussée de fièvre dans la région* ». Pour le faire apparaître, selon Héloïse Fayet de l'Ifri, il suffit que Téhéran en ait la « *volonté politique* ».

Dans plusieurs commentaires internationaux et israéliens, l'interception coordonnée semble annoncer l'émergence d'une « *OTAN du Moyen-Orient* » ou d'une « *alliance stratégique* » contre l'Iran. *Le Monde* est plus sceptique : du point de vue des pays du Golfe, une telle alliance serait une « *chimère* ». Comme le souligne également Emile Hokayem, expert du Moyen-Orient à l'IISS britannique, la coopération des pays arabes s'est basée sur leurs « *intérêts nationaux* » respectifs, à savoir avant tout d'éviter l'escalade du conflit. Si en 2020 la Jordanie exprimait son enthousiasme

pour « une alliance militaire moyen-orientale sur le modèle de l'OTAN », affirme *Le Monde*, aujourd’hui les pétromonarchies et l’Égypte se montrent froides. Ces pays sont déjà engagés dans un rapprochement avec l’Iran après les résultats décevants de la « stratégie de la “pression maximale” » appliquée par l’administration Trump après la dénonciation unilatérale de l’accord nucléaire de 2015. Pour mener à bien une telle alliance militaire, selon Riyad, « il faudrait des progrès » concrets et irréversibles pour résoudre la « question palestinienne », en relançant la formule à deux États. De plus, les monarchies du Golfe souhaiteraient avoir des garanties de sécurité explicites de la part de Washington, ainsi que son aval pour leurs propres programmes nucléaires, c'est-à-dire le consentement des États-Unis à ce qu’elles atteignent, comme l’Iran, l’état de seuil nucléaire militaire.

« Bouclier américain » pour Téhéran

Dans les faits, l’Iran a déclaré la fin de la confrontation après sa démonstration militaire, tandis que les États-Unis ont exclu tout soutien aux représailles de Tel-Aviv, sur la base du succès défensif. Téhéran s’est ainsi placé sous le « *bouclier protecteur* » de Washington, comme l’ont remarqué plusieurs observateurs, dont *Haaretz*, pour lequel le régime des ayatollahs est « *un régime brutal, mais qui agit en acteur rationnel* ».

Cela donne une réponse à la question posée par Henry Kissinger de savoir si l’Iran est « *un État ou une cause* » (*L’Ordre du monde*, 2016) : il est les deux à la fois, et l’utilisation de la cause pour les intérêts de l’État semble prédominer. Depuis le XVI^e siècle, l’Iran, en faisant de la confession chiite la religion d’État, a toujours utilisé les minorités religieuses pour ses propres fins de politique étrangère. Comme l’écrit Christophe Ayad, ancien correspondant du *Monde* au Moyen-Orient, les milices chiites pro-iranaises, à commencer par le Hezbollah au Liban, sont « *le bouclier et le glaive* » de Téhéran dans la région (*Géopolitique du Hezbollah*, 2024). Selon Eyal, ils représentent « *un outil de dissuasion* » avancée à l’abri duquel Téhéran développe son « *programme nucléaire* », aussi bien comme instrument de sauvegarde et de puissance que comme carte de négociation au niveau régional et mondial.

Chapitre trois

LE PÉTROLE ET LES GUERRES
AU MOYEN-ORIENT

À la veille de la Première Guerre mondiale
L'« or noir » au cours du siècle de l'impérialisme*

Le guêpier moyen-oriental s'est enchevêtré au cours du xx^e siècle à travers une série de corrélations qui ont fait de la région un carrefour pour toutes les puissances. La corrélation spécifique alimentée par le pétrole a été, lors de certains moments de définition des rapports de puissance, tellement importante qu'elle a semblé décisive. Mais jusqu'à quel point l'était-elle vraiment ? Dans un texte que James Schlesinger, secrétaire à la Défense sous Nixon et sous Ford et secrétaire à l'Énergie sous Carter, considère comme « *le traité le plus complet et détaillé sur l'ère du pétrole* », Daniel Yergin cherche une réponse en faisant de l'épopée du pétrole le fil conducteur de quelques-unes des principales luttes du siècle. Le pétrole est, selon Yergin, la prime, le trophée convoité dans ces luttes (*The Prize: The Epic Quest for Oil, Money and Power*, 1992).

Rockefeller, Nobel et Rothschild

Le berceau de l'ère du pétrole fut la Pennsylvanie, au cours des années 1860. Le premier concurrent du pétrole américain fut le pétrole russe de Bakou, dont la production atteignit, vers 1890, les quatre cinquièmes de la production américaine – sans pour autant réussir à donner au développement russe un rythme américain. Rockefeller aux États-Unis, Nobel et Rothschild en Russie, étaient les trois noms qui dominaient le secteur à l'époque. En 1890, Rockefeller contrôlait, par le biais de Standard Oil, sept dixièmes du marché ; les « Russes », les trois dixièmes restants. La première tentative aussitôt avortée de créer un cartel mondial, en 1895, fut parrainée par Standard Oil et Nobel, qui se partagèrent le marché global dans la proportion de 75-25. Les années 1890 virent l'émergence d'un troisième pôle pétrolier, aux Indes orientales néerlandaises, constitué par la compagnie britannique Shell à Bornéo et le groupe néerlandais Royal Dutch Company

* Nicola Capelluto, avril 2003.

à Sumatra. Les deux sociétés fusionnèrent en 1907 en un seul groupe majoritairement néerlandais (60 %).

Il aura fallu attendre la veille de la Première Guerre mondiale pour que le golfe Persique commence à apparaître comme un quatrième pôle : le cycle pétrolier du Golfe débutait un demi-siècle après celui des États-Unis. Alors que le barycentre de la puissance financière et militaire se déplaçait du Vieux au Nouveau Monde, celui du pétrole entamait lentement le chemin opposé. La résultante de ces deux mouvements ne pouvait être indolore, bien que les Américains aient conservé la primauté absolue de la production et la pleine autosuffisance pétrolière pendant les quatre décennies suivantes.

L'enjeu stratégique du golfe Persique

L'enjeu stratégique que représentait le Golfe au début du siècle n'était pas « énergétique », mais géopolitique. Yergin souligne la rivalité séculaire entre le Royaume-Uni et la Russie en Asie centrale : l'expansion russe menaçant l'Inde britannique, la Perse acquérait un rôle d'importance absolue. Toutefois, la déclaration historique que Lord Lansdowne, ministre britannique des Affaires étrangères, fit en mai 1903 – le gouvernement britannique considérerait l'installation de n'importe quelle « *base navale ou port fortifié dans le golfe Persique par une autre puissance* » comme « *une menace grave* », à repousser « *par tous les moyens* » – n'était pas seulement adressée à la Russie. La reconstitution faite par Paul Kennedy dans *The Rise of the Anglo-German Antagonism, 1860-1914* (1980) souligne l'entrée de l'Allemagne de Guillaume II dans le « Grand Jeu » au Moyen-Orient : la tentative d'une alliance financière anglo-allemande pour réaliser le projet commun de chemin de fer reliant Bagdad à la mer Rouge, négociée entre les groupes Barings, Morgan et Deutsche Bank, et fortement soutenue par Lansdowne lui-même, venait d'échouer. Concernant la déclaration de Lansdowne, Lord Curzon, vice-roi des Indes, affirma : c'est « *notre doctrine Monroe pour le Moyen-Orient* ».

À cent ans exactement de distance, en pleine guerre en Irak, la revendication d'une « doctrine Monroe » pour le Moyen-Orient – européenne, cette fois-ci – a été reprise par l'ambassadeur français à Washington, Jean-David Levitte : « *Le Moyen-Orient représente pour les Européens ce que le Mexique représente pour vous. Le Mexique est votre chasse gardée, le Moyen-Orient la nôtre.* » Il s'agit, aujourd'hui, d'un cri de douleur plutôt que d'une menace. La conséquence directe de la « doctrine Lansdowne » fut l'intervention du Foreign Office et de l'amirauté en faveur du premier concessionnaire britannique de recherche pétrolière en Perse, William Knox d'Arcy. L'opération demanda des années de prospections, des prêts de la part de l'amirauté et l'alliance avec la compagnie écossaise Burmah Oil, qui garantissait les

approvisionnements à la Royal Navy et au marché indien ; de plus, elle motiva en partie le partage anglo-russe de la Perse en 1907, qui sécurisa les sites de forage du sud-est. En 1908, les premiers puits commencèrent à produire : ainsi débuta l'histoire de l'Anglo-Persian Oil Company, qui devint par la suite British Petroleum.

La bataille pour le pétrole de Winston Churchill

D'après Paul Kennedy, à l'époque de la guerre contre les Boers, le Haut commandement allemand était persuadé que, faute d'une complète réorganisation de sa défense, l'Empire britannique allait se dissoudre au bout d'une vingtaine d'années. Dans la compétition « navaliste » entre les deux empires, l'amiral John Arbuthnot Fisher, premier *Sea Lord* depuis 1904, se battait pour que la Royal Navy passe du charbon au pétrole et pour que le projet persan de d'Arcy aboutisse. Il fut bloqué par l'opposition de la plupart des amiraux, fidèles au charbon du pays de Galles et à la tradition. Ce fut son successeur, Winston Churchill, qui trancha la question. Auparavant, il était partisan d'un accord naval anglo-allemand, qui aurait permis de réduire la dépense navale et de favoriser des réformes sociales ; à la suite de la crise provoquée en juillet 1911 par la canonnière allemande *Panther*, entrée dans le port marocain d'Agadir, Churchill passa dans le camp des navalistes. Devenu Premier Lord de l'amirauté, fin 1911, il constata que les plus grands navires de guerre voyageaient encore au charbon. La vitesse maximale, 21 nœuds, était insuffisante, il fallait l'augmenter de quatre nœuds. Churchill déclara : « *La priorité est la vitesse, pour attaquer quand, où et comme bon nous semble.* » Et la vitesse impliquait le mazout.

Anglo-Persian et Royal Dutch Shell

En 1912, Churchill décida de faire construire la Fast Division, cinq navires de guerre *Queen Elizabeth*. « *Les meilleurs navires de la marine, desquels dépendaient nos vies, furent alimentés exclusivement au mazout* », écrivait Churchill, conscient de l'immense pari : le Royaume-Uni s'obligeait lui-même à s'approvisionner en pétrole « *de pays lointains, par voie maritime, qu'il soit en paix ou en guerre. [...] Engager la marine à la propulsion au mazout signifiait vraiment affronter une mer turbulente* ».

Ce choix stratégique décida du sort d'Anglo-Persian, concurrent de Shell pour les commandes pétrolières de l'amirauté. En juin 1914, Churchill fit approuver par le Parlement la loi pour l'achat par le gouvernement de 51 % du capital d'Anglo-Persian. La co-participation du gouvernement britannique dans une société privée, observe Yergin, n'avait qu'un seul précédent : l'achat d'actions de la Compagnie du canal de Suez par Disraeli,

en 1875. La société anonyme célébrait le mariage entre la géopolitique et la géoéconomie britannique.

La Royal Navy et la flotte allemande

Le pari était risqué : à la veille du conflit, la Perse représentait moins de 1 % de la production de pétrole mondiale. Cela suffit toutefois pour tracer les lignes directrices de quelques batailles de la Première Guerre mondiale. Dès leur entrée en guerre, les Turcs tentèrent de s'emparer de la raffinerie d'Abadan. Les Britanniques les repoussèrent et contre-attaquèrent en prenant Bassora en novembre 1914. La ville devint l'avant-poste pour la défense du pétrole iranien. Bagdad fut conquis en mars 1917. Entre-temps, sans grandes batailles – hormis celle du Jutland –, la marine britannique clouait dans les ports du Nord la marine allemande, qui, elle, en était restée au charbon. Selon Yergin, ce fut la victoire de la suprématie navale fondée sur le pétrole, c'est-à-dire sur la combinaison de vitesse, de rayon d'action supérieur et de rapidité d'approvisionnement. Paul Kennedy note que, de 1900 à 1914, la marine allemande absorba, selon les années, entre un tiers et la moitié de la dépense militaire du pays. Si l'on accepte la thèse de Yergin, le « pari » de Churchill finit par réduire à néant le colossal investissement naval allemand, transformant ainsi – faut-il en déduire – l'ultra-navaliste Tirpitz en une sorte d'involontaire cinquième colonne qui n'avait fait que soustraire des ressources aux forces de l'armée de terre allemande.

Le blindé, « navire de terre »

La première bataille remportée grâce au moteur à explosion fut celle de Paris, en septembre 1914 : le gouverneur militaire de la capitale, Joseph Gallieni, réquisitionna tous les taxis parisiens pour envoyer rapidement les réserves au front, arrêtant ainsi la percée allemande. En réfléchissant sur l'impasse de la guerre de tranchée, le colonel anglais Ernest Swinton combina la mitrailleuse, expérimentée lors de la guerre russo-japonaise, au tracteur agricole développé en Amérique, concevant ainsi le premier véhicule cuirassé, motorisé et à chenilles. Le Haut commandement britannique écarta le projet ; Churchill, lui, en vit les potentialités et, indigné, engagea les fonds de la marine pour le développement du véhicule cuirassé. Le parrainage de la marine se retrouve dans les premiers noms qui furent donnés à la nouvelle arme : « croiseur de terre » ou « navire terrestre ». Lorsque le Haut commandement allemand déclara, en octobre 1918, que la victoire n'était plus possible, il indiqua comme première raison l'introduction du blindé. La victoire des Alliés fut également la victoire de l'automobile sur la locomotive. Commencée comme une guerre de trains et de chevaux,

la guerre s'acheva avec plus de 150 000 véhicules de transport à moteur britanniques et américains opérant sur le front français. À la fin du conflit, l'emploi de l'arme aéronautique était définitivement acquis : en quatre ans, le Royaume-Uni produisit 55 000 avions, la France 68 000, l'Italie 20 000, l'Allemagne 48 000, les États-Unis 15 000 en dix-huit mois seulement.

L'industrialisation de la guerre

Le général anglais John Frederick C. Fuller, qui avait conçu la bataille de chars à Cambrai, proposa, dans *Armament and History*, en 1946, une synthèse qui, sur un point, saisit mieux que Yergin la substance de ces chiffres. Dans l'*« ère du pétrole »*, comme il la définit lui aussi, les armées ont conquis, outre une nouvelle mobilité, la « *troisième dimension* », grâce à la combinaison du moteur à explosion avec l'hélice, et la « *quatrième dimension* », grâce au télégraphe sans fil « *qui supprime à la fois le temps et l'espace* ». Mais surtout, l'ère du pétrole est l'ère de l'industrialisation de la guerre : « *Pour la première fois dans l'histoire de la guerre, les batailles furent autant des luttes entre entreprises concurrentes qu'entre armées rivales.* »

La Première Guerre mondiale et l'après-guerre
La « porte ouverte » dans le partage de la Mésopotamie*

La Première Guerre mondiale en était à sa quatrième année quand la révolution bolchevique fit perdre le pétrole russe aux puissances de l'Entente. À partir de ce moment-là, les États-Unis fournirent 80 % du brut nécessaire aux Alliés pour poursuivre le carnage. L'approvisionnement de l'Europe en pétrole américain fut confié au National Petroleum War Service Committee, sous la direction du président de Standard Oil of New Jersey : la guerre réconciliait Standard avec le gouvernement fédéral qui, six ans auparavant, avait obtenu le démembrement du monopole de Rockefeller.

La production pétrolière américaine avait augmenté entre 1914 et 1917 de 25 %, mais la demande, aussi bien militaire que civile, augmentait à un rythme plus soutenu : aux États-Unis, le nombre d'automobiles en circulation doubla entre 1916 et 1918. Washington se vit obligé d'importer du brut du Mexique, de puiser dans ses réserves, de fermer les usines le lundi et de faire appel au civisme des populations à l'occasion de « dimanches sans essence ».

Entre trois guerres parallèles

La « disette pétrolière » se faisait encore davantage sentir en Europe à cause des attaques destructrices des sous-marins allemands – les U-boot – contre les convois. Le pétrole entra dans les objectifs de guerre des puissances. Le secrétaire du ministère anglais de la Guerre, Sir Maurice Hankey, écrivait au ministre des Affaires étrangères, Arthur Balfour : « *Les seules grandes sources à notre portée sont celles de la Perse et de la Mésopotamie. Le contrôle de ces sources pétrolières devient un objectif de guerre anglais de premier plan.* »

Le pétrole mésopotamien n'était à l'époque qu'une espérance, mais la soif d'or noir agrandissait démesurément le mirage situé dans la région géostratégique arabe. Autour de cet enjeu se déroulèrent quelques-uns des épisodes les plus fascinants des trois « guerres parallèles » : celle des États-Unis pour succéder à l'Angleterre dans la suprématie du monde impérialiste ; la guerre anglo-française pour un nouveau partage en Europe et dans les colonies ; et, enfin, la guerre anglo-anglaise entre l'Arab Office et l'Indian Office de l'Empire, pour la direction du Moyen-Orient.

* Nicola Capelluto, mai 2003.

Deux lignes britanniques

David Lloyd George, chef du gouvernement depuis décembre 1916, se fixa pour objectif l'hégémonie exclusive du Royaume-Uni au Moyen-Orient : cela revenait à annuler l'accord Sykes-Picot, de janvier 1916, qui plaçait le Liban et la Syrie, jusqu'à Mossoul, sous le contrôle de Paris, tandis que le Royaume-Uni s'octroyait celui de Bassora, de Bagdad, ainsi que des ports palestiniens d'Acre et de Haïfa. L'accord était le reflet de la conception du ministre de la Guerre, Lord Kitchener : le maréchal voulait que la sphère d'influence française, de la Méditerranée à l'arrière-pays irakien, fasse office de grande muraille entre les régions d'influence russe et britannique ; en même temps, il préconisait la création d'un État ou d'une Confédération arabe qui, sous la forme d'un califat, et grâce au puissant soutien anglais, aurait été à même d'ôter à la Sublime Porte le rôle de guide spirituel de l'Islam.

L'historien américain David Fromkin, membre du CFR, observe que Kitchener et une partie du Foreign Office manipulaient dangereusement des idées explosives telles que « califat » ou « indépendance arabe », en faisant écho aux humeurs de l'élite britannique du Caire, qui rêvait d'un nouvel « empire égyptien », essentiellement panarabe, pour faire contrepoids à l'Inde. Cette fraction se sentit trahie par l'accord de 1916, qui plaçait Bassora et Bagdad sous administration anglo-indienne. Quelques mois plus tard, le croiseur qui transportait Kitchener en Russie sauta sur une mine. Fromkin cite des documents publiés soixante-dix ans après, qui établissent que l'amirauté savait que le chemin avait été miné, mais ne fit rien pour sauver le héros de Khartoum.

L'équilibre des puissances envisagé par Lloyd George était différent de celui de Kitchener : le Moyen-Orient se voyait attribuée une valeur intrinsèque et pas seulement en tant que région intermédiaire entre l'Égypte et l'Inde ; l'Angleterre devait en détenir le contrôle absolu, en favorisant la désagrégation ottomane, sans pour autant unifier les Arabes, en se servant des contrepoids de la Grèce en Asie mineure et du « foyer national » juif en Palestine. À la conférence de Versailles, l'affrontement entre Lloyd George et Clemenceau fut terrible, notamment à propos de la Syrie : le « Tigre » était tellement furieux qu'il somma le dirigeant anglais de choisir entre l'épée et le pistolet.

Les États-Unis modifièrent également leurs objectifs de guerre. Washington avait mis sur le plateau de la balance ses armes et son industrie, mais seulement après que trois ans de conflit avaient éreinté l'Europe ; la décision d'intervenir fut prise au nom de la guerre défensive contre le pillage de sa flotte marchande et contre l'intention, prêtée à l'Allemagne,



de pousser le Mexique à entrer en guerre contre les États-Unis. La décision de Lénine de publier les accords secrets du partage impérialiste amena le président américain, en janvier 1918, à présenter ses célèbres « 14 points ».

La « porte ouverte » de Wilson

Wilson fixait de nouveau l'objectif de la « *porte ouverte* », qui avait déjà été expérimentée, dans la formule de la « *suppression de toutes les barrières économiques* ». Il remit en cause les plans de partage, en promouvant l'obscur « *principe d'égalité entre les requêtes des populations et celles des gouvernements* », équilibriste malaisé entre « *souveraineté* » et « *autodétermination* ». Mais, dans le cas de l'Empire ottoman, il prit position en faveur du « *développement autonome* » des « *nationalités actuellement soumises à la domination turque* ».

Le message était adressé au Royaume-Uni, plus qu'à la Turquie épuisée. Balfour riposta en établissant une distinction entre la forme et la substance de la confrontation : « *Il m'est égal sous quel régime nous parviendrons à conserver le pétrole, mais je suis tout à fait conscient qu'il nous est indispensable de pouvoir en disposer.* » Balfour préconisait une solution multilatérale au Moyen-Orient, qui acceptait la présence des Français et des Américains, à condition que le rôle central des Britanniques ne fût pas mis en discussion. Un représentant de l'aile impérialiste, Sir Hankey, voulait exclure les Français mais inclure les Américains, en leur accordant la Palestine. L'alliance avec les États-Unis était centrale dans la balance selon Lloyd George, mais n'allait pas jusqu'au point de leur céder un morceau du Moyen-Orient. Le Premier ministre cherchait à impliquer les États-Unis en leur confiant plutôt des mandats sur Istanbul, les Dardanelles et l'Arménie, afin d'endiguer les Russes et les Allemands.

Paris dedans, Berlin dehors

Lorsque l'orientation isolationniste prévalut à Washington, écrit Fromkin, Lloyd George se vit contraint, par un « *brusque changement de cap, à chercher derechef l'appui de la France* ». « *Cela exigea d'abandonner la politique obstinément anti-française au Moyen-Orient. Mais, à ce stade, on ne pouvait remédier que partiellement aux dégâts infligés à la solidarité anglo-française.* »

La résolution de Sanremo, en avril 1920, reconnaissait le mandat français sur le Liban et la Syrie – mais en excluant Mossoul – alors que la Palestine et la Mésopotamie étaient confiées au Royaume-Uni. La cession à la France de la part allemande de Turkish Petroleum Company, dépositaire de droits de prospection dans l'Empire ottoman, faisait également partie de l'accord.

L'accord antérieur, de mars 1914, reflétait l'une des tentatives d'apaiser l'antagonisme anglo-allemand : Anglo-Persian Company détenait 50 % du consortium, Royal Dutch-Shell 25 %, Deutsche Bank 25 % également.

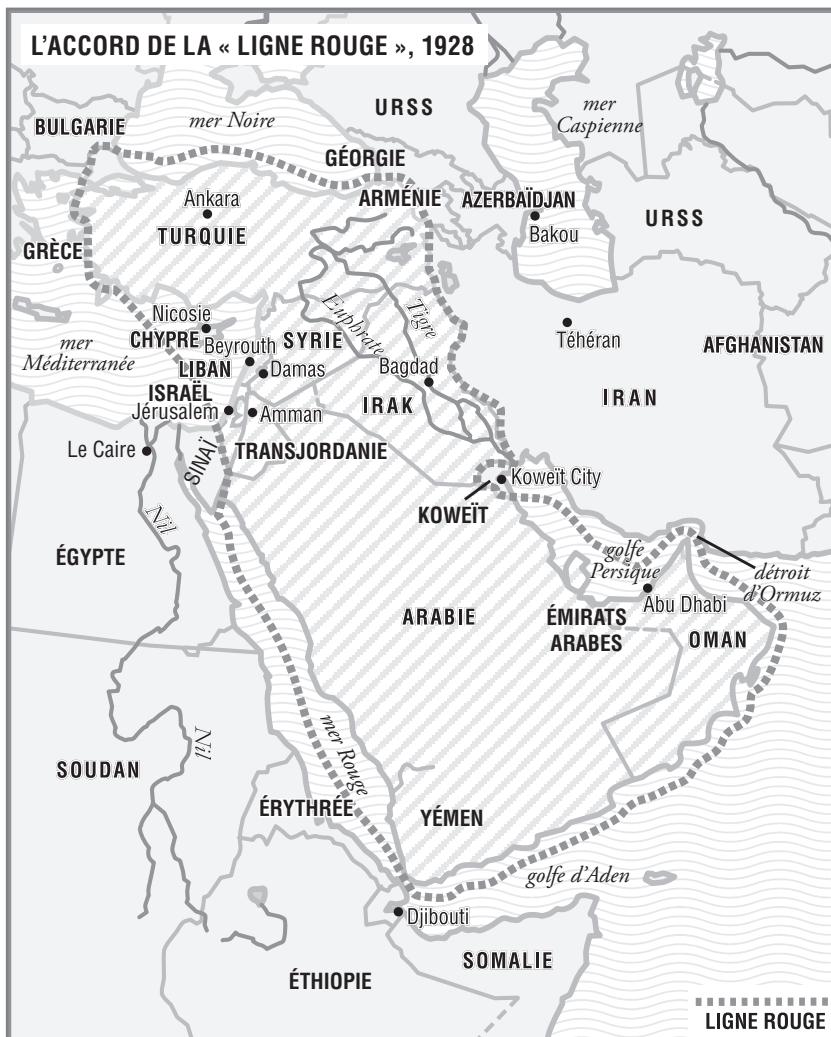
L'Allemagne vaincue dut se résigner à la métamorphose anglo-française de Turkish, mais les États-Unis vainqueurs ne s'y résignèrent pas. Daniel Yergin décrit, dans *The Prize* (1992), le climat de crainte d'épuisement du pétrole qui envahissait l'Amérique. Le directeur du Bureau of Mines prophétisa le début du déclin de l'industrie pétrolière nationale au bout de cinq ans. La pénurie gonflait le prix, qui avait augmenté de 50 % entre 1918 et 1920. Standard Oil of New York fut le premier qui essaya de forcer la porte de la Mésopotamie, en automne 1919, mais ses géologues furent arrêtés. Le département d'État relança la « porte ouverte ». Les ministres des Affaires étrangères britannique et américain se lancèrent dans une mémorable joute d'arithmétique politique : selon Lord Curzon, le Royaume-Uni contrôlait à peine 4,5 % de la production mondiale de brut, contre 80 % pour les États-Unis, qui étaient les premiers à exclure de leurs zones les intérêts non américains ; le secrétaire d'État Bainbridge Colby répliqua que les États-Unis ne possédaient qu'un douzième des réserves pétrolières mondiales et souffraient du plus grand écart entre la demande et l'offre.

À Londres, on commença à soupçonner que les dollars des pétroliers américains alimentaient le mouvement kémaliste en Turquie ainsi que celui des rebelles chiites en Irak. Mais pour Allen Dulles, responsable américain pour le Moyen-Orient depuis 1922, il était clair que la « porte ouverte » ne devait ni mettre en péril la suprématie britannique, ni faire courir le risque de l'éclatement de la région. Secouée par la crise de l'après-guerre et sous la menace d'une remise en cause de la légitimité des droits de la Turkish PC, Londres se montra plus ouvert au dialogue. Standard Oil of New Jersey créa un consortium des principales compagnies américaines pour se lancer à l'assaut de la Mésopotamie.

L'accord de la Ligne rouge

Jersey – qui prit ensuite le nom d'Exxon – avait hérité, après le démembrement de Standard, du plus grand réseau de vente du monde, mais d'une faible production : à peine 16 % de sa capacité de raffinage. Son président, Walter Teagle, avait imposé une ligne mondialiste de production : « *Notre politique consiste à nous intéresser à toutes les zones de production, indépendamment du pays où elles se situent.* » En juillet 1922, Teagle entama avec Londres une négociation qui allait durer six ans.

Le rôle joué par les États-Unis dans la stabilisation de l'Europe, par le biais du plan Dawes de 1924, précéda de beaucoup l'accord sur le Moyen-



Orient, défini seulement en juillet 1928. La découverte de pétrole au nord-ouest de Kirkuk, en octobre 1927, fut décisive. Un débit journalier de 25 000 barils poussa les prétendants à trouver un accord. Dans la nouvelle combinaison actionnaire de Turkish Petroleum, les quatre associés principaux – Shell, Anglo-Persian, la Compagnie française des pétroles et le consortium américain Near East Development Co. – reçurent des parts égales de 23,75 %. Le fondateur de la compagnie, l'Arménien

Calouste Gulbenkian, associé détenant les 5 % restants, eut l'honneur de tracer la « Ligne rouge » dont l'accord tire son nom : elle contournait l'Asie mineure et la péninsule arabe, laissant en dehors le Koweït et la Perse, et indiquait les frontières dans lesquelles les associés s'engageaient à respecter la « clause d'auto-exclusion », c'est-à-dire à ne mener que des activités de recherche conjointes.

Non seulement la « porte ouverte » s'était refermée derrière les Américains, mais les associés s'étaient aussi infligé une camisole de force qui s'avérerait intolérable.

Entre les années 1920 et 1930
Du golfe du Mexique au golfe Persique*

La surabondance pétrolière entre la fin des années 1920 et le début des années 1930 compte à juste titre parmi les causes du cycle politique de l'entre-deux-guerres. Elle engendra la chute des prix du pétrole mais alimenta aussi l'ardeur des vieux et des nouveaux nationalismes, suggéra les tentatives de créer un cartel pétrolier et inspira une importante intervention directe de l'État dans la régulation économique.

La Californie, l'Oklahoma et le Texas

Les considérables profits de guerre, l'essor de la motorisation et de la conversion énergétique du charbon, aussi bien que les nouvelles techniques de recherche, contribuèrent à alimenter la recherche frénétique de nouveaux gisements. Daniel Yergin souligne le rôle des nouvelles technologies de la géophysique : la balance de torsion qui mesure les variations de gravité sur la croûte terrestre ; le magnétomètre qui relève les composantes du champ magnétique terrestre ; le sismographe qui permet de déterminer, à travers les ondes d'une explosion, les coupoles salines susceptibles de contenir du pétrole, l'analyse microscopique des fossiles, la photographie aérienne et le forage en profondeur.

Les découvertes de 1923 autour de Los Angeles firent de la Californie, pour un temps, le premier État pétrolier américain. Dans la deuxième moitié de la décennie, on découvrit de nouveaux gisements en Oklahoma et dans le bassin permien, entre l'ouest du Texas et le Nouveau-Mexique. En 1930, ce fut le tour du « Black Giant » dans l'est du Texas, gisement exceptionnel de 340 000 barils par jour, découvert d'après les indications d'un géologue autodidacte, en dépit des géophysiciens et de leur haute technologie. Dans les années 1920 se répandit le *cracking* du pétrole brut qui en doubla le rendement en essence. Entre 1920 et 1929, le parc automobile américain tripla et la consommation d'essence quadrupla. En 1929, aux États-Unis, il y avait une voiture pour 5 habitants ; le rapport était de 1 pour 30 au Royaume-Uni et en France, de 1 pour 100 en Allemagne, de 1 pour 700 au Japon. Une contribution typiquement américaine à la nouvelle abondance de pétrole brut fut la « règle de la capture » autorisée par les tribunaux : les petits producteurs de pétrole pouvaient exploiter sans limites leurs propres puits, même s'ils puisaient dans un

* Nicola Capelluto, juin 2003.

gisement commun avec d'autres producteurs ; les voisins devaient faire de même pour se défendre.

Le Mexique et le Venezuela

De nouveaux producteurs émergèrent dans le monde. La découverte de la rente pétrolière coïncida souvent, dans ces pays, avec la constitution des premières concentrations prolétariennes modernes autour d'investissements de capital étranger, base objective d'un syndicalisme radical et souvent teinté de nationalisme.

L'Anglais Weetman Pearson, aujourd'hui connu pour l'empire financier et éditorial qui porte son nom, fut appelé par le président mexicain Porfirio Díaz pour servir de contrepoids à la prépondérance américaine. Sa compagnie, Mexican Eagle, fit sa première grande découverte pétrolière en 1910. Pendant la guerre, le Mexique devint une source essentielle au ravitaillement américain, et en 1925 il était désormais le deuxième producteur mondial, avec 11 % de la production. Lorsque le principe de la nationalisation du sous-sol fut introduit dans la Constitution, les investisseurs étrangers, qui n'étaient pas encore habitués à s'entendre avec les bourgeoisie émergentes, s'alarmèrent. En 1935 la part mexicaine avait chuté à 2,5 %. C'est seulement à ce moment-là, en 1938, que le général Lázaro Cárdenas eut recours à la nationalisation, dans la tentative d'enrayer le déclin du pétrole national et de l'insérer dans le jeu géopolitique ouvert par les puissances de l'Axe.

Le Venezuela tira profit des vicissitudes mexicaines. Pour attirer le capital étranger, le régime du général Juan Vicente Gómez avait fait participer les compagnies américaines à la rédaction de la loi pétrolière (1922). Mais même à cette occasion-là, et pendant une certaine période, le capital britannique joua un rôle prééminent : le Venezuela devint la source d'approvisionnement principale de Shell et en 1932, à cause des droits américains à l'importation, devint le plus important fournisseur du Royaume-Uni. Troisième producteur mondial dans les années 1930, après les États-Unis et l'URSS, le Venezuela conquit la deuxième place durant la Seconde Guerre mondiale, avec 12 % de la production mondiale.

Le cartel d'Achnacarry

La guerre acharnée des prix complète ce cadre. Jersey, Shell et les Nobel avaient créé un front uni en réclamant des indemnités pour les propriétés nationalisées en 1920 par la Russie soviétique. Standard Oil of New York (Socony) profita du conflit, en obtenant la concession pour une installation de production de kérosène à Batoum comme base pour attaquer le marché

de l'Inde. Le chef de Shell, Henri Deterding, déchaîna une offensive mondiale des prix contre le « pétrole communiste » de Socony.

À peine un mois après l'accord de la Ligne rouge, en août 1928, les chefs de Shell, Anglo-Persian, Jersey, Gulf et Indiana se réunirent pendant deux semaines dans le château écossais d'Achnacarry, pour mettre un terme à la guerre des prix en Europe et en Asie. Ce conclave s'inscrivait dans la ligne tracée par Winston Churchill, chancelier de l'Échiquier, et par Sir John Cadman, président d'Anglo-Persian, visant à poursuivre un partage coopératif des marchés avec Shell et Jersey.

L'accord d'Achnacarry, secret jusqu'en 1952, dénonçait « *la concurrence excessive s'étant traduite aujourd'hui par une terrible surproduction* », et établissait que « *tout accroissement futur de la production devrait être conforme au volume d'affaires actuel des contractants et à leur dimension actuelle* ». L'accord définissait en outre : l'usage commun des installations pour éviter la construction de nouvelles raffineries ; le troc de pétrole entre les compagnies pour ravitailler les marchés des sources géographiquement les plus proches ; et, enfin, le célèbre « Gulf Plus System ». À cette époque, le Golfe par excellence n'était pas encore le golfe Persique mais celui du Mexique : ainsi, le prix du pétrole, quel que soit le lieu de son extraction, serait celui du pétrole brut du golfe du Mexique, point de départ de l'exportation pétrolière américaine, plus les frais de transport depuis le Golfe ; le coût d'une cargaison de brut iranien pour l'Italie serait égal à celui d'une cargaison de pétrole américain provenant du Mexique. Les prix américains devenaient des prix mondiaux.

Presque tout de suite, l'accord échoua, bien qu'il ait été signé par 18 compagnies parmi lesquelles les Sept Sœurs : les nouveaux gisements texans ainsi que l'impossibilité de faire entrer dans un consortium la plus grande partie de l'exportation des États-Unis dynamitèrent le cartel. En 1930, Jersey, Shell et Anglo-Persian essayèrent de le ranimer, mais le pétrole russe vendu à des prix cassés pour alimenter en devises fortes l'industrialisation soviétique le fit sombrer. De nouvelles tentatives furent faites en 1932 et en 1934. Le dernier accord fonctionna pendant quelques années grâce à la chute de la production pétrolière américaine et à l'augmentation de la consommation industrielle russe.

Le pétrole de l'est du Texas dépassa en 1931 le million de barils par jour. Le prix du brut texan chuta de 1,85 dollars le baril en 1926, à 1 dollar en 1930 et à 15 cents en 1931. En août 1931, les gouverneurs de l'Oklahoma et du Texas proclamèrent la loi martiale et firent occuper les puits par la Garde nationale, afin de bloquer le « suicide compétitif ». Un organisme populiste obsolète, la Texas Railroad Commission (TRC), fut déterré et transformé en institut pour le contrôle des prix pétroliers, remplissant un rôle d'importance.

tance mondiale pendant plus de 40 ans. La TRC émit des dizaines d'ordres de contingentement que l'on faisait respecter grâce aux troupes, mais qui étaient annulés par les tribunaux. Le prix monta à 1 dollar en 1932 mais retomba à 10 cents en 1933.

Le pétrole du New Deal

La bataille du Texas était en train de s'envenimer lorsque l'arrivée à la présidence de Franklin D. Roosevelt la transforma en bataille du New Deal : la lutte contre la déflation pétrolière était un impératif dans la lutte contre la Grande Dépression. Le secrétaire aux Affaires intérieures, Harold Ickes, avocat de Chicago, directeur de la campagne électorale de Theodore Roosevelt en 1912, en fut nommé responsable. Celui-ci dépêcha au Texas des agents fédéraux avec pour tâche de démanteler le réseau clandestin du commerce pétrolier et, surtout, prit la décision historique de fixer un plafond fédéral de 300 000 barils par jour à la production pétrolière, avec des quotas établis pour chaque État. En 1935, la Cour suprême annula une grande partie du National Industrial Recovery Act dont Ickes tirait son autorité, mais les quotas continuèrent en tant que système volontaire. Entre 1934 et 1940, les prix restèrent stables entre 1 et 1,18 dollars le baril.

L'Arabie saoudite et le Koweït

En 1935, le vice-président de Jersey, Orville Harden, déplorait qu'il fallût désormais prendre compte « *de politiques nationalistes dans presque tous les pays étrangers* ». Au Moyen-Orient, le premier signal retentissant vint de l'Iran. La Grande Dépression ayant réduit les royalties pétrolières versées aux caisses persanes, le shah annonça, en 1932, sa décision d'annuler la concession d'Anglo-Persian. Sir John Cadman dut racheter chèrement ses priviléges en garantissant des royalties à hauteur de 750 000 livres sterling par an et surtout en accordant 20 % des profits obtenus par la compagnie dans le monde entier.

En 1932-1933, l'Arabie saoudite et le Koweït entamèrent leur entrée dans la galaxie pétrolière. Jusque-là, les entrées saoudiennes provenaient en grande partie des pèlerinages à La Mecque, clairsemés par la Dépression. La découverte de pétrole dans le Bahreïn, en 1932, poussa le roi Ibn Saoud à ouvrir le pays aux capitaux étrangers pour la prospection pétrolière. Le rôle de Harry Philby fut décisif. Cet ancien dirigeant de l'Indian Civil Service, dégoûté par la politique coloniale anglaise en Irak, s'était converti à l'islam et était devenu ami avec Ibn Saoud. Il devint conseiller de Standard Oil of California (SoCal), qui n'avait pas adhéré à l'accord de la Ligne rouge, et lui fit obtenir la première concession saoudienne, en écartant Iraq Petroleum

et le groupe Anglo-Persian honni. Lawrence d'Arabie avait encouragé le nationalisme arabe avec l'or anglais, Philby le fit avec l'or américain.

Anglo-Persian comprit la leçon. Lors de la compétition pour les concessions au Koweït, quand ce groupe s'aperçut qu'il ne pourrait pas battre Gulf, il décida de s'y allier dans une *joint-venture* paritaire, Kuwait Oil Co. Il fallut pourtant attendre jusqu'en 1938 pour voir jaillir l'or noir du sous-sol saoudien et koweïtien. Avec les dollars de SoCal, Philby envoya son fils étudier à Cambridge, où le jeune Kim Philby fut recruté par les staliniens et entama une brillante carrière d'espion au service des Russes, aux dépens des Anglais et des Américains : un petit échantillon des vices publics et privés de l'impérialisme unitaire.

La Deuxième Guerre mondiale et l'après-guerre
Le rôle de Roosevelt et Churchill
dans la retraite mouvementée des Britanniques du Golfe*

Au début de 1943, l'issue de la guerre en Afrique du Nord et au Moyen-Orient était certaine. Cette évidence donna un coup d'accélérateur à la guerre souterraine entre les Britanniques et les Américains. Standard Oil of California et Texaco, alliées depuis 1936 en Arabie saoudite et au Bahreïn avec les sociétés CASOC et CALTEX, demandèrent l'appui de l'État fédéral pour que, dans l'après-guerre, les Britanniques soient tenus à l'écart et pour garantir les « *initiatives purement américaines dans la région* ». L'appel à l'État était étayé par deux « théories » : la théorie de la « conservation », qui militait en faveur du développement de ressources « extraterritoriales » en agitant le spectre de l'épuisement du pétrole domestique ; et la théorie de la « solidification », qui tirait de l'expérience mexicaine l'enseignement que les groupes privés à eux seuls ne pouvaient pas résister aux gouvernements étrangers.

Le cabinet de guerre saisit l'occasion. Le secrétaire à l'Intérieur, Harold Ickes, obtint l'autorisation de Roosevelt de faire participer l'Arabie saoudite au programme d'assistance prévue par la loi prêt-bail et proposa, avec les secrétaires à la Guerre, à la Marine et à la Mobilisation, la création de Petroleum Reserves Corporation, un organisme fédéral qui rachèterait les propriétés pétrolières américaines en Arabie saoudite. Roosevelt approuva, en dépit de l'opposition du secrétaire d'État, Cordell Hull. Toutefois, les chefs des sociétés pétrolières se révoltèrent : ils voulaient être aidés et non dévorés. « *Ils étaient venus pour pêcher une morue et ils avaient attrapé une baleine* », commenta sarcastiquement le conseiller du gouvernement Herbert Feis. On conclut l'accord sur l'entrée, en tant qu'associé minoritaire, de l'État dans CASOC ; mais l'accord échoua à cause de l'opposition de Mobil, de Jersey et des pétroliers indépendants, qui craignaient une étatisation du secteur tout entier. Ickes proposa la construction, par le gouvernement américain, d'un oléoduc de 1 600 km qui transporterait le pétrole saoudien et koweïtien jusqu'à la mer Méditerranée, en échange de la livraison d'un milliard de barils de pétrole aux forces armées des États-Unis, avec une remise de 25 %. L'hypothèse fut bloquée au Congrès.

* Nicola Capelluto, septembre 2003.

Une tentative d'accord de partage

La participation directe ayant échoué, Roosevelt essaya d'arriver à un accord de partage avec les Britanniques. L'ambassadeur du Royaume-Uni, Lord Halifax, communiqua à Londres en février 1944 que Roosevelt lui avait proposé cette hypothèse : « *Le pétrole iranien est à vous. Partageons-nous le pétrole de l'Irak et du Koweït. Le pétrole saoudien est à nous.* » Lord Beaverbrook, magnat de la presse et lord du Sceau privé, écrivit à Churchill : « *Le pétrole est la seule grande ressource qui nous restera après la guerre. Nous devrions refuser de partager notre dernier bien avec les Américains.* »

La guerre parallèle de Washington et de Londres

L'échange épistolaire entre Churchill et Roosevelt, à la veille du débarquement en Normandie, est un dialogue exemplaire entre des brigands impérialistes qui, en même temps qu'ils essayent de se faire les poches l'un de l'autre, lâchent des mots de franchise, d'orgueil âpre et de bon ton pointilleux. Churchill prévenait qu'« *une bagarre sur le pétrole serait un misérable prélude à notre terrible entreprise commune* » ; et il avouait ses craintes : voir « *les États-Unis nous dépoiller de nos propriétés au Moyen-Orient, dont dépend l'approvisionnement de la Royal Navy* ». Roosevelt répliquait que c'était plutôt le Royaume-Uni qui semblait vouloir « *s'insinuer* » dans les concessions américaines en Arabie saoudite et rassurait : « *Je vous prie de bien vouloir croire que nous ne sommes pas en train de faire les yeux doux à vos gisements de pétrole en Irak et en Iran.* » Churchill lui rendait la monnaie de sa pièce : « *Permettez-moi de vous donner la pleine assurance que nous n'avons nullement l'intention de nous fourrer dans vos intérêts ou dans vos propriétés en Arabie saoudite.* » Mais sans pour autant rentrer les griffes : le Royaume-Uni, écrivait-il, « *ne se laissera pas priver de quelque chose qui lui appartient légitimement après avoir autant contribué à la bonne cause* ».

Pendant quelque temps, la « bagarre » fut évitée. En août 1944, peu de temps après la conclusion de la conférence de Bretton Woods, les Britanniques et les Américains s'entendirent sur la création de l'International Petroleum Commission, qui devait distribuer les parts de la production mondiale. L'accord fut bloqué au Sénat américain : ni Roosevelt ni Truman n'arrivèrent à le relancer.

La troisième carte jouée par les États-Unis fut la carte des compagnies pétrolières. En 1947, trois accords fondamentaux furent signés. En Arabie saoudite, Aramco (Arabian-American Oil Company, nouveau nom de CASOC depuis 1944) ouvrit son capital à Jersey-Exxon (qui y entra à hauteur de 30 %) et à Socony-Mobil (à hauteur de 10 %). Pour réaliser l'entente, il fut nécessaire d'annuler le célèbre accord de la Ligne rouge,

qui interdisait à ses signataires de passer des accords séparés. Le prétexte juridique fut que les parts du français CFP et du vieux Gulbenkian étaient « *tombées dans l'illégalité* », étant domiciliées en temps de guerre en territoire ennemi.

Aramco et l'exclusion de la France

Avec le deuxième accord, Gulf, propriétaire de 50 % de Kuwait Oil Company, s'alliait pour dix ans avec Royal Dutch-Shell, qui possédait un des plus grands réseaux commerciaux de l'hémisphère oriental, garantissant 30 % de ses besoins.

Le troisième accord se fit en Iran, un pays qui avait été le théâtre d'une des premières batailles importantes de la guerre froide. Au printemps 1946, les armées russes qui occupaient encore l'Iran du Nord furent obligées de partir en raison des pressions anglo-américaines ; mais Moscou continua à pousser ses pions par le biais du parti Tudeh, revendiquant une participation pétrolière. Anglo-Iranian étaya sa position de monopole en stipulant deux accords commerciaux d'une durée de vingt ans avec Jersey et Socony. Le Royaume-Uni ne lâchait pas son bastion pétrolier tandis que, au cours de cette même année 1947, il concédait l'indépendance à l'Inde, transférait sa protection de la Grèce et de la Turquie aux États-Unis et annonçait son retrait de Palestine.

La France fut tenue à l'écart de ces accords. Selon le *Multinational Report* du Sénat américain de 1975, « *les Français ne pardonnèrent jamais aux Américains de les avoir laissés hors d'Arabie saoudite* ». Si elle est parachevée, l'entrée de Total, en juillet 2003, dans la *joint-venture* pour l'exploitation des gisements de gaz naturel dans le sud-est de l'Arabie saoudite, avec Aramco et Shell, revêttrait une importance historique pour la France.

Politiques étrangères parallèles

Les trois accords visaient les marchés de l'Europe en voie de reconstruction après la guerre. Daniel Yergin souligne la « *simultanéité* » entre ces accords et la mise en place du plan Marshall, qui permit la conversion du charbon au pétrole pour les chaudières industrielles et pour les centrales électriques, et stimula le secteur des transports.

Anthony Sampson souligne un autre genre de « *simultanéité* », celle entre ces accords et la décision de l'ONU en novembre 1947 concernant l'État d'Israël. À partir de ce moment-là, les États-Unis reconnaissaient ouvertement « deux politiques extérieures opposées » : l'une, de Washington, soutenant Israël, même pour des raisons électorales internes ; l'autre, déléguée aux compagnies pétrolières, en direction des pays arabes, et en particulier

l'Arabie saoudite. « *Avec cette précaution, les deux politiques furent bien séparées pendant les vingt-cinq ans qui suivirent* » (Anthony Sampson, *The Seven Sisters*, 1975).

« Fifty-fifty » entre compagnies et bourgeoisie arabes

La situation moyen-orientale fut remise en mouvement du fait de la révision des accords entre la monarchie saoudienne et Aramco. En 1943, le Venezuela avait imposé à Jersey et à Shell, avec la collaboration ouverte de Washington, de ne jamais plus vouloir une autre expérience « mexicaine », c'est-à-dire le célèbre partage *fifty-fifty* des revenus entre les compagnies pétrolières et des recettes – taxes et royalties – des pays producteurs.

En 1950, l'Arabie saoudite obtint, elle aussi, le *fifty-fifty*, grâce à l'application généreuse d'une loi américaine de 1918 autorisant la soustraction, à l'intérieur, des impôts payés à l'étranger. Les impôts payés par Aramco au Trésor américain (cinquante millions de dollars par an) furent détournés vers les caisses saoudiennes, avec le consentement des États-Unis. Longtemps après, en 1974-1975, lors de l'enquête de la sous-commission sénatoriale Church, on supposa que le gouvernement américain avait réalisé une puissante subvention à un gouvernement étranger, en contournant, par le biais d'un stratagème fiscal, les autorisations indispensables du Congrès. Mais en 1950, l'ordre des priorités était dominé par la guerre de Corée. En 1951, le *fifty-fifty* fut appliqué au Koweït et, en 1952, à l'Irak.

L'Américain Yergin porte un jugement positif sur ces accords, non seulement parce qu'ils réalisaient un compromis équilibré, mais aussi parce qu'ils créèrent un modèle efficace opposé à celui de la nationalisation mexicaine : le gouvernement du Venezuela, avec le *fifty-fifty*, gagnait 7 % en plus par baril par rapport au Mexique, et avec une production six fois supérieure.

Fragilité de l'empire britannique

Au contraire, Sampson critique âprement ces mêmes accords. Selon l'auteur anglais, en premier lieu ils bouleversèrent l'équilibre traditionnel des grandes compagnies américaines, les poussant à un investissement excessif à l'étranger ; en 1973, les Cinq Soeurs américaines réalisaient les deux tiers de leurs recettes à l'étranger, sans payer d'impôts. En 1972, Exxon ne versa au Trésor américain que 6,5 % de ses recettes totales, Mobil 1,3 % seulement.

La deuxième conséquence à long terme du « stratagème d'or » fiscal fut la profonde altération de l'organisation interne des compagnies : l'avantage fiscal imposait de transférer le maximum des profits en amont sur le pétrole brut, et le maximum des coûts en aval sur le raffinage et sur la distribution. « *Des points de vente surgirent un peu partout sur les routes et les autoroutes*

pour attirer les consommateurs à n'importe quel prix. [...] Ingénieurs et géologues dominaient les hautes directions, alors que les hommes de marketing étaient au rabais. » Enfin, les pays producteurs, devenant associés à 50 % des recettes, exigèrent la transparence quant aux profits et la publicité quant aux prix. « Sur le moment, le système parut équilibré, mais il eut de sérieuses conséquences. Les pays s'habituerent à des revenus standard dérivant de prix fixes. Ils ne pensèrent pas qu'ils pourraient baisser ; ainsi le « prix officiel » devint un prix artificiellement élevé sur la base duquel les compagnies payaient les impôts. »

La raison plus profonde de l'hostilité de Sampson est autre : les États-Unis facilitèrent leur pénétration au Moyen-Orient par des concessions faciles, qui secondèrent dangereusement les pressions nationalistes. La digue se rompit à son point le plus vulnérable, c'est-à-dire celui de l'impérialisme britannique en repli. La tempête de la première crise pétrolière de l'après-guerre se déchaîna en Iran.

La décolonisation dans les années 1950 **La défaite britannique face à l'Iran de Mossadegh***

Le 1^{er} mai 1951, le shah d'Iran promulgua le décret de nationalisation de l'Anglo-Iranian Oil Company. Le promoteur en était Mohammad Mossadegh, chef du gouvernement depuis trois jours. Désorienté, Londres encaissa le coup qui, toutefois, se préparait depuis une décennie. Le père du shah avait été destitué en 1941, parce que considéré comme étant pro-allemand. Le nationalisme iranien était né antibritannique. Le retrait du Royaume-Uni de l'Inde et des Balkans le galvanisa. La bataille pour la redistribution de la rente pétrolière, qui en Amérique latine avait engendré une grande variété de modèles, lui donna un programme économique et une cible unificatrice. Mais pourquoi, en 1951, l'Iran choisit-il une nationalisation de type « mexicain » et non un compromis de type « vénézuélien » ?

L'érosion de l'influence de Londres

La géographie plaçait l'Iran au carrefour des zones d'influence des vainqueurs de la guerre : « *Une dure négociation à Yalta et après* » avait été nécessaire – écrit Anthony Eden dans ses *Mémoires* (1960) – pour obtenir le retrait des armées russes et occidentales de Perse. Le Royaume-Uni, avec Anglo-Iranian, ne garda sa zone d'influence exclusive qu'en apparence. Le parti de Moscou, le Tudeh, exploita le nationalisme pétrolier. Le parti américain, raconte Anthony Sampson dans *The Seven Sisters* (1975), était guidé par le « *dynamique ambassadeur Henry Grady, un Américain-Irlandais de la première génération qui ne cachait pas son aversion pour l'impérialisme britannique et qui encourageait – trompeusement – les Iraniens à croire que les Américains les soutiendraient contre les Britanniques* ».

La nationalisation d'Anglo-Iranian

La politique d'Anglo-Iranian agrava la crise. De 1945 à 1950, la compagnie avait engrangé 250 millions de livres sterling de profits, mais l'Iran n'en encaissa que 90. Eden lui-même, à ce moment-là dans l'opposition, sympathisa avec le mouvement de protestation iranien, jugeant « *déloyal que le gouvernement de Sa Majesté, en tant qu'actionnaire de la compagnie pétrolière, reçoive des sommes toujours plus élevées sous forme d'impôts et refuse l'augmentation des dividendes, dont le gouvernement iranien aurait pu bénéficier* ». En

* Nicola Capelluto, octobre 2003.

juin 1950, après le meurtre d'un diplomate anglais, le chef d'état-major, Ali Razmara, prit la tête du gouvernement. Selon Daniel Yergin, l'éclatement concomitant de la guerre en Corée augmenta l'importance de l'enjeu : l'Iran produisait 40 % du pétrole moyen-oriental et la raffinerie d'Abadan fournissait la plus grande partie du carburant pour avions de l'hémisphère oriental. Le président d'Anglo-Iranian, Sir William Fraser, refusa de faire des concessions substantielles, et c'est seulement quand Aramco stipula un accord *fifty-fifty* avec l'Arabie saoudite qu'il s'empessa, maladroitement, d'en imiter l'exemple. Il était trop tard : à Téhéran, le mot d'ordre était « nationalisation ». En mars 1951, le Premier ministre, qui avait essayé de l'empêcher, fut assassiné. Le parlement nationalisa la compagnie, qui avait été la première arrivée au Moyen-Orient en 1908. Mossadegh, jusqu'à ce moment-là chef de la commission pour le pétrole, devint Premier ministre.

Une anticipation de la crise de Suez

Dans son autobiographie, Dean Acheson, secrétaire d'État de Truman, porte un jugement méprisant sur les dirigeants britanniques : « *Jamais un aussi petit nombre de personnes ne perdirent autant, si stupidement et si rapidement. [...] Leur folie les avait menés dans cette impasse, qu'Aramco avait évitée, en se garantissant par la bienveillance ce qu'elle ne pouvait plus obtenir par la force* » (*Present at the Creation*, 1969). Le lancement de National Iranian Oil Company fut fêté par le sacrifice de dizaines de moutons. Ce fut la manifestation symbolique d'une bourgeoisie nationale naissante, dont l'agressivité était nourrie par le fanatisme religieux de la propriété féodale et dont le courage face à l'empire se dégonflait au seuil de la grande propriété foncière : elle nationalisait le pétrole, mais mettait de côté la réforme agraire.

Le gouvernement travailliste britannique organisa un plan pour l'occupation militaire de l'île d'Abadan, siège de la plus grande raffinerie du monde. Le ministre de la Défense, Emmanuel Shinwell, prophétisa : « *Si la Perse arrive à se tirer d'affaire, l'Égypte et les autres pays du Moyen-Orient seront tentés de l'imiter. Le prochain pas pourrait être la nationalisation du canal de Suez.* » Pour Acheson, les Britanniques avaient tort : les États-Unis reconnaissaient le droit à la nationalisation à condition que les expropriations soient payées au juste prix ; en revanche, de leur côté, les Britanniques excluaient ce droit. Acheson avertit qu'une intervention serait inadmissible ; elle risquait de provoquer un coup d'État « communiste », ou une intervention armée de l'URSS. Craignant que l'Iran ne finisse entre les mains des Russes, Washington bloqua l'expédition militaire et envoya à Téhéran comme intermédiaire Averell Harriman, ex-ambassadeur à Londres et à Moscou. L'opération était fortement soupçonnée de chercher à ouvrir un

passage au capital américain. John Kennedy, à cette époque-là jeune député au Congrès, affirma qu'à défaut d'un accord, « *les compagnies américaines feraient bien de s'introduire dans la brèche* ».

Astuces et extravagances de Mossadegh

Mossadegh, âgé à l'époque de soixante-dix ans, descendait d'une famille de la noblesse terrienne ; il était arrière-petit-fils du shah de la dynastie précédente, il avait obtenu ses diplômes en France et en Suisse et avait participé à la révolution constitutionnelle de 1906. Sa théâtralité politique était légendaire : ses discours se terminaient par des pleurs et des évanouissements. Sa négociation avec Harriman, dont la mémoire fut recueillie par l'interprète, le colonel Vernon Walters, fut souvent exaspérante, parfois hilarante. Il reçut Harriman couché dans son lit, éreinté mais toujours brillant. L'Américain voulut expliquer à l'Iranien les lois du marché : par exemple, que le prix d'un baril de pétrole brut ne peut pas dépasser le prix de vente des produits dérivés, la somme de ses parts étant toujours égale à l'entier. Mossadegh répliqua : « *C'est faux. [...] Considérez le renard. Sa queue, souvent, est plus longue que le renard lui-même.* »

Ce ne fut pas à cause des astuces et des extravagances du « vieux Mossy » que Harriman demeura pendant deux mois à Téhéran, mais pour calmer les esprits à Londres. À la fin, il conclut que Mossadegh refusait tout accord parce que n'importe quel accord avec les Britanniques aurait brisé sa carrière politique.

Le Royaume-Uni imposa l'embargo à l'Iran avec le soutien du cartel pétrolier. Une société italienne, la Supor, viola le blocus avec le tanker *Mariella*, obtenant un contrat portant sur 12,5 % du pétrole brut iranien : une sorte de précédent pour l'ENI d'Enrico Mattei, qui n'avait pas encore déclaré sa guerre d'indépendance à l'égard des Sept Soeurs. Mossadegh répliqua à l'embargo par l'ordre d'évacuer les Anglais d'Abadan. Selon Yergin, la menace de l'emploi de la force qui ne fut pas suivie de l'acte fut plus fatale à la crédibilité de l'empire que cette humiliation elle-même. Eden établit une relation directe entre ces événements et le développement du mouvement nationaliste en Égypte, qui entraîna la « révolution » de 1952 et l'émergence de Nasser.

Le coup d'État de 1953

En octobre 1951, les conservateurs remportèrent les élections. En 1952, Churchill, Premier ministre, et Eden, ministre des Affaires étrangères, se rendirent à Washington. Churchill, raconte Acheson, tint grief à Truman du fait que la controverse pétrolière ne se résoudrait jamais si les Américains

continuaient à financer l'Iran ; il reprocha à ses prédécesseurs d'avoir fait marche arrière à Abadan, alors qu'*« une fusillade aurait suffi pour clore la question*», et il déclara qu'il suivrait les États-Unis en Asie de l'Est à condition que Truman suive le Royaume-Uni au Moyen-Orient. La tactique américaine ne changea qu'après l'arrivée au gouvernement des républicains, en 1953. Le président, Eisenhower, le secrétaire d'État, Foster Dulles, et son frère, Allen Dulles, chef de la CIA, estimèrent qu'il était temps de résoudre la question. Les adversaires s'étaient suffisamment épuisés et Washington pouvait sortir ses atouts. La préparation d'un coup d'État fut confiée à Kermit Roosevelt, petit-fils du président Theodore Roosevelt. L'*« opération Ajax*» fut une révolution de palais appuyée par une partie de l'armée et du Parlement que Mossadegh avait dissous. La première tentative échoua et le shah s'enfuit à l'étranger. La seconde tentative, soutenue par des manifestations, réussit. Le 18 août 1953, Mossadegh fut arrêté.

Le nouveau cartel anglo-américain

La victoire sur le terrain était américaine et la recherche d'un compromis revint à Herbert Hoover Jr., fils de l'ex-président. Les compagnies nord-américaines ne voulaient pas être impliquées : la sortie de l'Iran du marché les avait favorisées dans le reste du monde, mais elles craignaient surtout l'enquête ouverte depuis des années par le département de Justice et par la Federal Trade Commission contre le « cartel international ». Le gouvernement Eisenhower garantit, par une directive du Conseil pour la Sécurité Nationale, que *« l'application des lois antitrust des États-Unis contre les compagnies pétrolières occidentales opérant au Moyen-Orient [devait] être subordonnée à la sécurité nationale* ». On arriva ainsi à la formation du Consortium Iranien, parachevée en octobre 1954. La compagnie britannique Anglo-Iranian, rebaptisée British Petroleum, en contrôlait 40 %, Shell 14 %, les compagnies américaines Jersey, Socony, Texaco, SoCal et Gulf 8 % chacune, équivalant, au total, à la participation britannique. Les Français de CFP obtinrent 6 %. Peu après, les cinq entreprises américaines céderent 1 % chacune à neuf compagnies nord-américaines indépendantes. La compagnie National Iranian Oil demeura propriétaire du pétrole, tandis que le Consortium en gérerait la production et la distribution. BP fut indemnisé non pas par l'Iran mais par les associés, à hauteur de 600 millions de dollars environ.

Des bourgeoisie moyen-orientales faibles

Arrigo Cervetto, en octobre 1954, inscrivit la conclusion de la révolution iranienne et le « compromis » qui en avait résulté dans une vision

stratégique claire : « *Nous nous avons là un nouvel exemple [...] du fait que si, à l'ère de l'impérialisme, la révolution bourgeoise suit bien en effet la loi du développement inégal du capitalisme dans le monde, elle n'en est pas moins aujourd'hui complètement déterminée par les rapports de force au sein de l'impérialisme unitaire.* » Alors qu'en Asie « *la bourgeoisie nationale, favorisée par le relâchement de la pression impérialiste pendant la guerre, a conquis des positions* », au Moyen-Orient et en Afrique, « *les tentatives des bourgeoisie nationales se produisent trop tard, échouent ou n'aboutissent qu'à un compromis* ». « *L'Iran se trouve aujourd'hui au centre des luttes impérialistes pour la conquête des marchés. [...] La France y investit cinq milliards de francs, l'Allemagne soixante millions de dollars, le Japon finance la construction de six raffineries de sucre. Ainsi, aux États-Unis et à la Grande-Bretagne sont venus s'ajouter ces trois nouveaux concurrents* » (*l'Impérialisme unitaire*, t. I, 2010). Sous le glacis de la guerre froide, le jeune scientifique internationale entrevoit déjà le germe de la bataille multipolaire.

La guerre de 1956
La césure de la crise de Suez*

Dans un article de novembre 1955, Raymond Aron observait avec admiration la capacité de reprise du Royaume-Uni après la perte de son monopole sur le pétrole iranien. Londres avait parrainé la signature du pacte de Bagdad par lequel, dans le courant de l'année 1955, il avait réuni autour de lui l'Irak, la Turquie, le Pakistan et l'Iran. « *Le retour des Anglais est impressionnant* », écrivait Aron. Un an plus tard, cependant, il dut se raviser. L'Égypte avait refusé d'adhérer au pacte. Le nationalisme égyptien cherchait depuis plusieurs années à s'émanciper complètement de Londres. En 1950, le Premier ministre du roi Farouk, Moustafa el-Nahhas Pacha, avait demandé la dénonciation du traité anglo-égyptien de 1936. La révolution iranienne de Mossadegh engendra, en juillet 1952, la révolte des généraux égyptiens, guidée par Mohammed Naguib, qui mit fin à la monarchie, proclama la république et mit la réforme agraire à l'ordre du jour.

La troisième vague nationaliste, au printemps 1954, conduisit au pouvoir Gamal Abdel Nasser, incarnation des ambitions régionales de la bourgeoisie égyptienne. En 1954, Londres et Le Caire signèrent l'accord d'évacuation, en vingt mois, des 75 000 soldats britanniques. Dans ses *Mémoires*, Eden souligne le rôle des États-Unis qui exigeaient « *une solution rapide presque à n'importe quel prix* », dans la « *pathétique conviction que tout se passerait bien si l'on parvenait à un accord* », mais aussi en raison de la « *réticence de Washington à demeurer au deuxième rang même dans une région où la responsabilité majeure ne lui appartenait pas* ». Eden simplifiait trop.

Le barrage d'Assouan et le canal de Suez

Dans une série d'articles de la seconde moitié des années 1950, Cervetto focalisa son attention sur les caractères spécifiques de la « *politique anticolonialiste* » américaine, sur les « *formes nouvelles de l'expansion impérialiste* », sur ses nouvelles « *techniques économico-politiques* » et sur ses « *couvertures idéologiques nouvelles* ». Les États-Unis secondaient « *une évolution historique inévitable* », celui des « *bourgeoisies nationales naissantes* » qui voulaient « *assurer une indépendance politique à leurs pays. Mais pour les pays où l'accumulation de capital en est encore à un stade primitif, l'indépendance politique n'est pas une garantie d'indépendance économique : ils ont nécessairement besoin d'investis-* »

* Nicola Capelluto, novembre 2003.

sements étrangers pour amorcer leur développement. Or, les États-Unis ont les moyens de leur garantir ces investissements ». Le remplacement des Britanniques et des Français par les Américains constituait la preuve que « les États-Unis sont le groupe impérialiste le plus fort, et que leur forte hégémonie économique leur permet de s'offrir le luxe, pour l'instant, de ne pas intervenir directement au contraire des Russes, des Français ou des Britanniques ». La « forme de fascisme » de beaucoup de nouveaux régimes n'embarrassait pas la démocratie impérialiste américaine qui envisageait la formation rapide de nouveaux marchés nationaux, une « *industrialisation rapide* » et donc une « *profonde réforme agraire* » (A. Cervetto, *L'Impérialisme unitaire*, t. 1, 2010).

Les États-Unis misent sur le nationalisme arabe

Dans ce contexte, l'impérialisme américain acceptait les nationalisations en tant que facteur accélérant l'accumulation. L'Égypte n'avait pas une rente pétrolière à nationaliser, mais elle possédait deux autres sources de rente potentielle. On peut dire que le contenu économique du nassérisme consistait à tirer des eaux du Nil et du canal de Suez la rente – absolue et différentielle – que les bourgeoisies iranienne, saoudienne et irakienne extraient du pétrole ; à forcer le rythme de développement ; à attirer des capitaux ; à assumer la direction d'un marché panarabe. La perspective s'avéra velléitaire. Le projet du barrage d'Assouan était « *une base de départ forcément planifiée* » (*L'Impérialisme unitaire*, *op. cit.*). Un barrage long de trois milles et une des plus grandes retenues d'eau du monde – 180 milliards de mètres cubes – augmenteraient d'un sixième la superficie agricole (et la rente foncière) et garantiraient la production de dix milliards de kWh par an. Selon Eden, le coût du projet était de 1 300 millions de dollars en seize ans. Les États-Unis et le Royaume-Uni avaient accordé un financement initial de soixante-dix millions de dollars (Londres participait à hauteur d'un cinquième), alors que la Banque mondiale avait promis un prêt de 200 millions à un taux de 5 %. Mais dans les vicissitudes de l'impérialisme, rien n'est linéaire, hormis les fumisteries de ses apologistes.

L'URSS cherchait un point de chute au Moyen-Orient et fit entrevoir la possibilité d'un prêt à 2 %. Nasser, quant à lui, pour équilibrer le réarmement d'Israël soutenu par la France, se tourna vers les États-Unis d'abord, puis vers l'URSS, en obtenant d'abondantes fournitures d'armes par l'entremise de la Tchécoslovaquie. Nasser, qui avait participé à la conférence des non-alignés à Bandung et qui avait emprisonné des centaines de communistes chez lui en Égypte, pensait pouvoir utiliser les offres et les armes de l'Est pour mieux négocier avec l'Occident. Mais le parallélogramme de forces produisit une résultante différente.

Selon Daniel Yergin, le financement envisagé pour le barrage d'Assouan, fut bloqué à Washington par une coalition d'amis d'Israël, de sénateurs sudistes défenseurs du coton américain contre le coton égyptien, de sénateurs républicains qui n'admettaient pas que l'on puisse aider plus d'un pays « neutre » à la fois, et qui voulaient que l'on choisisse entre Tito et Nasser. L'Égypte venait de reconnaître Pékin et trafiquait avec Moscou. Foster Dulles choisit Tito et annula les prêts pour Assouan. Une semaine après, le 26 juillet 1956, Nasser annonça la nationalisation du canal de Suez géré, jusqu'à ce moment-là, par la Compagnie anglo-française, dont la concession s'achevait en 1968. Nasser déclara qu'il en destinerait les revenus à la construction du barrage. Les rentes du canal avaient été de 96 millions de dollars en 1955, mais il fallait aussi indemniser les actionnaires et financer le réarmement. Le barrage dut attendre jusqu'en 1958 les premiers financements russes.

L'artère énergétique européenne

En 1955, les deux tiers du pétrole consommé en Europe occidentale provenaient du Moyen-Orient, dont les deux tiers aussi transitaient par Suez. Même si l'économie européenne fonctionnait encore à 70 % au charbon, ses secteurs les plus dynamiques, la motorisation et la pétrochimie, dépendaient de l'artère de Suez. Sa fermeture comportait une réduction absolue des fournitures : la route du Cap (11 000 milles) était presque deux fois plus longue que celle de Suez (6 500 milles) et la flotte de pétroliers alors en service était déjà entièrement mobilisée. En avril 1956, Eden avait prévenu Boulganine et Khrouchtchev, en visite à Londres : « *La provision ininterrompue de pétrole est littéralement vitale pour notre économie. [...] Nous sommes prêts à faire la guerre pour cela. [...] Nous ne pouvons pas vivre sans pétrole et nous n'avons aucune intention de nous laisser étrangler par une étreinte mortelle.* » La guerre fut pratiquement déclarée avant la nationalisation.

Londres et Paris entreprirent les préparatifs en vue du conflit. Eden avoue l'impréparation militaire anglaise. « *Nous ne disposions pas de troupes aéroportées suffisantes pour une telle opération. [...] Et il n'était pas non plus possible de trouver en un instant des avions et des hommes, comme par miracle. Il fallait des années pour les organiser.* » On décida de préparer un débarquement auquel Malte, mille milles plus loin, aurait servi de base. Eisenhower n'avait pas l'intention de participer à l'opération, ni de la tolérer. On assista à un curieux jeu de scène, où les Américains gagnaient du temps pour remettre toute décision à une date postérieure à l'élection présidentielle de 1956, alors que les Britanniques et les Français suivaient, contrariés, les atermoiements des États-Unis. En réalité, ils avaient eux aussi besoin de

temps pour organiser le débarquement, mais ils étaient décidés à profiter de l'élection américaine. Dulles convoqua une conférence internationale à Londres et proposa de créer un organisme international pour la gestion du canal. Nasser refusa. Dulles lança l'idée d'un « club des usagers » qui toucherait les droits de transit. Nasser refusa.

À la fin du mois d'octobre, le drame prit un rythme fébrile, s'enchevêtrant avec la crise hongroise. Au cours de la dernière semaine du mois, les troupes russes entrèrent en Hongrie ; l'Égypte, la Jordanie et la Syrie conclurent le pacte d'Amman de coopération militaire ; Israël mobilisa ses troupes et attaqua l'Égypte ; la France le Royaume-Uni lancèrent un ultimatum sommant l'Égypte et Israël de se retirer, l'une et l'autre, à dix milles du canal. Selon Stephen Ambrose, biographe d'Eisenhower, ce dernier ne douta pas un instant d'avoir affaire à un complot dont les trois complices étaient Londres, Paris et Tel-Aviv.

Le rejet de l'ultimatum par Nasser provoqua, le 31 octobre, le démarrage de l'opération franco-britannique : 240 avions bombardèrent les aéroports égyptiens, tandis que 130 navires de guerre et 100 embarcations de transport et de débarquement partaient de Malte. Convoquée d'urgence, l'assemblée générale de l'ONU approuva la résolution américaine de cessez-le-feu à soixante-quatre voix contre cinq. Seules l'Australie et la Nouvelle-Zélande suivirent les trois agresseurs. Le 4 novembre, les Russes lancèrent 4 000 blindés pour mater l'insurrection du prolétariat hongrois. Le 5 novembre, un millier de parachutistes français et anglais furent lancés sur le canal pour occuper Port-Saïd.

Londres plie sous l'attaque contre la livre sterling

À l'aube du 6 novembre, jour de l'élection américaine, les flottes française et britannique touchèrent les côtes égyptiennes et commencèrent le bombardement. Le Premier ministre russe, Boulganine, écrivit à Eden : « *Dans quelle condition se trouverait la Grande-Bretagne si elle était attaquée à son tour par des États plus puissants, qui possèdent toute sorte d'armes de destruction modernes ? [...] Nous sommes déterminés à utiliser la force pour écraser les agresseurs.* » Il écrivit aussi à Eisenhower : « *Si cette guerre ne s'arrête pas, on court le risque qu'elle se transforme en une troisième guerre mondiale.* » Il proposa donc une action russo-américaine conjointe pour l'arrêter. Eisenhower déclina l'offre russe ; il décida de couper toute fourniture de pétrole à Londres et à Paris, jusqu'à leur retrait.

Ce qui fit plier Eden – écrit ce dernier dans ses *Mémoires* – ce fut « *une menace plus inquiétante que la menace du maréchal Boulganine. Sur les marchés financiers du monde, une ruée à la vente de la livre sterling était en cours,* »

à une vitesse telle qu'elle faisait craindre une catastrophe ». Dans la première semaine de novembre, le Royaume-Uni perdit 15 % de ses réserves en or et en dollars. D'après l'historien britannique Hugh Thomas (*The Suez Affair*, 1966), à New York, on offrait la devise britannique par paquets d'un million de livres sterling, alors que le Trésor américain s'opposait à la requête anglaise de prélever des capitaux au Fonds monétaire international. Londres capitula. Eisenhower remporta l'élection. Eden se retira de la vie politique.

« *L'Europe sera votre vengeance* »

Pendant la double crise de 1956, l'impérialisme dans son ensemble déploya toutes les formes de sa propre violence. La fin de la crise n'en effaça pas les causes profondes. La crise de Suez ressurgit constamment au cours des décennies suivantes, parmi les comptes non réglés de la confrontation multipolaire. Henry Kissinger stigmatise la « *myopie* » de Washington qui interrompit le financement du barrage d'Assouan en provoquant « *le commencement et non pas la fin* » de la crise ; qui traita « *brutalement nos alliés les plus proches* » dans l'illusion de gagner la gratitude de Nasser, en obtenant, au contraire, « *l'affaiblissement des régimes modérés [...], notamment en Irak, si ce n'est leur condamnation* » ; qui poussa exagérément la France et le Royaume-Uni « *à se défaire de leurs dernières responsabilités internationales* », obligeant Washington à « *combler le vide qui s'ouvrit au Moyen-Orient et à l'est de Suez, et à prendre ainsi sur soi tout le poids de difficiles décisions géopolitiques* » (*White House Years*, 1979). Selon ce bilan, en 1956, Washington ouvrit une boîte de Pandore dont les spectres le hantent aujourd'hui encore.

En Europe, le bilan le plus immédiat et stratégique fut dressé par Bonn. Konrad Adenauer rencontra à Paris, au matin du 6 novembre 1956, le ministre des Affaires étrangères français, Christian Pineau, et lui dit : « *La France et l'Angleterre ne seront jamais des puissances comparables aux États-Unis et à l'URSS. L'Allemagne non plus. Il leur reste un seul moyen pour jouer un rôle décisif dans le monde, faire l'unité de l'Europe. L'Angleterre n'est pas encore mûre, mais l'affaire de Suez aidera à préparer les esprits. Nous n'avons pas de temps à perdre. L'Europe sera votre vengeance.* »

Le cartel des vieilles puissances **Le mythe des « Sept Sœurs »***

L'histoire du cartel des « Sept Grandes » débute en 1947, lorsque les cinq sociétés pétrolières américaines les plus importantes (SoCalChevron, Jersey-Exxon, Socony-Mobil, Gulf et Texaco) s'entendirent entre elles et avec deux colosses européens, Anglo-Iranian et Shell, et conclurent trois accords distincts en Arabie saoudite, au Koweït et en Iran**.

Avec le cartel, naquit le mythe des « Sept Sœurs », répandu par une multitude d'acteurs qui, plutôt que de combattre le cartel, souhaitaient y participer. Les bourgeoisies nationales moyen-orientales, au terme d'une bataille de vingt ans et deux crises profondes – aux conséquences même militaires (en 1967 et en 1973) –, parvinrent à remplacer le cartel anglo-saxon par le cartel de l'OPEP. Cependant, au cours des années 1950 et 1960, des groupes pétroliers indépendants, des compagnies des grands pays consommateurs, des groupes d'État concurrents complotèrent et cohabitèrent dans une relation étrange, empreinte d'hostilité et de rivalité réciproque.

Le cartel anglo-saxon et les bourgeoisies moyen-orientales

Pendant cette période, le cadre de la production pétrolière changea radicalement. La part américaine, qui en 1948 était de 64 % de la production mondiale, chuta à 22 % en 1972 ; le Moyen-Orient passa de 13 % à 43 % de la production et de 45 % à 70 % des réserves avérées (D. Yergin, *op. cit.*)

Le cartel pétrolier contrôlait presque 90 % du pétrole moyen-oriental, mais seulement 40 % du pétrole américain. Il avait donc une position minoritaire – bien qu'extrêmement concentrée – aux États-Unis, où les trois cinquièmes du marché étaient aux mains des « indépendants ». Ces derniers n'étaient plus cet ensemble de chercheurs individuels ou associés qui avaient combattu le monopole de John Rockefeller lorsque celui-ci dominait, à la fin du XIX^e siècle, 90 % du marché américain. Au contraire, parmi les « indépendants » on dénombrait aussi des entreprises qui étaient issues du démantèlement du groupe Rockefeller. Sélectionnées au cours des décennies, quelques-unes d'entre elles formaient des groupes bien structurés, ayant un poids important dans la définition des prix au sein de la Texas

* Nicola Capelluto, décembre 2003.

** Voir « Le rôle de Roosevelt et Churchill dans la retraite mouvementée des Britanniques du Golfe », page 162.

Railroad Commission, et une influence politique dans leur État ainsi qu'à Washington.

Les producteurs du Texas, qui contrôlaient 38 % du pétrole américain, s'étaient opposés avec succès, après la crise de Suez, à une augmentation de la production pétrolière visant à approvisionner l'Europe qui se trouva dès lors à sec. Ils craignaient une chute des prix, et ne céderent qu'après avoir obtenu 35 cents de plus par baril. Certains indépendants avaient suffisamment de capitaux et d'expérience pour sortir de leur territoire.

La situation objective consistait en une importante augmentation de la demande pétrolière dans l'après-guerre, qui entraîna une hausse des prix. Yergin présente les chiffres de la rente pétrolière moyen-orientale : à la fin des années 1940, le prix mondial du brut était de 2,5 dollars par baril. Au Moyen-Orient, son coût de production et de transport était de 75 cents : la marge de bénéfice était de 1,75 dollars, alors qu'au Texas elle n'était que de 10 centimes. C'est dans cette rente différentielle de 1,65 dollars par baril que résidait l'enjeu de la bataille entre les compagnies, mais aussi entre celles-ci et les bourgeoisie nationales.

Sœurs, demi-sœurs et « indépendants »

Les « indépendants » arrivèrent au Moyen-Orient à partir de 1947-1948. Le consortium AMINOIL constitué par Phillips, Ashland et Sinclair acquit aux enchères la concession dans la zone neutre frontalière entre l'Arabie saoudite et le Koweït, du côté koweïtien ; Pacific Western de Jean Paul Getty s'adjugea la concession du côté saoudien. Les deux groupes firent des offres qui déconcertèrent les Sept Sœurs, proposant dix-sept millions de dollars cash. Pacific Western ne trouva du pétrole qu'en 1953, mais la quantité était si importante qu'elle fit de Getty l'homme le plus riche d'Amérique, en 1957.

Avec l'entrée en scène des « intrus », les bourgeoisie des pays producteurs eurent la preuve de l'avidité de l'« hydre aux sept têtes ». Gulf et Shell payaient au Koweït des royalties de 15 cents par baril ; AMINOIL en avait offert 35. Aramco versait, après d'âpres batailles, 33 cents par baril à l'Arabie saoudite, tandis que Getty en versait 55. Les économistes du cartel arguèrent en vain que les précurseurs avaient pris sur eux des risques et des dépenses qui pesaient beaucoup moins sur les derniers arrivés. Les indépendants ouvrirent la brèche qui permit la diffusion du système *fivey-fifty*, système de répartition, à part égale, des rentes entre les compagnies et les bourgeoisie nationales.

La formation du Consortium iranien en 1954 représenta l'officialisation du cartel des Sept Sœurs (et d'une demi-sœur, la française CFP). Mais ce

fut aussi l'occasion de la seconde progression des indépendants : l'administration Eisenhower imposa aux Cinq Grandes américaines de céder 5 % du Consortium à neuf indépendants américains : AMINOIL, SOHIO, Atlantic et Richfield (qui, par la suite, s'uniront entre elles), Signal et Hancock (qui fusionneront elles aussi), San Jacinto (acheté par la suite par Continental), Getty et Tidewater (qui fusionneront plus tard et seront acquises par Texaco).

Ainsi, en un unique scénario, se combinaient le cartel pétrolier, la première nationalisation pétrolière au Moyen-Orient – nationalisation qui fut imitée par la suite à plusieurs reprises –, et une « démocratisation » du cartel qui, en revanche, demeura un cas isolé. D'autres indépendants s'installèrent en Libye qui était encore sous un régime monarchique ; celle-ci adopta une stratégie de petites concessions allouées à dix-sept compagnies, parmi lesquelles Continental, Amerada, Marathon et Occidental, à côté d'Exxon et de BP.

L'attention d'Eisenhower à l'égard des indépendants se confirma en 1959, lorsqu'il imposa des quotas obligatoires et un plafond de 9 % aux importations pétrolières américaines. Le président de la « porte ouverte » au Moyen-Orient ferma la porte, aux États-Unis, pour protéger l'industrie nationale, tandis que les quotas encouragèrent de nouveaux indépendants à s'aventurer au Moyen-Orient.

La révolte d'Enrico Mattei

En 1946, neuf compagnies étaient présentes au Moyen-Orient. Dix-neuf le seront en 1956 et quatre-vingt-une en 1972. Mais, d'après une évaluation rapportée par Yergin, il y eut, entre 1946 et 1972, jusqu'à trois cent cinquante compagnies américaines qui participèrent, avec des spécialisations différentes, à l'industrie pétrolière internationale.

L'exclusion d'ENI (la compagnie pétrolière d'État italienne) du Consortium iranien fut le ressort de la révolte d'Enrico Mattei, qui éclata ensuite avec la crise de Suez. L'accord de 1957 entre ENI et l'Iran rompit la règle fondamentale du *fivey-fifty*, établie après Mossadegh. Mattei accorda au shah 75 % des revenus à venir. Paul Frankel, un des premiers biographes du « corsaire » italien, soutint que la formule « 75-25 » était en partie trompeuse, dans la mesure où elle ne considérait pas la contrepartie, c'est-à-dire l'engagement de l'Iran à rembourser la moitié des investissements et des dépenses de recherche, passées et futures. La véritable innovation consistait dans la promotion du pays producteur qui, de simple percepteur de royalties, devenait presque un associé.

La formule de Mattei fut tout de suite adoptée – sous une forme plus modérée – par les Japonais du consortium Arabian Oil Company, qui acquièrent les concessions *offshore* du Koweït et de l'Arabie saoudite

dans la zone neutre, et – dans sa forme complète – par Standard Oil of Indiana-AMOCO en Iran. La violation du *fifty-fifty* réussit aux Japonais et à AMOCO qui trouvèrent effectivement du pétrole, alors qu'ENI, trahi par le sous-sol, dut se contenter de la célébrité.

ENI et les importations d'URSS

Selon Anthony Sampson et surtout selon l'historien d'Exxon, Bennett Wall, le défi le plus important de Mattei fut celui de ses accords avec l'URSS, vers la fin de 1960 (*Growth in a Changing Environment*, 1980).

La tentative de modernisation de Khrouchtchev, à la fin des années 1950, se fonda en bonne partie sur la réintroduction du pétrole russe sur le marché mondial, grâce aux nouveaux et riches gisements de la région de la Volga et de l'Oural. Absente du marché européen jusqu'à la crise de Suez, l'URSS en avait déjà conquis 8 % en 1960 ; elle avait regagné le deuxième rang en tant que producteur mondial, prenant la place du Venezuela, et déclarait vouloir atteindre son quota d'avant-guerre, c'est-à-dire 19 % des exportations mondiales.

L'offensive russe, engagée grâce à une stratégie de prix inférieurs de 25 % par rapport aux prix de marché, troubla le cartel et mobilisa les chancelleries. Avec le contrat de 1960, qui établissait le prix à un dollar par baril, le plus bas de l'après-guerre, ENI satisfit, en 1961, 22 % de la demande italienne, en atteignant 31 % avec le deuxième contrat à la fin de 1963, après la mort de Mattei. Pour Wall, le gouvernement italien fut le plus actif quand il s'agit de bloquer les pressions des États-Unis visant à établir, au nom de la sécurité occidentale, un plafond aux importations pétrolières en provenance d'URSS.

Moteur allemand et parti russe

La tentative d'« occidentaliser » le bloc de l'URSS fut le radeau auquel s'agrippa la génération de chefs staliniens italiens pour parfaire les techniques de manœuvre sociale-impérialiste de l'opportunisme. Dans le mariage de raison entre le capitalisme d'État russe et le capitalisme d'État italien, le Parti communiste italien (PCI) trouva de quoi nourrir – et pas seulement idéologiquement – sa double fidélité, nationale et russe.

Mais la véritable nature du processus n'avait pas été comprise par la stratégie opportuniste. Le moteur de la mutation n'était ni d'origine soviétique, ni d'origine italienne, mais plutôt allemande. Les rythmes de la reprise de l'impérialisme allemand modifièrent très rapidement la structure énergétique européenne. L'OECE avait prévu que la part pétrolière de la demande d'énergie en Europe passerait de 20 % en 1955 à 25 % en 1965. En réalité,

dès 1960, la part de pétrole était de 32 % et atteignit 60 % en 1970. Moscou s'accrocha à la locomotive allemande. Mattei ne fit que suivre Adenauer à Téhéran – comme Cervetto l'avait clairement signalé dès 1957 – et, ensuite, sur la route de Moscou, dans le sillage d'une *Ostpolitik* économique qui anticipa l'*Ostpolitik* politique.

Mattei était, somme toute, un sous-produit du processus, bien qu'il en fût suffisamment conscient, au point d'essayer d'équilibrer les contrats russes avec un contrat de cinq ans avec Esso International, un contrat signé après sa mort, mais – selon Wall – négocié auparavant. En revanche, l'orientation du PCI demeura anti-américaine et anti-allemande, résistant aux différentes formes de l'« endiguement », mais condamnée à s'user face au cycle libre-échangiste rhénan et à s'effondrer avec la chute du mur de Berlin.

Le cartel des nouveaux pays producteurs
La naissance de l’OPEP*

Au cours des années 1960, la demande européenne de pétrole augmenta à un taux au moins deux fois plus élevé que la demande énergétique totale de l’Europe occidentale. Le traité de Rome de 1957 engendra une accélération de l’intégration économique qui alimentait la soif de pétrole ; mais la vitesse de ce processus était étroitement liée aux bas prix pétroliers qui poussaient le charbon hors du marché. Plusieurs facteurs étaient à l’origine de la baisse des prix à la fin des années 1950.

La limitation des importations pétrolières aux États-Unis, introduite par Eisenhower en mars 1959, avait détourné vers le marché européen d’importantes quantités de brut. La surprenante réintégration dans le marché de l’URSS avec des prix agressifs avait obligé les grandes compagnies à baisser les leurs. L’entrée dans le marché de la Libye, à partir de 1959, signifiait l’apparition d’un compétiteur redoutable, aussi bien par la forte présence des « indépendants » dans la prospection libyenne, que par le fait que le transport du brut libyen n’était pas sujet aux surprises stratégiques du canal de Suez. En février 1959, British Petroleum (BP) baissa le prix de référence de 18 cents par baril. Tant que les compagnies faisaient des remises, sans altérer les prix de référence, la perte économique ne concernait qu’elles. Mais, puisque la liste des prix de référence constituait la base de négociation pour la répartition des profits, sa diminution impliquait une réduction des royalties et des impôts perçus par les pays producteurs. Les bourgeoisies pétrolières découvrirent que, malgré les révoltes des Mossadegh, Nasser, Kassem et Mattei, les compagnies avaient gardé le droit unilatéral d’établir les prix. La réaction ne tarda pas à venir.

Le nationalisme au Venezuela

En avril 1959, au Caire, eut lieu le Congrès du pétrole arabe. Ce fut l’occasion d’un entretien que les historiens de l’« or noir » considèrent comme l’acte de naissance de l’OPEP. Au congrès était présent, en qualité d’observateur, le ministre vénézuélien des Mines et des Hydrocarbures, Juan Pablo Pérez Alfonzo.

Daniel Yergin le décrit comme l’homme clé du gouvernement Betancourt, revenu au pouvoir à Caracas en 1958, après dix ans de dictature

* Nicola Capelluto, janvier 2004.

militaire (D. Yergin, *op. cit.*). En 1945, en tant que ministre du Développement, Pérez Alfonzo avait adopté une ligne de coopération agressive avec les groupes pétroliers internationaux, obtenant une augmentation des revenus gouvernementaux mais surtout le paiement des royalties en pétrole que le gouvernement vendrait directement, brisant ainsi le tabou qui voulait que la commercialisation soit une exclusivité des Britanniques et des Américains.

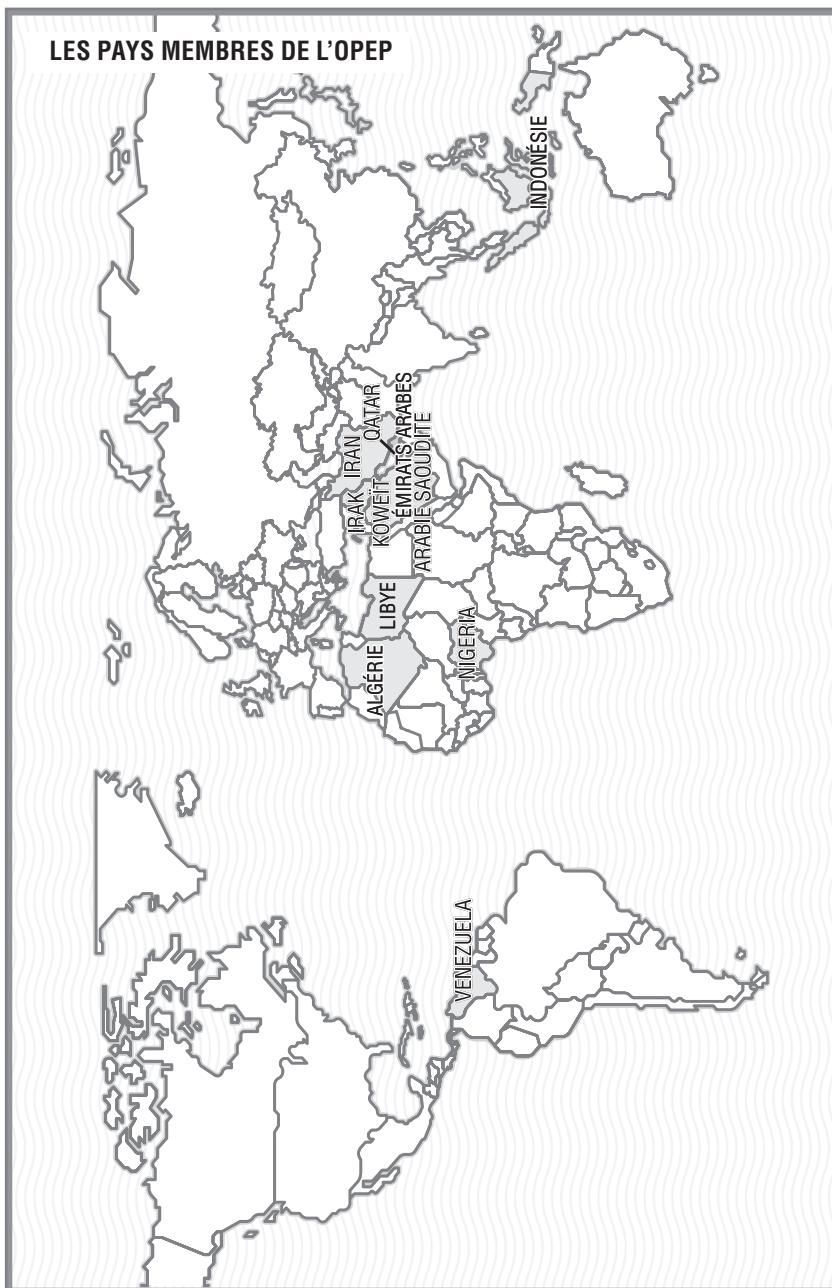
Pendant la dictature militaire, Pérez Alfonzo avait vécu un temps aux États-Unis, où il avait étudié le fonctionnement de la Texas Railroad Commission, l'organisme régulateur de la production et des prix pétroliers américains. C'était un nationaliste cosmopolite ; il savait que les coûts de production au Venezuela étaient plus élevés qu'au Moyen-Orient (80 cents par baril contre 20) et il exerçait des pressions pour que les gouvernements de la région augmentent leurs impôts de façon à réduire l'écart par rapport au Venezuela. Dans le même temps, il soutenait la nécessité d'un système international de quotas, sur le modèle des États-Unis. Le protectionnisme pétrolier d'Eisenhower et l'offensive pétrolière russe avaient durement pénalisé son pays.

Panarabisme et bourgeoisies moyen-orientales

Au Caire, la journaliste la plus importante du secteur, Wanda Jablonski, d'origine tchécoslovaque, correspondante de *Petroleum Weekly*, organisa un entretien privé entre Pérez Alfonzo et son homologue saoudien, Abdullah Tariki. Ce dernier était un fervent partisan du panarabisme nassérien ; il avait achevé ses études de géologie et de chimie au Texas et s'était marié avec une Américaine, mais il n'avait pas pardonné aux Texans de l'avoir confondu avec un Mexicain et traité comme tel. Initialement favorable à la nationalisation d'Aramco, il changea de stratégie en 1959, après la réduction inattendue des prix, et il se convertit à la philosophie vénézuélienne de contrôle des prix et de la production.

Les deux ministres, durant un entretien secret avec les représentants de l'Iran, de l'Irak, du Koweït et de l'Égypte, signèrent un *gentlemen's agreement* qui prévoyait pour leurs gouvernements : a. la création d'une Commission pétrolière consultative pour cautionner la structure des prix ; b. la constitution de compagnies pétrolières nationales ; c. l'abandon du principe 50-50 pour une répartition des profits 60-40 en faveur des pays producteurs ; d. la constitution d'une capacité de raffinage nationale qui garantisse des revenus plus importants aux gouvernements et la stabilité des marchés.

Pendant les mois qui suivirent, la colère sembla s'apaiser, ce qui amena Exxon à commettre une erreur fatale. Le nouveau président Rathbone Monroe, excellent connaisseur du monde pétrolier américain, mais pas de



celui du Moyen-Orient, décida, en août 1960, de réduire les prix de référence de quatorze cents par baril, c'est-à-dire de 7 %.

L'erreur fatale d'Exxon

La décision fut précédée par une bataille interne où la coalition hostile à la réduction des prix était guidée par le négociateur d'Exxon pour le Moyen-Orient, Howard Page, qui connaissait de près la force explosive du nationalisme arabe. Cette fois, l'initiative de la riposte fut prise par le leader irakien Abdel Karim Kassem (appelé général Kassem), qui, en 1958, avait renversé la monarchie hachémite et contestait le leadership de Nasser sur le monde arabe. Kassem convoqua une conférence, dans le double but de réagir aux Sept Sœurs et de séparer la politique pétrolière du nassérisme, l'Égypte n'étant pas un pays producteur.

Le 14 septembre 1960, à Bagdad, cinq pays producteurs, qui représentaient 80 % des exportations mondiales – l'Arabie saoudite, l'Iran, l'Irak, le Koweït et le Venezuela – fondèrent l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), dans le but immédiat de réintroduire les vieux prix de référence, ainsi que dans trois buts stratégiques : être consultés sur les prix ; introduire une « régulation de la production » sur le modèle américain ; réagir conjointement aux sanctions contre un ou plusieurs pays membres du cartel. Au poste de secrétaire général de l'organisation fut nommé l'Iranien Fouad Rouhani.

Le cartel des producteurs s'élargit à huit pays en 1962 avec l'adhésion de la Libye, de l'Indonésie et du Qatar. Selon Anthony Sampson, l'URSS envisagea la possibilité d'adhérer à l'OPEP, mais elle y renonça rapidement sous prétexte qu'elle n'avait pas d'intérêt à soutenir des prix artificiels (A. Sampson, *op. cit.*). En 1962, une étude du National Petroleum Council de Washington rendit la politique de *dumping* russe responsable de la perte de 490 millions de dollars de revenus, en cinq ans, par les pays producteurs. Du point de vue de Moscou, probablement, le *dumping* russe avait servi de fonts baptismaux au contre-cartel des pays producteurs.

Cartel contre cartel

Le cartel des Sept Sœurs et la plupart des chancelleries n'avaient pas pris l'OPEP au sérieux. Les controverses, l'inaptitude et les ambitions nationales éloignaient davantage les bourgeoisie pétrolières les unes des autres que des Sept Sœurs.

En 1961, le Koweït obtint son indépendance vis-à-vis du Royaume-Uni et l'Irak en revendiqua immédiatement la souveraineté ; la Ligue arabe condamna les prétentions de Kassem et Bagdad sortit de la Ligue et déserta

les réunions de l'OPEP. En Arabie saoudite, Fayçal monta sur le trône ; il était favorable à une alliance avec les États-Unis : en 1962 congédia Tariki et le remplaça par Ahmed Zaki Yamani.

Le Venezuela instaura des relations amicales avec l'administration Kennedy, et Pérez Alfonzo en 1963 se retira de la vie publique, déçu de l'inefficacité de l'OPEP.

L'Iran, pays non arabe, nourrissait l'ambition de devenir le premier producteur mondial et d'utiliser le cartel des producteurs à des fins nationales et régionales, en assumant le leadership des pays « modérés » du Moyen-Orient. Au cours des années 1960, l'OPEP joua un rôle secondaire, marqué par la rivalité entre l'Arabie saoudite et l'Iran qui, afin de maximiser leurs bénéfices, augmentèrent leur production au niveau le plus élevé, oubliant l'intention des fondateurs, qui était l'introduction des quotas sur le modèle texan.

Tout cela n'empêcha pas les Sept Sœurs de profiter de la création de l'OPEP pour revendiquer plus de garanties de la part de Washington. John McCloy, ex-président de la Banque mondiale, ex-haut-commissaire pour l'Allemagne, chef des activités internationales de Chase Manhattan, représenta politiquement et légalement pendant cette période les grandes compagnies pétrolières.

En 1961, il obtint du président John Kennedy et du secrétaire à la Justice Robert Kennedy la garantie que les compagnies pétrolières ne seraient pas persécutées par la Commission antitrust si elles négociaient collectivement, cartel contre cartel, avec les pays producteurs.

L'Europe et l'Atlantique de Jean Monnet

La Communauté européenne demeura absente de ces évolutions. Dans l'immédiat après-guerre, Jean Monnet et les pères fondateurs avaient considéré le charbon comme étant à la base de la reconstruction et, autour du charbon et de l'acier, ils avaient créé la CECA, le premier noyau d'Union européenne.

Le biographe de Monnet, François Duchêne, rappelle qu'après l'échec de la CED, au sein de la Haute Autorité de la CECA, certains commissaires comme l'Allemand Franz Etzel, considéré comme un homme d'Adenauer, le Néerlandais Dirk Spierenburg et le Belge Albert Coppé, proposèrent de relancer le processus communautaire en élargissant les compétences de la Haute Autorité à tous les secteurs de l'énergie, pétrole, gaz et électricité.

Monnet n'écarta pas cette perspective, mais ne la suivit pas non plus. Il avait plutôt en vue l'énergie atomique, sur laquelle il avait obtenu, depuis 1953, l'engagement d'Eisenhower à aider l'Europe avec les « atomes pour

la paix ». Selon Duchêne, le facteur principal du choix de Monnet fut la considération que ce secteur était dépourvu de lobbies prêts à prendre les armes pour défendre leurs marchés.

Un Europétrole qui n'a jamais vu le jour

Éric Roussel, un autre biographe du « père de l'Europe », publie une note de 1956 où Monnet renonçait à intervenir dans le secteur pétrolier pour se concentrer sur l'énergie nucléaire civile : « *Ce n'est pas le fait de disposer du pétrole du Moyen-Orient qui représente une menace de guerre, parce que l'Europe peut en recevoir d'Amérique la quantité dont elle a besoin. C'est le fait que l'Europe ne dispose pas sur son territoire des ressources d'énergie nécessaires à son développement qui représente un péril pour la paix.* »

Le traité de l'Euratom, signé en même temps que le traité instituant la Communauté économique européenne, en mars 1957, fut la traduction de la stratégie euro-atlantique de Jean Monnet. La politique pétrolière fut laissée à la discrétion de chacun des pays européens. Monnet dota l'Europe de deux politiques énergétiques, l'une fondée sur le combustible du passé, l'autre sur celui d'un futur que le veto à la prolifération nucléaire rendait incertain. Il avait confiance en un « partenariat paritaire » qui, toutefois, laissait au partenaire d'outre-Atlantique le contrôle du combustible du présent. Les rapports de force inter-impérialistes, selon les calculs de Monnet, rendaient possible une CECA mature et un Euratom illusoire, mais non un Europétrole qui ne vit jamais le jour.

Les guerres en 1948, 1956 et au Yémen
Un affrontement ininterrompu de Suez au golfe Persique*

La lutte pour le pétrole, le conflit israélo-arabe et le terrorisme sont les trois éléments qui résument, dans l'opinion publique, la question moyen-orientale. Mais ce trinôme est insuffisant et trompeur. Le pétrole et la question palestinienne ont représenté, pendant l'après-guerre, tantôt des enjeux réels, tantôt des prétextes et des armes politiques pour une pluralité d'impérialismes et de bourgeoisies nationales, dans des combinaisons et des nuances variables.

Entre 1947 et 1967, période marquée par trois guerres, les conflits dans la région relèvent de différents types : des conflits pour le partage de la rente pétrolière entre les pays producteurs et les compagnies pétrolières ; des conflits entre les bourgeoisies nationales pétrolières pour les parts du marché mondial ; des conflits entre les compagnies pétrolières pour les réserves et pour les débouchés pétroliers ; des conflits entre les bourgeoisies nationales arabes pour l'hégémonie régionale ; des conflits entre les bourgeoisies arabes et la bourgeoisie nationale israélienne ; des conflits entre les superpuissances pour l'hégémonie sur des parties de la région, ainsi que des combats menés par les autres puissances impérialistes pour la conservation ou la conquête d'influence sur une ou plusieurs bourgeoisies nationales, dans le cadre de la lutte inter-impérialiste globale. Même dans la plus grande simplification, représentée par les coalitions catalysées par les guerres, ces facteurs ont toujours été présents.

Israël et la guerre de 1948

En novembre 1947, l'Assemblée générale de l'ONU, en prévision de l'abandon par le Royaume-Uni de son mandat sur la Palestine, décida la création de deux États, l'un hébreu et l'autre arabe, avec un régime international pour Jérusalem. À cette occasion, les États-Unis et l'URSS, Truman et Staline, ajoutèrent le sionisme à leur panoplie de cartes politiques à utiliser pour évincer les impérialismes français et anglais décadents de leur zone coloniale, ainsi que comme arme antiallemande potentielle. La partie arabe refusa le partage : la guerre civile qui en dériva, avec ses atrocités et ses massacres, se transforma en une guerre entre États lorsque fut proclamé, en mai 1948, l'État d'Israël. Cinq États arabes, la Syrie et l'Irak en première ligne, le Liban, la Transjordanie et l'Égypte, marchèrent contre le nouvel État.

* Nicola Capelluto, février 2004.

Le conflit – qui, dans l’historiographie israélienne, est appelé « guerre d’indépendance » et, dans l’historiographie arabe, Nakba, « catastrophe » – se solda par la conquête israélienne d’un débouché maritime dans le golfe d’Aqaba, le port d’Eilat. L’occupation de Gaza par les Égyptiens et l’annexion de la Cisjordanie par la Transjordanie ne consola pas les Arabes palestiniens, vaincus au profit de leurs ennemis et de leurs amis. La Nakba aboutit à un règlement de comptes où se mêlèrent radicalisme nationaliste et luttes entre les clans tribaux et militaires. En Syrie, en 1949, trois coups d’État se succédèrent et le président Housni Zaïm fut emprisonné et exécuté. En 1951, le roi Abdallah de Jordanie fut assassiné à Jérusalem par les Palestiniens ; en 1952, le roi Farouk fut expulsé d’Égypte par le général Naguib qui, à son tour, fut destitué par Nasser.

La guerre de 1956

L’arrivée au pouvoir de Nasser réintroduisit dans la région l’idéologie du panarabisme, qui divisa toutes les bourgeoisies arabes entre une perspective velléitaire d’unité arabe et la défense des ambitions nationales ou des clans. Les impérialismes américain et russe flagornèrent longuement Nasser, comme ils l’avaient fait avec Mossadegh en Iran. Au cours de la crise de 1956, les États-Unis et l’URSS convergèrent aux côtés de Nasser et contre Israël, allié, cette fois, du Royaume-Uni et de la France qui partaient en guerre pour garder le contrôle sur Suez.

À la guerre de 1956 – appelée « la campagne du Sinaï » par l’historiographie israélienne et « l’agression tripartite » par l’historiographie arabe – suivit une longue période de guerres civiles dans le monde arabe. En Irak, en 1958, la monarchie hachémite fut renversée – le roi Fayçal II et son successeur furent assassinés – par la révolution d’Abdel Karim Kassem qui, avec un programme nationaliste, revendiqua des droits sur le Koweït et sur la rive iranienne du fleuve Chatt al-Arab et fit sortir l’Irak du pacte de Bagdad, créé et armé par le Royaume-Uni. Kassem fut, à son tour, destitué et exécuté en 1963 par un putsch dirigé par le Parti panarabe Baas. Quelques mois plus tard, ce parti fut à son tour chassé par le gouvernement après un coup d’État militaire, pour ensuite reprendre le pouvoir en 1968.

La RAU et la Fédération arabe

Le panarabisme parut se matérialiser en février 1958, lorsque l’Égypte et la Syrie constituèrent la République arabe unie (RAU), présidée par Nasser. Les deux pays avaient refusé le pacte de Bagdad et signé des accords militaires avec l’URSS. La RAU constituait pour l’Égypte le début d’un

programme d'hégémonie régionale ; pour la Syrie, elle représentait, en grande partie, un contrepoids à l'influence russe. La réponse immédiate des monarchies de Jordanie et d'Irak fut la création d'une Fédération arabe qui fit long feu et qui s'acheva avec la révolution de Kassem et la prompte intervention des parachutistes britanniques à Amman. La RAU fut dissoute en 1961 après un coup d'État militaire nationaliste en Syrie.

Entre 1961 et 1966, la Syrie subit cinq coups d'État et dix changements de gouvernement. Pro-nassériens, pro-russes, partisans de la « Grande Syrie » (avec l'Irak) entrèrent en conflit pendant cette phase de recherche d'un rôle régional pour une bourgeoisie sans pétrole et sans scrupule. La Syrie, au cours des années 1960, tâcha de prendre la direction de la lutte contre Israël en essayant de dévier le cours du Jourdain et en utilisant les hauteurs du Golan comme bastion de harcèlement des implantations juives. En Arabie saoudite, la bataille à propos du nassérisme divisa la famille royale et aboutit à la victoire complète de Fayçal (pro-occidental) sur son frère aîné, le roi Saoud, déposé en 1964. En Jordanie, la lutte interne entre pro-nassériens et loyalistes dura plus d'une décennie, jusqu'à la veille de la guerre de 1967. Au Liban, une insurrection fomentée par l'Égypte et par la Syrie en 1958 fut domptée par l'arrivée de troupes américaines. Au Liban et en Jordanie, les camps de réfugiés palestiniens devinrent, pour tous les États arabes, des territoires de recrutement, l'étendard d'une véritable souffrance mais, en même temps, la feuille de vigne d'atroces luttes internes et d'aventurismes sans fin.

L'Iran et les Saoudiens

Dans le même temps, les deux principales bourgeoisies pétrolières – iranienne et saoudienne – étaient en compétition pour l'augmentation du rendement de leurs puits. L'Iran, avec presque trente millions d'habitants, était encore, à la veille de la guerre de 1967, le troisième producteur pétrolier moyen-oriental après l'Arabie saoudite, qui comptait six millions d'habitants, et le Koweït. L'intention du shah était de reconquérir la suprématie détenue avant 1951, en accélérant le réarmement et les travaux publics.

Mais la politique des compagnies pétrolières était diversifiée. British Petroleum – qui, dans le Consortium iranien, pesait à hauteur de 40 %, mais qui était absent du géant saoudien Aramco – était favorable à l'augmentation de l'extraction du pétrole persan, soutenu par les indépendants américains et par la Compagnie française des pétroles, elle aussi absente d'Aramco et participant au consortium avec seulement 6 %. Exxon, SoCal et Texaco – qui, dans le consortium possédaient 7 % chacune

(tandis qu'elles en possédaient 30 % chacune dans Aramco) – étaient contre les augmentations, en Iran aussi bien qu'en Arabie saoudite. Les trois compagnies, ne voulant pas favoriser des tendances baissières sur les prix, se faisaient un bouclier des « accords particuliers » existant entre les associés ; des accords secrets qui prévoyaient des sanctions pour la société qui excéderait son niveau de production. À l'intérieur d'Aramco, Mobil, membre minoritaire avec 10 %, sollicitait une augmentation de la production.

Le shah contre « l'impérialisme arabe »

Selon Daniel Yergin, en 1964, le shah, pendant un entretien avec le président américain Lyndon Johnson, accusa l'OPEP d'être devenu « *un instrument de l'impérialisme arabe* » et les compagnies de faire son jeu (D. Yergin, *op. cit.*). Pour forcer la main au département d'État, l'Iran améliora ses relations avec l'URSS et signa un accord sur le gaz naturel avec Moscou.

Anthony Sampson, citant les auditions du Congrès américain de 1974, soutient que la CFP, et ensuite Mobil, firent en sorte que le shah soit mis au courant des accords secrets entre les partenaires, en lui fournissant ainsi d'autres moyens de pression (A. Sampson, *op. cit.*).

Yergin conclut que les pressions exercées sur le shah furent couronnées de succès : entre 1957 et 1970, la production iranienne augmenta de 387 %, celle de l'Arabie saoudite de 258 % « seulement ». Dans une certaine mesure, ce qui favorisa ces accroissements extraordinaires fut la politique pétrolière radicale de l'Irak qui, sous le régime de Kassem, en 1961, expropria sans indemnités 99,5 % de la concession de l'Iraq Petroleum Company. Il en résulta une chute de l'investissement et de la production en Irak.

Un Viêt Nam pour Nasser

Depuis 1962, l'Arabie saoudite et l'Égypte participèrent sur des fronts opposés à la guerre civile du Yémen du Nord. Un coup d'État militaire pro-nassérien avait destitué l'imam Ahmad qui dirigeait le régime théocratique yéménite. La guerre interne se prolongea pendant plus de quinze ans et les deux États arabes intervinrent lourdement jusqu'en août 1967 en soutenant les deux partis.

Le conflit, qui au début parut marginal, eut, selon l'historien de la guerre de Six Jours, Michael B. Oren, des conséquences néfastes et imprévues pour l'Égypte. Il mobilisa pendant plusieurs années 50 000 à 70 000 de ses meilleurs soldats, et il eut un coût énorme (9,2 milliards de dollars), menant l'économie égyptienne au bord de la faillite ; il interféra avec les plans de retrait du Royaume-Uni de sa base d'Aden et compromit la nor-

malisation des rapports avec les États-Unis, relancée par l'administration Kennedy au moyen de la « grande arme invisible » du blé, qui nourrissait, en 1962, jusqu'à 40 % de la population égyptienne. En 1965, l'administration Johnson interrompit l'approvisionnement de l'Égypte en blé et entraîna la tentative égyptienne de renégocier sa dette internationale. En juin 1967, Nasser partit en conflit avec Israël avec un petit Viêtnam sur le dos.

La guerre des Six Jours
La guerre de 1967*

I

Au cours des cinquante dernières années d'histoire, le Moyen-Orient a constitué le terrain de vérification privilégié de la thèse de Clausewitz sur la guerre comme continuation de la politique par d'autres moyens. Ce terme « continuation » ne signifie ni que la guerre et la politique soient équivalentes, ni que la guerre et la paix soient interchangeables. Il signifie que l'irrationalité du carnage humain est ramenée dans les limites rationnelles de la lutte politique dont la guerre est un des instruments. Mais il signifie également reconnaître l'impuissance de la politique face aux contradictions irrémédiables du monde divisé en classes, en nations, en religions : impuissance des puissantes classes dominantes, non pas destin inéluctable de l'humanité.

Régulièrement, à intervalle d'une décennie, en moyenne, sur la table du Moyen-Orient, la guerre a mélangé et redistribué les cartes des joueurs, aussi bien locaux que du monde entier. La guerre de 1956 s'était achevée sans traité de paix, deux accords « sur la confiance » ayant défini la trêve. Le premier, entre Nasser et le secrétaire général de l'ONU, Dag Hammarskjöld, stipulait que Le Caire pourrait expulser les Casques bleus de l'UNEF (United Nations Emergency Force) déployés sur le territoire égyptien, dans le Sinaï, tout au long de la ligne de partage avec Israël. Par le second accord, le secrétaire d'État américain, John Foster Dulles, s'engageait avec le ministre israélien des Affaires étrangères, Golda Meir, à considérer comme un acte de guerre toute tentative égyptienne de rétablir le blocus sur le détroit de Tiran, séparant la pointe méridionale du Sinaï de l'Arabie saoudite. Ces accords définissaient moins les conditions d'une paix que les conditions d'une reprise de la guerre.

Les contradictions entre les bourgeoisies arabes

La victoire politique du nassérisme, lors de la crise de Suez, engendra une dynamique contradictoire entre la rhétorique du panarabisme – adoptée par toutes les bourgeoisies arabes – et une compétition farouche entre celles-ci. La naissance et l'échec de l'Union tripartite, entre l'Égypte, la Syrie et l'Irak, en 1963, s'ajouta à une série de tentatives infructueuses. Au début de 1964, une nouvelle flambée unitaire fut alimentée par une crise politique

* Nicola Capelluto, mars et avril 2004.

à Tel-Aviv qui s'était soldée par la démission du fondateur de l'État, Ben Gourion, et par la rupture au sein du Parti travailliste (Mapaï), avec la sortie de Moshe Dayan – le héros de la guerre de Suez – et de Shimon Peres.

Des plans israéliens, visant à canaliser les eaux du Jourdain de la Galilée pour en faire bénéficier les terres situées dans le désert du Néguev, susciteront la crainte que le nouveau leadership – Lévi Eshkol, Golda Meir et Yigal Allon – ne préparât le terrain pour l'arrivée de trois millions d'immigrés juifs supplémentaires. Damas, soutenu par Amman et Riyad, appela à la guerre populaire. Nasser, bloqué par la guerre du Yémen, chercha à brider la campagne syrienne. Le sommet de la Ligue arabe du Caire décida de financer un projet pour le détournement du Jourdain depuis ses sources, afin d'en réduire le débit pour Israël, et de mettre en place un Commandement arabe unifié (CAU) doté d'un budget décennal de 345 millions de dollars (qui sera presque doublé en 1965) et dirigé par deux généraux égyptiens. Un an plus tard, le sommet arabe constitua l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), sous la direction de l'avocat Ahmed Choukairy, nassérien.

Cette coopération n'existant, en grande partie, que sur le papier. Les divisions se ravivèrent. La Jordanie refusa d'autoriser le déploiement d'unités arabes étrangères sur son territoire. Le Liban apparaissait hésitant. L'Irak refusa la livraison de ses avions au CAU. Le commandement égyptien était contesté. En 1965, Nasser préconisa un boycott de l'Allemagne qui avait reconnu Israël ; cependant, le Maroc, la Tunisie, la Libye et l'Arabie saoudite n'y adhérèrent pas. L'Arabie saoudite, la Jordanie et l'Iran s'allierent au sein de la Ligue islamique, appelée aussi l'Alliance des trois monarchies, dénoncée par Nasser comme un complot américain. La Syrie exploita avec force l'arme de la guérilla palestinienne : les actions du Fatah contre les implantations israéliennes passèrent de quelques dizaines en 1965 à des centaines en 1967. L'OLP nassérienne, quant à elle, focalisa ses attaques contre la monarchie jordanienne de Hussein. Le roi fit arrêter 200 combattants et ferma les bureaux de l'OLP à Amman, tandis que Nasser incarcérait tous les militants du Fatah en Égypte et dans la bande de Gaza.

Quatre raisons pour la guerre

Helmut Mejcher, historien hambourgeois du conflit israélo-arabe (*Sinai*, 1999), analyse quatre causes endogènes de la guerre de 1967. En premier lieu, la « guerre de l'eau » dans la vallée du Jourdain et, liée à celle-ci, la question des terres cultivables, parmi lesquelles se trouvent les zones frontalières démilitarisées qu'Israël commença à labourer et à cultiver. Ces deux facteurs constituèrent une raison permanente d'affrontements avec la Syrie. La question de la Cisjordanie, secteur principal d'où partaient les opérations de la

guérilla, mais également siège de la capitale biblique Jérusalem, était à l'origine du bras de fer, fait de négociations secrètes et de représailles, entre Israël et la Jordanie. Le roi hachémite se percevait comme le bouc émissaire désigné de toutes les pressions arabes sur Israël, pot de terre parmi des pots de fer.

La troisième question concernait la centrale nucléaire de Dimona, dans le Néguev, réalisée grâce à la « connexion française » de Shimon Peres : construite formellement pour les nécessités énergétiques des établissements de dessalement sur la Méditerranée, elle fut en fait au centre du programme du réarmement nucléaire israélien. Dimona joua un rôle crucial lors de la crise de 1967 : la menace de l'aviation égyptienne sur la centrale, « *en réalité, fut dès le début l'un des facteurs les plus importants dans l'évolution dramatique de la crise* », c'est-à-dire, dans la décision d'Israël de déclencher l'attaque préventive. Selon l'historien allemand, lorsque la crise s'aggrava, Peres proposa d'« *utiliser la dissuasion nucléaire pour prévenir l'ouverture des hostilités* » ; mais le chef d'état-major, Yitzhak Rabin, l'empêcha. Toutefois, le gouvernement Eshkol ordonna l'armement de deux bombes atomiques prêtes à l'utilisation.

La question des oléoducs

Le quatrième litige concernait le détroit de Tiran et l'accès au port d'Eilat qu'Israël avait conquis en 1956. Large de sept milles, le détroit forme une voie de liaison, à travers la mer Rouge, entre Israël et l'océan Indien et le commerce afro-asiatique. Israël avait construit, avant 1965, un oléoduc de 257 milles reliant Eilat à Haïfa sur la Méditerranée, qui avait un débit annuel de près de 5 millions de tonnes de pétrole brut, provenant en grande partie de l'Iran.

Mejcher considère la question de l'oléoduc Eilat-Haïfa comme l'un « *des véritables événements annonciateurs de la guerre des Six Jours* ». Selon lui, les historiens ont sous-estimé le rôle qu'entendait jouer Israël sur le terrain des approvisionnements énergétiques, en s'alliant avec l'Iran ; rôle qui aurait menacé la prééminence stratégique de la Syrie – en tant que voie de passage des oléoducs provenant d'Irak et d'Arabie saoudite vers la Méditerranée – et du canal de Suez lui-même (H. Mejcher, *Sinai*, 1999).

La politique arabe du général de Gaulle

Cependant, ce fut la transformation des relations entre les puissances qui accéléra la course à la guerre.

Georges-Henri Soutou, dans une note aux *Articles du Figaro* de Raymond Aron, remarque qu'en concédant l'indépendance à l'Algérie, le général de Gaulle avait également mis fin à l'alliance franco-israélienne, qui



avait constitué le pivot de l'opération militaire de 1956. Charles de Gaulle avait alors pour objectif de développer une « Grande politique arabe », ce qui détermina ses choix en 1967, lorsqu'il suspendit les fournitures militaires et intima à Israël de s'abstenir de la guerre préventive : « *Ne faites pas la guerre !* », répéta-t-il trois fois au ministre des Affaires étrangères israélien Abba Eban. Aron, dans un article paru dans *Le Figaro* du 31 août 1967, accréditait la thèse selon laquelle Nasser n'aurait pas décrété le blocus du golfe d'Aqaba, qui précipita la guerre, « *s'il n'avait pas cru avoir le soutien de la France* ».

L'autre allié d'Israël en 1956, le Royaume-Uni, traversait un de ses pires moments. Tenu à l'écart de la CEE par le veto du général de Gaulle, victime d'une profonde crise économique et monétaire, Londres en vint, au printemps 1967, à prendre la décision de réduire de la moitié sa présence à l'est de Suez. Non seulement le Royaume-Uni ne fut pas en mesure de jouer le moindre rôle dans la crise du Moyen-Orient de 1967, mais cette crise catalysa la dévaluation de la livre sterlina et la décision du gouvernement Wilson de se retirer définitivement de l'est de Suez.

Les États-Unis enlisés au Viêtnam

Les États-Unis étaient en train de s'enliser au Viêtnam. Ils n'avaient pas la possibilité de s'engager dans un deuxième théâtre d'hostilités, ni aux côtés d'Israël, ni pour imposer un gel de la crise. L'administration Johnson avait cherché à mettre en œuvre une balance militaire dans la région, par l'augmentation des ventes d'armes de 44 à 995 millions de dollars. Selon l'historien israélien Michael B. Oren, la part affectée à Israël était « *négligeable* », alors que la dépense militaire globale des pays arabes s'élevait à cette époque à 938 millions de dollars par an, presque le double de celle d'Israël (*Six Days of War*, 2002).

Le plus important fournisseur d'armes de la région avait été l'Union soviétique. L'URSS profitait de la guerre du Viêtnam, qui immobilisait Washington, pour se renforcer au Moyen-Orient, poussée en particulier, souligne Oren, par sa perte totale d'influence en Indonésie – à la suite du coup d'État de Suharto de 1965 – et par la nécessité de contrer l'offensive idéologique de la Chine. Après 1956, Moscou avait réalisé au Moyen-Orient un investissement politique important, deux milliards de dollars d'aides militaires – 1 700 chars, 2 400 pièces d'artillerie, 500 avions à réaction, 1 400 conseillers – destinés à 43 % à l'Égypte, et elle avait fait Nasser et son aide de camp Abdel Hakim Amer « héros de l'Union Soviétique », titre honorifique jamais décerné auparavant à des étrangers. Un nouveau coup d'État syrien, en février 1966, avait amené au pouvoir le général Salah Jadid et le commandant de

l'aviation Hafez el-Assad, qui installèrent un régime baasiste plus radical que les précédents ; l'URSS noua alors des liens étroits avec Damas. Rien qu'en 1966, les aides soviétiques à la Syrie atteignirent 428 millions de dollars. Dans les écoles syriennes, le russe devint la deuxième langue.

Les courants du Kremlin

Dans l'agenda du Politburo ne figurait pas de guerre dans l'échiquier moyen-oriental, mais la menace d'une guerre déchaînée par le sionisme devint un refrain de la diplomatie russe. La lutte entre les fractions au sein du Kremlin, à Damas, au Caire et à Tel-Aviv conféra une dynamique imprévue aux événements. À Moscou, la carte syrienne entra dans le débat sur l'intensité avec laquelle il convenait d'exploiter l'aventure vietnamienne de Washington. Le maréchal Andreï A. Gretchko, vice-ministre de la Défense, appuyé par Brejnev, soutenait la nécessité d'une ligne musclée, en encourageant la Syrie à intensifier les actions de guérilla. Les conflits frontaliers se multiplièrent. Les Syriens eurent recours plus fréquemment à l'artillerie et à l'aviation.

Nasser, inquiété par la pressante poussée syrienne, fit appel au moyen très connu qui consiste à chevaucher le tigre pour le brider. Le 4 novembre 1966, l'Égypte et la Syrie signèrent un Traité de défense en se promettant réciproquement, en cas de conflit, d'attaquer Israël sur deux fronts en même temps. La Syrie ferma l'oléoduc d'Iraq Petroleum Company (IPC) afin d'imposer une augmentation des droits de transit. À Tel-Aviv, tandis que le Premier ministre Eshkol voulait limiter les frictions frontalier et les représailles, par crainte d'une escalade avec la Syrie et avec l'Union soviétique, le chef d'état-major Rabin imposa une réaction plus énergique. Il organisa en novembre 1966 une action de représailles sur le territoire jordanien qui détruisit Samou, village de 5 000 habitants près d'Hébron ; en avril 1967, il défit l'aviation syrienne dans le ciel de Damas lors d'une bataille aérienne dans laquelle 130 chasseurs furent engagés et qui s'acheva par la perte humiliante de six MiG syriens.

En Égypte, le général Amer estima que l'heure de la revanche contre Israël avait sonné : il demanda à Nasser de reprendre le contrôle total du Sinaï, en chassant la force d'interposition de l'ONU. Nasser hésitait. La diplomatie de Moscou suggérait la prudence, alors même que la flotte russe était en train de se concentrer dans la Méditerranée. Les protagonistes les plus importants imaginaient que la crise resterait dans les limites du risque calculé, mais le piège de tout *brinkmanship* (stratégie du bord de l'abîme) complexe réside dans le fait que les limites extrêmes sont différentes pour chacun des adversaires.

II

Les « guerres non voulues » renferment l'un des paradoxes de la « volonté politique ». Elles dévoilent le décalage entre les processus matériels et les processus subjectifs ; entre les forces réelles et les psychologies individuelles et collectives ; entre les intentions planifiées et les décisions prises sous la pression de parallélogrammes de forces inédits ou sous la menace d'une impasse inquiétante. Ces guerres apparaissent, aux yeux d'une conception subjectiviste, comme des « guerres par hasard », là où, en fait, le « hasard » n'est autre que l'ensemble des facteurs qui donnent forme au parcours accidenté par lequel les « nécessités » se transforment en « volontés » et font surface en explosant comme des volcans en activité.

Michael B. Oren fait une comparaison entre le processus qui aboutit au conflit de 1967 et l'image célèbre du papillon qui engendre un orage par un battement d'ailes : le « *hasard* », écrit-il, domina autant l'origine que les résultats du conflit qui prit l'aspect d'une « *réaction en chaîne* » (*Six Days of War*, 2002). De même, Helmut Mejcher parle de la guerre comme du « *résultat d'une politique fondée sur des calculs erronés, sur des incompréhensions et sur l'absence de communication entre Tel-Aviv et Le Caire* » (*Sinai*, 1999).

Les courants à Moscou et au Caire

Le « battement d'ailes », qui est à l'origine de l'orage de 1967, partit de Moscou le 13 mai. Anouar el-Sadate, président de l'Assemblée nationale égyptienne, en visite à Moscou, fut informé par les chefs du Kremlin de l'imminence d'une occupation israélienne de la Syrie, entre le 16 et le 22 mai. L'information était fausse. Le Kremlin avait déjà crié « au loup » sioniste plusieurs fois. Selon Oren, les alarmes récurrentes représentaient un compromis entre ceux qui, à Moscou, voulaient défier les États-Unis, enlisés dans l'Asie du Sud-Est, sur le terrain du Moyen-Orient et ceux qui, par contre, craignaient qu'une guerre ne conduise les alliés arabes à la catastrophe. Ainsi, Moscou gardait, avec un risque limité, son rôle d'arsenal et de conseiller.

La nouveauté résida dans la réaction différente de l'Égypte. Une importante fraction de l'armée, guidée par le général Abdel Hakim Amer et par le commandant des forces aériennes Mahmud Sidqi, voulait la guerre pour laver le déshonneur de 1956 et des échecs au Yémen, convaincue d'avoir atteint une certaine supériorité par rapport à Israël. Nasser craignait, s'il

n'agissait pas cette fois, que son régime ne soit renversé. Il joua donc la carte de la reprise du contrôle du Sinaï, démilitarisé après la crise de 1956.

L'accord entre l'Égypte et l'ONU de 1957 concédait au Caire le droit de demander le retrait des Casques bleus. Le 15 mai, sans plans précis, des troupes égyptiennes enthousiastes traversèrent le canal de Suez. Quarante-huit heures plus tard, l'Égypte avait déplacé au Sinaï 80 000 hommes, 550 blindés et 1 000 pièces d'artillerie, et demanda le retrait de l'ONU de la frontière avec Israël. Le 17 mai, Israël mobilisa 18 000 réservistes. Le secrétaire général de l'ONU, le Birman U Thant, ne doutait pas de la légitimité de la requête égyptienne et, le 19 mai, ordonna aux 4 500 hommes de l'UNEF de se retirer. Ainsi tomba le premier des deux piliers sur lequel se fondait le cessez-le-feu de 1956.

Le « casus belli » de Nasser

Le 22 mai, Nasser annonça la restauration de la souveraineté égyptienne sur le golfe d'Aqaba. Avec le blocus du détroit de Tiran et du port d'Eilat, le défi de Nasser atteignit la limite extrême, mettant à l'épreuve le deuxième pilier de la trêve de 1956 : la promesse des États-Unis faite à Israël de considérer comme un acte de guerre toute tentative de bloquer le détroit. Pour Nasser, le blocus de Tiran augmentait le risque de guerre de 50 %. Pour le chef d'état-major israélien, Yitzhak Rabin, c'était bien davantage : il s'agissait de « *la création, par Nasser, du casus belli* ».

La remilitarisation du Sinaï repréSENTA une victoire politique, obtenue sans combattre. Pourquoi Nasser la mit-il en péril en éloignant l'ONU et en bloquant Tiran ? Mejcher, tout en considérant comme « *incompréhensible* » la conduite de Nasser, et tout en émettant l'hypothèse que celui-ci avait été la « *victime de sa propre propagande* », suppose néanmoins que ce fut un calcul politique. Nasser voulait relancer son rôle de leader ; vaincre « *l'alternative islamique au panarabisme nassérien* » de l'Arabie saoudite ; neutraliser la pression des militaires égyptiens ; soustraire l'initiative au régime baasiste syrien ; promouvoir, sous son contrôle, la cause palestinienne. Le blocus de Tiran, selon Mejcher, préfigurait un retour non seulement à la situation d'avant 1956, mais aussi à la situation de 1948, lorsque Eilat était un port palestinien.

En Israël, une épuisante bataille éclata au sein du leadership politique et militaire. Le 23 mai, Rabin proposa une attaque préventive pour anéantir l'aviation égyptienne, suivie d'une avancée dans le Sinaï ; à la différence de 1956, dit-il, Israël ne pouvait compter sur le soutien d'aucune grande puissance et la surprise était sa seule ressource. La proposition, appuyée par les chefs de l'opposition Menahem Begin, chef du parti de droite Gahal, et

Shimon Peres, chef du parti Rafi, fut rejetée par le chef du gouvernement Lévi Eshkol et par le ministre des Affaires étrangères Abba Eban : selon ces derniers, les États-Unis ne soutiendraient pas l'offensive, tandis que l'URSS pouvait la contrer. Une répétition de la crise de Suez dans des conditions plus difficiles.

Washington et les « deux guerres »

Comment les superpuissances réagiraient-elles ? Le 25 mai, Nasser envoya son ministre de la Défense à Moscou. Le même jour, Abba Eban se présenta à la Maison-Blanche. Au Kremlin, les divergences entre les dirigeants soviétiques étaient évidentes. Pour le Premier ministre Alexeï Kossyguine, Nasser avait déjà gagné politiquement et, dès lors, il lui fallait négocier. Pour le ministre de la Défense Andreï Gretchko, l'Égypte avait les capacités pour gagner un conflit, même si elle avait été attaquée ; l'URSS était à ses côtés. La controverse se répercuta dans la *Pravda*, organe du PCUS, et dans la *Krasnaya Zvezda* (Étoile rouge), organe des forces armées.

Washington fut pris au dépourvu par la crise. Eban demanda une déclaration solennelle de la Maison-Blanche affirmant qu'une attaque contre Israël serait considérée comme un acte de guerre contre les États-Unis. Mais Johnson avait déjà sa guerre et ne pouvait pas se charger d'une autre. Il fut catégorique : « *Je ne suis pas un roi dans ce pays, et puisque je ne peux commander qu'à moi-même, je ne serais d'aucune utilité. [...] Je n'ai ni un seul vote, ni un seul dollar pour prendre l'initiative.* » Il somma Israël de renoncer à l'attaque préventive et proposa comme alternative l'envoi d'un convoi international escorté par des navires de guerre et par des bombardiers anglo-américains afin de braver le blocus de Tiran pour défendre la liberté de navigation. Mais le « plan Regatta » s'avéra irréalisable : ni le Canada, ni aucun grand pays européen n'acceptèrent d'y participer ; l'Iran refusa d'adhérer ; la Maison-Blanche comprit qu'elle n'obtiendrait pas l'accord du Congrès ; Londres désapprouva une opération anglo-américaine présentée comme une opération internationale.

La coalition des bourgeois arabes

La capitale israélienne se retrouva dans une impasse accablante. Le 27 mai, neuf ministres votèrent en faveur de la guerre préventive et neuf contre. Des symptômes de crise se manifestèrent au sein de l'exécutif. Eshkol ordonna la démobilisation de 40 000 réservistes. Les plus hauts dirigeants militaires l'ignorèrent et continuèrent à rappeler les réservistes. L'impasse de Tel-Aviv et l'absence d'une riposte au blocus poussèrent le roi

de Jordanie Hussein à se ranger aux côtés de l'Égypte. Depuis des années, cible des attentats et du mépris des panarabistes, Hussein se présenta le 30 mai auprès de Nasser pour lui proposer un traité de défense. Le prix payé par Hussein fut très élevé : il s'engagea à considérer toute attaque contre l'Égypte comme une attaque contre la Jordanie, à recevoir des unités militaires arabes, à rouvrir les bureaux de l'OLP et à soumettre la Légion arabe au commandement du général égyptien Riad.

Le pari de Nasser semblait réussir. Israël était encerclé : la Jordanie déploya 56 000 soldats épaulés par 17 000 Irakiens et 270 blindés ; la Syrie concentra sur le Golan 50 000 hommes et 260 chars ; l'Égypte, au Sinaï, avait rassemblé 130 000 hommes, 900 blindés et 1 100 pièces d'artillerie. Au Sinaï, même des pays opposés à Nasser, comme le Maroc, la Libye, l'Arabie saoudite, la Tunisie, avaient envoyé des contingents. Les armées arabes déployaient 500 000 hommes, 900 avions et 5 000 blindés. Israël opposait 275 000 hommes, 250 avions et 1 100 blindés.

La défaite égyptienne

En Israël, sous la pression des militaires et d'une puissante campagne des médias contre l'attentisme d'Eshkol, on arriva le premier juin à la formation d'un gouvernement d'unité nationale. Le signal du changement fut la nomination de Moshe Dayan au poste de ministre de la Défense. La longue attente avait épuisé toutes les alternatives ; le plan Regatta n'était qu'une enveloppe vide ; la tentative de Washington de calmer le jeu avait perdu tous ses points d'appui. Lorsque, le 4 juin, Dayan demanda au gouvernement d'autoriser l'attaque pour le jour suivant, ni Eshkol, ni Eban ne s'y opposèrent. La décision fut prise par douze voix contre deux.

L'attaque aérienne d'Israël dans le Sinaï, le lundi 5 juin 1967, remporta un succès fulgurant : la surprise fut complète. Aucun commandant égyptien n'était à son poste. Ce matin-là, l'Égypte perdit 286 de ses 420 avions de guerre, presque tous détruits à terre, et un tiers de ses pilotes. Israël ne perdit que 17 avions et on peut dire qu'en trois heures les Israéliens avaient pris le contrôle total de l'espace aérien et presque gagné la guerre. La morale de ce désastre fut synthétisée par le général de brigade égyptien Tashin Zaki : « *Israël avait passé des années à s'entraîner pour cette guerre, alors que nous nous entraînions pour les parades.* » Michael B. Oren soutient que ce furent la rapidité de la victoire initiale, les combats acharnés sur le front jordanien et l'entrée triomphale animée de ferveur messianique dans le Vieux Jérusalem qui transformèrent la guerre préventive-défensive en guerre de conquête territoriale (nuancée par l'euphémisme « territoires contre sûreté »).

Nasser, ébranlé par la défaite, commit une série d'erreurs politiques. Il cautionna un ordre précipité de retrait du Sinaï qui se transforma en déroute. Il essaya de faire entrer l'URSS en guerre en accusant les États-Unis d'avoir participé aux bombardements avec les avions de la Sixième flotte. Moscou, vexé par la mauvaise image que l'Égypte donnait des armements russes, demanda le *cessez-le-feu*. Nasser s'y opposa, prétextant une délibération obligeant Israël à se retirer, ce qui donna, en revanche, à Tel-Aviv le temps d'élargir ses conquêtes. Le troisième jour, la guerre dans le Sinaï, en Cisjordanie et à Jérusalem était gagnée. Ce jour fut aussi celui de la mystérieuse attaque israélienne, navale et aérienne, du bateau-espion américain *Liberty* dans la mer Méditerranée, malgré le drapeau déployé, qui fit 31 morts et 171 blessés. Mejcher n'exclut pas que l'*« erreur »* puisse en fait avoir été la manière dont les Israéliens balayèrent les soupçons de collusion entre Israël et les États-Unis et, par conséquent, toute velléité d'*interférence russe*.

Les 7 et 8 juin, les armistices avec la Jordanie et l'Égypte furent conclus. L'offensive sur le Golan contre la Syrie ne commença que le 9 juin. Damas, jusque-là, en dépit de la bruyante rhétorique de guerre, n'avait conduit que d'intenses attaques d'artillerie, gardant ses troupes retranchées à l'abri. Le jour suivant, la conquête du Golan fut complétée et Israël cessa les opérations, quelques heures après la décision théâtrale de Moscou de rompre ses relations diplomatiques avec Tel-Aviv, menaçant d'intervenir si Israël n'interrompait pas sa progression vers Damas.

L'échec de l'embargo pétrolier

Le 6 juin, l'*« arme du pétrole »* fit son apparition. L'Arabie saoudite, le Koweït, l'Irak, la Libye et l'Algérie décidèrent de suspendre les approvisionnements pétroliers aux États-Unis, au Royaume-Uni et, en partie, à l'Allemagne. L'afflux de pétrole arabe sur les marchés, selon Yergin, diminua de 60 %, soit de six millions de barils en moins par jour. La moitié des puits du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord furent fermés, les oléoducs interrompus, Suez bloqué. Fin juin, la guerre civile au Nigeria, qui éclata après la sécession de la région pétrolière du Biafra, fit sortir du marché un demi-million de barils supplémentaires. L'Europe redécouvrit son talon d'Achille énergétique : alors que les États-Unis ne dépendaient du pétrole arabe qu'à hauteur de 3 % de leurs besoins, la France et l'Italie en dépendaient à hauteur de 83 %, l'Allemagne de 73 %, le Royaume-Uni de 69 % et le Japon de 61 %.

Mais la *« guerre pétrolière »* subit finalement le même sort que la guerre menée sur le terrain. Au mois de juillet, il fut évident que l'embargo avait échoué, grâce à une augmentation de la production des États-Unis, de

l'Iran, du Venezuela et de l'Indonésie, et grâce surtout à la grande capacité logistique des compagnies et aux énormes tankers. En août, bien que n'ayant pas encore renoncé formellement à l'embargo, les États arabes produisirent 8 % de plus de pétrole par rapport à l'avant-guerre. Les coûts anémiant de la guerre perdue devaient être rapidement couverts. L'Égypte avait perdu, outre le Sinaï et Gaza, 85 % de ses moyens militaires, pour une valeur de 2 milliards de dollars. Environ 15 000 prolétaires égyptiens, 800 israéliens, 700 jordaniens, 450 syriens perdirent la vie en six jours de conflit. Environ 250 000 Palestiniens durent fuir de Cisjordanie et 95 000 Syriens du Golan.

La géographie politique du Moyen-Orient changea. Israël avait conquis 100 000 kilomètres carrés, multipliant ainsi par trois et demie le territoire dont il disposait au moment de sa fondation. Le nassérisme fut définitivement battu. Dans sa relation avec Washington, Tel-Aviv acquit un ascendant incomparable. La crédibilité de Moscou fut mise à mal et sa relation avec l'Égypte fut mortellement atteinte. La question palestinienne, enfin, devint le symbole de la revanche outrancière des vaincus. Jamais une guerre aussi brève n'avait eu des conséquences et causé des blessures d'une telle ampleur.

Le début des années 1970

Le prélude à la crise de 1973*

La guerre arabo-israélienne de juin 1967 fut la preuve de la difficulté américaine à faire face à deux guerres conventionnelles simultanément. Le refus de Johnson de respecter le pacte de défense signé par Eisenhower avec Israël donna la mesure de l'affaiblissement relatif de l'impérialisme américain qui perdait son sang dans les rizières d'Indochine. La France y vit la confirmation de sa conviction que les États-Unis n'étaient pas prêts à risquer leurs intérêts pour défendre leurs alliés. En décembre 1967, le général Ailleret résuma dans la formule de la « défense tous azimuts » les implications militaires les plus profondes du gaullisme : Paris devait se doter d'une capacité de dissuasion omnidirectionnelle, aussi bien vers l'Est que vers l'Ouest.

Durant les mêmes jours, le gouvernement britannique de Harold Wilson effectua un virage stratégique de grande importance : sans aucune influence dans le conflit de 1967, épuisé par la dévaluation de la livre sterling à laquelle New York avait refusé un crédit important, le Royaume-Uni prit la décision de se retirer de l'est de Suez avant 1971, malgré la menace, formulée par le président Johnson, d'une rupture stratégique avec Londres. L'offensive du Têt au Viêtnam, en janvier 1968, eut lieu deux semaines après l'annonce publique du retrait britannique.

Les ambitions des bourgeoisie du pétrole

Vers la fin des années 1960, la persistance d'un fort rythme de croissance du capitalisme mondial – environ 5 % par an – et le déclin relatif des deux superpuissances et de la puissance britannique, constituèrent le cadre à l'intérieur duquel évolua la question du pétrole. Au cours des années 1965-1970, la consommation mondiale de pétrole augmenta de 48 %, mais cette augmentation fut de 28 % aux États-Unis, de 60 % en Europe occidentale et de 127 % au Japon. La pression sur les prix énergétiques se fit plus forte.

Dans le même temps, le retrait du Royaume-Uni de l'Est de Suez laissait un important vide de puissance dans la région moyen-orientale, que les États-Unis ne pouvaient combler et qui stimula les ambitions des bourgeoisie nationales du pétrole, déjà surexcitées. L'OPEP, qui jusque-là avait joué un rôle secondaire et s'était divisée à propos de l'embargo de 1967, s'inséra dans cette conjoncture économico-politique particulière, pour émerger

* Nicola Capelluto, mai 2004.

comme la nouvelle puissance des années 1970, pendant la période que l'on peut situer entre la « révolution libyenne » et la « révolution iranienne ».

Le facteur qui déclencha la montée de l'OPEP fut, en septembre 1969, le coup d'État en Libye du colonel Mouammar Kadhafi, qui destitua le roi pro-occidental Idris. La Libye avait été fortement favorisée par la guerre de 1967 et par la fermeture du canal de Suez pendant plusieurs années. Le pétrole libyen avait un bas coût de transport, puisqu'il ne devait pas contourner l'Afrique, il était de bonne qualité et à basse teneur en soufre. Entre 1967 et 1970, la production de pétrole libyen doubla, jusqu'à couvrir un quart des besoins pétroliers de l'Europe occidentale. Le producteur libyen le plus important était la compagnie Occidental, d'Armand Hammer, qui deviendra, en peu de temps, la sixième compagnie mondiale.

Le nouveau pouvoir de l'OPEP

La Libye obtint sans difficulté l'évacuation de la base aérienne américaine de Wheelus. Henry Kissinger, dans le deuxième volume de ses mémoires (*Years of Upheaval*, 1982), rappelle : « *Alors que l'Amérique était en train de choisir la passivité, l'Europe décida de s'assurer par des flagorneries les faveurs du gouvernant radical. [...] Quatre mois après la prise du pouvoir par Kadhafi, la France conclut un accord pour la vente à la Libye de cent nouveaux avions à réaction. [...] Des relations extrêmement amicales se nouèrent entre la Libye et la République fédérale allemande.* »

La mollesse face au coup d'État libyen, selon Kissinger, enseigna aux gouvernements modérés du Moyen-Orient « une leçon fatale » : « *Les démocraties occidentales ne protégeraient pas les gouvernements amis tant que leurs successeurs radicaux [...] ne défierraient pas l'accès au pétrole de ces mêmes démocraties. Par conséquent, il n'y avait pas de raison d'essayer de s'assurer la bienveillance occidentale par la modération des prix du pétrole. [...] La Libye radicale amorça un processus grâce auquel les pays producteurs découvriraient peu à peu – et commencèrent à exercer – leur pouvoir dominant sur le marché mondial du pétrole* » (*Years of Upheaval*, 1982).

En janvier 1970, le gouvernement libyen déclencha son offensive pétrolière. Il demanda aux compagnies une augmentation de 20 % des prix de référence et, face à leur refus, attaqua Occidental, la compagnie la plus forte mais en même temps la plus fragile, car elle manquait d'autres sources moyen-orientales.

La Libye et les Sept Sœurs

À la compagnie indépendante américaine on imposa de réduire la production de 800 000 à 500 000 barils par jour. Hammer sollicita auprès

d'Exxon, le deuxième producteur en Libye, un approvisionnement complémentaire, mais Exxon refusa de secourir son concurrent.

Occidental rendit les armes en septembre, acceptant une augmentation du prix de trente cents, avec un effet rétroactif, et une augmentation de la remise payée au gouvernement de 50 à 55 %. Les autres compagnies indépendantes cédèrent immédiatement après. Les Sept Sœurs réclamèrent l'intervention du Foreign Office britannique et du département d'État américain, mais elles n'en reçurent qu'un double refus. Les Sept capitulèrent en octobre, acceptant les mêmes conditions que celles imposées à Occidental.

Golfe Persique et mer Méditerranée

« *Le triomphe de la Libye* » fut, selon l'historien de BP, James Bamberg, « *un moment décisif* » des relations entre les Sept Sœurs et les pays de l'OPEP. Une grêle de revendications tomba sur les compagnies. Le shah demanda au Consortium iranien les conditions appliquées en Libye. En décembre, le Venezuela établit par une loi que la quote-part de la rente pétrolière à payer à l'État était de 60 %. Le sommet de l'OPEP, au cours du même mois, augmenta de 50 à 55 % la quote-part fiscale de base due par les compagnies. En janvier 1971, la Libye demanda encore une augmentation de 5 % de ses royalties.

Les compagnies pétrolières, sous la direction de Shell, créèrent un « front commun » de résistance. Avec une « lettre à l'OPEP », signée par les Sept Sœurs et par dix-sept autres sociétés – à l'exception d'ENI et d'ELF –, elles demandèrent une « *négociation simultanée avec tous les gouvernements des États producteurs* ». Le shah considéra le message comme une « *erreur monumentale* » car, dans une négociation de tous les pays, les « radicaux » auraient imposé leur volonté. L'Iran, l'Arabie saoudite et le Koweït exigèrent, quoi qu'il arrive, que le gouvernement américain n'interfère pas dans les négociations.

Le secrétaire d'État, Williams Rogers, accepta les conseils des « modérés ». Au lieu de la « *négociation simultanée* », les compagnies durent se contenter de deux négociations, l'une avec les pays exportateurs du golfe Persique, représentés par l'Iran, l'Irak et l'Arabie saoudite ; l'autre avec les exportateurs de la Méditerranée, dont faisaient partie non seulement la Libye et l'Algérie, mais aussi l'Irak et l'Arabie saoudite, puisque leur pétrole arrivait aussi en Méditerranée par oléoduc.

La première négociation s'acheva, en février 1971, avec l'accord de Téhéran, qui établit une augmentation de 50 cents par baril ; une révision annuelle du prix et une quote-part fiscale de 55 % pour cinq ans. La deuxième négociation commença alors que l'Algérie nationalisait 51 % des

intérêts pétroliers français, et s'acheva en avril 1971 avec l'accord de Tripoli, qui concédait une augmentation de 90 cents par baril et 55 % de quote-part fiscale. Après plusieurs assauts pendant une année entière, la Libye avait obtenu un prix de 3,45 dollars par baril. Bamberg rappelle qu'à l'époque l'industrie pétrolière se crut emportée par une tempête ; mais, par rapport à ce qui allait se produire deux ans plus tard, il ne s'agissait en fait que d'une petite brise printanière.

Non-intervention au détriment de l'Europe et du Japon

Kissinger nie toute validité, en ce qui concerne ces négociations, à la distinction entre « modérés » et « radicaux ». « *Il s'agissait d'une tactique de négociation qui, au cours de la décennie suivante, sera élevée au rang des beaux-arts. N'importe quel groupe, au sein de l'OPEP [...], attribuait à quelqu'un d'autre la responsabilité de l'augmentation du prix du pétrole.* [...] *La vérité était, évidemment, que tous les pays producteurs soutenaient les prix élevés ; aucun d'entre eux n'était disposé à se dissocier du cartel* » (*Years of Upheaval*, 1982). Kissinger ne cache pas que derrière le choix de non-intervention du gouvernement des États-Unis dans les négociations pouvait se dissimuler autre chose que l'amour du libre marché. Une étude de 1971 de ses collaborateurs Fred Bergsten et Harold Saunders énumérait parmi les raisons de la non-intervention le fait que « *l'augmentation du prix de l'énergie aurait surtout nui à l'Europe et au Japon, en améliorant la capacité concurrentielle de l'Amérique* » ; qu'un bras de fer énergétique était « *une entreprise difficile dans un pays secoué par la guerre du Viêtnam* » et qu'il y avait le risque que le conflit israélo-arabe ne s'insère dans la négociation. En fin de compte, « *ce fut notre politique de non-intervention qui en détermina le résultat : les sociétés pétrolières céderent* ».

La Texas Railroad Commission

Kissinger, à l'époque conseiller pour la Sécurité nationale, indique une deuxième responsabilité américaine : la décision de la TRC (Texas Railroad Commission) d'éliminer toute restriction à la production pétrolière des États-Unis. La TRC, explique Kissinger, jusqu'à ce moment-là établissait le niveau de la production américaine « *très en dessous de la capacité productive, afin de garder un prix interne de 3,30 dollars – plus d'un dollar par baril au-dessus du prix mondial – et d'encourager, ainsi, les prospections aux États-Unis* ». Ainsi, et grâce au mécanisme des quotas d'importation, « *les États-Unis exerçaient une influence décisive sur le prix mondial du pétrole* », parce que les importantes capacités productives inutilisées obligaient les producteurs moyen-orientaux à maintenir les prix bas.

L'abolition des restrictions de la TRC constitua « *un tournant fatal* » : « *N'étant plus en mesure de réduire le prix mondial au moyen de l'augmentation de notre production, voire de nous protéger au moyen des réductions d'approvisionnements, nous perdîmes rapidement la capacité d'agir. L'équilibre du pouvoir, en ce qui concerne l'énergie, se déplaçait du golfe du Texas au golfe Persique. Les producteurs de l'OPEP prenaient la place du pilote.* » Daniel Yergin quantifie les conséquences de la décision de la TRC : de 1967 à 1973 les importations américaines passèrent de 19 % à 36 % de la demande interne, augmentant ainsi lourdement la pression sur les prix internationaux.

La guerre du dollar et de l'énergie

La décision historique de la TRC fut prise en mars 1971, peu avant l'accord de Tripoli. Kissinger, aussi bien dans le deuxième que dans le troisième volume de ses mémoires, retarde curieusement l'événement d'un an, en 1972. Sur le choix pesèrent sans doute les intérêts des États pétroliers américains qui, de cette façon, se liaient aux prix internationaux en croissance rapide. Mais, probablement, ce tournant repréSENTA aussi la première décision significative de l'activité gouvernementale du nouveau secrétaire au Trésor et ex-gouverneur du Texas, John Connally.

Kissinger, qui, dans le premier volume de ses mémoires, représente Connally comme étant « *effectivement l'homme fort du cabinet* », le fait entrer en scène en août 1971, lorsque Nixon, conseillé par son ministre, décréta la suspension unilatérale de la convertibilité dollar-or et l'augmentation de 10 % des droits d'importation des États-Unis. Cette décision, souligne Kissinger, fut perçue par beaucoup comme « *une déclaration de guerre des États-Unis aux autres démocraties industrielles* » (*White House Years*, 1979).

C'était dans le style de Connally qui, « *comme beaucoup de Texans self-made, préférait les attaques frontales aux manœuvres indirectes* » et qui souvent « *comme tout bon Texan, cherchait la dispute rien que pour le plaisir de se bagarrer* ». Mais elle fut perçue ainsi également en raison du « *tournant fatal* » de la TRC, cinq mois avant le « Nixon shock », parce que, de fait, ce tournant s'insérait dans le sillage de l'hypothèse, suggérée par Bergsten et Saunders, d'un affaiblissement de l'Europe et du Japon par le biais des prix énergétiques montants. Quelque chose de plus que la « *non-intervention* » de Bill Rogers que Kissinger déplore.

La guerre du Kippour
L'arme du pétrole dans la guerre de 1973*

D'après les intentions de la diplomatie américaine, 1973 devait être « l'année de l'Europe ». Au contraire, ce fut l'année du Watergate, d'une nouvelle guerre moyen-orientale et de la crise pétrolière. Une fois une décennie de guerre au Viêtnam close et une fois la Chine insérée dans le jeu de l'équilibre des puissances, Washington désirait rétablir le barycentre de son action sur le côté atlantique, où l'Europe était en train de conquérir un nouveau poids et une nouvelle identité.

En janvier 1973, au moment où les États-Unis signaient l'accord de paix avec le Viêtnam, avait lieu l'élargissement de la Communauté européenne à neuf membres, auquel allaient s'ajouter les succès de l'*Ostpolitik*. L'étonnement américain est évident chez Henry Kissinger, lorsqu'il écrit, dans le premier volume de ses mémoires : « *L'ouverture de Brandt à l'Est eut l'effet, absolument imprévu, de stimuler l'intégration de l'Europe occidentale. [...] L'entrée de la Grande-Bretagne dans le marché commun permit au groupe européen de se ressouder* » (White House Years, 1979).

La crise politique américaine

La sortie des États-Unis de l'aventure du Viêtnam, ne mit pas fin à la crise politique américaine ; au contraire elle ouvrit le chapitre des règlements de comptes. En avril 1973, les fils de nombreux écheveaux commencèrent à s'embrouiller de manière infernale : le scandale du Watergate éclata ; Nixon abolit les quotas d'importations pétrolières ; Kissinger lança officiellement l'*« année de l'Europe »* et Sadate entreprit de discuter de guerre avec le président syrien Hafez el-Assad. Ces quatre questions ne devaient pas se conclure sans dommages.

Les Européens ne voulaient pas signer la nouvelle charte atlantique – événement culminant de l'année de l'Europe – avec un président sans crédibilité. Le Watergate, écrit Kissinger dans le deuxième volume de ses mémoires, entraîna « *l'effondrement d'un gouvernement qui seulement quelques semaines auparavant semblait invulnérable* » ; le pays « *paraissait accablé par un état d'âme suicidaire* ». Kissinger comprit le changement de climat vis-à-vis de Washington dans « *une nuance* » lors de la visite de Willy

* Nicola Capelluto, juin 2004

Brandt, le premier mai 1973 : « *Brandt était devenu un peu moins différent.* » Il n'était pas le seul (*Years of Upheaval*, 1982).

Au Japon – écrit Daniel Yergin dans *The Prize* – le chef du MITI, puis Premier ministre, Yasuhiro Nakasone annonça la « *diplomatie des ressources* » et une « *politique indépendante* » en matière d'énergie : « *L'époque pendant laquelle on suivait aveuglément est terminée.* » Les puissances européennes, guidées par le ministre des Affaires étrangères français Michel Jobert, rejetèrent les propositions américaines et décidèrent de ne dialoguer avec Washington que par le truchement du président en charge des ministres des Affaires étrangères de la CEE, le Danois Knut Andersen. Nixon, en juillet 1973, dut renoncer à son voyage en Europe, touchant ainsi au moment le plus humiliant de sa présidence, avant l'*impeachment*, qui eut lieu un an après. Presque en même temps, la Chine, repoussa unilatéralement une visite de Kissinger à après la fin des bombardements au Cambodge.

Les réactions au double coup de l'Est et de l'Ouest furent le coup d'État au Chili en septembre 1973 et la désignation de Kissinger au poste de secrétaire d'État avec les pleins pouvoirs. Il fallait avertir le monde que l'aigle américain était encore en mesure de se servir de ses serres. Accablé de ces virulentes faiblesses, Washington fit face à la nouvelle crise moyen-orientale.

L'avertissement de l'Arabie saoudite

Au Moyen-Orient, la géographie politique n'avait pas changé après la guerre de 1967. Israël occupait encore les territoires conquis et le canal de Suez était toujours bloqué. Pendant l'été 1973, le roi Fayçal d'Arabie saoudite prévint les chefs des compagnies pétrolières américaines associées dans Aramco que la situation était en train de changer et que son pays n'accepterait pas d'être isolé de « ses amis arabes » à cause de l'inertie américaine, et menaça : « *Vous perdrez tout.* »

Les chefs des compagnies pétrolières prévinrent le département d'État et la Défense, mais à Washington régnait l'apathie. Texaco, Chevron et Mobil prirent publiquement position en faveur d'un changement de la politique américaine au Moyen-Orient. L'Arabie saoudite avait pris les rênes de la nouvelle ligne politique de l'OPEP. Le stratège en était le ministre saoudien du Pétrole Ahmed Zaki Yamani, qui, en mars 1972 avait lancé la négociation afin d'obtenir la « participation » des pays producteurs à la propriété des compagnies pétrolières. Au contraire de la « nationalisation », elle aurait créé, selon Yamani, un lien « *indissoluble comme un mariage catholique* » entre les pays et les compagnies. Kissinger s'était opposé à la nouvelle ligne de l'OPEP, qualifiant la « *participation* » de « *nationalisation sournoise* ».

L'accord de participation obtenu en octobre 1972 concédait immédiatement aux pays producteurs une quote-part de 25 %, qui en 1983 aurait atteint 51 %. Selon Kissinger, depuis ce moment-là l'Arabie saoudite commença à « *lier explicitement sa politique pétrolière aux progrès vers une solution du conflit israélo-arabe* ».

En réalité l'ambiguïté saoudienne était une constante dans le panorama moyen-oriental, alimentée par le double rôle de l'Arabie saoudite comme principal centre de la religion islamique et comme fournisseur pétrolier le plus important des économies occidentales. Mais elle était alimentée aussi par la double politique extérieure américaine : la politique officielle étant pro-israélienne, et celle des grandes compagnies pétrolières étant pro-arabe. Cette ambiguïté est inhérente au régime et à la famille régnante elle-même ; ce qui multipliait les oscillations lors des moments de faiblesse des États-Unis. Riyad avait déjà dirigé le stérile embargo pétrolier au cours de la guerre de 1967. Le choix de 1972 de l'administration Nixon-Kissinger de parier sur l'Iran comme pilier moyen-oriental, en lui octroyant un soutien militaire important, était motivé aussi par les hésitations de l'allié saoudien.

En août 1973, Sadate se rendit à Riyad pour informer le roi Fayçal qu'il était en train de préparer la guerre contre Israël et pour demander son appui. Fayçal promit cinq cents millions de dollars et l'utilisation de l'arme politique du pétrole. Selon Yergin, le roi demanda une guerre plus longue que les précédentes : « *Nous ne voulons pas utiliser notre pétrole dans une bataille qui va ne durer que deux ou trois jours et puis nous arrêter. Nous voulons une guerre qui dure le temps nécessaire pour mobiliser l'opinion publique mondiale.* » Une telle disponibilité était aussi due à l'extraordinaire pression du marché sur les réserves saoudiennes. Sa quote-part dans les exportations mondiales avait augmenté entre 1970 et 1973 de 13 % à 21 %. Au cours d'une seule année, entre juillet 1972 et juillet 1973, sa production quotidienne avait augmenté de 62 %, risquant, selon certains analystes, de causer des préjudices aux gisements. L'abolition des quotas pétroliers américains supprimait le dernier moyen de pression des États-Unis sur la politique des prix de l'OPEP, mais concentrerait sur le pétrole brut saoudien une pression et un pouvoir de chantage sans précédent.

La guerre politique de Sadate

Anouar al-Sadate avait succédé à Nasser, mort en septembre 1970. Selon Kissinger, la décision de Sadate d'entrer en guerre mûrit après le sommet russe-américain de mai 1972, dont le document final ignorait pratiquement la question moyen-orientale. La première action de Sadate fut, en juillet 1972, l'expulsion des 20 000 « conseillers » russes.

Kissinger en présente deux interprétations. La première est une sorte d'autosatisfaction devant un résultat poursuivi par le refus intransigeant « *par principe, de toute concession envers l'Égypte tant que Nasser ou Sadate continuaient d'utiliser la rhétorique anti-occidentale, soutenue par la présence des unités combattantes soviétiques* ». La deuxième est autocritique : « *Nous interprétaîmes l'expulsion des conseillers soviétiques avec une certaine condescendance. [...] Il ne nous vint pas à l'esprit que [Sadate] pouvait dégager le terrain en vue d'une action militaire et éliminer ce qui pouvait paraître un obstacle.* »

Sadate était favorable à un accord séparé avec Israël, mais il ne pouvait négocier dans la pénible position de perdant et sans le soutien de la Syrie et de l'URSS. D'autre part, il savait ne pas avoir la force de reconquérir militairement le Sinaï. « *Il décida donc de couper par la guerre le nœud gordien* », affirme Kissinger, mais « *son but était à la fois psychologique et diplomatique, plutôt que militaire. [...] Sadate fit la guerre non pour récupérer des territoires mais pour restaurer l'amour propre de l'Égypte, en en augmentant ainsi sa flexibilité diplomatique* ». Raymond Aron commenta dans *Le Figaro* du 10 octobre : « *La non-guerre gelait une situation inacceptable, la bataille brisait la glace. Tout redevenait possible.* »

L'offensive égyptienne fut lancée le 6 octobre 1973, jour de la fête juive du Kippour. 220 avions et 3 000 pièces d'artillerie touchèrent les positions israéliennes sur la côte orientale du Canal et dans le Sinaï, tandis que l'aviation syrienne et 700 pièces d'artillerie attaquaient simultanément la frontière septentrionale d'Israël. À la fin de la journée, l'Égypte avait établi une ligne sur tout le versant oriental de Suez et contraint Israël à prendre une posture défensive. « *La surprise du 6 octobre – commenta Aron – a été l'une des plus grandes surprises de notre temps.* »

Kissinger et la « surprise stratégique »

En apparence, le leader égyptien avait utilisé d'une façon inventive la fable du berger qui crieait au loup. Il avait plusieurs fois menacé de déclencher la guerre et avait contraint Israël à faire deux onéreuses mobilisations sans donner suite à ses menaces. En 1973, les signes d'une préparation militaire furent nombreux, mais personne ne les prit au sérieux.

L'analyse que fait Kissinger de l'attaque surprise des Égyptiens est une leçon du politique réaliste à son double rationaliste : « *Il s'agit d'une surprise stratégique et tactique classique. Mais ni le "bruit de fond", ni la dissimulation ne peuvent suffire à expliquer cette surprise. Nous fûmes surpris, plutôt, parce que nous interprétons de façon erronée des faits que tout le monde pouvait voir sans que des informations contradictoires entre elles ne viennent les masquer. Sadate ne fit que répéter ouvertement ce qu'il pensait faire et nous ne le crûmes pas. Il*

nous submergea d'informations en nous laissant tirer de fausses conclusions. Le 6 octobre fut le point culminant d'une erreur d'analyse politique de la part des victimes. Toutes les analyses israéliennes (et américaines) avant octobre 1973 étaient d'accord sur le fait que l'Égypte et la Syrie manquaient de capacités militaires pour reconquérir les territoires perdus par la force des armes. Par conséquent, aucune guerre n'éclaterait. Les armées arabes perdraient. Donc ils n'auraient pas attaqué. Les prémisses étaient correctes, mais pas les conclusions. [...] Les troupes syriennes et égyptiennes essuyèrent de lourdes pertes. Toutefois Sadate a atteint son but fondamental d'ébranler la conviction des Israéliens d'être invincibles et des Arabes d'être impuissants, modifiant considérablement les bases psychologiques sur lesquelles les négociations avaient été menées au point mort. »

L'annonce récente d'une prochaine initiative américaine avait contribué à cette illusion.

« *Nous savions tout, mais nous ne comprenions guère* »

On supposa que Sadate attendrait la diplomatie de Washington. Mais « *l'imminence des négociations accéléra probablement plus qu'elle ne retarda sa décision d'ouvrir les hostilités. Il ne pouvait se permettre ni que notre initiative réussisse (cela aurait détérioré sa position à l'intérieur), ni qu'elle échoue (cela aurait miné notre intérêt à agir comme intermédiaires entre les deux positions)* ».

De leur côté, les Israéliens, en vue de l'initiative diplomatique américaine, « *avaient intérêt à sous-estimer les menaces arabes afin d'éviter que les États-Unis n'exploitent le péril de la guerre comme prétexte pour obtenir des concessions* ». « *Les services de renseignement avaient fait fiasco, mais ils ne furent pas les seuls à fournir des évaluations erronées. Tous les hommes de gouvernement avaient connaissance des faits [...] Dans notre conception de la rationalité ne rentrait pas l'idée que l'on puisse commencer une guerre impossible à gagner pour restaurer le respect de soi-même. [...] Notre attitude mentale fut encore plus évidente le 5 octobre lorsque, au réveil, la nouvelle étonnante nous fut communiquée : depuis vingt-quatre heures, tous les Soviétiques en Égypte et en Syrie étaient évacués par un pont aérien. Il est inexplicable qu'on ait pu se méprendre à ce point sur cet événement. [...] L'échec n'était pas d'ordre administratif, mais conceptuel. [...] Les gouvernants ne peuvent pas se cacher derrière leurs analystes quand ils se trompent. [...] Nous étions trop satisfaits de nos évaluations. Nous savions tout, mais nous ne comprenions guère. Et de cela, les représentants politiques intéressés – y compris moi-même – doivent assumer la responsabilité.* »

Deux guerres et trois crises partielles

La véritable surprise de la guerre vint après l'offensive militaire et fut l'utilisation inédite, quant à son ampleur et à ses conséquences, de l'arme

pétrolière. La guerre sur le terrain dura vingt jours, la guerre pétrolière six mois et marqua de son empreinte l'économie mondiale pendant toute la décennie. La double guerre de l'année du Watergate renfermait une crise politique partielle (la crise de Washington), une crise militaire partielle au Moyen-Orient, une crise économique partielle (la crise pétrolière), mais non une crise générale de l'impérialisme. L'équilibre général n'était pas en discussion, mais toutes les puissances se battirent autour de ces trois crises partielles.

La guerre du Kippour
Les quatre armes stratégiques dans la guerre de 1973*

Dans le troisième volume de ses mémoires, un quart de siècle après la crise pétrolière de 1973, Henry Kissinger y revient avec des accents toujours dramatiques : « *En l'espace de trois mois, l'ordre politique et économique mondial dut faire face à une série de problèmes gigantesques qui en menacèrent les fondements mêmes.* » « *Du jour au lendemain* », poursuit-il, « *la cohésion des organisations sociales et, moins explicitement, la survie politique aussi* » des démocraties industrielles furent mises en péril. Kissinger, écrivant à la fin des années 1990, peint un tableau encore plus sombre quand il parle de l'*« actualité »* de cette crise : « *Les approvisionnements en pétrole continuent de dépendre d'une des régions les plus imprévisibles de la planète, et rien ne nous garantit qu'il n'y aura pas de nouveaux chocs pétroliers* » (*Years of Renewal*, 1999).

La représentation de l'apocalypse, touchée du doigt et toujours aux aguets, symbolise aussi bien la menace que les États-Unis virent planer sur eux, au moment même où ils s'efforçaient de préserver leur leadership, que la perception d'un défi mortel ressenti par le gouvernement américain en 1973-1974. Les quatre armes stratégiques employées dans cette crise donnent la mesure de son intensité : les ponts aériens militaires, l'arme pétrolière, la prise de distance de l'Europe et l'alerte nucléaire.

Les dosages de Kissinger

Le conflit israélo-arabe d'octobre 1973 fut une guerre de friction ayant un taux de consommation militaire élevé. Israël, acculé à la défensive, vit ses stocks militaires s'épuiser dès la fin de la première semaine du conflit. Durant les trois premiers jours de guerre, l'État hébreu avait perdu 500 chars et 49 avions. Dans l'ensemble, 3 000 tanks furent perdus, dont 75 % par les pays arabes. Le mauvais état d'entretien fit probablement plus de dégâts que les coups de l'ennemi.

Les États belligérants se tournèrent vers leurs protecteurs. Le 10 octobre, cinquième jour de guerre, l'Union soviétique organisa un colossal pont aérien avec la Syrie et l'Égypte, pouvant garantir 70 missions par jour. Les États-Unis hésitèrent pendant quelques jours. Dans leurs mémoires, Richard Nixon et Henry Kissinger désignent James Schlesinger, secrétaire à la Défense, comme le principal opposant à l'envoi ostensible d'aides à Israël.

* Nicola Capelluto, juillet-août 2004.

Cependant, le biographe de Nixon, Stephen Ambrose, donne une autre version : celle du chef des opérations navales américaines, Elmo Zumwalt, selon qui les aides furent différées par ordre de Kissinger. Ce dernier voulait modérer le gouvernement d'Israël et mettre en œuvre un *linkage* complexe : troquer les aides à Israël contre le retrait de l'appui du lobby juif à l'amendement du sénateur Henry Jackson en faveur de la liberté d'émigration des Juifs d'URSS. Cette liberté était posée comme condition pour accorder à l'Union soviétique le statut de nation la plus favorisée dans les relations commerciales. Lorsque la Première ministre Golda Meir annonça à Washington que son pays était à bout de forces par manque de munitions, Nixon passa à l'action et les États-Unis lancèrent leur pont aérien militaire, dans la nuit du 13 au 14 octobre.

Le pont aérien de Nixon

La confrontation moyen-orientale se transforma en une bataille logistique entre les puissances. Dans ses mémoires, Nixon glorifie « *une opération plus importante que le pont aérien de Berlin en 1948-1949* » (*Memoirs of Richard Nixon*, 1979). Bien que cette affirmation paraisse exagérée, avec 550 missions les États-Unis inondèrent leur allié d'équipements militaires et lui permirent de passer à la contre-offensive. La bataille des ponts aériens démontra la nette suprématie logistique américaine, mais également l'isolement politique de Washington. Aucun des grands alliés européens n'accepta de mettre à disposition ses bases aériennes pour la réalisation du pont. Seuls les Pays-Bas et, pendant deux semaines seulement, l'Allemagne de l'Ouest, appuyèrent les États-Unis. Le Portugal, que Kissinger menaça d'abandonner à son destin, mit à disposition une base des îles Açores.

L'arme pétrolière entra en jeux au troisième jour de guerre, le 8 octobre 1973. À Vienne, les négociations donnèrent lieu à un nouveau tour de table et l'OPEP réclama un doublement du prix officiel du pétrole, de trois à six dollars. Les compagnies n'offrirent qu'une augmentation de 45 cents. Les négociations se bloquèrent, ouvrant ainsi la porte à l'action unilatérale du cartel. Le 16 octobre, au lendemain de la contre-offensive israélienne, les représentants de l'OPEP décidèrent à Koweït City une augmentation de 70 % du prix officiel du brut, à 5,11 dollars, le niveau du prix du marché libre.

L'OPEP et le pétrole

L'époque des prix négociés entre pays producteurs et compagnies s'achevait. L'OPEP prit les rênes du marché et proclama son refus d'accepter que les gouvernements des pays consommateurs s'emparent, par le biais des impôts, de 66 % du prix final du pétrole, contre 9 % seulement revenant

aux producteurs. Les compagnies pétrolières étaient en train de changer rapidement leur position. Quelques jours auparavant les quatre sociétés d'Aramco (Exxon, Texaco, Mobil et SoCal) avaient déjà fait parvenir à Nixon, par l'intermédiaire de John McCloy, une lettre que Daniel Yergin résume ainsi : « *L'industrie pétrolière du monde libre, pratiquement sans réserves, opère à découvert.* » Une « *avalanche* » de rétorsions, et à terme une crise des approvisionnements, serait à craindre, si les États-Unis octroyaient une aide plus importante à Israël : « *La position même des États-Unis au Moyen-Orient risque d'être sérieusement compromise, à l'avantage des Japonais, des Européens et peut-être aussi des Soviétiques, et ce, au détriment de notre économie et de notre sécurité.* »

Le 17 octobre, les pays moyen-orientaux de l'OPEP, sans l'Iran, se concentreront sur l'utilisation de l'arme pétrolière. Le plan approuvé prévoyait que les adhérents réduisent de 5 % par mois la production de pétrole et qu'ils diversifient les fournitures sur la base de la position prise par les pays consommateurs à l'égard du conflit israélo-arabe. Une clause secrète prévoyait que « *les États-Unis seraient soumis aux restrictions les plus importantes* ». Le fait nouveau, par rapport à 1956 et à 1967, était justement les réductions de plus en plus importantes de la production qui rendraient plus difficile la possibilité de contourner les mesures discriminatoires. Un vrai embargo fut lancé le 19 octobre, lorsque Nixon annonça un plan d'aides militaires en faveur d'Israël à hauteur de 2,2 milliards de dollars. La Libye d'abord puis l'Arabie saoudite gelèrent tout approvisionnement pétrolier à destination des États-Unis. Le douteux allié saoudien était passé dans le camp opposé.

Louragan du Watergate

Selon Kissinger, l'affaire du Watergate fut « *la plus grave crise constitutionnelle interne du siècle* ». Surgissant de la fracture ouverte par le Viêt-nam, que l'ancien secrétaire d'État appela « *notre guerre civile* », la crise du Watergate se fit sentir tout au long de la crise de 1973. Au moment où les Russes commençaient leur pont aérien, le vice-président américain Spiro Agnew, accusé d'évasion fiscale, démissionnait. Deux jours plus tard, la Cour d'appel ordonna à Nixon de remettre aux juges d'instruction les enregistrements qui pouvaient l'incriminer.

Ce même jour, alors que Nixon choisissait le nouveau vice-président et discutait de la possibilité de mettre en place un pont aérien, le Congrès approuva la War Powers Resolution, « *dont le but* », selon Kissinger, « *était de limiter le pouvoir discrétionnaire du président dans l'emploi des forces militaires* ».

Le jour même où les pays arabes décrétèrent l'embargo pétrolier contre les États-Unis, le ministre de la Justice, Elliot Richardson, et son adjoint

William Ruckelshaus démissionnèrent dénonçant leur désaccord avec la décision de Nixon de licencier le procureur général pour le Watergate, Archibald Cox. La réaction fut furibonde. Dans ses mémoires, Nixon avoue : « *Bien que préparé à une réaction violente, sa vigueur et son intensité me surpriront. [...] Mardi 23 octobre, 21 résolutions demandant mon impeachment étaient sur le tapis au Congrès. Six quotidiens qui avaient été des partisans fidèles de l'administration demandaient à cor et à cri ma démission.* » Tel Lear au milieu de la tempête, Nixon était un roi sans pouvoir, pris dans l'ouragan du scandale. Dans le deuxième livre de ses mémoires, Kissinger raconte : « *Son courage n'avait pas fléchi, mais il était trop inquiet pour élaborer des décisions ; la responsabilité me revenait donc.* »

La neutralité européenne

L'objectif stratégique de Kissinger était d'empêcher que l'URSS ne profite de la crise pour retourner en forces au Moyen-Orient, et surtout d'éviter toute initiative indépendante de l'Europe. Pour Kissinger, il fallait calmer « *les ardeurs de nos alliés européens qui pouvaient être tentés de prendre des positions plus unilatérales* ». Mais ce fut impossible. « *Le débat, théorique jusqu'à ce moment-là, sur le parallélisme constant des intérêts américains et européens, éclata dès le premier jour.* » Nombre d'Européens étaient « *sincèrement persuadés [...] que nous avions mis en danger des intérêts vitaux de l'Europe pour des raisons de politique intérieure américaine* ».

Selon Kissinger, « *la position européenne n'était certainement pas superficielle ; à la dépendance pétrolière de l'Europe s'associait le sentiment de frustration de n'être qu'un simple spectateur de la crise, dans une région où, par le passé, son rôle avait été hégémonique* ». Toutefois, remarque Kissinger avec indignation, la défection des alliés européens fit que « *les avions américains en provenance d'Allemagne furent contraints de longer les territoires de la France et de l'Espagne, ne pouvant survoler la Méditerranée qu'après Gibraltar, et à arriver en Israël en rallongeant le trajet de presque 3 500 km* ». Dans les relations entre les puissances, la neutralité ne signifie jamais indifférence : c'est une action stratégique. Kissinger rejette « *l'argument essentiellement légaliste* » des Européens, selon lesquels les engagements de l'OTAN ne concernaient pas le Moyen-Orient.

L'alerte nucléaire contre Moscou

La contre-offensive israélienne établit une tête de pont sur la côte occidentale du canal de Suez et assiégea la troisième armée égyptienne sur la côte orientale. Kissinger adopta une tactique dilatoire permettant à Israël d'obtenir une victoire nette, alors que Moscou voulait une trêve immédiate.

Dans ses mémoires émerge la divergence entre le secrétaire d'État et Nixon, celui-ci aspirant non seulement à une trêve, mais aussi à un accord de paix rapide susceptible d'atténuer, grâce à un succès diplomatique, l'attaque qui lui était portée aux États-Unis. Deux accords de cessez-le-feu furent négociés à l'ONU et aussitôt violés sur le terrain.

Le 24 octobre, « *les leaders soviétiques décidèrent soudainement de jouer la carte de la confrontation* ». Brejnev demanda, par une lettre urgente, que les États-Unis et l'URSS envoient un « *contingent mixte* » pour garantir la trêve ; faute de quoi, Moscou se réservait le droit « *d'entreprendre unilatéralement les démarches opportunes* ». 85 navires russes stationnaient déjà dans la Méditerranée et sept divisions aéroportées russes furent mises en état d'alerte. « *La faiblesse évidente de Nixon était sans doute liée au défi ostentatoire que le Politburo nous avait lancé* ». Si Washington avait accepté l'ultimatum de Moscou, les armées russes seraient retournées en Égypte et, pire encore, « *la Chine et l'Europe auraient été bouleversées en voyant les États-Unis et l'URSS coopérer sur le plan militaire dans une région d'importance cruciale* ». La riposte de Washington fut la déclaration de l'état d'alerte maximale en temps de paix, aussi bien nucléaire que conventionnelle, et l'avertissement à Moscou que des « *initiatives unilatérales* » auraient des « *conséquences incalculables* ».

Le directoire de Rambouillet

Par la suite, Kissinger portera ses réflexions sur l'esprit aventureux de ce défi « *au moment de plus grande faiblesse* » et parlera de « *politique du bluff* » et d'un match qui se décida « *dans les prolongations* ». Alexander Haig, chef du staff de la Maison-Blanche, estima que la démarche russe avait également été un bluff. Ce double bluff repréSENTA le point crucial de la guerre du Kippour, mais aussi la tentative de replacer à l'intérieur des schémas du jeu bipolaire une confrontation impérialiste devenue multipolaire. Tous les gouvernements européens, y compris celui de Londres, prirent leurs distances vis-à-vis de l'alerte nucléaire et l'Allemagne de l'Ouest abandonna complètement la politique d'appui limité qu'elle avait accordée au pont aérien américain. Kissinger s'en souvient ainsi : nous étions, écrit-il, « *furieux à cause de la sensation d'avoir été abandonnés au milieu de la crise, les nerfs à fleur de peau* ». Même les pays pétroliers n'en furent pas trop impressionnés. L'embargo se prolongea jusqu'au 18 mars 1974. À la fin de décembre 1973, l'OPEP, cette fois sous la pression de l'Iran, augmenta le prix officiel du brut à 11,65 dollars, le portant ainsi à quatre fois le prix d'avant la guerre du Kippour.

L'inflation des années 1970 fut en partie un effet de la crise de 1973. Un deuxième effet fut l'amorce d'une nouvelle réflexion sur la dissuasion

nucléaire. Un troisième, la tentative de rééquilibrer les relations atlantiques, au moyen d'un « directoire » informel, tout d'abord à cinq, puis à sept membres, inauguré deux ans plus tard à Rambouillet.

La révolution khomeyniste et la guerre Iran-Irak
La crise iranienne des années 1970*

Au cours d'une bonne partie des années 1970, la « question énergétique » a joué un rôle clé dans les rapports entre les puissances impérialistes, ainsi que de pivot des batailles militaires, diplomatiques, commerciales, financières et monétaires.

Fin 1973, l'envolée des prix pétroliers joua le rôle d'accélérateur et de propagateur de l'inflation déjà déclenchée par l'expansion simultanée et rapide de tous les plus grands pays industriels en 1972. Les prix des matières premières non alimentaires avaient déjà augmenté (selon les estimations de *The Economist*) de 25 % pendant le deuxième semestre 1972, et de plus de 50 % pendant le premier semestre 1973. Henry Kissinger refusa d'accorder tout caractère économique objectif aux augmentations pétrolières ; il s'agissait de prix artificiels, établis politiquement. À l'ONU, Kissinger déclara : « *Ce qu'une décision politique a fait, une décision politique peut le défaire.* »

L'étourderie économique du secrétaire d'État n'était qu'apparente. En effet, il affirma dans ses mémoires que l'accusation que certains pays de l'OPEP lui avaient adressée en ce temps-là, de mener une « *guerre des nerfs* », n'était pas dénuée d'*« une certaine pertinence »*. Il expliqua, au cours d'une réunion de ministres des Finances et de banquiers centraux : « *Les enjeux vont au-delà du prix du pétrole et de l'économie ; ils incluent toute la structure des relations politiques futures. Si les producteurs continuent de manipuler les prix sans que les consommateurs n'élaborent une réponse efficace, inévitablement un transfert de puissance se produira.* »

Restructuration et choc pétrolier

La récession de 1975 fut pour Kissinger une confirmation de sa thèse. Les mots d'ordre de Kissinger étaient « *réduire les prix du pétrole* » et « *briser le cartel* », mais le but politique était de rétablir le leadership américain sur les puissances occidentales et de briser « *l'alliance perverse entre les pays moins développés et l'OPEP* », entre « *un quart-monde* » en lutte pour sa survie et « *un tiers-monde toujours plus puissant et sûr de lui-même* ». Il s'agissait donc de prévenir la formation d'autres cartels de matières premières, sur le modèle de l'OPEP.

* Nicola Capelluto, septembre 2004.

La surchauffe des prix du pétrole entraîna le déclenchement de la restructuration des appareils industriels et des balances des paiements. La bataille pour l'énergie devint une bataille pour la productivité et pour la diversification des sources. Au cours des cinq années 1974-1978, la demande mondiale de brut augmenta de presque huit millions de barils par jour, mais la production de pétrole moyen-oriental demeura stable, surtout à cause de l'action des métropoles européennes, alors que l'importation pétrolière des États-Unis doublait presque. L'actif de l'OPEP, qui avait augmenté de 9 à 62 milliards de dollars entre 1973 et 1974, chuta à 5 milliards en 1978, avant de remonter, grâce au deuxième choc pétrolier, à 120 milliards en 1980, laissant derrière lui les splendeurs et les misères du « recyclage » des pétrodollars.

Devises et choc pétrolier

Selon Daniel Yergin, les investissements consacrés à de nouvelles prospections évitèrent le Moyen-Orient pendant plusieurs années, et se concentrèrent en Amérique du Nord et dans la mer du Nord. Ils produisirent quelques grands succès et beaucoup de grandes illusions. L'oléoduc de l'Alaska fut achevé en 1977 avec un coût de 10 milliards de dollars, et, quand il fonctionna à plein régime, il alimenta quasiment un quart de la production de pétrole américaine. Le miracle technologique mis en place dans la mer du Nord commença à produire en 1975. Dans l'euphorie du moment, le Premier ministre britannique Harold Wilson manifesta son ambition de devenir président de l'OPEP en 1980. Des plans colossaux de développement furent élaborés puis abandonnés : le plan Ford pour la construction de deux cents centrales électronucléaires et de cent cinquante centrales à charbon ; le plan Rockefeller pour l'investissement de 100 milliards de dollars dans les carburants synthétiques ; le plan de la CEE pour la construction de cent cinquante centrales nucléaires avec 500 milliards de dollars d'investissements.

Dans son histoire du système monétaire international, l'ex-responsable de la Banque centrale américaine pour la finance internationale, Robert Solomon, souligne les conséquences monétaires du choc pétrolier : ce dernier imposa *sine die* les changes fluctuants, rendant ainsi vainc aussi bien la bataille de la France pour un retour aux « parités » que l'agenda du plan Werner, qui prévoyait l'achèvement de l'union monétaire européenne avant 1980. Cette dernière hypothèse fut finalement remplacée par le Système monétaire européen (SME), que Solomon considérait, de façon réductrice, comme « *un Bretton Woods régional* ».

Iran et Arabie saoudite

Kissinger n'était pas ce pourfendeur des pays pétroliers dont il voulait donner l'image. Le calcul politique imposait aussi bien les simplifications

de la gesticulation que d'importantes différenciations dans les choix stratégiques. Un débat eut lieu entre le secrétaire d'État et le secrétaire au Trésor, William Simon, en 1974. Simon, ex-banquier d'affaires, soutint que l'Iran était le principal responsable de la crise pétrolière ; les États-Unis devaient cesser de lui fournir des armements et devaient plutôt s'adresser aux Saoudiens qui étaient disposés à augmenter leur production au-dessus des limites établies par le cartel.

Kissinger se plaçait aux antipodes : c'était l'embargo saoudien qui, selon lui, avait provoqué la panique en Occident ; l'Iran n'était pas un pays arabe, il avait rejeté l'embargo et avait refusé à l'URSS l'autorisation de survoler son territoire afin de secourir les ennemis d'Israël ; sa ligne agressive sur les prix avait pour objectif le développement intérieur. C'était donc bien l'Iran qui était « *la pierre angulaire de [la] stratégie [américaine] dans le Golfe* ». « *Briser les reins à notre allié le plus puissant dans la région, le seul qui pouvait résister, sur le terrain, aux pressions soviétiques, était une absurdité.* » En revanche, affirma Kissinger, il était impensable qu'en cas de conflit, les Saoudiens, seuls, rompent la solidarité arabe : « *Ce serait une erreur de compter sur eux.* »

À l'occasion d'une interview accordée à *Business Week*, en décembre 1974, Kissinger tira cette conclusion : « *La seule possibilité de faire baisser les prix serait de lancer une lourde offensive politique contre l'Arabie saoudite et l'Iran pour les obliger – en cas du refus de collaborer – à compromettre leur stabilité politique, c'est-à-dire leur sécurité. Il s'agit d'un prix trop élevé, même pour une réduction immédiate du prix du pétrole. Si l'on provoque un renversement du régime de l'Arabie saoudite et si un Kadhafi saoudien prend le pouvoir, ou si l'image d'un Iran capable de résister aux pressions extérieures se fissure, on ouvre la porte à des courants politiques qui risquent de réduire à néant nos objectifs économiques.* »

Les doutes de Kissinger sur le déploiement de la force dans le Golfe

Ce ne fut pas l'incapacité de l'Iran à résister aux pressions extérieures qui provoqua la chute du shah en janvier 1979, l'ascension du régime des ayatollahs et le second choc pétrolier. Kissinger affirme : « *Le facteur décisif de la chute du shah furent les théories politiques apprises à l'école de l'Occident, qui le conduisirent à moderniser une société islamique et féodale, et à favoriser un développement économique rapide. [...] Les principes du libéralisme occidental amenèrent le shah à construire un État laïque moderne, en suivant le modèle de réformisme de Kemal Atatürk, et à imposer l'industrialisation à une population qui avait à peine dépassé l'âge féodal. Pendant presque vingt ans, ce choix parut couronné de succès. Le PIB de l'Iran augmentait à un taux annuel de 10 % environ* » (*Years of Upheaval*, 1982).

Kissinger rejette l'interprétation des *liberals* américains qui attribuaient la chute du régime à son militarisme et à sa politique répressive. Il rejette également la thèse des « *néo-conservateurs* » qui, à l'époque, avaient commencé à attaquer le « *vice de fond* » de la « doctrine Nixon » qui engageait les États-Unis à aider les pays alliés en Asie, non plus par l'envoi de soldats américains, mais avec de l'argent et des armes.

Selon les « *néo-conservateurs* », cette doctrine, qui avait légitimé la « *vietnamisation* » et la défaite en Asie du Sud-Est, avait empêché de reconnaître que « *seule la présence de forces armées américaines dans le golfe Persique constituait le vrai bouclier de la sécurité* ». La réfutation de Kissinger est importante : « *Pour l'Amérique, la création à elle seule d'une force militaire crédible et capable de défendre le golfe Persique constitue, même dans les meilleures circonstances, une tâche d'une difficulté pratique et logistique énorme, voire insurmontable.* »

L'ancien secrétaire d'État avait sous les yeux la « doctrine Carter » de janvier 1980 qui – en réponse à l'invasion de l'Afghanistan par les Russes – proclamait que « *toute tentative de la part de n'importe quelle puissance extérieure d'obtenir le contrôle de la région du golfe Persique sera perçue comme une attaque contre les intérêts vitaux des États-Unis ; et cette attaque sera repoussée par tous les moyens nécessaires, y compris la force militaire* ». Mais l'avertissement de Kissinger fait figure aujourd'hui d'un vade-mecum involontaire et prémonitoire lancé à l'intention de George W. Bush, sans pour autant que cela empêche au Janus de la diplomatie américaine d'étayer, en tant qu'« homme d'État », une action qu'il aurait évitée en tant que « professeur ».

Les États-Unis et les casse-têtes de la modernisation

Au cours d'une de ses très instructives pirouettes autocritiques, l'ex-secrétaire blâme leur propre « *incapacité à comprendre la rébellion presque métaphysique contre la modernisation* » qui renversa le shah.

« *Même en admettant que nous nous soyons rendu compte du péril, quels conseils pouvions-nous donner ? Est-ce que nous disposons d'une théorie politique en matière de transformation des pays en voie de développement ? Est-ce que nous savons où réside l'équilibre entre l'autorité et la liberté, et entre la liberté et l'anarchie, dans une société religieuse et féodale ? Il est simple de dire qu'un processus de libéralisation plus rapide aurait sauvé le shah ; que le progrès de la démocratie parlementaire et une plus vaste participation auraient désamorcé les pressions. [...] Il est probable, au contraire, que ces panacées "éclairées" auraient accéléré la catastrophe. [...] Le fait est que nous n'avons pas une idée cohérente de la manière de canaliser les forces élémentaires déchaînées*

par le processus de développement. La participation de masse imposée par la force conduit, la plupart du temps, au totalitarisme plutôt qu'à la démocratie. Aujourd'hui, dans le golfe Persique, [...] l'appui aux régimes actuels est aussi incompatible avec la théorie démocratique qu'il peut être vital pour nos intérêts nationaux. Dans le golfe Persique, l'alternative à un totalitarisme ami est presque inévitablement un totalitarisme hostile. Et les conceptions politiques que nous essayons d'implanter dans ces pays ne semblent capables que de détruire la cohésion sociale ; s'il s'agit de la seule façon d'en sortir, il est certainement possible que ces pays préfèrent arriver à une entente avec les factions extrémistes qui pullulent dans la région. Ce dilemme est encore aujourd'hui l'un des plus grands défis intellectuels posés à la pensée politique américaine et occidentale. »

En janvier 1979, le shah s'enfuit à l'étranger, après avoir dû admettre qu'après trente-sept ans, la monarchie avait fondu « *comme neige au soleil* ». Le président du Conseil révolutionnaire qui s'installa à Téhéran en février 1979 fut Mehdi Bazargan, fils politique de Mossadegh, qui l'avait placé en 1951 à la tête de la National Iranian Company. La révolte khomeyniste retira du marché la quasi-totalité des exportations de pétrole iraniennes, soit 4,5 millions de barils par jour. Tous les pays de l'OPEP augmentèrent leur extraction, mais au cours du premier trimestre la production pétrolière mondiale perdit 2 millions de barils par jour.

Cette chute de 3 à 4 % de la production suffit à provoquer une hausse spectaculaire des prix de 150 % : de 13 dollars avant la crise, à 34 dollars le baril. La « *grande panique* » – affirme Yergin – entraîna une course frénétique aux achats, afin d'augmenter les réserves, avec une demande supplémentaire de trois millions de barils qui, ajoutée à la production retirée, éleva le déficit journalier à cinq millions de barils, c'est-à-dire presque 10 % de la consommation.

Le second choc pétrolier atteignit deux sommets successifs, d'abord avec la « *crise des otages* » (la séquestration de soixante-trois employés de l'ambassade américaine à Téhéran) en novembre 1979, puis avec le déclenchement de la guerre entre l'Iran et l'Irak en septembre 1980, qui fit perdre au marché quatre millions de barils par jour, élevant le prix du pétrole jusqu'à 42 voire 45 dollars par baril.

Doublement des prix du brut

Une série chronologique des prix du pétrole, depuis 1861 à nos jours, élaborée par British Petroleum en dollars constants de 2002, révèle que le prix du brut a atteint son apogée séculaire en 1980 avec 78,19 dollars par baril. Pour retrouver des prix semblables, il faut revenir aux temps de la Guerre civile américaine. Pendant le premier choc pétrolier, les prix – en

dollars 2002 – avaient grimpé jusqu'à 42,40 dollars, alors que pendant la Première Guerre mondiale ils avaient oscillé entre 15 et 24 dollars par baril et entre 13 et 14 dollars pendant la Seconde. Le prix moyen, en dollars 2002, a été de dix à douze dollars au cours des années 1950 et 1960 ; entre 42 et 43 dollars au cours des années des deux chocs pétroliers (1974-1981) ; et entre 22 et 23 dollars au cours des années 1980.

Ce sismographe artisanal des prix du brut suggère que – à l'exception des périodes de paroxysme déterminées par les menaces d'infarctus de l'artère énergétique – la pression potentielle de la demande d'hydrocarbures sur la production et sur les réserves mondiales de pétrole ait augmenté, entre les années 1960 et les années 1990, dans une proportion plus proche d'un doublement des prix constants que d'un décuplement des prix courants. Une croissance suffisante pour augmenter le rôle de l'or noir en tant qu'arme politique tous azimuts, mais non suffisante pour justifier le catastrophisme des mystifications écologistes.

La première guerre du Golfe
L'artère du Golfe dans la guerre de 1991*

James Baker consacre le premier chapitre de ses mémoires diplomatiques au « *jour où la guerre froide prit fin* » (*The Politics of Diplomacy*, 1998). Curieusement, Baker ne fait pas allusion à la chute du mur de Berlin, mais à l'invasion irakienne du Koweït par l'Irak, en août 1990. L'Union soviétique – écrit celui qui était alors le secrétaire d'État de George Bush Sr. – avait jusqu'à ce moment-là subi passivement la vague des événements. À présent, Baker était parvenu à arracher au ministre des Affaires étrangères russe, Édouard Chevardnadze, le désaveu d'*« un de ses alliés les plus fidèles* », en engageant activement l'URSS aux côtés des États-Unis. Pour Baker, ce geste représenta le véritable tournant.

La légende de la fin non violente de Yalta

Plus qu'une pénétrante interprétation historique, les considérations de Baker défendent obstinément une ligne de gestion russe-américaine de la crise du Golfe qui s'avéra minoritaire aussi bien à Washington qu'à Moscou. Mais sa thèse a le mérite de jeter aux ordures l'une des idéologies les plus vulgaires concernant la fin de Yalta : la légende du bouleversement non violent de cet ordre impérialiste qui avait duré un demi-siècle.

En faisant coïncider la fin de la guerre froide avec l'éclatement d'une guerre « chaude », qui finira par mettre en présence un million cinq cent mille hommes armés, Baker dément involontairement les interprètes abusifs de la « divine providence », et même son « patron ». George Bush Sr. et son conseiller pour la Sécurité nationale, Brent Scowcroft, commencent leurs mémoires rédigées en commun par ce bilan triomphal mais faux : « *Il est absolument étonnant de constater que tout s'est passé en grande partie sans véritable tragédie. L'Europe de l'Est a rejeté la domination soviétique, l'Allemagne s'est réunifiée et l'URSS s'est effondrée, sans effusion de sang. [...] La plus importante transformation de l'équilibre stratégique depuis la fin de la Première Guerre mondiale n'a pas fait un seul mort. [...] Il fallait guider le changement sans provoquer ni contretemps, ni fractures. [...] Nous avons réussi à faire en sorte qu'il n'y ait pas de perdants, rien que des vainqueurs* » (*A World Transformed*, 1998).

* Nicola Capelluto, avril 2005.

L'ambition panarabe de Saddam Hussein

L'agression irakienne contre le Koweït, et la guerre qui s'en est suivie, ont lieu au moment où le processus d'unification allemande arrive à son épilogue et où les premières pages de l'effondrement de la fédération yougoslave et de l'Union soviétique, dans les pays baltes et dans le Caucase, commencent à s'écrire en lettres de sang. La longue guerre contre l'Iran avait coûté un million cinq cent mille morts à Saddam Hussein et lourdement endetté l'État irakien. Le « *raïs* » pensa que les forces centrifuges déclenchées par la crise du bloc soviétique (y compris le retrait russe d'Afghanistan) ouvraient une fenêtre d'opportunité à la révision du *statu quo* au Moyen-Orient. D'après certains, il fut encouragé par les États-Unis eux-mêmes, qui l'avaient partiellement soutenu pendant la guerre contre l'Iran des ayatollahs, qui lui avaient rouvert une ligne de crédit une fois la guerre terminée et qui avaient déclaré, par le truchement de l'ambassadrice américaine April Glaspie, « *ne pas avoir d'opinions* » sur son contentieux territorial avec le Koweït : à savoir les préentions irakiennes sur les riches gisements de pétrole de Rumaila et des îles de Warba et Boubiyane.

L'historien hambourgeois Helmut Mejcher résitue l'ambition panarabe de Saddam dans une vision multipolaire, exposée dans un discours de la fin des années 1970 aux ambassadeurs irakiens en Europe et au Japon : « *La Chine deviendra un pôle important et influent. L'Europe, au sein de laquelle la France jouera un rôle de premier plan, constituera un pôle alternatif à l'Amérique. Le Japon aussi jouera un rôle essentiel en Asie du Sud-Est. [...] Le monde arabe sera au centre d'un mouvement analogue.* » Le monde arabe – selon Saddam – devait suivre l'exemple des États-Unis, qui utilisaient le pétrole « *comme instrument de leur politique mondiale et surtout comme moyen de pression dans leurs rapports avec l'Europe et le Japon* » (H. Mejcher, *op. cit.*). Aventurier sagace ou apprenti stratège, Saddam se trompa dans ses calculs.

L'enjeu stratégique de la crise du Golfe

Dans une série d'articles, Arrigo Cervetto analyse la crise et la guerre du Golfe de 1990-1991 aussi bien en tant qu'épisode de la bataille énergétique que du point de vue des corrélations changeantes du multipolarisme (*Le Monde multipolaire*, 1998). L'agression irakienne fut lancée dans une période d'influence du pétrole sur la consommation énergétique totale relativement réduite par rapport à la crise de 1973 : en Europe occidentale sa quote-part était passée de 59 % à 43 % ; au Japon de 76 % à 56 %.

Une série de données de Morgan Stanley démontrent encore mieux la baisse d'influence du facteur pétrolier sur la balance des pays les plus importants : entre 1980 et 1989 la part du PIB consacrée au pétrole était

passée de 8,1 % à 2,3 % aux États-Unis ; de 6,3 % à 1,3 % au Japon ; de 4,5 % à 1,4 % en RFA ; de 4,2 % à 1,5 % au Royaume-Uni ; de 4,6 % à 1,5 % en France et de 7,3 % à 1,5 % en Italie. « *Un vingtième du PIB, environ, avait été récupéré* », estimait Cervetto.

À la différence de 1973, la majorité des pays du cartel pétrolier et de la Ligue arabe se déclara contre Saddam Hussein : sauf au moment de l'impact initial, ni les prix, ni les fournitures en pétrole ne subirent de contre-coups importants. Le pouvoir de chantage de l'arme pétrolière sur les pays consommateurs s'était donc réduit. Mais pas l'enjeu stratégique. Cervetto citait l'appréciation de la revue américaine *Fortune* : la première victime de la guerre du Golfe était l'idée que le centre géopolitique du monde s'était déplacé de Washington à Berlin ; maintenant le leadership revenait aux États-Unis.

La « coalition des volontaires » de 1990

Dans le livre de Bush et de Scowcroft les débats au sein du National Security Council sur la crise du Golfe sont amplement cités. Le secrétaire américain à la Défense, aujourd'hui vice-président des États-Unis, Richard Cheney, se montra tout de suite sceptique quant à l'efficacité du blocus pétrolier décidé par le Conseil de sécurité de l'ONU : son inefficacité aurait, selon lui, permis à l'Irak de devenir une grande puissance pétrolière du jour au lendemain. L'Arabie saoudite et les autres alliés arabes se seraient dérobés si les États-Unis se montraient faibles. Même sans s'emparer matériellement des puits saoudiens, Saddam Hussein imposerait son influence sur toute la région.

Selon le représentant de la CIA, William Webster, additionnant les deuxièmes et les troisièmes réserves pétrolières du globe, possédant la quatrième armée du monde, utilisant la richesse du Koweït pour se réarmer rapidement et s'en servant comme débouché sur le golfe Persique, l'Irak n'aurait eu devant lui aucun pays moyen-oriental en mesure de le contrebalancer. Pour Richard Haass, Washington ne pouvait pas accepter le *statu quo* imposé par Saddam, parce que cela aurait jeté des doutes quant à « la fiabilité » des États-Unis et aurait compliqué le processus de paix au Moyen-Orient.

À la fin août, au sein de l'administration, non seulement l'idée de l'intervention militaire avait déjà mûri, mais également celle de la procédure nécessaire pour y arriver, élaborée par Haass lui-même : il fallait s'adresser à l'ONU, pour requérir l'intervention militaire, à condition seulement d'avoir l'appui de la majorité du bloc arabe et la certitude d'obtenir les voix nécessaires. Dans le cas contraire, il fallait abandonner la voie de l'ONU pour « *mettre en place un effort multinational indépendant fondé sur la participation des amis arabes et des alliés* ». Pour donner un fondement juridique

de la guerre, les condamnations de l'ONU et la requête d'intervention de l'émir du Koweït auraient été suffisantes.

L'idée de la « coalition de volontaires » qui sera mise en oeuvre au moment de la guerre de 2003 était déjà prête en 1990. Bush père anticipa l'option « unilatéraliste » du fils, même s'il n'y eut pas recours : « *Bien qu'étant prêt à gérer unilatéralement cette crise en cas de nécessité, je préférerais que l'ONU soit impliquée dans notre première réaction.* » La doctrine militaire Powell-Schwarzkopf de la « force invincible » ou de la « supériorité écrasante » était censée effacer l'ombre paralysante du Viêtnam.

Tokyo et Moscou perdants

La perspective stratégique de l'intervention dans le Golfe est cruciale. En décembre 1990, Cervetto, se référant à la coalition bipartite américaine, plus favorable à la guerre, écrit de façon lapidaire : « *L'Amérique bifront, quand elle débat sur le Golfe regarde en direction de l'Europe et de l'Asie.* » Il inscrivait cette appréciation dans le droit fil de son analyse du « *développement inégal de l'après Yalta* ». L'Allemagne s'était réunifiée à un rythme vertigineux ; le rythme de l'unification européenne était beaucoup plus lent et contradictoire. Le Japon se trouvait dans une situation des plus inconfortables : en effet la Seconde Guerre mondiale, close en Europe, ne l'était pas en Asie.

Cervetto perçut dès ses débuts – en 1990 – la tentative de Washington d'utiliser le dernier de ce cortège de « *Curiaces* » afin de contrebalancer la convergence excessive entre l'Allemagne et l'URSS lors des derniers soubresauts précédant l'unification allemande. Il s'agissait d'une nouvelle édition de la « *carte asiatique* », mais cette fois-ci c'était la carte japonaise utilisée contre l'Allemagne alors que la carte chinoise de Kissinger avait été jouée contre la Russie. Une fois la crise du Golfe survenue, Washington rejoua la carte japonaise sur la table moyen-orientale en sollicitant la participation du Japon à l'expulsion de Saddam du Koweït, tandis que l'Allemagne et, dans une certaine mesure, la France traînaient les pieds. La tentative de faire sortir Tokyo des limbes, en l'associant à l'initiative de Washington, fut entreprise avec détermination par le Premier ministre Toshiki Kaifu, mais fièrement contrecarrée par les courants « nationalistes » japonais, en particulier par l'ex-Premier ministre Yasuhiro Nakasone, et par Pékin. Kaifu – selon l'ambassadeur américain à Tokyo, Michael Armacost – liait sa ligne à l'aspiration de faire admettre Tokyo parmi les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, mais il manqua lamentablement son but et son gouvernement dut démissionner en février 1991, en dépit des treize milliards de dollars affectés en faveur de la coalition.

* Référence à la légende du duel entre trois frères romains, les Horaces, et trois frères latins d'Albe, les Curiaces. [N. D. É.]

Kaifu ne fut pas la seule victime alliée de la guerre du Golfe. Chevardnadze l'avait précédé en démissionnant en décembre 1990, isolé au sein du gouvernement soviétique sur le programme de réforme, et battu par le courant d'Evgueni Primakov qui – d'après Scowcroft – cherchait à obtenir le retrait pacifique de Saddam du Koweït, en lui sauvant la face et en obtenant une victoire diplomatique pour Moscou. L'échec de Chevardnadze fut un coup dur pour Baker qui avait demandé l'inclusion des Russes dans les opérations militaires contre l'Irak. L'hypothèse avait été sèchement repoussée par Scowcroft : « *Nous avions travaillé pendant des décennies afin de tenir les Russes hors du Moyen-Orient et il nous semblait prématuré de les y inviter* » (*A World Transformed*, 1998).

À la fin de janvier 1991, après le début de l'offensive contre Saddam, le ministre français de la Défense, Jean-Pierre Chevènement, démissionna, marquant par là son opposition à Mitterrand qui avait accepté de mettre les troupes françaises sous commandement américain. En Turquie, après l'adhésion de Turgut Ozal à la coalition de guerre, les ministres des Affaires étrangères et de la Défense et le chef d'état-major démissionnèrent. Helmut Kohl, après avoir encaissé l'unification allemande, prit ses distances vis-à-vis de la solution militaire, même s'il alloua finalement presque dix milliards de dollars à la coalition. Bush le décrit « *ambigu et potentiellement nuisible* ».

Un monde multipolaire

Malgré les difficultés, la coalition sous la direction des États-Unis put être lancée et approuvée par l'ONU, parce que – écrit Cervetto – l'impérialisme américain réussit à se poser au centre d'une convergence de puissances, favorables en général à un « *tassemement momentané* ». Henry Kissinger considérait à cette époque que la coalition forgée à l'ONU était « *unique* » puisqu'elle était due à une rare concomitance de facteurs, comme la crise de l'URSS et la disponibilité de la Chine à coopérer.

Selon Cervetto, avec la « *demi-guerre* » du Golfe, les États-Unis étaient en train de se placer « *au centre de toute balance de puissance ou, en d'autres termes, au centre du nouvel ordre mondial* ». Et ce, en dépit du fait que la « *primauté militaire* » cachait une limite importante de Washington : « *Les États-Unis ont certainement émergé comme la seule puissance en mesure de forger des alliances, mais ils n'auraient pas pu faire la guerre sans l'aide financière* » du Japon, de l'Allemagne et de l'Arabie saoudite (*Le Monde multipolaire*, 1998).

Le monde était entré multipolaire dans la crise du Golfe et n'en était sorti unipolaire qu'en apparence. Le nouveau siècle allait débuter par une variante encore plus tragique de cette ambiguïté.

La deuxième guerre du Golfe L'Europe et la guerre*

Le Golfe représente le pétrole, mais le véritable objectif pour lequel la guerre est en cours en Irak – même si le baril y a son importance – est le temps. Non pas la poignée de jours ou de semaines qui seront nécessaires pour que Bassora, Bagdad, Kirkuk ou Mossoul tombent ou se rendent. La mesure du temps en question est d'une autre nature : ce sont les années et les décennies de l'affrontement entre les grandes puissances de l'impérialisme.

Les États-Unis se sont persuadés que les tendances en cours sur le plan politique et économique finiront par les défavoriser : aussi, ont-ils choisi de jouer préventivement sur les temps de leur déclin relatif. Il s'agit surtout de poser des conditions à l'Europe et à la Chine, qui sont en train de modifier les grands équilibres mondiaux entre les puissances : l'Europe, en structurant sa force politique ; la Chine, en s'affirmant comme un géant industriel et en traduisant sur les plans politique et militaire cette force accrue. Ou bien les États-Unis se mettent en mouvement dès aujourd'hui pour chercher à conditionner la mutation, pense-t-on à Washington, ou bien ils devront demain subir cette mutation, orientée par la puissance multipliée et peut-être conjuguée de la Chine et de l'Europe. Il va de soi qu'à l'inverse, Bruxelles et Pékin ont tout intérêt à ce que les tendances qui jouent en leur faveur s'accomplissent sans entraves.

Au cœur des raisons qui ont amené les Américains à opter pour l'action préventive il y a cette perception opposée des temps ; le conflit est une « guerre politique » justement dans la mesure où il a été planifié et mis en œuvre par les États-Unis avec l'explicite intention d'influer sur la balance mondiale des puissances. Dans la « doctrine Bush », la « guerre préventive » contre le terrorisme et la prolifération des armes atomiques, chimiques et bactériologiques prend le sens de la thèse selon laquelle les États-Unis ne consentiront à aucune autre puissance de les défier ou de les rejoindre : ainsi, maintiendront-ils une force suffisante pour « *dissuader les potentiels adversaires de poursuivre une politique de réarmement dans l'espoir de dépasser ou d'égaler la puissance des États-Unis* ».

Ce temps long de la confrontation stratégique met en connexion des processus apparemment distincts. C'est ainsi que le destin de la Constitution européenne se joue en partie dans le Golfe : parce que Washington,

* Guido La Barbera, mars 2003.

en prenant les devants, a surpris l'Union au milieu du gué et l'a divisée, conditionnant ainsi les négociations complexes déjà en cours au sein de la Convention. Quant à l'Orient, par le biais du contrôle de l'artère pétrolière du Golfe, vitale pour l'Asie, les États-Unis s'imposent à la Chine et à toute autre puissance émergente comme garants d'une « porte ouverte » énergétique dans la région. Un mouvement qui entend présenter le double aspect de l'avertissement et de l'offre captivante, dans le but de rendre incontournables les négociations avec Washington, dans le rôle de balancier de l'équilibre entre les puissances en Asie.

Il n'y a donc pas d'un côté les États-Unis en guerre et, de l'autre côté, un front de la paix qui s'y oppose, mais une lutte complexe entre les grandes puissances de l'impérialisme. La crise des relations transatlantiques le met en évidence, que cela se fasse par un échange serré de coups ou bien par le déploiement de pressions visant à une réconciliation. Si les temps sont la mesure de l'affrontement, cela met aussi à l'épreuve la lutte internationale. Si le concept de « retard historique » du parti révolutionnaire pouvait sembler difficilement compréhensible, le « moment décisif » de la crise et de la guerre se charge de l'expliquer. Le marché capitaliste est mondial, les classes sont mondiales, le jeu des puissances impérialistes est mondial : une stratégie révolutionnaire ne peut être que mondiale. À l'inverse, les consciences des hommes – leurs cœurs et leurs cerveaux, bien entendu, leur existence réelle étant déjà, rappelons-le, universelle – sont prisonnières de visions mesquinement locales et nationales dans lesquelles, qui plus est, la singulière imbécillité réactionnaire du mouvement « anti-mondialisation » va jusqu'à voir un refuge contre les maux de ce monde.

Nous pouvons retrouver dans la « doctrine Bush » la stratégie mondiale de l'impérialisme américain ; dans les positions de Chirac ou de Schröder, l'objectif de l'autonomie stratégique de l'Europe au sein de la balance mondiale ; dans les agissements de New Delhi et de Pékin, l'irruption des nouvelles puissances sur le marché mondial. Mais si nous devions décrire un parti internationaliste mondial, c'est-à-dire une minorité qui soit la condition préalable de l'autonomie stratégique du prolétariat – ce qui en ferait une puissance contre toutes les autres puissances – nous ne compilrions quasiment que des pages blanches.

Les cœurs et les cerveaux, aux États-Unis, en Europe, en Russie, en Irak comme en Chine, en Inde, au Japon ou au Brésil et partout ailleurs, les idéologies les ont cloués à l'horizon borné des intérêts des différentes puissances. Cœurs et cerveaux sont cloués par l'américanisme, qui vante les États-Unis comme le phare universel de la liberté et du progrès tout en cherchant dans la guerre un palliatif à son déclin ; par l'euro-péïsme qui vante l'Europe puissance pacifique mais qui la dote des moyens de mener

ses guerres futures ; par le nationalisme inépte et corrompu des bourgeoisies arabes qui détourne dans le fanatisme religieux et dans le terrorisme un échec alimenté par des fleuves de pétrole et par un siècle d'intrigues avec l'impérialisme ; par les nouveaux nationalismes hindou, chinois ou brésilien, qui pétrissent dans les vieilles idéologies de nouvelles monstruosités pour de nouveaux conflits.

La réflexion stratégique, les yeux rivés sur les décennies, sait comment affronter les choix d'aujourd'hui, et comment les souder aux principes. « L'ennemi est chez nous ! » fut le mot d'ordre et la leçon que les internationnalistes en 1914 nous ont léguée. Ce fut aussi le titre du premier numéro de *Lotta comunista* il y a presque quarante ans, et ce ne fut pas par hasard. La génération politique de l'eurocéisme impérialiste, qui peuple aujourd'hui les parlements et les chancelleries, manifestait à cette époque dans les rues et faisait ses premières armes dans les rangs de l'anti-impérialisme à sens unique, en contestant Washington, à la remorque de Moscou, en se préparant à servir l'Europe. Une position internationaliste doit littéralement être reconstruite pas à pas, mais seule la clarté stratégique pourra lier au marxisme une nouvelle génération. L'opposition à la guerre est inséparable de la lutte contre l'impérialisme européen.

La nouvelle phase stratégique

Le gaz de schiste américain dans la balance mondiale*

Avec l'éclatement de la crise pétrolière de 1973, l'*autosuffisance* énergétique est devenue l'un des objectifs stratégiques des gouvernements de Washington. Richard Nixon fut le premier à en lancer le mot d'ordre, en novembre 1973, imité ensuite par les différents présidents en fonction lors de chacune des crises moyen-orientales qui suivirent.

Dans la confrontation impérialiste, la perspective de l'autosuffisance a été un levier américain utilisé dans toutes les directions : vers les pays producteurs d'énergie fossile, dont le cartel avait pris le contrôle des prix internationaux, mais aussi vers les autres grandes puissances consommatrices qui – à l'exception presque trentenaire du Royaume-Uni – sont liées de manière incontournable aux approvisionnements moyen-orientaux et russes. Les objectifs de l'Europe et du Japon ont été la *diversification* des sources et l'*économie d'énergie*.

Les dimensions du gaz de schiste

On affirme aujourd'hui que l'autosuffisance énergétique américaine est finalement à portée de main. Les techniques extractives – fracturation hydraulique des roches en sous-sol, perforation horizontale, développement d'une chimie extractive – n'ont été combinées de manière rentable que depuis le début de la dernière décennie. Grâce à celles-ci, il est maintenant possible d'obtenir de grandes quantités de gaz et de pétrole non conventionnels. Leurs définitions américaines, *shale gas* (gaz de schiste) et *tight oil* (pétrole de schiste), sont devenues des standards internationaux. Le caractère *non conventionnel* de ces produits résulte de la *perméabilité* (fluidité interne) très faible et de la *porosité* des roches qui les emprisonnent. Ces dernières correspondent généralement aux sites géologiques les plus anciens, les *roches-mères*, dans lesquelles les hydrocarbures ont été générés.

Entre 2007 et 2012, la production de gaz naturel aux États-Unis a augmenté de 25 %. L'estimation des réserves de gaz techniquement extractibles a doublé.

Le décollage de l'offre de gaz de schiste, ajouté aux conséquences de la crise sur la consommation occidentale, a eu un effet inattendu : alors que dans la décennie précédente ils avaient suivi les mouvements du pétrole, les

* Nicola Capelluto, mars 2014.

prix du gaz américain ont baissé, par unité de capacité calorifique (BTU), à un sixième des prix du brut. Selon l'étude *Fueling up* de Trevor Houser et Shashank Mohan, du Peterson Institute, cette forte divergence a rendu l'investissement dans le brut plus rentable, et a donc catalysé le second stade du réveil énergétique américain : l'application des techniques d'extraction du gaz de schiste au pétrole de schiste. Le nombre de puits de pétrole de schiste est désormais quatre fois supérieur à celui des sites de forage de gaz naturel.

L'Energy Information Administration (EIA) évalue que le gaz de schiste représente un tiers de la production et des réserves prouvées de l'ensemble du gaz américain. Mesurée en milliards de mètres cubes (mmc), la production totale était d'environ 700 mmc en 2011 et la production de gaz de schiste de 230 mmc. Les réserves prouvées totales étaient d'environ 10 000 mmc et celles de gaz de schiste de 3 730. Les réserves prouvées représentent 14 ans de production au rythme actuel. L'EIA estime qu'il existe 60 000 mmc de réserves de gaz non prouvées, dont un quart serait du gaz de schiste (16 000 mmc). La consommation de gaz naturel aux États-Unis était de 725 mmc en 2012. L'EIA calcule que les États-Unis deviendront exportateurs nets de gaz après 2015, avec 120 mmc de gaz exportés en 2020, dont la moitié en Amérique du Nord et l'autre moitié sous forme de gaz naturel liquéfié (GNL).

Les proportions sont moindres pour le pétrole de schiste. En 2012, selon l'EIA, il a couvert 12 % de l'offre totale de tous les types de carburant liquide sur le marché américain. À la différence du gaz de schiste, que l'EIA envisage en croissance jusqu'à 2040, le pétrole de schiste atteindra son pic en 2020, puis déclinera lentement. La dépendance pétrolière envers les importations existera toujours, mais baissera, passant de 40 % des besoins « liquides » totaux des États-Unis en 2012 à 32 % en 2040.

Yergin : impact global du gaz de schiste

Dans un article publié en janvier dans *Project Syndicate*, Daniel Yergin a salué avec enthousiasme la « révolution non conventionnelle » dans l'énergie américaine, en raison de l'abondance générée (fin 2013, le *shale gas* aurait atteint 44 % de la production totale américaine) et de son « énorme impact global ». Le gaz de schiste est en train de réduire la compétitivité européenne et la compétitivité manufacturière de la Chine par rapport aux États-Unis, tandis qu'il alimente la « renaissance manufacturière » américaine. Les prix américains du gaz sont tombés à un tiers des prix européens et à un cinquième des prix asiatiques. L'Allemagne, dont les exportations représentent la moitié de son PIB, a des coûts énergétiques croissants. Elle devra reconstruire ses stratégies, de même que l'Union européenne.

Le gaz de schiste aura des conséquences importantes dans les flux énergétiques mondiaux. Il y a cinq ans, prévoyant une pénurie énergétique lors de la sortie de la crise, les investisseurs dans la liquéfaction du gaz considéraient que les États-Unis allaient devenir un débouché possible. Aujourd’hui, ce GNL américain va devoir chercher des débouchés en Europe et en Asie. La Chine veut faire du développement du gaz non conventionnel une priorité, pour reconvertis ses centrales électriques à charbon. L’EIA a calculé en 2011 que les ressources chinoises en gaz de schiste représentent plus de deux fois les ressources américaines.

La politique globale des États-Unis, affirme Yergin, acquiert une nouvelle résilience et prouve que l’innovation peut modifier la balance de puissance. Sans le *tight oil*, soutient-il en exagérant, l’Iran n’aurait pas rejoint la table des négociations, car l’augmentation du prix international du pétrole menaçait de faire échouer les sanctions anti-iraniennes : la croissance de la production américaine a enterré l’illusion de Téhéran de disposer d’une alternative. Yergin dément les craintes que le *tight oil* puisse conduire au désengagement américain au Moyen-Orient. Il observe, avec raison, que ce n’est pas l’importation de pétrole qui donne au Moyen-Orient un intérêt stratégique central pour Washington, mais son importance pour l’économie et la politique mondiales.

Birol : une cohorte de mutations énergétiques

Lors d’une conférence au CFR en décembre dernier, l’économiste en chef de l’Agence internationale de l’énergie (AIE), Fatih Birol, a situé le gaz de schiste dans un cadre plus vaste de mutations énergétiques : le développement des biocarburants (*biofuels*) est en train de faire du Brésil le sixième producteur mondial de pétrole et bientôt un exportateur ; de nombreux grands exportateurs pétroliers du Moyen-Orient sont en train de devenir de grands consommateurs de pétrole pour développer leurs réseaux électriques, et dans quelques années, ils auront une consommation énergétique comparable à celle de la Chine ; la stagnation européenne en matière de demande énergétique imposera à la Russie, dont l’économie dépend de l’exportation d’énergie, de se tourner probablement vers l’Asie.

Le gaz de schiste américain, poursuit Birol, a engendré un écart de prix et de compétitivité entre les États-Unis, l’Europe et le Japon, qui durera au moins vingt ans. La Chine, qui n’a que 4 % de gaz dans son mix énergétique, veut développer la production de gaz de schiste, mais ne parviendra à le faire de manière importante qu’à partir de 2020. Les États-Unis deviendront, probablement à partir de 2015, le premier producteur mondial de pétrole, dépassant l’Arabie saoudite. Cependant, il est « complètement

erroné » de penser qu'il n'y aura pas besoin d'une croissance de la production pétrolière au Moyen-Orient. En effet, le *tight oil* américain sera entièrement consommé aux États-Unis, mais l'Asie aura besoin d'une importation additionnelle de 15 millions de barils par jour. Dans le même temps, la consommation pétrolière intérieure de l'Irak, de l'Arabie saoudite et des autres pays du Golfe augmentera. Les investissements pétroliers doivent donc se poursuivre au Moyen-Orient pour qu'en 2020 il y ait le pétrole nécessaire.

Prudence du Peterson Institute

L'étude du Peterson Institute citée plus haut présente une approche plus prudente. Selon ses deux auteurs, le récent bond de la production américaine de gaz et de pétrole pourrait aussi bien représenter le début d'une expansion structurelle, comme celle du début du xx^e siècle, que le simple répit temporaire d'un déclin structurel.

L'incertitude se reflète dans la profusion des prévisions sur la dépendance des États-Unis à l'égard de leurs importations d'énergie en 2030 : 11 % pour l'EIA, 4 % pour l'AIE, 1 % pour BP, 16 % pour ExxonMobil, 10 % pour l'IHS CERA de Yergin. Pour Citigroup, les États-Unis deviendront exportateurs nets d'énergie en 2020. L'Amérique a certes amélioré son bilan énergétique, mais les importations de pétrole représentent encore 1,8 % de son PIB, part équivalente à son déficit commercial avec la Chine. La réduction de la dépendance vis-à-vis des importations d'énergie (de 30 % en 2005 à 16 % en 2012) est principalement due à l'augmentation de l'efficacité énergétique : à partir de 1990, la consommation d'énergie par unité de PIB s'est réduite de 2 % par an.

Les auteurs revoient à la baisse certaines estimations concernant l'impact du gaz de schiste sur l'économie américaine : McKinsey & Co l'évalue entre 2 et 4 points de PIB par an. Le Peterson estime l'impact sur le PIB autour de 0,2 % par an entre 2013 et 2020, supérieur aux effets des incitations fiscales durant la crise, mais bien inférieur aux effets de la « révolution informatique » des années 1990. La « renaissance manufacturière » produite par le gaz de schiste ne concernera qu'une petite partie de l'industrie : les entreprises qui en tireront une croissance supérieure à 5 % emploient seulement 6 % des salariés industriels, et celles qui connaîtront une baisse des coûts de plus de 2 % en emploient 5 %. À long terme (jusqu'en 2035), les effets seront même inférieurs, parce que la course au gaz de schiste soustrait des investissements aux autres secteurs et parce qu'elle impliquera une appréciation du dollar qui détériorera la balance commerciale non énergétique.

Le test ukrainien

L'accélération de la crise ukrainienne a engendré la proposition de certains courants de Washington, surtout républicains, de jeter le gaz de schiste, sous forme de gaz liquéfié, dans la balance de puissance, pour inciter l'Europe à se soustraire au conditionnement des approvisionnements russes. La proposition a trouvé le soutien d'une partie des producteurs américains de gaz de schiste, mais aussi l'opposition de ses grands consommateurs, tels que Dow Chemical et Alcoa, qui veulent maintenir l'exclusivité dans l'usage de ce gaz.

Le *Financial Times* a énuméré certaines des raisons pour lesquelles le gaz de schiste peut perturber, mais pas bouleverser, la balance énergétique européenne. Les installations autorisées à exporter du GNL ont une capacité de 230 millions de mètres cubes par jour, la moitié du gaz fourni par la Russie à l'Europe. La destination commerciale du gaz de schiste est décidée par les entreprises privées qui ont des contrats de long terme avec la Corée du Sud, le Japon et l'Indonésie, sur la base des prix asiatiques bien supérieurs aux prix européens. L'accroissement des installations de liquéfaction est entravé par le coût de 10 milliards de dollars pour chaque nouveau site. Le *Financial Times* suggère aux Européens d'acheter du GNL sur le marché libre, où il est 60 % plus cher que le gaz naturel russe.

Philip Verleger, qui a été directeur de la politique énergétique du Trésor sous la présidence Carter, ne croit pas à l'arme du gaz de schiste, mais propose d'utiliser la réserve stratégique de pétrole des États-Unis : déverser sur le marché entre 500 000 et 750 000 barils par jour conduirait à une baisse des prix de 10 dollars par baril, provoquant ainsi 40 milliards de dollars (4 % du PIB) de dommages à la Russie. Le test géopolitique imposé au gaz de schiste ne rend pas justice à un développement appréciable des forces productives.

Chapitre quatre

FONDAMENTAUX DE LA STRATÉGIE
INTERNATIONALISTE

Contre la guerre, révolution !*

Le capitalisme prépare, comme toujours, les conditions de la guerre. On peut dire plus : le capitalisme est en lui-même la guerre et, puisque le monde entier est capitaliste, la guerre est aujourd’hui la condition permanente de l’humanité. Depuis la première décennie du siècle, le capitalisme a cessé d’être relativement pacifique car c’est ce développement même qui a produit l’impérialisme et qui a fait que les pays capitalistes les plus développés ont la force économique, et donc militaire, d’imposer leurs nécessités d’expansion et leurs intérêts aux pays capitalistes moins développés, et donc plus faibles, ou aux pays colonisés qui subissaient en leur sein un processus de diffusion du capitalisme.

Dans ce cadre de nécessité du développement capitaliste dans le monde, toutes les tendances économiques (flux du commerce international, exportation de capitaux, industrialisation de zones retardataires, hégémonie sur les marchés, etc.) deviennent des motifs de tension et de lutte entre les différents pays capitalistes, entre pays forts et pays faibles, et surtout entre pays impérialistes. Concevoir un développement pacifique et harmonieux du monde avec les rapports de production et d’échange actuels est une pure utopie petite-bourgeoise, une idéologie qui, plus ou moins consciemment, tente de cacher une réalité aveuglante et brutale. Et ce n’est pas un hasard si on n’a jamais vu fleurir comme aujourd’hui des idéologies « pacifistes » et des plans « populistes » sur le commerce international, les « nations unies », l’« assistance mutuelle », etc. Mais ce qui est encore plus utopiste et plus réactionnaire, c’est de prendre l’arbre pour la forêt, c’est de prendre un effet particulier et isolé de l’impérialisme et de le désigner comme la cause première, fondamentale et unique des crises, des guerres partielles ou générales. Ceux qui ne parviennent pas à comprendre – ou qui ne veulent pas comprendre – la nature générale et mondiale de l’impérialisme, finissent ou finiront inévitablement par être les complices de l’impérialisme, ses

* Arrigo Cervetto, mai-juin 1967.

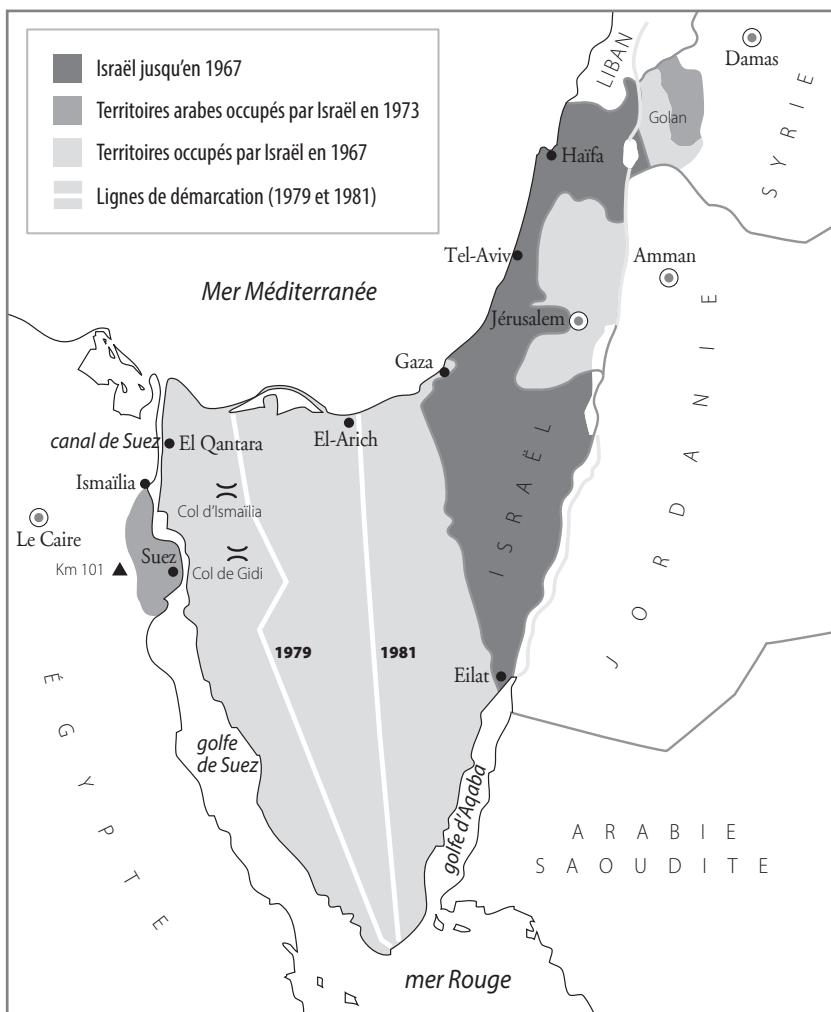
propagandistes, ses soldats, ses partisans. C'est un destin historique auquel personne n'échappe et qui a vu tous les courants politiques, y compris le courant en apparence le plus à gauche, devenir l'un des courants de l'impérialisme et l'une des « courroies de transmission » qui contribuent à jeter le prolétariat dans l'une ou l'autre tranchée de l'impérialisme.

Seuls les marxistes conséquents, seuls les léninistes, sont parvenus à échapper à ce conditionnement de l'impérialisme et à transformer une guerre impérialiste en une révolution prolétarienne car ils se sont rangés contre tous les fronts de l'impérialisme, contre tous les pays capitalistes grands ou petits, contre tous les courants « interventionnistes », les « démocrates » comme les « socialistes ». Mais si les bolcheviks ont pu être des marxistes révolutionnaires conséquents, c'est parce qu'ils connaissaient bien la nature de l'impérialisme, parce qu'ils savaient bien que la paix et la guerre ne sont pas autre chose que des manifestations organiques de la vie capitaliste dans le monde entier.

Des décennies de contre-révolution dominante ont empêché que le patrimoine bolchevique puisse devenir patrimoine de la classe ouvrière.

Il a suffi aujourd'hui qu'explose au Moyen-Orient l'une des nombreuses guerres produites par le système capitaliste pour que déborde tout le potentiel impérialiste et contre-révolutionnaire dont est chargée la société italienne et qu'il recouvre tous les secteurs de la vie politique, des partis traditionnels bourgeois aux partis sociaux-démocrates, aux partis qui se proclament communistes, et même à ceux qui disent être à la « gauche » du PCI. Tous les partis et tous les groupes ont finalement été confrontés à la réalité, et tous les partis, tous les groupes se sont révélés, pour ceux qui ne le savaient pas encore, l'une des multiples composantes du système impérialiste, l'un des multiples haut-parleurs de l'idéologie impérialiste. Nous avons entendu parler de « question juive », de « peuple juif » et de « peuples arabes » ! Les groupes maoïstes, castristes et trotskistes en sont même arrivés à parler de « peuples arabes » en lutte contre l'impérialisme ! Tous ont oublié une petite inéptie que l'analyse marxiste la plus élémentaire permet de constater aujourd'hui : en Égypte, il y a une bourgeoisie et un prolétariat ; en Israël, il y a une bourgeoisie et un prolétariat !

Nous sommes donc face à deux États typiquement bourgeois qui sont entrés dans un conflit typiquement bourgeois. La bourgeoisie égyptienne s'est opposée à la bourgeoisie israélienne pour des raisons économiques, territoriales et politiques. La bourgeoisie israélienne a mené sa guerre pour les mêmes raisons. Dans ce contexte social, il n'y a aucun intérêt, pour un marxiste, pour un proléttaire, de savoir qui est l'agresseur et qui est l'agressé, car dans toutes les guerres provoquées par le capitalisme l'agresseur est la bourgeoisie et les agressés, le prolétariat et les paysans pauvres,



qu'on envoie s'entretuer sur les rochers du Karst*, dans les tranchées de Verdun, dans le désert du Sinaï. Les travailleurs arabes et les travailleurs israéliens n'ont pas d'opposition d'intérêts, ils ont au contraire le sort commun d'être exploités par les bourgeois du Caire et de Tel-Aviv, qui sont liés au réseau dense de capitaux investis au Moyen-Orient dirigés

* Karst : haut plateau rocheux calcaire à la frontière entre l'Italie et la Slovénie qui a été le théâtre de sanglants affrontements entre l'armée autrichienne et l'armée italienne pendant la Première Guerre mondiale. [N. D. É.]

par les nouveaux et les vieux sanctuaires de l'impérialisme : Washington, Londres, Paris, Bonn, Rome, Moscou, Tokyo. Au Moyen-Orient, dans le pétrole, les oléoducs, le coton, le barrage d'Assouan, l'agriculture mécanisée des kibboutz, l'industrie textile, l'industrie sidérurgique, l'industrie chimique, sont investis des dollars, des livres sterling, des francs, des marks, des yens et des roubles. Les États-Unis et l'URSS, la France et le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Italie, le Japon et les Pays-Bas investissent directement ou par le biais de la Banque mondiale, commercent, prêtent des capitaux aux différents États du Moyen-Orient, vendent des milliers d'avions, de chars et de canons. La « démocratique » Amérique investit et prête des capitaux aux pays arabes et à Israël, la Russie « socialiste » vend des armes et fait des prêts à 2,5 % aux pays arabes et, dans le même temps, elle a des accords économiques avec Israël. Il en va de même pour toutes les autres puissances impérialistes, grandes ou petites. Le résultat, c'est que les bourgeoisies d'Orient et d'Occident s'engraissent grâce à ces trafics sordides, en hommage à la « démocratie » et au « socialisme » qu'on donne en pâture aux dupes, comme les sempiternelles miettes de pain, tandis que les bourgeoisies arabes et israéliennes qui ont commencé à goûter aux délices du banquet voient leur appétit belliqueux se renforcer. Les travailleurs font, comme toujours, les frais de ce système. Ils le paient dans les puissances impérialistes, ils le paient au Moyen-Orient.

Les travailleurs égyptiens des industries textiles ont vu leurs revendications impitoyablement réprimées et leurs compagnons révolutionnaires – les vrais communistes qui avaient dénoncé le faux « socialisme » de Nasser – cruellement emprisonnés ou assassinés.

Les travailleurs israéliens ont dû payer par les grèves et le chômage la grave crise du « paradis » des kibboutz.

Élevée et nourrie par les combines avec les impérialistes européens et américains, la bourgeoisie arabe a depuis longtemps ajouté la carte soviétique à son jeu. La bourgeoisie israélienne a joué et bien utilisé la carte stalinienne en 1947, quand l'URSS et les États-Unis appuyaient le sionisme pour chasser du Moyen-Orient les puissances anglo-françaises à bout de souffle, qui allaient jusqu'à dépoussiérer le panarabisme, l'armaient, l'organisaient pour rester à flot... sur le pétrole. L'État d'Israël ne naît pas avec la bénédiction de Jéhovah, mais avec celle de Staline et de Truman. En 1956, il abandonne ses parrains, s'allie avec Anthony Eden et Guy Mollet et marche vers Suez. La VI^e flotte bloque l'opération. Le Moyen-Orient est désormais zone d'influence américaine, où les Russes n'entrent plus que pour faire le jeu des États-Unis. En effet, le pétrole est passé presque entièrement sous la bannière étoilée. Il faudra encore près de dix ans avant que le renforcement du capitalisme européen fasse une tentative de retour

concurrentiel au Moyen-Orient et provoque un autre déséquilibre dans les rapports internationaux et internes de cette région.

Le positionnement des États est remis en mouvement, l'URSS a un espace pour ses manœuvres, les États-Unis étendent les contradictions de leur hégémonie. Dans tout ce processus, les bourgeoisies arabe et israélienne jouent un rôle secondaire mais indispensable. Incapables, par faiblesse et par concurrence entre elles, de s'emparer du pétrole, elles peuvent cependant, en bonnes courtisanes, préparer leurs troupes pour une guerre dont seules les grandes puissances impérialistes pourraient profiter aujourd'hui. Habiles à monnayer faveurs et capitaux, elles ont tôt fait de traduire les unes et les autres en idéologies pour bourrer le crâne des travailleurs, qui ne sont même pas différents par la race, mais seulement par l'opium religieux.

Seuls de vulgaires menteurs ou d'incurables imbéciles peuvent trouver une miette de « socialisme » dans cette comédie des idées et dans cette tragédie des hommes ! Il y a aussi ceux qui ont carrément vu dans cette guerre entre deux capitalismes, liés par mille fils à toutes les puissances impérialistes, dans cette guerre qui est précisément le résultat de l'impérialisme, une manifestation de lutte contre l'impérialisme ! Ici la mystification est à son comble. Pour ces gens, qui ont l'impudence de se dire marxistes, ce n'est plus la révolution internationaliste des prolétaires contre leurs bourgeoisies respectives qui est anti-impérialiste, mais le massacre entre prolétaires au nom des bourgeoisies qui les exploitent et les envoient à l'abattoir.

Voilà à quelle aberration peut parvenir l'abandon du marxisme et du léninisme. Voilà à quelles conclusions politiques conduit le reniement de la stratégie léniniste de la question nationale et son remplacement par la théorie maoïste du « front anti-impérialiste ». Il était plus que naturel que des sociaux-démocrates déclarés découvrent la tranchée « démocratique » pour y prendre position, car telle est leur vocation bourgeoise. Cela rentrait dans leur tradition, dans leur logique opportuniste, que les sociaux-démocrates du PCI et du PSIUP répondent à l'appel de la politique impérialiste de l'URSS. Les maoïstes, les prochinois, ont eux aussi répondu à l'appel, confirmant ainsi le rôle que nous leur avions attribué dès leur apparition. Ponctuels, comme les autres, ils ont choisi non pas le prolétariat moyen-oriental mais la bourgeoisie arabe, non pas l'internationalisme mais la guerre, non pas la révolution de classe qui unirait les Arabes et les Israéliens mais la lutte entre les États, non pas le défaitisme révolutionnaire de Lénine mais le national-socialisme de Nasser.

Le positionnement de l'opportunisme est aujourd'hui complet en Italie. Ce sont là des faits incontestables que n'importe quel ouvrier peut voir.

Et tous les ouvriers peuvent voir dans ces faits quel est le destin qui les attend, au fur et à mesure que s'étend la crise de l'impérialisme et que

s'accentue la lutte entre les puissances impérialistes et entre les jeunes capitalismes qui dépendent d'elles.

Le prolétariat doit donc se préparer à défendre ses intérêts historiques en refusant toute sorte d'adhésion à son propre État ou à celui des autres et en luttant dans le droit chemin de l'enseignement internationaliste de Marx et de Lénine : « Contre la guerre, révolution » !

L'« interventionnisme de gauche » aux côtés de la bourgeoisie arabe*

Dans le numéro précédent de *Lotta comunista* nous avons identifié les groupes maoïstes, castristes et trotskistes comme une des composantes de l'« interventionnisme », avec la social-démocratie pro-israélienne, dans la guerre du Moyen-Orient.

Il est utile d'analyser cet « interventionnisme de gauche », car il contient tous les éléments de mystification et d'aventurisme petit-bourgeois qui ont toujours été présents dans l'histoire du mouvement ouvrier, italien en particulier.

Dans la critique contre le réformisme et la social-démocratie, le marxisme révolutionnaire a souvent trouvé le terrain occupé par des courants qui étaient poussés à la polémique formelle antiréformiste par des aspirations sociales non prolétariennes. Tout aussi souvent, la dynamique des luttes de classes dans le domaine international s'est cependant chargée de nettoyer le terrain et de rejeter ces courants dans leur lit naturel. À l'épreuve de fer de l'internationalisme, c'est-à-dire lorsque les intérêts de classe mis en jeu par la guerre sont colossaux et que les choix n'autorisent plus la démagogie des mots, les courants pseudo-gauchistes sont inévitablement recalés et révèlent leur intime nature « interventionniste ».

« Révolutionnaires » dans les mots, ils deviennent « bourgeois » dans les faits, c'est-à-dire qu'ils choisissent la guerre au lieu de la révolution. L'épreuve de l'internationalisme est une preuve infaillible, hier comme aujourd'hui. Mais puisque nous ne voulons pas que notre affirmation puisse paraître infondée, donnons tout de suite la parole aux groupes « interventionnistes ».

« *La lutte des jeunes révolutionnaires italiens est la même lutte que celle des peuples arabes* », reconnaît *Nuova Unità*** du 17 juin 1967. Le numéro du 24 juin va plus loin et affirme, pour ceux qui n'auraient pas encore compris ce qu'on entend par « *peuples arabes* » : « *L'unité entre peuples arabes, qui était née à l'époque où Israël menaçait d'attaquer, s'est encore renforcée [...]. C'est une tempête révolutionnaire contre l'agression qui secoue tout le Moyen-Orient et emporte ennemis et faux amis.* »

Et pour qu'on ne se méprenne pas, l'organe prochinois affirme : « *La lutte que les peuples arabes livrent contre les impérialistes anglo-américains est une lutte de classe.* »

* Arrigo Cervetto, juillet-août 1967.

** Journal de l'un des courants maoïstes italiens. [N. D. É]

Nuova Unità a appliqué de la façon la plus conséquente la théorie maoïste du « peuple opprimé », conçu comme « classe opprimée ». Elle l'a appliquée dans un cas concret et conjoncturel, comme celui de la guerre du Moyen-Orient, et le résultat ne pouvait pas être plus clair. La lutte d'États bourgeois comme les États arabes contre un autre État bourgeois comme celui d'Israël et contre deux États impérialistes comme les États britannique et américain est devenue une lutte de classe, lutte de classe qui a fini par devenir analogue à celle des « *jeunes révolutionnaires italiens* » ! *Nuova Unità* a ainsi transformé les « peuples » des différents pays arabes en un groupe social indistinct et vague, elle a dissous les différentes classes antagonistes qui les composent, effacé la nature des classes dominantes qui exercent le pouvoir politique dans les États arabes et s'est identifié avec leur lutte.

Il n'y avait vraiment pas besoin d'attendre 1967 pour entendre une « nouveauté » pareille ! Tous les « interventionnistes », les Arturo Labriola* et autres Benito Mussolini les avaient déjà proférées quand ils identifiaient leur cause de « *jeunes révolutionnaires italiens* » à la guerre « prolétarienne » du « peuple d'Italie » contre l'impérialisme du moment, l'impérialisme « prussien » ! L'autre groupe maoïste, celui de *Rivoluzione Proletaria*, ne s'est pas laissé distancer sur l'objectif « interventionniste », même s'il a tenté d'y parvenir par une argumentation plus élaborée, telle qu'elle est exposée dans le numéro du 6 juin 1967. Pour *Rivoluzione Proletaria*, le tumultueux développement économique de l'État d'Israël « *sous le contrôle et la domination du capital financier américain* » secoué par de graves contradictions internes et par des crises, tente de trouver une issue dans une politique d'expansion vers les pays arabes. L'économie israélienne s'oriente vers le renforcement et le développement croissant de son industrie militaire. Israël est donc un pays capitaliste à haut niveau de développement « *qui a besoin, pour les exigences de son expansion impérialiste, de territoires de conquête qui agrandissent ses marchés et lui assurent ultérieurement un supplément de main-d'œuvre à bas prix* ». Selon cette thèse, l'État d'Israël lui-même est en train d'apparaître comme une « *nouvelle réalité impérialiste* ».

Selon *Rivoluzione Proletaria*, face à cette « *nouvelle réalité impérialiste* », face à cet État israélien impérialiste, le « *mouvement anti-impérialiste des peuples arabes* » ne doit pas faire l'erreur de concevoir une fois encore la « *guerre anti-impérialiste* » selon des critères conventionnels mais il doit acquérir la « *conception tactique et stratégique de la guerre populaire* » et ouvrir

* Arturo Labriola (1873-1959). Ancien socialiste napolitain lié à Georges Sorel ; en Italie, il anima le courant syndicaliste révolutionnaire dans le Parti socialiste, favorable en 1911 à la guerre contre la Turquie pour conquérir la colonie de la Libye ; en 1915, il prôna l'intervention de l'Italie dans la guerre contre les Empires centraux. [N. D. É.]

« un nouveau Viêtnam dans la zone névralgique du Moyen-Orient », « dans le cœur du nouvel État israélien » ; c'est-à-dire une guérilla qui « pourra ouvrir et exacerber les contradictions les plus déchirantes dans le contexte même de la société israélienne » jusqu'à la liquidation de l'État israélien « comme État juif ». La thèse s'achève par l'affirmation selon laquelle le « développement de la guerre populaire révolutionnaire fera justice des équivoques de la politique révisionniste d'alliance avec les bourgeoisies nationales, dont la seule fonction en dernière instance est de perpétuer la domination impérialiste au Moyen-Orient par le biais de la coopération américano-soviétique ».

Nous avons longuement cité ces positions pour qu'on ne puisse pas nous reprocher d'avoir passé sous silence certains de leurs aspects lorsque nous disons qu'on pouvait difficilement concevoir quelque chose de plus contradictoire pour justifier un « interventionnisme » à cent pour cent.

Cherchons à démêler ce ramassis de contradictions, d'erreurs d'analyse et de définition, d'affirmations inventées et non prouvées, de mots vides de sens. L'État d'Israël est un État capitaliste, comme est capitaliste le développement de son économie, sujette à des expansions et à des crises, pressée, comme toutes les économies capitalistes, par des exigences de débouchés de son marché intérieur et extérieur. D'accord. Mais on peut retrouver les mêmes caractéristiques dans l'économie égyptienne, par exemple. *Rivoluzione Proletaria* se garde bien d'en parler.

Elle parle, c'est vrai, de « bourgeoisies nationales », mais elle ne dit rien sur la nature sociale de l'économie qu'exprime ces classes. Ainsi, l'économie égyptienne, qui exprime la « bourgeoisie nationale » égyptienne, est-elle capitaliste ou pas ? Et si elle ne l'est pas, quel type d'économie est-elle ?

Rivoluzione Proletaria recourt au vieux procédé du silence sur ce point fondamental, dont la solution est indispensable pour que l'on puisse ébaucher même un simple jugement marxiste sur un phénomène aussi complexe qu'une guerre, avant même d'adopter une position militante.

La vérité, c'est qu'en parlant de « pays arabes » et de « mouvement anti-impérialiste » des peuples arabes, *Rivoluzione Proletaria* tente de cacher que dans les pays arabes, comme en Israël, il y a des classes sociales bien définissables, la bourgeoisie (grande, moyenne et petite), le prolétariat et les strates paysannes pauvres semi-prolétaires.

Ainsi l'Égypte est un « pays arabe » avec un « peuple » qui est, d'un point de vue marxiste, une « population » comprenant des classes bourgeois et petite-bourgeoises, une classe ouvrière et des strates paysannes semi-prolétaires. Quelles sont les classes qui détiennent les moyens de production, et donc le pouvoir politique, en Égypte ? Aucun maoïste, castriste ou trotskiste ne répond clairement à cette question. Ils ne peuvent pas le faire sous peine de voir voler en éclats tous leurs beaux mensonges. Du bout

des lèvres et avec force grimaces, ils vont jusqu'à parler d'une « bourgeoisie nationaliste », « anti-impérialiste ».

En termes marxistes et leninistes, cela ne signifie rien d'autre qu'un « jeune capitalisme » qui lutte contre des capitalismes plus mûrs, c'est-à-dire impérialistes.

Le développement économique israélien est « *sous le contrôle et la domination du capital financier américain* ». Si c'est vrai, Israël est soit une « semi-colonie » soit un « jeune capitalisme » avec un très fort investissement étranger. En aucun cas pourrait-on le qualifier de « jeune impérialisme ». Pour tous les pays qui sont « *dominés* » par le « *capital financier américain* », les maoïstes, et *Rivoluzione Proletaria*, préconisent l'*« indépendance nationale »* contre l'impérialisme américain. Ils vont même jusqu'à évoquer un objectif analogue pour l'Italie, en s'obstinant à juger la bourgeoisie italienne « *esclave de l'impérialisme américain* », en passant naturellement sous silence l'exportation impérialiste de capitaux italiens dans le monde entier, comme nous en témoignons depuis longtemps en montrant que l'Italie est une « *réalité impérialiste* », bien que pas vraiment « *nouvelle* ». On ne comprend pas pourquoi *Rivoluzione Proletaria* n'applique pas la même ligne au Moyen-Orient, en particulier à Israël. Ou mieux, on ne comprend que trop le sérieux politique des maoïstes dans l'application de leur « *ligne générale* ».

En bons opportunistes, ils disent une chose aujourd'hui, une autre demain.

L'Italie est « *dominée* » par le capital américain, comme l'est Israël selon leurs dires. L'Italie est un pays qui doit lutter pour son « *indépendance nationale* » contre l'impérialisme américain, Israël en revanche est lui-même un pays impérialiste ! Pour les maoïstes, évidemment, il importe peu que l'Italie soit l'une des dix premières puissances économiques du monde et qu'Israël ne soit même pas l'une des trente premières, de même que ne compte guère le critère marxiste-léniniste de définition de l'impérialisme. Éclairés par le phare de la « *révolution culturelle* », les maoïstes de *Rivoluzione Proletaria* prétendent définir l'impérialisme alors qu'ils ne connaissent même pas les lois les plus élémentaires du fonctionnement d'une économie capitaliste. Se souvenant du mot maoïste sur la priorité de la « *politique* », ils ne se soucient même pas de tenter la moindre analyse économique. Ils vont même jusqu'à confondre la politique expansionniste, et donc agressive, du capitalisme israélien, avec les caractères objectifs de l'impérialisme, ils confondent la politique nationaliste de l'État israélien et la maturité impérialiste de son économie.

Ils poussent même le ridicule jusqu'à montrer l'industrie de l'armement israélienne comme le signe de cette maturité, quand tout le monde sait que l'industrie de l'armement israélienne exporte des armes légères et que l'État

israélien importe des armes lourdes (avions, chars, etc.) pour équiper son armée. Dans la guerre du Moyen-Orient, des armes importées des États-Unis, de France, d'Allemagne, du Royaume-Uni, d'URSS et de Tchécoslovaquie ont tiré sur tous les fronts.

Si la tendance expansionniste, et donc agressive, d'un État suffisait pour qu'on le qualifie d'impérialiste, tous les États du monde le seraient, et si la tendance à l'agression militaire d'un État suffisait pour le dire impérialiste, il y a peu d'États dans le monde qui échapperaient à cette définition.

Toutes les économies capitalistes sont expansionnistes, par leur nature même et par nécessité, et tous les États ne font pas autre chose que d'en refléter les tendances objectives. C'est ce qui explique pourquoi – comme devraient le savoir les rédacteurs de *Rivoluzione Proletaria* – on trouve bien, dans les États de ce qu'on appelle le « camp socialiste », un ensemble de tendances expansionnistes, et pourquoi mûrit tout un ensemble de foyers de tensions et de conflits. Face à de tels phénomènes, nous marxistes, nous nous gardons bien de qualifier ces États d'« impérialistes », de même que nous ne disons pas de la Chine qu'elle est « impérialiste », mais simplement « capitaliste ».

Parmi tous ces États, seule l'URSS, parvenue désormais à une maturité économique qui la constraint à exporter des capitaux et à lutter pour la répartition du marché mondial, peut être qualifiée d'« impérialiste ».

Même les États du « tiers monde », si chers aux rédacteurs de *Rivoluzione Proletaria*, ont exprimé lorsqu'ils sont parvenus à l'indépendance, au moment même de l'acte qui les constituait, une série de tendances qui sont parfois allées jusqu'à provoquer des affrontements armés. L'exemple de la guerre indo-pakistanaise nous suffira.

Le cadre général dans lequel se manifestent ces conflits est celui de la phase impérialiste où les principales puissances luttent pour la répartition du marché mondial. Cela veut dire que les causes économiques et les formes juridiques (frontières, etc.) des conflits des « jeunes capitalismes » sont historiquement créées par l'impérialisme. Le Moyen-Orient ne constitue certainement pas une exception.

Mais, en définitive, comme l'ont bien vu Marx et Lénine, c'est le capitalisme, en tant que diffusion des rapports de production capitalistes dans des économies précapitalistes, qui est la cause première de la formation des « jeunes capitalismes ».

Dans cette dialectique, causes « extérieures » et « intérieures » s'enchevêtrant et créant des situations complexes et particulières, de sorte que l'on peut dire qu'un conflit militaire, entre deux ou plusieurs États capitalistes mais pas encore impérialistes, est à la fois une guerre bourgeoise typique et un produit de l'impérialisme. Guerre bourgeoise car c'est un conflit

d'intérêts entre deux ou plusieurs « bourgeoisies nationales » antagonistes ; produit de l'impérialisme car les différentes puissances impérialistes, plus ou moins alliées à telle ou telle « bourgeoisie nationale », sont directement intéressées à ces conflits dont la dynamique rentre dans leur stratégie de lutte pour la répartition économique du marché mondial.

Depuis que le monde est entré dans la phase impérialiste, il n'y a pas une guerre qui ne voie la présence des différentes puissances impérialistes. Mais pourquoi le marxisme ne qualifie-t-il pas toutes ces guerres d'« impérialistes » ? Parce que tout en constatant l'inévitable présence des différentes puissances impérialistes, ces guerres se caractérisent par l'affrontement entre des États bourgeois qui ne sont pas encore impérialistes.

Les guerres des Balkans qui ont précédé la Première Guerre mondiale étaient des guerres bourgeois typiques, des guerres où les problèmes des différentes nationalités traduisaient les exigences de développement national des différents capitalismes, et elles ont été jugées comme telles par Lénine. Pour lui, la position prolétarienne devait être internationaliste, non seulement contre les puissances impérialistes mais aussi contre les bourgeois nationales.

Le maoïsme n'a pas encore expliqué pourquoi cela ne s'applique pas au conflit indo-pakistanais ou au conflit israélo-arabe. Mais ce que l'idéologie maoïste n'explique pas, les intérêts de l'État chinois nous l'expliquent. Chercher à brouiller les cartes et parler de « *mouvements anti-impérialistes des peuples arabes* » n'est qu'un jeu de mots. Objectivement, par le fait même qu'ils tendent à devenir « grands », tous les « jeunes capitalismes » sont « anti-impérialistes » puisqu'ils tendent, à la longue, à affaiblir les puissances impérialistes actuelles. Mais ce n'est pas pour autant que le prolétariat doit les soutenir. Seul le prolétariat est fondamentalement anti-impérialiste parce qu'il est fondamentalement anticapitaliste.

Ce qui vaut pour la phase de lutte destinée à se libérer de la domination coloniale ou semi-coloniale vaut plus encore une fois l'indépendance obtenue. Mais dans la phase même de lutte pour l'indépendance, la condition première d'une véritable incidence anti-impérialiste réside dans la direction prolétarienne, avec un programme marxiste clair et une autonomie organisationnelle de classe, de la révolution bourgeoise elle-même. Seule une lutte décisive pour la conquête d'une direction prolétarienne permet, finalement, d'établir une hégémonie révolutionnaire sur les masses de paysans pauvres, destinés par le développement capitaliste à être en grande partie prolétarisés. Un moment essentiel de cette lutte est la démolition de l'idéologie bourgeoise et de son influence sur les masses ouvrières et sur les masses paysannes, idéologie qui se manifeste par le concept de « peuple » et par la négation des antagonismes de classe au sein même de la société coloniale ou

semi-coloniale. Dans ses extrêmes, cette idéologie va même jusqu'à nier les classes et à utiliser, dans ce sens, le concept de « peuple opprimé ».

La lutte pour l'affirmation d'une direction prolétarienne passe donc obligatoirement par la dénonciation de l'idéologie bourgeoise et de la conception du « peuple ». De ce point de vue aussi, les courants maoïstes, castristes et trotskistes se révèlent être des appendices des idéologies bourgeoises des « jeunes capitalismes ». Ils théorisent une lutte « anti-impérialiste » qui n'est rien d'autre que la lutte des « jeunes capitalismes ». Introduire, pour le Moyen-Orient, la « guerre révolutionnaire » et la « guérilla » ne déplace pas d'un centimètre la nature sociale du conflit actuel. La « guerre révolutionnaire » est prolétarienne quand elle est dirigée par une dictature du prolétariat, c'est-à-dire par un pouvoir de classe qui peut utiliser différentes formes de lutte armée, des formes conventionnelles à celles de la guérilla. Mais c'est la nature de classe du pouvoir révolutionnaire qui qualifie les formes de lutte armée et non le contraire. Dans la Seconde Guerre mondiale impérialiste, il y a eu des mouvements de guérilla certainement composés de prolétaires, mais qui étaient dirigés par l'antifascisme bourgeois. Par ailleurs, la présence et l'ampleur des mouvements de guérilla n'ont pas changé la nature de la guerre impérialiste, puisque seule la transformation de ces mouvements antifascistes en mouvements révolutionnaires, d'une direction bourgeoise en une direction prolétarienne, pouvait transformer non pas la nature mais le cours de la guerre impérialiste en une guerre civile. On ne voit donc pas pourquoi la baguette magique castro-maoïste de la « guérilla » devrait changer la nature de la guerre du Moyen-Orient, qui reste un conflit bourgeois même si les formes militaires de son déroulement sont modifiées. Et il le resterait plus encore dans les plans castro-maoïstes qui se bornent à la « *lutte anti-impérialiste des peuples arabes* » et ne posent pas l'objectif d'une direction prolétarienne.

Bien sûr, la guerre du Moyen-Orient pourrait elle aussi se transformer en guerre civile, en une authentique lutte anti-impérialiste, en révolution socialiste, mais cela ne pourrait résulter que de l'initiative d'un parti communiste international qui fixerait pour objectif la destruction des États bourgeois arabes et israélien, l'élimination des bourgeoisies moyen-orientales, l'unification des classes ouvrières arabe et israélienne et la constitution d'un État socialiste moyen-oriental. Dans une transformation révolutionnaire de cette nature, dirigée par le prolétariat et sous son hégémonie, les formes militaires de réalisation seraient secondaires par rapport à la stratégie.

L'objection qui est faite à notre conception léniniste est que les rapports de classes ne sont pas favorables au prolétariat du Moyen-Orient. Nous répondons que cela est vrai en partie seulement : le prolétariat en Égypte et en Israël, par exemple, représente un pourcentage significatif de la population

active et, en outre, il y a de larges masses de paysans prolétarisés. En second lieu, nous répondons qu'une stratégie de classe est un impératif qu'il faut poursuivre à tout moment, indépendamment des rapports de force actuels ; même quand il n'y a aucune possibilité de réalisation immédiate (comme ce fut le cas pour la très restreinte minorité bolchevique face à la Seconde Internationale « social-chauviniste »). D'ailleurs les maoïstes, les castristes et les trotskistes n'ont, en Italie, aucune possibilité de réalisation immédiate de leurs plateformes petites-bourgeoises, et pourtant ils les diffusent, avec pour finalité et pour résultat, même très limités, de renforcer les Nasser de toutes sortes. Enfin la stratégie léniniste appliquée au Moyen-Orient ne peut ni ne doit être l'œuvre du seul prolétariat du Moyen-Orient, de même que, lorsqu'elle fut développée pour la révolution d'Octobre, elle ne pouvait ni ne devait reposer uniquement sur le prolétariat russe. La transformation de la guerre bourgeoise du Moyen-Orient en révolution socialiste pourrait et devrait s'appuyer sur la lutte révolutionnaire du prolétariat européen, notamment du prolétariat italien, qui agit dans une société où les rapports de force pourraient lui être favorables, en raison de l'intense prolétarisation. Ce qui est sûr, c'est que la propagande des positions maoïstes, castristes et trotskistes ne contribue absolument pas à faire mûrir dans le prolétariat une conscience léniniste capable de modifier positivement les conditions de développement de la révolution socialiste au Moyen-Orient ; au contraire, avec son « interventionnisme », elle représente un élément supplémentaire de confusion et de renforcement de la social-démocratisation au sein du mouvement ouvrier.

La lutte contre le réformisme doit être menée avec la clarté marxiste. On ne peut pas prétendre combattre la social-démocratie quand on en reflète certains caractères fondamentaux, à commencer par le manque de principes théoriques. Qu'est-ce donc, sinon de l'opportunisme, cette manie congénitale d'instrumentaliser certaines formules théoriques pour justifier des positions pratiques données, qui peuvent aller de l'exaltation de la « révolution yougoslave » contre Moscou avant-hier, au panégyrique de Ben Bella contre Boumédiène hier, et au soutien à ce même Boumédiène aujourd'hui ?

Pour justifier son « interventionnisme » substantiel, *Bandiera Rossa*, organe des trotskistes italiens, va jusqu'à écrire que dans le conflit du Moyen-Orient il y avait, d'une part, un État capitaliste, l'État d'Israël, « intégré dans le système impérialiste à l'échelle régionale et mondiale », et d'autre part, « un ensemble de pays à la structure coloniale et semi-coloniale » !

Pour *Bandiera Rossa*, l'Algérie ou l'Égypte seraient carrément des « colonies » ou des « semi-colonies » !

Pour que ses comptes soient bons, *Bandiera Rossa* serait même disposé à arrêter les aiguilles de l'horloge de l'histoire, de la formation des nations, du

développement du capitalisme dans le monde. Plutôt que de reconnaître la nature bourgeoise des États arabes et le développement de leur économie, il les renvoie en arrière dans le temps. Selon toute probabilité, les bourgeoisies arabes, les Boumédiène, les Nasser, n'accepteraient pas la « dégradation » sociale décrétée par l'imagination de *Bandiera Rossa*. D'autant plus que ceux qui veulent les ramener au rang de pays « colonisés » ont fini par théoriser la « révolution permanente » à l'envers ; et la seule chose qu'ils poussent avant de façon permanence, c'est l'opportunisme.

Le prétexte national dans la politique méditerranéenne*

Notre évaluation sur la formation économico-sociale italienne et sur les caractères de sa restructuration est également une évaluation sur son degré de développement et sur ses tendances.

Dans un paysage politique complexe, nos thèses distinguent depuis longtemps notre organisation, confirmant ainsi ce que nous avons toujours affirmé : le parti léniniste est l'expression de la stratégie révolutionnaire, et celle-ci est l'expression de l'analyse scientifique du marxisme. Dans la phase actuelle des luttes de classes dans le monde, un solide parti révolutionnaire ne peut se maintenir sans une science solide puisque tout mouvement révolutionnaire est voué à s'user s'il n'a pas de solides racines théoriques.

Notre conception ne découle pas d'une pure abstraction mais de la nécessité pratique. Notre analyse nous a amenés à conclure que le capitalisme italien avait désormais atteint sa maturité impérialiste. Par conséquent, nous avons refusé de considérer l'Italie comme une « colonie américaine » assujettie aux multinationales et à la politique atlantiste. Nous avons considéré que l'impérialisme italien agissait, bien qu'avec un moindre poids, dans un cadre d'alliance avec la superpuissance américaine, tout en conservant sa propre tendance d'expansion dans la région méditerranéenne.

À l'occasion de la guerre israélo-arabe de 1967, nous avons affirmé que ceux qui ne comprenaient pas la « *nature générale et mondiale de l'impérialisme* » en deviendraient les partisans, et que seuls les marxistes conséquents pouvaient échapper à ce destin historique. Une guerre au Moyen-Orient avait suffi pour que s'exprime tout le potentiel impérialiste dont la société italienne était pétrie.

Tous les courants politiques, y compris les courants minoritaires petit-bourgeois intellectuels, qui allaient alimenter le terrorisme dans les années suivantes, s'étaient rangés du côté des bourgeoisies arabes ou, dans une moindre mesure, de la bourgeoisie israélienne. Tous les courants politiques avaient passé sous silence le fait indiscutable de la nature de classe des sociétés arabes et de la société israélienne, où les travailleurs étaient exploités par des bourgeoisies liées « *au réseau dense de capitaux investis au Moyen-Orient* » en provenance des « *nouveaux et vieux sanctuaires de l'impérialisme : Washington, Londres, Paris, Bonn, Rome, Moscou, Tokyo* ». Les puissances de l'impérialisme investissaient dans le pétrole et vendaient des armes ; très souvent d'un côté comme de l'autre.

* Arrigo Cervetto, novembre 1985.

La bourgeoisie arabe « élevée et nourrie par les combines avec les impérialistes européens et américains » ajoutait la carte russe à son jeu. Une carte que la bourgeoisie israélienne avait déjà jouée en 1947 lorsque les États-Unis et l'URSS avaient appuyé le sionisme pour évincer du Moyen-Orient les puissances britannique et française épuisées, qui avaient même ressuscité le panarabisme pour continuer à contrôler le pétrole.

En 1956, la France et le Royaume-Uni, en plus d'Israël qui les avait rejoints en renversant les alliances, avaient été bloqués par les États-Unis, appuyés *de facto* par l'Union soviétique. À peine dix ans plus tard, les puissances européennes, renforcées par le cycle économique, avaient entrepris une nouvelle entrée concurrentielle au Moyen-Orient, en accentuant ses déséquilibres.

Depuis 1967, presque vingt ans se sont écoulés, vingt ans d'histoire économique et politique qui ont accentué les tendances qui agissaient alors, les mêmes tendances que la Première Guerre mondiale impérialiste avaient déjà fait clairement apparaître. Nous n'avons que très peu à ajouter à nos indications stratégiques d'alors, car elles sont stratégiques précisément parce qu'elles vont au-delà de la conjoncture tactique. Dans l'article de juillet 1967 – écrit en opposition à une version spécifique de l'*« interventionnisme de gauche »*, inauguré en Italie par Benito Mussolini et par les syndicats soréliens –, nous avons exclu de nos tâches prioritaires la lutte pour résoudre le problème de l'implantation territoriale des différentes ethnies au Moyen-Orient. Nous étions convaincus, et nous le sommes toujours, que dans cette région la tâche prioritaire devait être, et demeure, la lutte du prolétariat international, et par conséquent des prolétaires arabes et israéliens, contre leurs bourgeoisies et contre l'impérialisme unitaire constitué des différentes puissances.

Cela ne revient pas à nier l'existence d'un problème d'implantation territoriale de la population palestinienne. Nous voulons affirmer par là que le prolétariat, seulement après avoir accompli la tâche fondamentale de sa lutte, pourra résoudre ce problème dans les termes internationalistes dans lesquels, désormais, il est posé historiquement. En des termes nationalistes, il peut, par ailleurs, trouver aussi une solution, mais seulement dans le cadre de la concurrence entre les impérialismes.

Notre position se référait et se réfère à la position de Lénine sur les guerres balkaniques qui dénonce le caractère de conflit gouverné par les puissances impérialistes. Lénine prend évidemment en ligne de compte tous les facteurs nationaux en jeu, mais considère qu'ils sont subordonnés au cours général du conflit entre les puissances qui agissent dans la région balkanique. Août 1914 représentera le banc d'essai pour une stratégie internationaliste correcte et lui ouvrira la voie vers la victoire d'Octobre, alors que toutes les positions du

mouvement socialiste qui, des façons les plus diverses, avaient échoué sur les facteurs nationaux, s'exposeront au naufrage historique.

Il ne s'agit pas d'indifférentisme vis-à-vis de la question nationale, d'autant plus que Lénine a été le spécialiste le plus lucide de la question nationale au xx^e siècle. Le fait que le spécialiste Lénine ait adopté cette position nous montre qu'il s'agit là d'un des aspects les plus profonds de la stratégie révolutionnaire. Nous sommes confrontés à un principe intangible : pour le marxisme, la question nationale n'est pas une question de principe. L'approche marxiste vis-à-vis de la question nationale a toujours été dictée et sera toujours dictée par le principe de la lutte des classes. Par conséquent, seules les revendications nationales qui avantagent la lutte du prolétariat international seront appuyées.

Le parti léiniste qui se conforme à ce principe ne risque pas d'être entraîné, par le biais des courroies de transmission de la « question nationale », vers des positions sociales-impérialistes. Il peut être réduit à un isolement extrême, mais il ne peut être dénaturé.

Nous avons refusé de donner à la « question nationale » palestinienne un rôle de base de départ, s'appuyant sur des masses déshéritées de paysans pauvres, d'une révolution en permanence au Moyen-Orient. Aujourd'hui, nous ne prenons pas parti pour l'impérialisme italien dans l'utilisation de la « carte » palestinienne, et nous restons bien fermes dans notre position internationaliste pour la transformation des guerres moyen-orientales en révolution prolétarienne.

Il y a environ 2 800 000 Palestiniens*. Ils sont 800 000 en Jordanie, 300 000 en Syrie, 200 000 au Liban, 400 000 en Israël, 630 000 dans les territoires occupés par Israël et 70 000 dispersés dans plusieurs autres pays. Ils n'ont pas d'État national et ne font pas partie, en tant que nationalité, d'un État plurinational. Et ils ne représentent pas une exception. Plusieurs dizaines de nationalités à l'intérieur de plusieurs dizaines d'États sont dans les mêmes conditions. Il n'est pas un État qui, au cours de sa formation, n'ait pas inclus, le plus souvent par la coercition, des minorités nationales. Rares sont les États ayant reconnu des formes plurinationales. Cela est vrai pour les États qui se sont formés dans les siècles passés, par exemple en Europe, et c'est d'autant plus vrai pour les États qui se sont formés dans les dernières décennies, en Afrique et en Asie. Cela veut dire que les facteurs nationaux sont utilisés dans la lutte entre les États et qu'ils le seront encore davantage dans l'avenir.

Les Arméniens sont estimés au nombre d'environ 2 millions, dont la moitié fait partie de la fédération de l'URSS tandis que l'autre moitié

* Données de 1985. [N. D. É.]



constitue une diaspora. Massacrés par la Turquie durant la Première Guerre mondiale, ils expriment des mouvements nationalistes qui, même récemment, ont eu recours au terrorisme.

La situation des Kurdes est encore plus éloquente. Ils sont environ 18 millions, soit six fois plus nombreux que les Palestiniens. Six millions d'entre eux vivent en Turquie, quatre millions et demi en Iran, environ

trois millions en Irak, 400 000 en Syrie et 200 000 en URSS. Ils ont également des mouvements nationalistes ayant pour but la formation d'un État autonome et mènent une lutte militaire, durement réprimée.

Aujourd'hui, les différentes puissances impérialistes utilisent la « carte » nationale palestinienne, mais elles sont prêtes à utiliser les autres cartes du jeu moyen-oriental. À Rome, également, les joueurs ne manquent pas.

Violence et crise des États nationaux dans le Moyen-Orient de la nouvelle phase stratégique*

Le Moyen-Orient s'embrase dans une chaîne de vendettas et de guerres civiles ignorant les frontières d'État devenues arbitraires ; les étincelles de la violence terroriste propagent l'incendie jusqu'aux abords des puissances de l'impérialisme, depuis toujours impliquées dans la région. La région, dit-on, est en voie de devenir une terre d'« États en faillite », et les puissances du « Grand Moyen-Orient », la bande qui va du nord de l'Afrique jusqu'à l'Afghanistan, sont désormais les « Balkans globaux ».

Une réflexion est nécessaire sur la théorie marxiste de la politique et de la violence, étendue aussi à la stratégie révolutionnaire, sur la façon dont cette stratégie a affronté, pendant plus d'un siècle et demi, les questions des classes et des États tout au long de l'axe du développement capitaliste.

En entreprenant la tâche de donner une stratégie au mouvement communiste, Marx et Engels, puis Lénine, se sont trouvés, lors de deux phases différentes, à devoir définir les termes d'une position de classe sur les révolutions démocratiques bourgeoises et sur la formation des États nationaux. Cette question s'enchevêtre, en Europe centre-orientale et dans les Balkans, avec le déclin, puis l'effondrement de trois empires : russe, austro-hongrois et ottoman. Marx et Engels misaient sur de grandes nationalités pouvant engendrer de grands États – Allemagne, Hongrie, Italie, Pologne : tout ce qui centralise la bourgeoisie favorise la classe ouvrière, observeront-ils en 1866 au sujet de la « révolution par le haut » de l'unité allemande. De grandes unités politiques, en unifiant le marché, favorisaient le développement des forces productives, accéléraient la fin de l'immobilisme paysan, et rendaient possible la concentration d'un prolétariat moderne. L'enchaînement stratégique de la « révolution permanente » liait la lutte des classes et la lutte des États. L'assaut de la bourgeoisie démocrate devait être aiguillonné par la poussée prolétarienne. L'ennemi et le bastion de la contre-révolution, c'était l'empire tsariste, autocratique et semi féodal. La perspective d'une guerre révolutionnaire contre la Russie sera le fil conducteur des hypothèses stratégiques que Marx et Engels formuleront tout au long d'une bonne partie de la seconde moitié du XIX^e siècle, à partir de la tempête de 1848, puis dans les guerres européennes des années 1850 et 1860.

Dans ce contexte, en plus de l'appui à l'unité allemande et à l'indépendance de la Pologne, de la Hongrie et de l'Italie vis-à-vis du tsarisme et

* Guido La Barbera, février 2015.

des Habsbourg, Engels formulera la thèse des « peuples sans histoire ». Les petites populations et les minorités slaves, éparpillées en Europe orientale et dans les Balkans sous la triple pression de l'Empire russe, de l'Autriche-Hongrie et de la Turquie d'Europe, n'avaient pas de perspectives de se constituer en États-nationaux ; et le mythe d'une unité slave qu'elles partageaient était en fait le « panslavisme réactionnaire », un instrument de l'influence russe et de la contre-révolution.

Il ne s'agissait pas d'un *a priori* ou d'une position de principe. Marx et Engels attaquaient le panslavisme en 1848 comme dans les décennies suivantes parce que ce mythe était l'instrument de la Russie réactionnaire des tsars. Mais Engels lui-même, au début de la guerre de Crimée, en 1853, toujours dans un sens antirusse, examinera l'hypothèse opposée, et soutiendra la possibilité d'une « *nation slave indépendante* » dans la région balkanique alors dominée par la Turquie. La vague révolutionnaire en Europe allait amener à un point critique le conflit entre « *l'absolutisme russe et la démocratie européenne* », et le développement capitaliste allait approfondir la divergence d'intérêts d'avec la Russie. Du reste, « *les Slaves méridionaux et les Grecs de Turquie* » avaient déjà « *beaucoup plus d'intérêts en commun avec l'Europe occidentale qu'avec la Russie* ». Lorsque la voie ferrée qui reliait Budapest aux ports du Havre, d'Ostende et de Hambourg, sur la Manche et la mer du Nord, serait complétée jusqu'à Belgrade et Constantinople, sur la mer Noire, « *l'influence de la civilisation occidentale et du commerce occidental* » allaient devenir permanents « *dans l'Europe sud-orientale* ».

Il n'en demeure pas moins que, dans la thèse des « petits peuples », le développement capitaliste avait besoin de grands États et de grands marchés unitaires, tandis que la fragmentation ethnique et religieuse dans les Balkans, en plus de faire du principe de nationalité et du panslavisme un instrument de la Russie, créait un écheveau presque inextricable. Toute l'histoire de la région en restera marquée pour les décennies à venir, passant par les guerres balkaniques, les deux guerres mondiales impérialistes – avec la brève existence indépendante pour les Tchèques, les Slovaques et les Slaves du Sud dans l'entre-deux-guerres – puis par le partage de Yalta et, après son effondrement en 1989, par le *nouveau partage*, l'Europe centrale et orientale étant absorbée par étapes dans l'Union européenne. Quand la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, au début des années 1990, seront laissées à elles-mêmes, dans l'intermède entre les deux partages, elles aboutiront l'une à la sécession entre Prague et Bratislava et l'autre à la série des guerres civiles en Yougoslavie.

Lénine reprit et développa la stratégie de Marx et Engels sur la question nationale, dans la bataille politique au sein de la *gauche de Zimmerwald* – l'opposition internationaliste à la guerre de 1914 – lorsqu'il s'agit de

défendre le mot d'ordre du « *droit des peuples à l'autodétermination* » contre les courants qui le tenaient pour dépassé. La dénonciation de l'empire tsariste comme « *prison des peuples* » fera partie intégrante de la stratégie internationale de Lénine dans la guerre, jointe à l'arme politique du « défaitisme révolutionnaire » dans l'assaut d'Octobre 1917. Mais dans le même temps, l'autodétermination nationale n'était pas pour Lénine une question de principe. Marx « était pour l'indépendance de la Pologne du point de vue des intérêts de la démocratie européenne », dans sa lutte contre la force et l'influence du tsarisme, écrit Lénine durant l'été 1916 : « *La justesse de ce point de vue a reçu la plus éclatante et la plus concrète des confirmations en 1849, lorsque l'armée féodale russe écrasa le soulèvement démocratique révolutionnaire de la Hongrie pour sa libération nationale.* » La question était « *avant tout et par-dessus tout* » celle de la lutte contre le tsarisme. C'est la raison pour laquelle Marx et Engels furent en même temps « *contre le mouvement national des Tchèques et des Slaves du Sud* » qui, en 1848-1849, s'étaient avérés des « *avant-postes du tsarisme* ».

Sans que soit démenti le principe selon lequel « *un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre* », cette bataille de la stratégie de Marx et Engels offrait deux enseignements : premièrement, « *l'intérêt de la libération de plusieurs grands et très grands peuples d'Europe est supérieur à celui du mouvement de libération des petites nations* » ; et deuxièmement, « *la revendication de la démocratie doit être considérée à l'échelle de l'Europe entière – il faut dire aujourd'hui : à l'échelle mondiale – et non pas isolément* ».

Mais encore : « *Les différentes revendications de la démocratie, y compris le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, ne sont pas un absolu, mais une parcelle de l'ensemble du mouvement démocratique (aujourd'hui : de l'ensemble du mouvement socialiste mondial). Il est possible que, dans certains cas concrets, la parcelle soit en contradiction avec le tout : elle est alors à rejeter. Il peut arriver que le mouvement républicain d'un pays ne soit que l'instrument d'intrigues cléricales, financières ou monarchiques d'autres pays ; nous avons alors le devoir de ne pas soutenir ce mouvement concret donné, mais il serait ridicule, sous ce prétexte, de rayer du programme de la social-démocratie internationale le mot d'ordre de république.* »

Notons que, pour Lénine, il y avait deux critères discriminants : le principe de la lutte de classe, dans lequel s'inscrivait l'appui aux révolutions démocratiques bourgeois, et la stratégie communiste internationale, précisément la perspective d'ensemble du « *mouvement socialiste mondial* ». Un article qui précède de quelques mois le déclenchement de la guerre de 1914, « *Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes* », contient une indication méthodologique cruciale, indispensable pour comprendre la façon dont le concept de Lénine pourra être repris, développé et appliqué à la « question

coloniale » de l'après-guerre, lorsque Arrigo Cervetto considérera que la phase historique de l'appui du mouvement communiste aux mouvements nationaux démocratiques bourgeois était close.

À Rosa Luxemburg, qui avait objecté que le « droit à l'autodétermination » ne figurait dans aucun programme des partis socialistes européens, Lénine opposait une considération de méthode et une considération d'analyse. Il est important de « *comparer le développement politique et économique de différents pays* », parce que les États modernes partagent une « *nature capitaliste commune [...] aussi bien que la loi générale de leur développement* ». Il s'agit là, notons-nous, du concept de « formation économico-sociale » et de la régularité de son développement en tant que loi naturelle. « *Mais cette comparaison doit se faire à bon escient. La condition préalable la plus élémentaire, en l'occurrence, est de savoir si les époques historiques du développement des pays comparés se prêtent à la comparaison.* » La formation économico-sociale capitaliste, notons-nous encore, a ses régularités qui peuvent être examinées avec l'instrument de la comparaison ; mais le capitalisme a sa propre histoire qui gagne progressivement les différentes régions du globe en créant ainsi le marché mondial.

C'est là que se fonde l'analyse comparée de la question nationale, en Europe occidentale au temps de Marx, au XIX^e siècle de l'affirmation bourgeoise, en Russie, en Asie et dans le monde colonial au temps où Lénine l'affronte, au début du XX^e siècle impérialiste. Dans la plupart des pays occidentaux, cette question a été depuis longtemps résolue, note Lénine. L'essence du problème est « *la distinction entre les pays où les transformations démocratiques bourgeoises sont depuis longtemps terminées et ceux où elles ne le sont pas encore* » : « *Dans l'Europe occidentale, continentale, la période des révolutions démocratiques bourgeoises embrasse un intervalle de temps assez précis, qui va à peu près de 1789 à 1871. Cette période a été celle des mouvements nationaux et de la création d'États nationaux. Au terme de cette période, l'Europe occidentale s'est trouvée transformée en un système d'États bourgeois, généralement homogènes au point de vue national. [...] En Europe orientale et en Asie, l'époque des révolutions démocratiques bourgeoises n'a fait que commencer en 1905. Les révolutions en Russie, en Perse, en Turquie, en Chine, les guerres balkaniques, telle est la chaîne des événements mondiaux de notre époque, dans notre "Orient". Et il faut être aveugle pour ne pas voir dans cette chaîne d'événements l'éveil de toute une série de mouvements nationaux démocratiques bourgeois, de tendances à la formation d'États nationaux indépendants et homogènes.* »

Remarquons l'harmonie avec la thèse de Cervetto, dans son texte sur l'« industrialisation coloniale ». Il y considérait que les jeunes bourgeoisies en lutte pour l'indépendance étaient parvenues à leur 1789 et attendaient

leur 1848. Il s'agit en effet de saisir la façon dont notre politique internationaliste a repris et développé ces présupposés théoriques de la stratégie, en les appliquant, dans l'après-guerre, à la phase finale de la « question coloniale ». L'appui aux mouvements d'indépendance des nouvelles bourgeoisie en Asie et en Afrique, dans les années 1950 et 1960, prolongeait la stratégie de la III^e Internationale de Lénine. Mais le constat selon lequel cette phase était achevée, dans les années 1970, en est lui aussi un développement, qui repose précisément sur le critère de méthode énoncé, comme nous l'avons vu, toujours par Lénine.

Il suffit de considérer cette prévision de Cervetto, de décembre 1960, dans un passage qu'il nous est déjà arrivé de citer : « *À un certain stade d'industrialisation internationale, la question coloniale – et il s'en faut de quelques années seulement – perdra son importance spécifique, dans la mesure où dans de très vastes zones économiques les forces sociales se polariseront autour des rapports de production capitalistes prédominants et généralisés.* » Considérons également la conclusion de cette réflexion, un peu plus de quinze ans plus tard, en décembre 1977 : nous communistes, nous avons appuyé la révolution démocratique bourgeoise « *parce qu'elle développe les forces productives* », ce qui a donné aux démocrates l'avantage tactique « *parce qu'ils se sont fait soutenir dans l'intention de nous éliminer* ». Mais « *maintenant que le mouvement d'indépendance touche à sa fin dans toutes les régions du monde, l'avantage tactique revient au communisme, car il n'est plus obligé de soutenir la démocratie* ».

La même réflexion que Lénine consacre à l'affirmation démocratique bourgeoise en Europe occidentale est ici appliquée aux nouvelles bourgeoisie en Asie et en Afrique, au terme de leurs luttes anticoloniales. Au long de l'axe du développement capitaliste se sont placées, les unes après les autres, les bourgeoisie des États-nations européens, puis celles de la Russie et de l'aire slave – avec la rupture de la tentative bolchévique renversée par le capitalisme d'État stalinien –, enfin celles des mondes asiatique et africain, entraînés dans l'économie capitaliste moderne y compris par ces États d'Europe transformés en puissances impérialistes.

Ce n'est pas tout. Au fil des décennies, l'inégal développement économique et politique dans les nouvelles régions du monde a fait de la Chine un géant impérialiste, tandis que le Moyen-Orient, avec ses ressources énergétiques, est resté politiquement divisé et objet de la confrontation. Dans l'article « Le prétexte national dans la politique méditerranéenne » de décembre 1985*, nous trouvons une reprise indirecte de la formule d'Engels sur les « petits peuples », mais combinée à la thèse de Lénine sur les guerres

* Voir page 258.

balkaniques, selon laquelle, dans ces guerres, « *le conflit dirigé par les puissances impérialistes* » prévalait désormais sur les facteurs nationaux. L'achèvement du cycle historique des révolutions démocratiques bourgeoises ne signifie pas que toutes les questions de minorités nationales soient résolues, affirme Cervetto. En particulier au Moyen-Orient, pouvons-nous ajouter, où les frontières entre les États sont l'héritage direct des lignes du partage impérialiste, sur lesquelles se superposent des minorités et des lignes de faille confessionnelles analogues à l'écheveau balkanique.

Il existe une question d'implantation territoriale de la population palestinienne, écrit Cervetto, mais ce n'est qu'après « *avoir accompli la tâche fondamentale de sa lutte* », c'est-à-dire dans une perspective révolutionnaire, que le prolétariat « *pourra résoudre ce problème dans les termes internationalistes dans lesquels désormais il est posé historiquement* ». En termes nationaux, la question est destinée à être instrumentalisée par la « *concurrence entre les impérialismes* ». C'est ici que le critère d'Engels a été mis à jour, avec Lénine, à l'ère de l'impérialisme. Les Palestiniens, sans État national et sans reconnaissance comme nationalité dans un État plurinational « *ne représentent pas une exception* » : « *Plusieurs dizaines de nationalités à l'intérieur de plusieurs dizaines d'États sont dans les mêmes conditions. Il n'est pas un État qui, au cours de sa formation, n'ait pas inclus, le plus souvent par la coercition, des minorités nationales. Rares sont les États ayant reconnu des formes plurinationales. Cela est vrai pour les États qui se sont formés dans les siècles passés, par exemple en Europe, et c'est d'autant plus vrai pour les États qui se sont formés dans les dernières décennies, en Afrique et en Asie. Cela veut dire que les facteurs nationaux sont utilisés dans la lutte entre les États et qu'ils le seront encore davantage dans l'avenir.* » Cervetto citait comme exemple les populations arménienne et kurde, cette dernière étant aujourd'hui portée sur le devant de la scène par la crise en Irak et en Syrie.

Étant donné que cette « *lutte entre les États* » concernait aussi bien les puissances de la région que les grandes puissances de l'impérialisme, comment la question de l'unification du marché régional moyen-oriental se posait-elle ? En décembre 1977, précisément, tandis que la réflexion théorique établissait les arguments de la fin du cycle des révolutions démocratiques bourgeoises dans les nouvelles régions, Cervetto raisonnait sur la variante d'une « *solution Zollverein* » au Moyen-Orient.

Il s'agissait seulement d'une « *hypothèse de laboratoire marxiste* », motivée par le « *tournant moyen-oriental très rapide et précipité* », lisons-nous dans les notes de Cervetto pour son rapport à la Convention nationale du Parti. Quelques jours auparavant, le 19 novembre, par un coup de théâtre, le président égyptien Anouar el-Sadate s'était rendu à Jérusalem et avait parlé à la Knesset, marquant ainsi le lancement du processus de paix entre

l'Égypte et Israël. La thèse clé de Cervetto était qu'il existait la « *possibilité objective d'une puissance moyen-orientale* ». Autour de l'axe Égypte-Israël, on pouvait penser à une « *zone de libre-échange de capitaux saoudiens-iraniens, des managers israéliens, un exode rural de cinquante millions d'Égyptiens et de Soudanais* ». L'unification partielle de l'aire germanique avait commencé par le *Zollverein*, l'union douanière, et s'était conclue par la « *solution prussienne* », c'est-à-dire militaire, « *contrairement aux attentes de Marx et d'Engels* ». Dans l'aire moyen-orientale, la solution prussienne avait été tentée à quatre reprises en trente ans, mais avait abouti « *à une impasse des jeunes capitalismes et à un renforcement des métropoles* ». La solution pouvait alors être le *Zollverein*. Dans les rapports de force de la région, l'Arabie saoudite et l'Iran étaient les acteurs « *décisifs* ».

L'hypothèse revint quelques mois plus tard, dans un commentaire sur les conflits dans la Corne de l'Afrique, mais avec un accent plus marqué sur la confrontation entre les États-Unis, l'URSS et l'Europe. Après la crise de Suez, en 1956, les États-Unis avaient fini par déloger les Britanniques et les Français de leurs positions au Proche et Moyen-Orient, pouvons-nous lire dans une note de juin 1978, mais la crise pétrolière avait relancé les jeux pour la CEE, le bloc de la Communauté économique européenne. La solution d'une zone de libre-échange, « *au lieu de la solution "prussienne" impossible* », pouvait redonner des marges à la CEE. Mais à ce moment, c'était Washington qui opérait un « *équilibre des puissances* » et un « *équilibre militaire* » ; « *la ligne Kissinger* » s'était révélée gagnante au Moyen-Orient.

Cette « *hypothèse de laboratoire* » est restée une réflexion non destinée à la publication ; si nous la citons, c'est précisément parce que cette *variante stratégique* inaboutie donne une idée, par opposition, de la façon dont le cours général de la confrontation au Moyen-Orient a éloigné non seulement toute hypothèse de fédération, mais également toute forme de trêve entre les acteurs régionaux. Au cours de ces quarante ans, décennie après décennie, c'est précisément la série de conflits régionaux, puis de guerres civiles – entre l'Iran et l'Irak dans les années 1980, avec les deux interventions américaines en Irak, en 1991 et en 2003, aujourd'hui avec les conflits en Syrie et en Libye –, qui a rendu le jeu d'équilibrage américain déterminant. Une trace de cette vieille hypothèse de 1977, avec la formule d'une « *union douanière* » régionale comme voie pour l'influence européenne, persiste tout au plus dans le réseau de relations de l'Union pour la Méditerranée, dans les accords d'association entre l'UE et sept pays de la rive sud – Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc et Tunisie – et dans le laborieux parcours d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne.

C'est ici que s'ouvre le chapitre le plus récent, celui du Moyen-Orient dans la *nouvelle phase stratégique*. Il y a dix ans, pour cerner l'*inédit stratégique* de la Corne de l'Afrique, l'analyse de Cervetto nous a permis de voir que l'Union pour la Méditerranée, avec ses accords d'association, était une partie de l'ensemble de l'effort de construction d'un espace de libre-échange régional, qui devait être étendu à l'ensemble de la Méditerranée. C'est ce que nous avons fait dans ce chapitre, en examinant les accords d'association entre l'UE et les pays de la rive sud de la Méditerranée, et en examinant les perspectives pour l'avenir.

télique, la situation sans précédent déterminée par l'irruption de la Chine en tant que puissance impérialiste, nous avons résumé les trois phases du développement de la stratégie révolutionnaire que nous avons cherché à exposer : « *L'axe stratégique n'est plus constitué par le lien entre la lutte des classes et la révolution bourgeoise en Allemagne et en Europe, comme à l'époque de Marx et d'Engels, ni par le lien entre les luttes inter-impérialistes et les révolutions bourgeoises dans les nouvelles régions, comme à l'époque de Lénine. Pour la première fois, par rapport à l'expérience historique de Marx, Engels et Lénine, la question nationale disparaît du tableau des aspects que l'"action combinée" du parti international doit mettre en relation. Aujourd'hui, la connexion globale des luttes entre les classes et des luttes entre les États se déploie intégralement sur le terrain des contradictions impérialistes, sur un marché mondial achevé et au sein d'un système mondial d'États qui reflète partout l'affirmation mondiale du développement bourgeois.* » À l'époque, nous avons exclu, et nous le confirmons, que les crises des « États en faillite » puissent rouvrir la perspective d'un appui de la stratégie prolétarienne à des revendications démocratiques-nationales.

La question qui nous intéresse, c'est que le nouveau chapitre, la *nouvelle phase stratégique* marquée par l'envergure continentale de la Chine et par l'intégration de l'Europe, entraîne deux conséquences cruciales pour la confrontation au Moyen-Orient.

Première conséquence : même pour la bourgeoisie, notions-nous en 2004, « *la question à l'ordre du jour n'est plus l'instrument étatique-national pour sa propre action* ». Pour cette raison, pour les différents compartiments de l'impérialisme européen se posait « *le problème de l'insuffisance de la dimension nationale dans la confrontation entre les puissances, et ce, en raison de l'émergence impérialiste des géants de l'Asie* ». Et c'est pourquoi la question de l'efficacité des pouvoirs étatiques se posait « *à toutes les puissances* ». La *crise de la souveraineté* n'est pas seulement européenne. On peut comprendre que, pour les bourgeoisies moyen-orientales, tourmentées depuis des décennies par la stabilisation de leurs architectures nationales, et ayant échoué dans la recherche d'une agrégation régionale, le nouveau niveau de la puissance étatique continentale devient impossible à atteindre, à moins d'une rupture catastrophique de l'ordre global qui fasse voler en éclats le jeu d'équilibrage impérialiste.

Seconde conséquence : le déclin relatif des États-Unis remet en cause leur capacité à exercer et garantir l'équilibre régional des puissances, au point que, dans le caractère contradictoire du retrait d'Irak, et dans les crises consécutives aux « printemps arabes », on peut lire tout au moins l'érosion politique de leur capacité d'influence, sans que l'on sache si elle est temporaire ou permanente. Cela interpelle certes l'Europe, avec les

dilemmes de sa centralisation en matière de politique étrangère et militaire, mais laisse surtout entrevoir un poids démultiplié pour la Chine et pour l'Inde, un processus qui, par ailleurs, est déjà en cours. Non seulement toutes les contradictions moyen-orientales resteront bénantes, mais elles pourront d'autant moins trouver une solution dans le nouveau caractère de la confrontation entre puissances continentales, avec les imprévisibles oscillations de l'équilibre générées par l'entrée sur scène manifeste des géants asiatiques.

La région restera génératrice et exportatrice de violence. L'internationalisme communiste sera plus que jamais une nécessité pratique.

Crise de l'ordre et guerre au Moyen-Orient*

Terrorisme réactionnaire et fragment terroriste de la bourgeoisie moyen-orientale. Avec ces outils, nous avons interprété la crise du 11 septembre 2001, les attaques contre les tours jumelles à New York. Cette analyse a contribué à la bataille internationaliste contre les guerres qui ont suivi, en Afghanistan et dans le golfe Persique.

En mars 2015, après les attentats de Paris, qui ont culminé quelques mois plus tard avec le massacre du Bataclan, nous avons rassemblé les textes d'Arigo Cervetto sur la « théorie marxiste de la violence » et certains articles qui étaient des fondamentaux dans l'analyse de la « question nationale » et des crises au Moyen-Orient, dans le livre *Terrorisme réactionnaire, euro-péisme impérialiste, internationalisme communiste* (2015). Nous en rappelons trois concepts.

Premièrement : *terrorisme réactionnaire*. Il s'agit d'une évaluation scientifique inspirée de l'opposition de Marx et Engels au « panslavisme réactionnaire », instrument de la réaction tsariste, ainsi que des thèses de Lénine sur les guerres balkaniques. De même que dans la région slave à l'époque, au Moyen-Orient aussi « *l'échec de certains processus d'unification nationale* » ou « *l'impossibilité pour certaines nationalités d'atteindre la taille critique pour disposer d'une organisation d'État indépendante* » ont laissé errer des « *fragments de violence terroriste et de mythe idéologique* » susceptibles d'être utilisés par d'autres États régionaux et par les puissances de l'impérialisme. Après l'échec des tentatives d'unification panarabe dont l'Égypte de Gamal Abdel Nasser s'était érigée en champion, les États pétroliers du Golfe, où la rente pétrolière « *fait perdurer les formes politiques arriérées* », ont joué vis-à-vis du radicalisme panislamique un rôle analogue à celui que la Russie avait joué en s'emparant du radicalisme panslaviste. Cela s'est combiné avec la lutte entre les grandes puissances au Moyen-Orient, dont l'enjeu « *a été d'abord le partage de cette région, et ensuite, à travers un jeu d'équilibrage, l'interdiction de son unification sous une seule force hégémonique régionale* ». La rivalité entre les bourgeoisies « *imbibées de pétrole* » a également utilisé les courants terroristes respectifs. De plus, le terrorisme s'est souvent manifesté comme résultante non voulue du jeu de puissance : Al-Qaïda est né comme fragment terroriste de la guérilla des moudjahidines, que les Américains et les Saoudiens avaient soutenus en Afghanistan dans les années 1980 contre l'URSS ; c'est également en Afghanistan que se trouvent les origines du

* Guido La Barbera, octobre 2023.

régime des talibans ; l'État islamique est né de la désintégration de l'Irak après la guerre de 2003.

Deuxièmement : *principe internationaliste de classe et question nationale*. Au xix^e siècle, le siècle de l'affirmation bourgeoise, Marx et Engels avaient appuyé les révolutions démocratiques bourgeoises en Europe et la formation de grands États parce que cela accélérerait le développement des forces productives et, avec elles, la concentration du prolétariat. Au xx^e siècle, le siècle de l'impérialisme, Lénine n'a appuyé les *questions nationales*, dans les régions slaves et en Asie, que si et quand elles étaient utiles à la stratégie internationale de la révolution communiste. Après la Seconde Guerre mondiale, il y eut le cycle des révolutions démocratiques et de la création de nouveaux États issus de la lutte anticoloniale. Dans les années 1960, ce processus étant achevé et ces jeunes bourgeoisies s'étant émancipées de la domination occidentale, la priorité stratégique est passée à l'opposition entre la bourgeoisie et le prolétariat. Ainsi, face à la guerre des Six Jours, en 1967, en nous opposant à la fois à l'interventionnisme pro-israélien et à l'*« interventionnisme de gauche aux côtés de la bourgeoisie arabe*», nous avons affirmé le *principe internationaliste de classe* qui est notre boussole, y compris dans ces crises et ces guerres qui, d'une manière ou d'une autre, font ressurgir une *question nationale* non résolue. En Israël, il y avait « *une bourgeoisie et un prolétariat* » ; en Égypte et dans les pays arabes, il y avait « *une bourgeoisie et un prolétariat* ». Les travailleurs arabes et les travailleurs israéliens n'avaient pas d'intérêts opposés ; au contraire, ils avaient le « *destin commun* » d'être exploités par leurs bourgeoisies, qui étaient à leur tour liées « *au réseau dense de capitaux investis au Moyen-Orient* » par les centrales de l'impérialisme.

« *Plusieurs dizaines de nationalités à l'intérieur de plusieurs dizaines d'États* », écrivait Cervetto en 1985, sont dans la même situation que les Palestiniens : les populations arméniennes ou kurdes en sont des exemples. Le « *prétexte national* » est utilisé dans la lutte entre les États et entre les puissances impérialistes : « *Cela ne revient pas à nier qu'il existe un problème d'implantation territoriale de la population palestinienne. Nous voulons affirmer par là que le prolétariat, seulement après avoir accompli la tâche fondamentale de sa lutte, pourra résoudre ce problème dans les termes internationalistes dans lesquels, désormais, il est posé historiquement. En des termes nationalistes, il peut, par ailleurs, trouver aussi une solution, mais seulement dans le cadre de la concurrence entre les impérialismes.* » Autrement dit, la seule voie, contre toute oppression, est la stratégie internationaliste de « *transformation des guerres moyen-orientales en révolution prolétarienne* ».

Troisièmement : la *nouvelle phase stratégique* et le Moyen-Orient. Les bourgeoisies du Moyen-Orient, avons-nous conclu en 2015, ont été « *tour-*

mentées depuis des décennies par la stabilisation de leurs architectures nationales, et ont échoué dans la recherche d'une agrégation régionale ». La nouvelle situation de confrontation mondiale est marquée par la lutte entre grandes puissances d'envergure continentale : ce « *nouveau niveau de la puissance étatique continentale* » allait être d'autant plus « *impossible à atteindre* » pour les États de cette région. D'autre part, l'érosion de l'influence des États-Unis impliquait certes l'Europe, prise dans les dilemmes de sa centralisation politique, mais laissait surtout entrevoir « *un poids démultiplié pour la Chine et pour l'Inde* ». Non seulement « *toutes les contradictions du Moyen-Orient* » allaient rester ouvertes, mais elles allaient « *d'autant moins trouver une solution dans le nouveau caractère de la confrontation entre puissances continentales, avec les oscillations imprévisibles des équilibres générées par l'entrée sur scène manifeste des géants asiatiques* ». La région allait rester « *génératrice et exportatrice de violence* ». « *L'internationalisme communiste* » n'était pas une vague aspiration pacifiste, engluée dans l'impuissance des bons sentiments : plus que jamais, il allait devenir une « *nécessité pratique* ».

Crise de l'ordre et guerre de Gaza*

La *crise de l'ordre* fait rage, les tensions s'accumulent et les foyers de conflits se rallument. L'incursion terroriste du Hamas dans le sud d'Israël et la réaction des forces armées israéliennes à Gaza ont déclenché un conflit qui risque de s'étendre à l'échelle régionale, si les milices chiites du Hezbollah, à la frontière nord avec le Liban, s'impliquent dans la *guerre de Gaza*, et si l'Iran, puissance protectrice du Hezbollah et du Hamas, intervient. Les fondamentaux que nous avions établis il y a moins de dix ans dans le livre *Terrorisme réactionnaire, européisme impérialiste, internationalisme communiste* demandent alors à être complétés et actualisés.

Tout d'abord, nous constatons que, cinquante ans après la *guerre du Kippour* de 1973, les événements de la *guerre de Gaza* confirment l'impasse du « principe de nationalité » à l'ère impérialiste et dans les contradictions régionales du Moyen-Orient. Le principe de nationalité pour les populations palestiniennes a été tour à tour exploité et abandonné cyniquement par toutes les puissances du Moyen-Orient en compétition les unes avec les autres, ainsi que par les grandes puissances, y compris par l'utilisation des divers « fragments » terroristes, jusqu'à dégrader ce principe en fanatisme et en variante panislamiste réactionnaire. Qui plus est, la bourgeoisie israélienne elle-même n'est pas étrangère à l'affirmation du Hamas, dont elle a soutenu l'implantation à Gaza afin de l'utiliser pour diviser le front palestinien et l'opposer à l'OLP de Yasser Arafat, puis à l'Autorité nationale palestinienne. En ce sens, outre la faillite des bourgeoisies arabes, il y a aussi une faillite stratégique de la bourgeoisie israélienne, qui a cru pouvoir manipuler les transformations du nationalisme arabo-palestinien en radicalisme islamiste.

Deuxièmement, en confirmant notre *principe internationaliste de classe* – il y a une bourgeoisie et un prolétariat israéliens, il y a une bourgeoisie et un prolétariat arabes – la crise a aussi révélé la réalité méconnue de l'immigration asiatique dans les kibbouts. L'incursion du Hamas a fait plusieurs dizaines de victimes parmi les quelques milliers de journaliers agricoles thaïlandais : l'ascenseur social en Israël est parallèle à celui de l'ensemble du Moyen-Orient et des monarchies du Golfe en particulier, où le prolétariat immigré se compte par millions. Seul l'internationalisme communiste peut donner une perspective stratégique à travers l'unité de tous ces secteurs de la classe, alors que, pendant des décennies, les mythes nationaux et religieux les ont divisés et envoyés à l'abattoir.

* Guido La Barbera, octobre 2023.

Troisièmement, c'est la *crise de l'ordre* – la fissuration des relations entre les puissances à l'échelle mondiale avec le *déclin atlantique* et l'irruption de la Chine – qui remet en mouvement de vieilles failles et réveille des crises régionales endémiques. En ce sens, il y a un lien entre la *guerre en Ukraine*, la *crise du Haut-Karabagh* – où 100 000 Arméniens ont fui le territoire en raison du nettoyage ethnique dans le silence des chancelleries occidentales – et aujourd'hui la *guerre de Gaza*. Les rapports de force mondiaux et régionaux évoluent ; entre le déclin américain et la montée en puissance chinoise, les marges d'action des *puissances moyennes* augmentent ; les points de crise sont ravivés et les équilibres sont redéfinis par des ajustements qui seront « *brutaux* », selon Thomas Gomart de l'Institut français des relations internationales.

Dans un essai paru dans *Foreign Affairs*, Suzanne Maloney, vice-présidente de la Brookings Institution et directrice de son programme de politique étrangère, voit dans la guerre de Gaza « *la fin de la "stratégie de sortie" des États-Unis au Moyen-Orient* ». Selon elle, Joe Biden avait essayé de négocier un nouvel équilibre des puissances dans la région qui aurait dû permettre à Washington de réduire son engagement, « *en s'assurant que Pékin ne comblerait pas le vide* ». L'accord historique presque conclu pour normaliser les relations entre Israël et l'Arabie saoudite promettait d'aligner les deux principaux partenaires régionaux des États-Unis contre l'adversaire commun, l'Iran, et d'*« ancrer les Saoudiens hors du périmètre de l'orbite stratégique de la Chine* ». Parallèlement à ces efforts, Joe Biden a également tenté de désamorcer les tensions avec l'Iran : il a essayé de relancer les accords de Vienne sur le nucléaire iranien, dénoncés par Donald Trump, mais n'y est pas parvenu ; en guise de solution de repli, il a défini une tactique d'accords pragmatiques et d'arrangements informels.

Si l'extension des accords d'Abraham à l'Arabie saoudite avait réussi, « *un nouvel alignement entre deux des principaux acteurs de la région aurait pu avoir un impact réellement transformateur sur la sécurité et l'environnement économique du Moyen-Orient élargi* ». C'est précisément la raison pour laquelle, selon Maloney, cette tentative a échoué. Biden se serait largement mépris quant à l'intérêt de l'Iran pour une pacification : « *Les dirigeants iraniens avaient tout intérêt à tenter de bloquer une percée israélo-saoudienne, en particulier une percée qui aurait accru les garanties de sécurité américaines à Riyad et permis aux Saoudiens de développer un programme d'énergie nucléaire civile.* »

Israël est déchiré par les polémiques sur la stupéfiante erreur de jugement qui a laissé la frontière avec la bande de Gaza sans protection ; toutefois, c'est là une conséquence directe de la ligne adoptée par le gouvernement de Tel-Aviv à l'encontre du Hamas : « *Un échec total du système de la part*

d'Israël », selon l'ancien ambassadeur américain Martin Indyk. D'après diverses versions, une deuxième erreur d'évaluation aurait été faite par les Américains, et concernerait les accords d'Abraham, entrepris par l'administration Trump, mais poursuivis sous l'administration Biden. La thèse est que cette politique aurait échoué parce que la perspective d'accords entre Israël et les pays arabes mettant de côté la question palestinienne, sans la résoudre, était illusoire. C'est, par exemple, la thèse de Pékin, qui en fait un point central de son initiative dans la région. On dit aussi – c'est la thèse de Maloney – que cet échec concerne aussi Téhéran, qui a réagi à la menace d'une entente entre les États-Unis, Israël et l'Arabie saoudite. Ces deux versions peuvent se combiner : la question palestinienne ouvre des espaces pour le Hamas et la réaction iranienne s'insère dans cette ligne de fracture. C'est précisément le *prétexte national* dont se saisit le régime des mollahs à travers ses acteurs par procuration.

Notons toutefois que si l'objectif des États-Unis était de retenir Riyad en contrant l'influence de la Chine, cela permet d'échapper à la lecture purement subjectiviste des « erreurs ». La faille catastrophique qu'a montrée Israël est certaine ; mais, quoi qu'il en soit, l'action américaine s'explique par sa politique régionale vis-à-vis de la Chine. S'il s'agit d'une erreur, c'est une *erreur déterminée*, un combat dans la bataille d'influence avec Pékin qui est destinée à se poursuivre. On notera aussi que l'initiative américaine vis-à-vis des Saoudiens a le même signe, bien que par d'autres moyens, que la guerre menée il y a vingt ans en Irak : hier pour éviter et aujourd'hui pour contrer la montée en puissance de la Chine dans le Golfe.

La lutte d'influence entre Washington et Pékin confirme que c'est la *crise de l'ordre* qui est la cause profonde de la réactivation des conflits latents. Comme le montrent d'autres domaines de la confrontation – notamment la résistance américaine à la modification des droits de vote au FMI proportionnellement au poids de la Chine –, Washington voudrait montrer que le vieil ordre occidental est toujours nécessaire ; mais il n'y a pas qu'à Pékin qu'on se demande si les propositions et les forces américaines sont suffisantes. Selon la thèse opposée, aucun « nouvel ordre » ou ordre réformé n'est possible sans la Chine. D'autre part, si Pékin jouait un rôle proportionné, cela constituerait un mouvement tectonique majeur : il n'y a pas de « nouvel ordre » sans la Chine, dit-on, mais la Chine a une telle envergure que le simple fait de la reconnaître entraînerait une diminution stratégique pour les puissances du « vieil ordre » atlantique ; et on peut douter qu'une telle réduction puisse être acceptée pacifiquement. C'est ici que la *crise de l'ordre* laisse entrevoir, à l'horizon, sa *rupture*.

Dans le feu de la guerre de Gaza, la question est discutée de manière inhabituellement explicite à Washington et à Pékin. Les États-Unis et l'Union

européenne exhorte Israël à la retenue, écrit le journal chinois *Global Times*, mais « *la réalité qu'il faut reconnaître est qu'il n'y a actuellement aucune force [assez] puissante au niveau international qui soit en mesure de promouvoir efficacement un cessez-le-feu et mettre fin à la guerre ; un tel objectif nécessite des efforts conjoints de tous les pays et des grandes puissances les plus influentes* ».

Le leadership américain, semble répondre Biden depuis la Maison-Blanche, « *est ce qui unit le monde* ». Ces mots font écho, note la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, aux thèses exceptionnalistes de Madeleine Albright qui considérait les États-Unis comme une « *nation indispensable* ».

Dans le *New York Times*, Steven Erlanger a mis en opposition la mission de Joe Biden en Israël à celle de Vladimir Poutine à Pékin. Les deux voyages montreraient à quel point le paysage stratégique mondial a été bouleversé par la *guerre en Ukraine* et comment ce changement est mis à nu dans la *guerre de Gaza*. La Russie, la Chine et l'Iran étaient déjà en train de former un « *nouvel axe* » à propos de l'Ukraine ; « *ensemble, ils trouvent une cause idéologique commune en dénonçant les États-Unis et en les défiant au nom de la réforme de l'ordre international existant, dominé par l'Occident depuis la Seconde Guerre mondiale* ». La guerre, écrit Erlanger, montre des différences croissantes entre l'Occident d'une part, et la Chine et la Russie de l'autre, qui ne concernent pas seulement le conflit, mais aussi des « *visions opposées sur les règles qui sous-tendent les relations mondiales, et sur qui peut les définir* ».

La réplique directe du *Global Times* au quotidien new-yorkais mérite d'être signalée, pour la clarté avec laquelle elle expose une ligne chinoise appelant à un ordre réformé, mais n'excluant pas que Washington et Pékin, et même l'UE, puissent y converger :

« *L'histoire est arrivée à un tournant dans la transformation de l'ordre post-Seconde Guerre mondiale, et cette période sera marquée par des turbulences. De vieux conflits referont surface sous différentes formes. [...] Les États-Unis considèrent la Chine comme un challenger majeur de leurs intérêts stratégiques, ce qui témoigne de l'arrogance et de l'ignorance de Washington au niveau géopolitique mondial plus large et à plus long terme. La préservation de cet ordre peut-elle se faire en poussant la Chine vers le bas, en l'endiguant et en la freinant ?*

La conservation acharnée de l'ordre existant par des moyens stratégiques traditionnels est une option. Mais une autre option serait d'ajuster l'ordre actuel avec un état d'esprit plus ouvert pour faciliter la communication et la coopération entre les principales puissances mondiales et régionales, entre les nations du Sud et du Nord, ainsi qu'entre les puissances émergentes et les vieilles grandes puissances dans la construction d'un nouvel ordre. La question cruciale est la suivante : comment les États-Unis et l'Occident réagiront-ils à ces changements ? Sont-ils disposés à renoncer au pouvoir, et suffisamment préparés à une telle transition de pouvoir ? »

Certes, il y a des signes d'une convergence de fait entre les États-Unis et l'Union européenne d'une part et la Chine de l'autre, les premiers s'engageant à modérer Israël et la seconde à parler à l'Iran. Washington a ouvertement demandé à Pékin d'intervenir auprès de Téhéran, ce que Pékin a accepté. Cependant, la confrontation autour de la *guerre de Gaza* ne résoudra pas à elle seule la question posée par le *Global Times*. On peut lire dans le *Financial Times* que, pour Emile Hokayem, de l'International Institute for Strategic Studies de Londres, la crise est probablement le plus grand défi diplomatique pour les États-Unis depuis 1990, lorsqu'ils « *avaient dû rassembler la coalition contre Saddam Hussein* ». À l'époque, cependant, c'était l'*« aube »* de la puissance américaine dans la région ; aujourd'hui, elle « *semblerait à son crépuscule* ».

Selon le *Financial Times*, malgré les incursions de la Chine et de la Russie, les États-Unis restent « *la seule puissance dotée d'une force diplomatique et militaire suffisante pour tenter d'endiguer une telle crise* ». Pour Jon Alterman du Center for Strategic and International Studies de Washington, on peut dire que, en termes relatifs, les États-Unis ne sont plus ce qu'ils étaient « *il y a dix, quinze ou vingt ans* ». Toutefois, « *il n'y a aucune puissance ou coalition de puissances qui puisse se rapprocher de ce qu'ils peuvent faire militairement, diplomatiquement ou même en matière de renseignement* ».

Washington a déployé deux porte-avions en Méditerranée et dans le Golfe, brandissant ainsi la dissuasion nucléaire comme lors de la *guerre du Kippour* en 1973. Pékin, qui a envoyé deux escadres navales au Koweït et dans le golfe d'Aden, prévoit de disposer de six porte-avions, soit la moitié de la flotte américaine, en 2035. Les combats de la *crise de l'ordre* ne font que commencer.

Chronologie

- 1858** – À la suite des réformes réalisées dans l'Empire ottoman, parmi lesquelles la réforme agraire, les étrangers sont autorisés à acheter des terres en Palestine.
- 1882** – Après l'assassinat du tsar Alexandre II en Russie et la vague de pogroms contre les Juifs russes qui s'ensuit, la première Aliyah, l'immigration juive de la diaspora en Palestine, commence.
- 1897** – Theodor Herzl fonde l'Organisation sioniste mondiale et le Premier congrès sioniste se tient à Bâle du 29 au 31 août.
- 1901** – À Bâle, la décision est prise de créer le Fonds national juif, le KKL, avec l'objectif d'acheter des terres en Palestine auprès de propriétaires fonciers locaux, et l'interdiction de les revendre à des non-Juifs.
- 1903** – Début de la deuxième Aliyah, qui s'achève vers 1914. Entre 35 000 et 40 000 migrants arrivent en Palestine (mais au total, environ 2 millions de personnes émigrent de l'Empire tsariste, dont la plupart se rendent en Europe occidentale et aux Amériques). Parmi eux, il y a un grand nombre de « *Japonitzki* », les déserteurs de l'armée russe pendant le conflit avec le Japon. Il s'agit essentiellement de jeunes, issus des milieux urbains, artisans et ouvriers pauvres.
- 1905** – David Ben Gourion arrive en Palestine en tant que militant du Poale Zion, fondé en Russie en 1903.
- 1908** – En *juillet*, la révolution des Jeunes-Turcs constraint le sultan Abdülhamid II à rétablir la constitution ottomane de 1876. En Palestine, David Ben Gourion salue la révolution et organise des manifestations de soutien à Jérusalem.
- La Palestine Land Development Company (PLDC) est créée pour soutenir et former les travailleurs juifs à travailler sur les terres achetées par le KKL.
- 1914** – En *octobre*, la Première Guerre mondiale s'étend de l'Europe à l'Empire ottoman, qui entre en guerre aux côtés des Empires centraux, l'Allemagne et l'Autriche.
- 1915** – En *juillet*, une correspondance s'engage entre Hussein ben Ali, émir du Hejaz et chérif de La Mecque, et Arthur Henry McMahon, haut-commissaire britannique en Égypte, pour sonder la possibilité d'un État arabe indépendant.
- 1915-1916** – Offensive anglo-française sur la péninsule de Gallipoli, la bataille des Dardanelles. Selon les intentions de Londres, cette opération devait rapide-

ment mettre l'Empire ottoman hors-jeu, soutenir son allié russe et sortir de l'impasse sur le front occidental.

1916 – Mai. Signature de l'accord Sykes-Picot entre la France et le Royaume-Uni, où sont indiqués les objectifs de guerre des alliés dans l'Empire ottoman, c'est-à-dire un accord pour le partage entre les sphères d'influence de Paris, Londres et Saint-Pétersbourg. Le Royaume-Uni obtient le contrôle direct et indirect d'une zone située entre l'actuelle Jordanie et le sud de l'Irak, avec un accès à la mer par les ports de Haifa et d'Acre ; la France obtient la Syrie et le Liban, le sud-est de l'Anatolie et le nord de l'Irak ; la Russie obtient Constantinople avec les détroits et l'Arménie ottomane. Le reste de la Palestine doit être placé sous contrôle international. L'importance cruciale de l'enjeu pétrolier commence à apparaître dans les calculs de partage des puissances.

1917 – Mai. Déclaration du secrétaire général du Quai d'Orsay Jules Cambon dans laquelle la France s'engage à « *aider à la reconnaissance, par la protection des puissances alliées, de la nationalité juive, sur cette terre dont le peuple d'Israël a été chassé il y a tant de siècles* ».

– *9-10 novembre*. Déclaration Balfour. Le ministre britannique des Affaires étrangères rend publique la déclaration par laquelle il s'engage à encourager la création en Palestine d'un *foyer national* pour le peuple juif (« *a national home for the Jewish people* »), exprimant ainsi le soutien de Londres au mouvement sioniste.

– *11 décembre*. Les troupes britanniques du général Allenby entrent dans Jérusalem, accompagnées d'une délégation de sionistes britanniques. La prise de la ville marque la fin de la domination ottomane sur la Palestine.

1918 – 1^{er} octobre. Damas se rend à un contingent de cavalerie australienne de l'armée impériale britannique ; un jeune officier britannique, Thomas Herbert Lawrence (Lawrence d'Arabie), organise un « simulacre de conquête » hachémite pour permettre à Fayçal de se proclamer roi de Syrie. Fayçal sera le seul représentant arabe à assister à la conférence de Versailles pour obtenir l'aval des puissances victorieuses.

– *30 octobre*. À Mudros, l'Empire ottoman signe l'armistice.

1919 – Scission du parti Poale Zion entre une aile gauche et une aile droite. De cette dernière, dirigée par Ben Gourion, naît Akhdut HaAvoda (Unité travailliste), qui donne à son tour naissance en 1920 à la Haganah, une organisation paramilitaire précurseur de l'armée israélienne, et à la Histadrout, la confédération syndicale dont Ben Gourion devient le secrétaire général.

– À la fin de l'année, l'accord secret Clemenceau-Lloyd George établit la mise en place de régimes mandataires sur la Syrie et la Palestine, qui sont formellement sanctionnés lors de la conférence de Sanremo en avril 1920.

– Début de la troisième Aliyah, qui durera jusqu'en 1923.

- 1920** – *Avril*. Premiers troubles en Palestine. Lors de la conférence de Sanremo, le Moyen-Orient est définitivement partagé entre les puissances européennes selon le critère des mandats. La France reçoit le mandat sur la Syrie et le Liban, le Royaume-Uni le mandat sur l'Irak et la Palestine. Dans le cadre du mandat britannique, les termes de la déclaration Balfour sont maintenus. L'accord prévoit notamment la cession à la France de la Turkish Petroleum Company, dépositaire des droits d'exploration pétrolière dans l'Empire ottoman.
- *1^{er} juillet*. Le gouvernement militaire britannique est remplacé par une administration civile. Début des affrontements et des actions terroristes juives.
- 1921** – En *mai*, de violents troubles éclatent, d'abord à Jaffa puis ailleurs en Palestine, provoqués par des affrontements survenus lors des manifestations du 1^{er} mai entre les travaillistes et les communistes juifs, ces derniers revendiquant la création d'une république soviétique. Les affrontements entre les manifestants et la police britannique s'étendent à la communauté arabe, faisant une centaine de morts et des centaines de blessés en six jours. Herbert Samuel, premier gouverneur britannique du mandat, y voit un conflit nationaliste, et impose un frein à l'immigration juive.
- La mort du grand mufti de Jérusalem Kamil al-Husseini amène Herbert Samuel à choisir son successeur dans la même famille. Le *8 mai*, il nomme Hadj Amin al-Husseini, l'oncle de Yasser Arafat. Celui-ci occupe ainsi la plus haute fonction religieuse en Palestine et dispose de ressources financières qui lui permettent de jouer un rôle politique et religieux considérable.
- 1922** – Londres recycle les Hachémites dans les chérifats d'Irak, de Transjordanie et du Hejaz, d'où ils sont expulsés en 1924 au profit des Saoudiens. En séparant la Transjordanie de la Palestine, le Royaume-Uni crée de fait les territoires d'Israël et de la Jordanie actuels, ainsi que l'une des dimensions de la « question palestinienne ».
- 1925** – Pour s'opposer aux dirigeants sionistes, Vladimir Jabotinsky fonde l'Union mondiale des sionistes révisionnistes (Hatzohar).
- 1928** – *Juillet*. Dans la nouvelle Turkish Petroleum, les quatre principaux partenaires (Shell, Anglo-Persian, Compagnie française des pétroles et le consortium américain Near East Development) détiennent des parts égales de 23,75 %. L'accord entre les partenaires indique les limites à l'intérieur desquelles ils s'engagent à ne pas mener d'activités d'exploration séparées (clause d'auto-exclusion).
- 1929** – De violentes émeutes éclatent, elles sont incitées par le grand mufti de Jérusalem, Hadj al-Husseini, et liées à des provocations mutuelles entre les musulmans et juifs.
- 1931** – Les organisations paramilitaires Etzel (ou Irgoun) et Lehi (bande Stern) naissent de la scission de la Haganah.

1932-1933 – Le shah de Perse annonce l'annulation de la concession pétrolière à Anglo-Persian, qui devra racheter ses droits au prix fort, avec des royalties minimales de 750 000 livres sterling par an et la cession de 20 % des profits réalisés dans le monde entier. L'Arabie saoudite et le Koweït entrent dans la galaxie pétrolière ; la société américaine SoCal obtient la première concession saoudienne, à l'exclusion d'Iraq Petroleum et d'Anglo-Persian.

1933 – *25 août*. L'accord Haavara (« accord de transfert ») est signé entre l'Allemagne nazie et les autorités juives en Palestine. Le président de la Reichsbank, Hjalmar Schacht, y joue un rôle central pour l'Allemagne. Cet accord, tout comme les persécutions des années 1930, qui ont culminé avec la « Nuit de Cristal » de 1938, pousse les Juifs allemands à l'émigration forcée en Palestine afin d'y encourager l'exportation de marchandises allemandes. Jusqu'en 1939, année de son annulation, l'accord permettra le transfert d'environ 60 000 Juifs.

1936-1939 – Violente révolte arabe dirigée principalement contre l'occupation britannique et menée par la milice arabe Qassamiyun, dirigée par le cheikh Izz al-Din al-Qassam qui avait adopté le modèle des Frères musulmans en Égypte et s'était constitué un large soutien parmi les couches populaires de Haïfa. Ce soulèvement est la plus grande crise coloniale britannique depuis la crise irlandaise de 1919-1921 et anticipe le conflit de 1946-1947 en Palestine, prodrome de la première guerre israélo-arabe.

1937 – La commission britannique présidée par Lord Peel propose un partage de la Palestine entre Arabes et Juifs. La proposition est accueillie avec prudence par les sionistes mais elle est rejetée par les Arabes. Le plan prévoit la création de deux États et d'une administration internationale pour Jérusalem. David Ben Gourion considère ce plan comme « *la déclaration d'indépendance* » de l'État juif, car il introduit la formule du « *transfert forcé* » de la population arabe.

1939 – Le gouvernement britannique dirigé par Neville Chamberlain publie un livre blanc selon lequel toute nouvelle immigration juive doit être bloquée. David Ben Gourion, à la tête de l'Agence juive, déclare : « *Nous combattrons le livre blanc comme s'il n'y avait pas la guerre, et nous combattrons la guerre comme s'il n'y avait pas de livre blanc.* »

1942 – Le *11 mai*, la Conférence sioniste se réunit à l'hôtel Biltmore de New York ; 600 délégués y participent, parmi lesquels le président de l'Agence juive en Palestine, David Ben Gourion. La Conférence déclare que les restrictions à l'immigration en Palestine sont immorales et appelle officiellement à la création d'un Commonwealth juif, c'est-à-dire d'un État, dans les territoires palestiniens ; la Conférence est considérée comme le tournant des dirigeants travaillistes, qui passent d'une orientation pro-britannique à une orientation pro-américaine.

1945 – *22 mars*. Naissance de la Ligue arabe.

1945-1949 – Les survivants de la Shoah finissent dans de nombreux cas dans les campements pour réfugiés mis en place par les Alliés en Europe (environ 250 000 personnes en 1947) et, étant donné les restrictions à l'immigration vers la Palestine sous mandat britannique, ils cherchent à s'y rendre de façon clandestine. Ceux qui sont interceptés dans la mer par les Britanniques finissent dans des campements de prisonniers, en particulier à Chypre (environ 50 000 personnes). Avec la naissance de l'État d'Israël, l'exode se débloque et, fin 1949, la population juive en Israël atteint le million.

1946 – Le *22 juillet*, un attentat est porté par l'Irgoun contre l'hôtel King David à Jérusalem, siège du commandement militaire britannique. Parmi les organisateurs figure Menachem Begin, futur dirigeant du Likoud.

1947 – En *février*, Londres annonce son retrait de Palestine et, en novembre, l'Assemblée générale de l'ONU annonce l'adoption de la résolution 181 sur le partage de la Palestine. La résolution reçoit le soutien des grandes puissances, mais pas celui de Londres et de la Ligue arabe. Elle prévoit la création de deux États, l'un juif et l'autre arabe, ainsi que d'un régime international pour Jérusalem. La partie arabe refuse la partition.

– *7 avril*. Syrie. Naissance du parti Baas (Résurrection), partisan d'un socialisme national arabe et du panarabisme, avec des branches en Irak, au Yémen et en Jordanie. À partir de 1954, le parti Baas entre dans les gouvernements syriens, marqués par une grande instabilité.

– Naissance du cartel pétrolier des Sept Sœurs entre les cinq grandes compagnies américaines (SoCal-Chevron, Jersey-Exon, Socony-Mobil, Gulf et Texaco) et les compagnies européennes Anglo-Iranian et Shell dans le cadre de trois accords distincts en Arabie saoudite, au Koweït et en Iran.

1948 – À partir de *janvier*, des milices arabes irrégulières commencent à affluer en Palestine, assiégeant Jérusalem et Tel-Aviv en *mars*. La Haganah reçoit pour la première fois des armes de la Tchécoslovaquie et les dirigeants sionistes élaborent le plan Daleth, qui prévoit la défense des frontières et la destruction des villages arabes à l'intérieur de l'État juif. Les forces paramilitaires de l'Irgoun et de la bande Stern massacrent la population de dizaines de villages arabes, dont les habitants du village de Deir Yassin (*9 avril*).

– *14 mai*. Proclamation de l'État d'Israël.

– *15 mai*. Retrait officiel du Royaume-Uni et fin du mandat. Cinq États arabes – la Syrie et l'Irak en tête, avec le Liban, la Transjordanie et l'Égypte – déclarent la guerre contre le nouvel État : la première guerre israélo-arabe commence. Pour les Palestiniens, c'est la Nakba (la catastrophe), pour les Juifs, c'est la « guerre d'indépendance ». Les forces arabes régulières sont vaincues, en raison d'une mauvaise coordination et de la meilleure préparation et supériorité numérique des forces juives.

1949 – Entre *février* et *juillet*, les accords d'armistice israélo-arabes sont signés à Rhodes avec chacun des belligérants arabes, définissant les frontières de

l'État juif jusqu'au conflit de 1967. Israël obtient 78 % de la Palestine mandataire, le reste du territoire est occupé par l'Égypte et la Transjordanie. Israël remporte un débouché maritime avec le port d'Eilat. Les Égyptiens occupent Gaza, la Transjordanie occupe la Cisjordanie.

1950 – *24 avril*. Le parlement jordanien vote l'union de la Transjordanie et de la Cisjordanie, qui est ainsi annexée ; le même jour, le roi Abdallah ratifie la décision. Les Palestiniens deviennent ainsi des citoyens jordaniens. L'Égypte prend le contrôle de Gaza.

– *5 juillet*. Promulgation de la « loi du retour » israélienne, selon laquelle tout Juif arrivé en Israël a automatiquement droit à la nationalité israélienne.

1951 – *1^{er} mai*. La Perse gouvernée par Mossadegh nationalise l'Anglo-Persian Oil Company. Il en découle une crise avec le gouvernement travailliste britannique, qui réagit par un plan d'occupation militaire d'Abadan, où se trouve la plus grande raffinerie du monde, et par un embargo. Le gouvernement américain, prêt à exploiter les difficultés britanniques, tente une médiation qui échoue.

1952 – La monarchie égyptienne est renversée par les forces armées dirigées par Gamal Abdel Nasser.

1953 – *19 août*. Perse. Les militaires renversent Mossadegh par un coup d'État soutenu par les Américains.

1956 – Le deuxième conflit israélo-arabe se lie à la crise de Suez. Le *26 juillet*, Gamal Abdel Nasser, en réponse à la décision américaine de retirer le financement du barrage d'Assouan, décide de nationaliser le canal de Suez en le donnant en concession à la Compagnie du canal de Suez. La France et le Royaume-Uni sont directement affectés par la décision de Nasser, la France en tant que propriétaire de la Compagnie, le Royaume-Uni en tant que principal utilisateur de la voie maritime. Le gouvernement britannique mobilise 20 000 réservistes et le gouvernement français envoie des troupes à Chypre. Nasser poursuit la nationalisation et propose, le *10 septembre*, la convocation d'une conférence pour amender la convention de 1888. Les États-Unis proposent la création d'une « association des usagers », ce qui est interprété par les Anglo-Français comme un moyen de surmonter la nationalisation et de recourir à la force en cas de refus égyptien. Le *29 octobre*, Israël décide d'envahir le Sinaï en raison de la présence de dépôts d'armes d'origine soviétique dans la partie égyptienne du territoire. La France et le Royaume-Uni lancent un ultimatum aux deux pays pour qu'ils retirent leurs troupes à 16 km du canal et occupent Suez et Ismaïlia. Justifiant l'intervention anglo-française, Israël accepte l'ultimatum, l'Égypte le rejette. Comptant sur la non-participation des États-Unis et de l'URSS, les Français et les Britanniques bombardent les aéroports égyptiens. Le *5 novembre*, les parachutistes français et britanniques occupent Port-Saïd tandis qu'Israël remporte ses objectifs dans le Sinaï. Les États-Unis considèrent l'action anglo-française comme une rupture du front atlantique et un acte de

déloyauté. Nasser est vaincu militairement mais apparaît victorieux du point de vue diplomatique. Eisenhower invite directement le Premier ministre britannique, Anthony Eden, à arrêter les opérations ; le Royaume-Uni se rend, notamment en raison d'une spéculation sur la livre sterling qui lui fait perdre 15 % de ses réserves d'or et de dollars au cours de la première semaine de *novembre*, et du refus américain de permettre à Londres d'accéder aux capitaux du FMI. La France doit suivre. Le *7 novembre*, l'ONU vote pour la création d'une force internationale pour remplacer la France et le Royaume-Uni dans les territoires occupés. Israël doit évacuer le Sinaï et la bande de Gaza ; Nasser maintient la nationalisation du canal de Suez et s'impose comme le principal dirigeant arabe.

- 1957** – La société pétrolière italienne ENI dirigée par Enrico Mattei rompt la règle du partage des bénéfices à parts égales (*fifty-fifty*) entre la société concessionnaire et le pays producteur, et établit la formule 25-75 % en faveur de ce dernier, parvenant ainsi à faire entrer sa société dans le Golfe.
- 1958** – En *février*, naissance de la République arabe unie (RAU) réunissant la Syrie et l'Égypte. Damas, qui ne tolère pas d'être sous la tutelle de l'Égypte, en sortira en 1961. En *juillet*, la monarchie irakienne pro-britannique est renversée par un coup d'État militaire mené par le général Karim Kassem, un nationaliste de confession chiite.
- 1959** – Création du Fatah (Conquête), organisation politique et paramilitaire palestinienne.
- 1960** – *10-14 septembre*. Création de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP).
- 1962-1968** – Une guérilla aux motivations religieuses chiites éclate au Yémen, alimentée par les Saoudiens, les Britanniques, le régime iranien du shah et Israël. L'Égypte est contrainte d'y envoyer 70 000 soldats.
- 1963** – Le parti Baas devient le parti unique en Syrie. En Irak, le général Karim Kassem est renversé.
- 1964** – *2 juin*. Naissance de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), promue par l'Égypte de Gamal Abdel Nasser.
- 1966** – En Syrie, la composante militaire du Baas, dirigée par l'officier alaouite Hafez el-Assad, renverse la « vieille garde » du parti, ce qui entraîne sa séparation d'avec la branche irakienne.
- 1967** – Guerre des Six Jours. Nasser, alarmé par la possibilité d'une attaque en Syrie, déploie 100 000 hommes dans le Sinaï après une suite d'affrontements frontaliers et l'intensification de la guérilla palestinienne. Après avoir demandé le retrait des forces de l'ONU, l'Égypte impose un blocus du détroit de Tiran, débouché maritime de l'État hébreu sur la mer Rouge et terminal d'approvisionnement en pétrole iranien. La tension entre Israël et l'Égypte s'intensifie et débouche, entre le *5* et le *10 juin*, sur un conflit armé aussi soudain que

rapide, connu sous le nom de guerre des Six Jours. Les chars blindés israéliens pénètrent en territoire égyptien et, après une avancée rapide dans la péninsule du Sinaï, atteignent le canal de Suez. Dans le même temps, quelques unités militaires occupent Jérusalem et la Cisjordanie. La résolution du Conseil de sécurité de l'ONU du 22 novembre, qui définit les termes d'un règlement du conflit militaire, reste inopérante et les incidents militaires se poursuivent. Avec la guerre, Israël multiplie par trois son extension territoriale, englobant le Golan syrien, la Cisjordanie, l'ensemble de Jérusalem, Gaza et la péninsule du Sinaï, obtenant ainsi l'accès à la mer Rouge avec le port d'Eilat et l'interposition des forces de l'ONU dans le Sinaï.

– Le sommet arabe de Khartoum a lieu en septembre. Nasser y obtient la résolution des « trois non » : pas de paix, pas de négociations et pas de reconnaissance d'Israël, ainsi que l'engagement en faveur de la création d'un État palestinien, accompagné de la « guerre d'usure » le long du canal de Suez.

1967-1970 – Guerre d'usure. Après la défaite militaire, l'Égypte, la Jordanie, la Syrie et l'OLP mènent un conflit de faible intensité le long des frontières d'après la guerre. En mars 1969, l'Égypte intensifie ses opérations militaires le long du canal de Suez, avec des attaques de commandos, des bombardements d'artillerie et des combats aériens au-dessus du canal. À partir de janvier 1970, Israël lance une campagne de bombardements en profondeur contre l'Égypte. Le Caire bénéficie d'un soutien militaire croissant de la part de l'URSS, qui lui envoie notamment des pilotes d'avions de chasse et des missiles antiaériens. L'affrontement se terminera par un cessez-le-feu le 7 août 1970 après la médiation de Washington, qui craignait une escalade militaire. Israël a perdu entre 700 et 1 500 hommes, l'Égypte entre 5 000 et 6 500 civils.

1968 – *16 janvier*. Le Premier ministre Harold Wilson annonce à la Chambre des communes le retrait des Britanniques du golfe Persique avant la fin de l'année 1971.

– Le régime irakien se consolide autour de la figure de Saddam Hussein.

1970 – En septembre (le « Septembre noir »), les factions palestiniennes de Jordanie sont chassées du pays pour avoir tenté de renverser la monarchie hachémite dans le but d'établir un État palestinien. La répression est violente, faisant environ 4 500 morts, et les survivants sont contraints de se réfugier au Liban.

1971 – Le 17 avril, Anouar el-Sadate, qui a succédé à Nasser, proclame la nouvelle Union des républiques arabes (URA), à laquelle se joignent la Syrie et la Libye. L'adhésion prévue du Soudan fait défaut et la Syrie se retire.

1972 – *Juillet*. L'Égypte de Sadate expulse les conseillers de Moscou du pays, marquant ainsi le tournant pro-américain de la politique égyptienne.

– Août. La Libye et l'Égypte annoncent la fusion totale des deux États dans un an. Cependant, les dirigeants des deux pays expriment déjà des désaccords sur l'interprétation de la déclaration.

– L'Organisation de la coopération islamique (OCI), qui rassemble 57 pays musulmans, est fondée sous l'égide de l'Arabie saoudite.

1973 – Le *6 octobre*, la guerre du Kippour, quatrième guerre israélo-arabe, éclate. Les Égyptiens parviennent à franchir le canal de Suez et à pénétrer dans la péninsule du Sinaï. L'URSS lance un pont aérien avec 70 missions quotidiennes pour approvisionner la Syrie et l'Égypte. Les États-Unis, après quelques hésitations, réalisent 550 missions en soutien d'Israël, qui montre ainsi une nette supériorité logistique. Après avoir repoussé les forces syriennes et s'être établi sur le plateau du Golan, Israël parvient à établir une tête de pont sur la rive occidentale du canal.

– *16 octobre*. Les délégués de l'OPEP décident d'une augmentation de 70 % du prix du pétrole. Le lendemain, ils décident de diversifier les approvisionnements en fonction du positionnement des pays consommateurs à l'égard du conflit.

– Le *11 novembre*, un cessez-le-feu est signé au kilomètre 101 de la route Le Caire-Suez. Négocié avec la médiation de Henry Kissinger, il permet l'ouverture d'une conférence sur le Moyen-Orient à Genève, qui ne résout cependant aucune des questions en suspens. La guerre est utile pour le changement d'alliances de Sadate, qui fait passer Le Caire de la sphère d'influence russe à la sphère américaine. En Israël, la guerre a provoqué la fin de l'hégémonie travailliste et la progression du parti de centre droit, le Likoud.

1974 – En *octobre*, le congrès de la Ligue arabe à Rabat (Maroc) reconnaît l'OLP comme seule représentante légitime du peuple palestinien.

1975 – Début de la guerre civile libanaise, qui se poursuivra jusqu'en 1990.

1977 – *19 novembre*. Coup de théâtre : le président égyptien Anouar el-Sadate prononce un discours à la Knesset annonçant le début du processus de paix entre l'Égypte et Israël.

1978 – *17 septembre*. Yitzhak Begin et Anouar el-Sadate signent les accords de Camp David. L'Égypte est le premier État arabe qui signe un traité de paix avec Israël. La question du statut de Jérusalem reste en suspens.

1979 – *16 janvier*. Iran. Le shah et sa famille fuient l'Iran. Deux semaines plus tard, le *1^{er} février*, l'imam Khomeini, exilé en France, retourne en Iran, où il prend le pouvoir quelques jours après. Le *5 mars*, l'exportation de pétrole reprend, en quantité moindre, moitié moins que le niveau normal d'avant la crise. Le *18 mars*, des incidents ont lieu au Kurdistan, où les Kurdes réclament un gouvernement autonome. Le *8 juin*, les banques sont nationalisées, puis ce sera au tour des compagnies d'assurance.

– *4 novembre*. Assaut de manifestants contre l'ambassade américaine à Téhéran, où a lieu une prise d'otages ; faisant suite à cela, le président Carter suspend, à partir du *13 novembre*, l'importation de pétrole d'Iran.

1980 – *30 juillet*. Un vote à la Knesset, le Parlement israélien, établit que Jérusalem est la « capitale inséparable » de l'État juif, revendiquant même la possession

de Jérusalem-Est, la zone à majorité arabe de la ville, qui a été jusqu'en 1967 sous administration jordanienne.

– *22 septembre*. Guerre Iran-Irak, la première guerre du Golfe. L'armée irakienne franchit la frontière iranienne et lance l'offensive. Les espoirs d'une victoire facile contre le régime iranien, instauré par le renversement du shah Reza Pahlavi l'année précédente, s'avèrent vains et le conflit entre dans une phase d'équilibre sanglant. Un cessez-le-feu, mettant fin au conflit, entrera en vigueur huit ans plus tard, le *20 août 1988*.

1981 – 6 octobre. Sadate est assassiné par un groupe de fondamentalistes islamistes opposés à la paix avec Israël. Hosni Moubarak lui succède.

1982 – 6 juin. Début du conflit libanais : Israël attaque Beyrouth, dans l'objectif de donner vie à un État libanais allié, dirigé par des maronites. Pendant le siège de la capitale libanaise, du *16 au 18 septembre*, les milices maronites, en présence des troupes israéliennes, sont responsables du massacre des camps de réfugiés de Sabra et Chatila. Cet événement conduit à la démission du ministre israélien de la Défense, Ariel Sharon. La guerre permet d'atteindre l'objectif d'Israël de chasser l'OLP du Liban, l'obligeant à se réfugier à Tunis, mais ce sera également l'un des facteurs qui favoriseront par la suite la pénétration au Liban du Hezbollah, le parti-milice chiite soutenu par la république islamique d'Iran.

1983 – 10 octobre. En raison des difficultés rencontrées dans le conflit libanais, le Premier ministre israélien, Menachem Begin, est contraint de passer démissionner laissant sa place à Yitzhak Shamir.

1984 – En *septembre*, le Premier ministre israélien, Yitzhak Shamir, est contraint de former un gouvernement de coalition avec le Parti travailliste de Shimon Peres.

1985 – 10 juin. L'armée israélienne se retire du Liban mais maintient son occupation de la « zone de sécurité », une bande de plusieurs kilomètres au nord de la frontière israélo-libanaise.

1987 – Le cheikh Ahmad Yassine, réfugié à Gaza depuis 1948, crée le Hamas, émanation palestinienne des Frères musulmans.

– *Décembre*. La première Intifada éclate. Il s'agit d'un mouvement spontané de la population de Cisjordanie qui prend de court l'OLP et Israël. Ce mouvement sera utilisé par le Hamas pour s'imposer en tant que courant religieux du nationalisme palestinien, en concurrence avec l'OLP et le Fatah.

1988 – 31 juillet. Le roi Hussein proclame la séparation administrative de la Cisjordanie et de la Jordanie. La direction de l'OLP reconnaît la légitimité de l'État d'Israël et la création d'un État palestinien en Cisjordanie et à Gaza. L'aval des États-Unis permet l'ouverture de négociations directes qui aboutiront aux accords d'Oslo de 1993.

1990 – 2 août. Les troupes irakiennes envahissent le territoire du Koweït.

- 1991 – 16 janvier.** Deuxième guerre du Golfe. Les États-Unis, en coalition avec 34 autres pays, attaquent l'Irak de Saddam Hussein, qui a envahi le Koweït. Plusieurs pays de la Ligue arabe font également partie de la coalition, dont l'Arabie saoudite, l'Égypte, la Syrie, Oman, le Qatar, Bahreïn et le Maroc. La Libye et le Yémen se rangent du côté de l'Irak. La Jordanie se déclare neutre. Le cessez-le-feu est établi le 28 février après la défaite militaire irakienne.
- 31 octobre. Israël-Palestine. La conférence de paix de Madrid, organisée à l'initiative des États-Unis et de l'Union soviétique, réunit les représentants d'Israël, de la Syrie, du Liban, de la Jordanie et des Palestiniens.
- 1993** – Accords d'Oslo. Des accords sont trouvés pour créer un marché régional unique entre Israël, la Jordanie et l'autorité palestinienne, avec le soutien diplomatique et financier des États-Unis. Ces accords prévoient la division de la Cisjordanie en trois zones, contrôlées respectivement par l'Autorité nationale palestinienne (ANP), l'ANP et Israël, et Israël. Cependant, les accords ne seront pas respectés en raison du processus de colonisation rampante des colons israéliens en Cisjordanie, de la compétition entre factions palestiniennes et de la difficulté à trouver une solution au guêpier du statut de Jérusalem.
- 1994 – 26 octobre.** Signature du traité de paix israélo-jordanien. La Jordanie devient ainsi le deuxième pays arabe, après l'Égypte, à conclure un traité de paix avec Israël. Tout comme les accords de Camp David (1978), la conférence de Madrid (1991) et les accords d'Oslo (1993), ce traité envisage une solution à « deux États », à savoir la même solution que celle envisagée par le mandataire britannique en 1937 et en 1967.
- 1995 – 4 novembre.** Le Premier ministre israélien Yitzhak Rabin est assassiné à Tel-Aviv après une manifestation de soutien aux accords d'Oslo.
- 1996 – 29 mai.** Aux élections législatives anticipées, Benjamin Netanyahu l'emporte sur Shimon Peres, obtenant ainsi son premier mandat de Premier ministre.
- 2000** – La deuxième Intifada éclate à l'occasion de la visite d'Ariel Sharon, futur Premier ministre israélien, sur l'esplanade des Mosquées, un acte considéré par les Palestiniens comme une revendication de la souveraineté israélienne. L'Intifada s'achèvera en 2005, faisant 6 000 morts entre Palestiniens et Israéliens et consolidant l'hégémonie du Hamas sur Gaza.
- 2002 – 29 mars.** Début de l'opération « Rempart » : l'armée israélienne envahit Ramallah et encercle la Mouqata'a, le quartier général d'Arafat, qui y reste barricadé. Début de la réoccupation militaire des villes palestiniennes.
- 16 juin. Israël commence la construction d'un mur séparant Israël des territoires palestiniens.
- 2003** – Troisième guerre du Golfe. Le 20 mars, une coalition internationale dirigée par les États-Unis envahit l'Irak dans le but déclaré de déposer Saddam

Hussein ; il s'agit en réalité d'une guerre « politique » menée par les États-Unis afin de négocier avec l'Asie et l'Europe en position de force, et d'anticiper et de conditionner la montée en puissance de la Chine et l'intégration européenne.

- *5 avril.* Les premières troupes américaines occupent le centre de Bagdad. Le lendemain, les soldats britanniques entrent dans Bassorah.
- *15 avril.* L'Italie décide d'envoyer un contingent militaire en Irak.
- *1^{er} mai.* Le président américain George W. Bush déclare la fin des opérations militaires ; cependant, le conflit se transforme rapidement en affrontements entre factions locales chiites et sunnites contre les occupants et entre elles.

2005 – Lors des élections pour la succession de Yasser Arafat, décédé le *11 novembre* de l'année précédente, c'est Abou Mazen, l'un des fondateurs du Fatah dans les années 1950, qui l'emporte.

- En *août*, Israël quitte unilatéralement Gaza.

2006 – Lors des élections législatives palestiniennes du *25 janvier*, le Hamas l'emporte avec 56 % des voix, le Fatah n'obtient que 44 %.

- *12 juillet.* Liban. Le Hezbollah lance une attaque contre le territoire israélien ; les jours suivants, l'armée israélienne mène une vaste opération militaire dans le sud du pays.

2006-2007 – Gaza. La guerre civile palestinienne se termine par la création du Hamas et l'éloignement du Fatah de la bande de Gaza. Il en résultera une nouvelle division du territoire palestinien entre les deux courants nationalistes.

2007 – *13 juin.* Israël. Shimon Peres, ancien travailliste, du parti centriste Kadima, est élu président.

- *19 septembre.* Le gouvernement israélien déclare officiellement que la bande de Gaza est une « entité ennemie » et arrête la fourniture de services essentiels.

2008 – *19 décembre.* L'armistice décrété six mois plus tôt par le Hamas expire et n'est pas renouvelé. Dans les jours qui suivent, les tirs de roquettes Qassam sur Israël depuis Gaza s'intensifient.

- Le *27 décembre*, début des frappes israéliennes sur la bande de Gaza (opération « Plomb durci »).

2009 – *3 janvier.* L'armée de terre israélienne pénètre à l'intérieur de la bande de Gaza et encercle la ville de Gaza le lendemain.

- *18 janvier.* Conférence internationale de paix à Charm-el-Cheikh, en Égypte. Israël commence à se retirer et le Hamas annonce une trêve de sept jours. La crise a provoqué un millier de victimes.

– *31 mars*. Benjamin Netanyahu, obtenant même le soutien des travailistes, reçoit un vote de confiance du Parlement et devient Premier ministre pour la deuxième fois.

2011 – *8 avril*. Syrie. La police tire sur les manifestations du vendredi, faisant des dizaines de morts. Le *21 avril*, le président Bachar el-Assad signe un décret abrogeant l'état d'urgence en vigueur depuis 1963, mais les manifestations se poursuivent. Le *31 juillet*, l'armée intervient à Hama, cœur de la rébellion contre Assad, bombardant la ville et l'assiégeant avec des chars blindés. Le *14 août*, la marine est déployée contre Lattaquié, berceau de la minorité chiite alaouite à laquelle appartient Assad, et mitraille certains quartiers. Le *5 octobre*, la Syrie, la Russie et la Chine opposent leur veto à une résolution de l'ONU condamnant le régime syrien, promue par la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et le Portugal. Le *12 novembre*, la Ligue arabe décide la suspension de la Syrie et, le *27*, un ensemble de sanctions contre Damas. Au même moment se forment le Conseil national syrien (CNS), principale organisation du cartel fragmenté de l'opposition, et l'Armée syrienne libre (ASL), son bras armé. Divers plans de paix sont ensuite proposés, mais la guerre civile entre les factions ethniques et religieuses et les forces fidèles à Assad se poursuit de manière sanglante, avec la participation directe ou indirecte de toutes les puissances.

– *31 décembre* - Irak. Les 4 000 derniers soldats américains se retirent. Les attentats terroristes se multiplient et les tensions politiques s'aggravent entre sunnites et chiites.

2012 – *14 novembre*. Israël-Gaza. Bombardements israéliens sur la bande de Gaza en représailles aux tirs de roquettes palestiniennes sur le sud et le centre d'Israël. Après huit jours de combats, une trêve est établie le *21 novembre*, annoncée au Caire par la secrétaire d'État américaine, Hillary Clinton, et son homologue égyptien, Mohamed Kamel Amr.

2014 – *5 janvier*. Irak. La ville de Falloujah est occupée par les miliciens djihadistes de l'État islamique d'Irak et du Levant (EI). Aux élections législatives du *30 avril*, dans un pays dévasté par des attentats incessants, c'est le bloc politique dirigé par le Premier ministre chiite Nouri al-Maliki qui l'emporte.

– *10 juin*. Irak. L'EI, soutenu par des milices et des tribus sunnites locales, prend le contrôle de Mossoul et, le lendemain, de Tikrit ; dans le même temps, le gouvernement régional kurde prend le contrôle du centre pétrolier de Kirkouk.

– *20 juin*. Irak. Layatollah Ali al-Sistani, la plus haute autorité chiite du pays, lance un appel contre la violence des militants de l'EI. Des unités spéciales des pasdarans iraniens assistent les officiers irakiens dans l'encadrement des volontaires chiites qui ont afflué sur le front. Le *29*, l'EI proclame la restauration du califat islamique dans les territoires tombés sous son contrôle.

– *8 juillet*. Israël-Gaza. Nouvelle campagne militaire israélienne contre le Hamas (opération « Bordure protectrice »). Le *17*, des attaques terrestres s'ajoutent aux frappes aériennes.

– 26 août. Abou Marzouk, négociateur en chef du Hamas au Caire, et Abou Mazen, président de l'ANP, annoncent la signature de la trêve avec Israël. Le bilan de 50 jours d'affrontements s'élève à plus de 2 000 morts palestiniens, pour la plupart des civils, et à 66 victimes parmi les soldats israéliens.

2015 – 22 janvier. Yémen. Le mouvement régionaliste de confession chiite des Houthis dépose le président Abd Rab Mansour Hadi après un assaut contre le palais présidentiel de Sanaa. En février, Hadi est contraint de fuir, d'abord à Aden, puis à Riyad, en Arabie saoudite.

– 17 mars. Israël. Les élections législatives se soldent par une victoire du Likoud. Le lendemain, le nouveau gouvernement de Benjamin Netanyahu est formé.

– 25 mars. Yémen. L'Arabie saoudite, à la tête d'une coalition de huit pays arabes sunnites (Égypte, Maroc, Jordanie, Soudan, Émirats arabes unis, Koweït, Qatar et Bahreïn), lance des frappes aériennes au Yémen contre le mouvement chiite des Houthis, annonçant le début de l'opération « Tempête décisive », qui s'achèvera le 21 avril.

2017 – 6 décembre. Le président américain Donald Trump déclare qu'il reconnaît formellement Jérusalem comme capitale d'Israël, avec le transfert de l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem-Ouest. Le département d'État s'empresse de préciser que le déménagement n'aura lieu qu'en 2020.

– 13 décembre. L'Organisation de la coopération islamique (OCI) vote une motion de la Turquie, de la Malaisie et de l'Iran qui reconnaît Jérusalem-Est comme « capitale de la Palestine ».

2019 – Israël. En mars, lors d'une soirée avec les dirigeants du Likoud, le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, déclare : « *Le transfert d'argent [au Hamas] fait partie d'une stratégie visant à diviser les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie. Quiconque s'oppose à la création d'un État palestinien doit soutenir le transfert d'argent du Qatar au Hamas.* »

– 9 avril. Israël. Lors des élections législatives, le Likoud de Benjamin Netanyahu et l'alliance politique Bleu et Blanc dirigée par Benny Gantz obtiennent le même nombre de sièges (35) ; aucun des deux ne parviendra à former un gouvernement. De nouvelles élections auront lieu le 17 septembre avec le même résultat.

– 14 septembre. Arabie saoudite. Les installations et les champs pétroliers d'Aramco sont attaqués par des drones et des missiles de croisière ; l'attaque est revendiquée par les milices chiites yéménites des Houthis, mais le rôle de l'Iran dans l'opération est manifeste.

– 11 décembre. Arabie saoudite. Le groupe pétrolier Saudi Aramco fait son entrée en Bourse, devenant ainsi la plus grande entreprise du monde en capitalisation.

2020 – 28 janvier. Israël-Palestine. Donald Trump présente un plan de paix qu'il avait anticipé en 2017 comme « l'accord du siècle ». Le plan prévoit la reconnaissance *de jure* de Jérusalem, mais aussi des colonies israéliennes créées après 1967 et celles sur le Golan, annexé à Israël par Netanyahu avant les élections législatives de septembre 2019. L'ANP devrait céder 30 % de la Cisjordanie, y compris toute la vallée du Jourdain. En contrepartie, l'Autorité palestinienne – sans Gaza, contrôlée par le Hamas – obtiendrait une mini-capitale à Abou Dis (banlieue de Jérusalem) et 50 milliards de dollars d'investissements ; cela inclurait la reconnaissance d'une souveraineté étatique limitée, avec la sécurité aux mains d'Israël. Pour l'ANP, ce plan est pire que les accords d'Oslo de 1993.

– *15 septembre.* Accords d'Abraham. Sous le parrainage des États-Unis, des accords sont conclus entre Israël, les Émirats arabes unis et Bahreïn, visant la normalisation des relations diplomatiques mutuelles. L'Égypte, la Jordanie, le Maroc et le Soudan participent également à ces accords.

2021 – 6 mai. Jérusalem. L'expulsion de quelques dizaines de familles palestiniennes du quartier arabe de Jérusalem, Cheikh Jarrah, revendiqué par une association de colons juifs sur la base d'un contrat de vente signé avec les autorités ottomanes en 1876, déclenche la « guerre des onze jours ». L'affaire de Cheikh Jarrah s'entremèle avec les manifestations de la droite religieuse juive pour célébrer la conquête de Jérusalem-Est en 1967, ainsi qu'avec les contre-manifestations palestiniennes, qui culminent avec le blocage de l'accès à l'esplanade des Mosquées et la dispersion de la foule par la police israélienne, avec des centaines de blessés et d'arrestations. Le président de l'ANP, Mahmoud Abbas, en a profité pour suspendre les élections législatives et présidentielle, les premières depuis 2006, auxquelles même le Hamas avait accepté de participer.

– *10 mai.* Le Hamas ouvre la confrontation avec Israël par une première salve de roquettes Qassam tirée sur Jérusalem, puis contre les principaux centres urbains israéliens, dont Tel-Aviv, déclenchant des représailles militaires à travers des drones, des frappes aériennes et des tirs d'artillerie. Le *21 mai*, Israël et le Hamas conviennent d'un cessez-le-feu : en onze jours, il y a eu 260 victimes, dont une écrasante majorité de Palestiniens.

– *15 mai.* Les Palestiniens et les Arabes israéliens participent à une grève générale à l'appel des syndicats de Gaza, de Cisjordanie et d'Israël contre les politiques discriminatoires et les bombardements israéliens sur la bande de Gaza.

– *13 juin.* Naftali Bennett succède à Benjamin Netanyahu au poste de Premier ministre. Il est le premier juif orthodoxe à diriger le gouvernement israélien. Le rôle de la Liste arabe unie (Ra'am) a été décisif pour sortir de l'impasse électorale, après quatre élections en deux ans : elle est la première formation arabe à faire partie d'une coalition gouvernementale.

2022 – 1^{er} novembre. Israël. Le Likoud remporte les élections législatives, Benjamin Netanyahu forme son sixième gouvernement.

2023 – 4 janvier. Israël. Le nouveau ministre de la Justice, Yariv Levin, présente le projet de réforme judiciaire du gouvernement de Benjamin Netanyahu, visant à limiter le pouvoir de la Cour suprême et à donner à la coalition au pouvoir une majorité au sein du comité de nomination des juges ; un mouvement de protestation s'amorce, qui s'intensifiera dans les mois suivants. L'affrontement autour de la réforme mettra le Likoud lui-même à rude épreuve et soulèvera des positions critiques dans les appareils sécuritaires et militaires, tout en déclenchant un conflit avec le pouvoir judiciaire.

– *10 mars.* L'Arabie saoudite et l'Iran signent à Pékin un accord sur la normalisation des relations diplomatiques, parrainé par la Chine. Cet accord témoigne de l'activisme diplomatique croissant de Pékin dans la région.

– *7 octobre.* Attaque surprise le long de la frontière entre Israël et l'enclave palestinienne de Gaza ; l'offensive du Hamas est sans précédent par sa modalité, une incursion massive en territoire israélien, et sa brutalité, avec environ 200 otages et plus d'un millier de victimes : près de 300 soldats et plusieurs dizaines de salariés arabo-israéliens, palestiniens ou druzes, ainsi que des travailleurs immigrés thaïlandais, philippins et népalais, employés comme ouvriers dans les kibbutz, sont tués. Les représailles d'Israël déclenchent la guerre de Gaza.

– *9 octobre.* Israël décide d'assiéger la bande de Gaza et rappelle en service 300 000 réservistes.

– *27 octobre.* Dans la nuit, Israël lance l'invasion à grande échelle de Gaza : c'est le début de l'opération « Sabre de fer ». Quelques jours plus tard commence l'évacuation des détenteurs d'un passeport étranger à travers le poste-frontière de Rafah. Pour la majorité des Palestiniens de Gaza, le poste-frontière reste fermé.

– *Novembre.* Yémen. Les milices chiites yéménites et pro-iraniennes des Houthis mènent une série d'attaques en mer Rouge, visant en particulier les navires des pays proches d'Israël, en utilisant des missiles et des drones. Ces attaques ont un fort impact sur le commerce transitant par le canal de Suez, obligeant de nombreux navires à éviter la mer Rouge.

– Le *11 novembre*, le sommet conjoint de la Ligue arabe et de l'Organisation de la coopération islamique se tient à Riyad. L'Arabie saoudite, pour faire face à la division de la Ligue entre les positions anti-israéliennes les plus extrémistes, menées par l'Algérie, et les positions plus modérées des monarchies arabes et de l'Égypte, dilue la confrontation en fusionnant les deux sommets. L'assemblée se prononce en faveur de la condamnation d'Israël et de la relance de la solution des deux États. Le communiqué conjoint de l'OCI reprend le plan de 2002 d'Abdallah ben Abdelaziz Al Saoud, le grand-père du prince saoudien Mohammed ben Salmane, qui soumettait la

normalisation diplomatique avec Israël à la condition de la création d'un État palestinien sur la base des frontières de 1967.

– *19 décembre*. Yémen. Les États-Unis et le Royaume-Uni lancent la coalition navale « Prosperity Guardian » en mer Rouge en réponse aux attaques des Houthis.

2024 – 3 janvier. Iran. À Kerman, un attentat revendiqué par l'État islamique autoproclamé fait une centaine de morts et 200 blessés dans la foule réunie pour commémorer la mort du général iranien Ghassem Soleimani, tué quatre ans plus tôt lors d'une attaque américaine en Irak.

– *11-12 janvier*. Yémen. Frappes anglo-américaines contre les positions des Houthis au Yémen. L'Australie, Bahreïn, le Canada et les Pays-Bas soutiennent l'attaque. Dix pays, dont l'Allemagne et le Danemark, signent un communiqué commun de soutien maximal à l'initiative de Washington et de Londres.

– *16-18 janvier*. Tirs de missiles entre l'Iran et le Pakistan dans la région frontalière du Baloutchistan, zone de tension indépendantistes de l'ethnie baloutche, une population de langue iranienne et de confession sunnite. Du côté iranien, l'action militaire vise à frapper les responsables présumés de l'attentat sanglant du 3 janvier à Kerman, mais elle est aussi considérée comme un signal tous azimuts.

– *19 février*. Mer Rouge. La France, l'Allemagne, la Grèce et l'Italie lancent la mission Aspides pour escorter les navires marchands dans le golfe Persique, le golfe d'Oman, le golfe d'Aden et la mer Rouge, dans le but d'abattre les missiles et les drones lancés par les Houthis.

– *1^{er} avril*. À Damas, une attaque israélienne ciblée contre le quartier général de la représentation iranienne provoque la mort de sept officiers des pasdaran, dont certains hauts responsables chargés de la coordination logistique avec les réseaux de milices chiites pro-iraniennes opérant au Liban, en Syrie, en Irak et au Yémen.

– *13-19 avril*. Tirs de missiles entre l'Iran et Israël. Le *7 octobre*, l'État hébreu aurait éliminé 18 officiers des pasdaran sans déclencher de représailles iraniennes. Cependant, l'attaque contre Damas est perçue par Téhéran comme la violation d'une « ligne rouge » : une atteinte à ses intérêts et à sa souveraineté nationale. La riposte iranienne est massive : plus de 300 drones et missiles sont lancés dans la nuit du *13* au *14 avril*, mais la grande majorité d'entre eux sont interceptés par l'action combinée des États-Unis, d'Israël, du Royaume-Uni, de la France, de l'Allemagne et de la Jordanie en activant le MEAD, la défense aérienne du Moyen-Orient mise en place après la signature des accords d'Abraham. Tel-Aviv riposte à son tour en lançant un ou deux missiles vers la base aérienne d'Ispahan.

– *21-23 juillet*. Le ministre chinois des affaires étrangères, Wang Yi, réunit quatorze organisations palestiniennes, dont le Hamas et le Fatah, pour signer

la « déclaration de Pékin », un accord visant « la fin des divisions et le renforcement de l'unité palestinienne », sur la base duquel l'OLP est reconnue comme « l'unique représentant légitime » des Palestiniens.

– *30-31 juillet*. Israël continue à commettre une série d'homicides visant des hauts représentants du Hezbollah et du Hamas. Le *30*, à Beyrouth, Fouad Chokr, commandant militaire du Hezbollah, est tué ; le jour suivant, à Téhéran, Ismaïl Haniyeh, chef politique du Hamas, meurt sous des frappes. L'Iran menace de lancer des représailles.

– *25 août*. Attaque préventive d'Israël visant les positions du Hezbollah au Liban ; ce dernier lance, à son tour, une centaine de roquettes et des drones contre le territoire israélien, en réponse à l'assassinat de Fouad Chokr.

Bibliographie sélective

- AA. VV., *Terrorisme réactionnaire, européisme impérialiste, internationalisme communiste*, Éditions Science Marxiste, Éditions L'Internationaliste, Montreuil, 2015.
- Abitbol Michel, *Histoire d'Israël*, Perrin, Paris, 2024.
- Abu Iyad, Rouleau Eric, *My Home. My Land. A Narrative of the Palestinian Struggle*, Times Books, New York, 1981.
- Aburish Said, *Arafat. From Defender to Dictator*, Bloomsbury Publishing, Londres, 1998.
- Acheson Dean, *Present at the Creation. My Years in the State Department*, W.W. Norton, New York, 1969.
- Aron Raymond, *Les Articles du Figaro*, édition présentée et annotée par Georges-Henri Soutou. Tome 1 : *La Guerre froide 1947-1955*, Éditions de Fallois, Paris, 1990 ; Tome 2 : *La Coexistence 1955-1965*, Éditions de Fallois, Paris, 1994.
- Ayad Christophe, *Géopolitique du Hezbollah*, PUF, Paris, 2024.
- Baker James, *The Politics of Diplomacy*, Putnam, New York, 1995.
- Bar-Zohar Michael, *Shimon Peres*, Random House, New York, 2007.
- Barnavi Élie,
 – *Israël au xx^e siècle*, PUF, Paris, 1982.
 – *Une Histoire moderne d'Israël*, Flammarion, Paris, 1998.
- Barr James, *Lords of the Desert*, Basic Books, New York, 2018.
- Bass Warren, *Support Any Friend*, Oxford University Press, Oxford, 2003.
- Ben Gourion, David, *From Class to Nation*, 1933.
- Bensoussan Georges, *Une histoire intellectuelle et politique du sionisme*, Fayard, Paris, 2002.
- Black Edwin, *The Transfer Agreement. The Dramatic Story of the Pact Between the Third Reich and Jewish Palestine*, Macmillan, Londres, 1984.
- Black Ian, *Enemies and Neighbours. Arabs and Jews in Palestine and Israel, 1917-2017*, Penguin, Londres, 2018.
- Bregman Ahron, *Cursed Victory. A History of Israel and the Occupied Territories*, Penguin UK, Londres, 2015.
- Brizzi Giovanni, *70 d.C. La conquista di Gerusalemme*, Laterza, Rome-Bari, 2017.
- Bush George H. W., Scowcroft Brent, *A World Transformed*, Alfred Knopf, New York, 1998.
- Caridi Paola, *Hamas. Che cos'è e cosa vuole il movimento radicale palestinese*, Feltrinelli, Milan, 2009

- Cervetto Arrigo,
- *L'Impérialisme unitaire*, t. I, Éditions Science Marxiste, Montreuil, 2010.
 - *L'Impérialisme unitaire*, t. II, Éditions Science Marxiste, Montreuil, 2012.
 - *La Confrontation mondiale*, Éditions Science Marxiste, Montreuil, 2018.
 - *Le Monde multipolaire*, Éditions Science Marxiste, Paris, 1998.
- Cohen Samy, *Israël, une démocratie fragile*, Fayard, Paris, 2021.
- Darwin John, *The Empire Project. The Rise and Fall of the British World-System, 1830-1970*, Cambridge University Press, Cambridge, 2009.
- De Simone Gianluca, *Grand Moyen-Orient. Crises et guerres de la nouvelle phase stratégique*, Éditions Science Marxiste, Montreuil, 2016.
- Diner Dan, *Ein anderer Krieg*, Deutsche Verlags-Anstalt, Munich, 2021.
- Eden Anthony, *Mémoires, 1945-1957. La Vérité sur l'affaire de Suez*, Plon, Paris, 1960.
- Farsakh Leila, *Palestinian Labour Migration to Israel. Labour, Land and Occupation*, Routledge, New York, 2012.
- Filiu Jean-Pierre, *Histoire de Gaza*, Fayard, Paris, 2012.
- Fisk Robert, *Pity the Nation. Lebanon at War*, Oxford University Press, Oxford, 2001.
- Fromkin David, *A Peace To End All Peace*, Henry Holt, New York, 1989.
- Fuller John Frederick Charles, *Armament and History. A Study of the Influence of Armament on History from the Dawn of Classical Warfare to the Second World War*, Eyre & Spottiswoode, Londres, 1946.
- Gleis Joshua, Berti Benedetta, *Hezbollah and Hamas. A Comparative Study*, JHU Press, Baltimore, 2012.
- Gorenberg Gershon, *The Accidental Empire. Israel and the Birth of the Settlements, 1967-1977*, Times Books, New York, 2006.
- Gresh Alain,
- *OLP. Histoire et stratégies : Vers l'État palestinien*, SPAG-Papyrus, Paris, 1983.
 - *Israël, Palestine : Vérités sur un conflit*, Fayard, Paris, 2024.
- Gresh Alain, Vidal Dominique, *Palestine 1947 : Un partage avorté*, Complexe, Bruxelles, 1992.
- Grey Edward, *Twenty-Five Years: 1892-1916*, 1926.
- Horne Alistair, *Histoire de la guerre d'Algérie*, Albin Michel, Paris, 1991.
- Hourcade Bernard, *Géopolitique de l'Iran*, Armand Colin, Paris, 2010.
- Houser Trevor, Mohan Shashank, *Fueling Up. The Economic Implications of America's Oil and Gas Boom*, Peterson Institute for International Economics, Washington, 2014.
- Jabotinsky Vladimir, *Le Mur de fer*, 1923.
- Kamel Lorenzo, *Terra contesa. Israele, Palestina e il peso della storia*, Carocci, Rome, 2023.
- Kedourie Elie, Haim Sylvia, dir., *Zionism and Arabism in Palestine and Israel*, Routledge, Londres, 1982.
- Kennedy Paul, *The Rise of the Anglo-German Antagonism, 1860-1914*, Allen & Unwin, Londres, 1980
- Kepel Gilles, *Jihad. Expansion et déclin de l'islamisme*, Gallimard, Paris, 2000.

Kissinger Henry,

- *White House Years*, Little, Brown & Company, Boston, 1979.
- *Years of Upheaval. 1973-1974*, Random House, New York, 1982.
- *Years of Renewal*, Simon & Schuster, New York, 1999.
- *L'Ordre du monde*, Fayard, Paris, 2016.

La Barbera Guido,

- *L'Ordre instable du multipolarisme*, Éditions Science Marxiste, Paris, 2004.
- *Les Guerres de la crise de l'ordre*, Éditions Science Marxiste, Montrouge, 2024.

Lacouture Jean, *Gamal Abdel Nasser*, Bayard, Montrouge, 2005.

Laqueur Walter, *A History of Zionism. From the French Revolution to the Establishment of the State of Israel*, Knopf, New York, 2003.

Laurens Henry, *Les crises d'Orient. La naissance du Moyen-Orient 1914-1949*, vol. II, Fayard, Paris, 2019.

Lénine,

- « Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes », 1914, *Œuvres*, tome 20, Éditions sociales, Paris, 1973.
- « Première ébauche des thèses sur les questions nationale et coloniale », 1920, *Œuvres*, tome 31, Éditions sociales, Paris, 1961.

Liddell Hart Basil, *The Real War. 1914-1918*, Little, Brown and Company, Boston, 1963.

Lockman Zachary, *Comrades and Enemies. Arab and Jewish Workers in Palestine, 1906-1948*, University of California Press, Berkeley, 1996.

Lowe Keith, *Savage Continent*, Penguin, Londres, 2013.

Marx Karl, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Éditions Science Marxiste, Montrouge, 2010.

Marzano Arturo, *Storia dei sionismi. Lo Stato degli ebrei da Herzl a oggi*, Carocci, Rome, 2017.

McMeekin Sean, *The Ottoman Endgame. War, Revolution, and the Making of the Modern Middle East, 1908-1923*, Penguin Press, New York, 2015.

Mejcher Helmut, *Sinai, 5. Juni 1967. Krisenherd Naher und Mittlerer Osten*, dtv Verlagsgesellschaft, Munich, 1998.

Montefiore Sebag Simon, *Jerusalem. The Biography*, Vintage Books, Londres, 2011.

Morris Benny,

- *Righteous Victims*, Knopf, New York, 2001.
- *1948. A History of the First Arab-Israeli War*, Yale University Press, New Haven, 2008.

Motosi Giulio, « Tirpitz et Kautsky à Pékin », *L'Internationaliste*, avril 2023.

Naquet Pierre Vidal, *Les Juifs, la mémoire et le présent*, Les Belles Lettres, Paris, 2023.

Nixon Richard M., *Memoirs of Richard Nixon*, 2 tomes, Grand Central Publishing, New York, 1979.

Oren Michael, *Six Days of War. June 1967 and the Making of the Modern Middle*, Oxford University Press, Oxford, 2002.

- Pappé Ilan,
- *A History of Modern Palestine. One Land, Two Peoples*, Cambridge University Press, Cambridge, 2004.
 - *Le nettoyage ethnique de la Palestine*, Fayard, Paris, 2008.
 - *The Rise and Fall of a Palestinian Dynasty. The Husaynis, 1700-1948*, University of California Press, Berkley, 2010.
- Pfeffer Anshel, *Bibi. The Turbulent Life and Times of Benjamin Netanyahu*, Basic Books, New York, 2018.
- Primakov Evgueni, *Russia and the Arabs. Behind the Scenes in the Middle East from the Cold War to the Present*, Basic Books, New York, 2009.
- Quandt William, Jabber Fuad, Lesch Ann, *The Politics of Palestinian Nationalism*, University of California Press, Berkeley, 1973.
- Razoux Pierre, *La guerre Iran-Irak*, Perrin, Paris, 2013.
- Reynolds Michael, *Shattering Empires. The Clash and Collapse of the Ottoman and Russian Empires 1908-1918*, Cambridge University Press, Cambridge, 2011.
- Rogan Eugene,
- *The Arabs. A History*, Basic Books, New York, 2009.
 - *The Fall of the Ottomans. The Great War in the Middle East*, Penguin, New York, 2015.
- Rubin Barry, *Revolution Until Victory? The Politics and History of the PLO*, Harvard University Press, Cambridge (MA), 1996.
- Rubinstein Danny, *The Mystery of Arafat*, Steerforth Press, Lebanon (NH), 1995.
- Anthony Sampson, *The Seven Sisters. The Great Oil Companies & the World They Shaped*, Viking Press, New York, 1975.
- Segev Tom,
- *The Seventh Million. The Israelis and the Holocaust*, Hill and Wang, New York, 1999.
 - *One Palestine, complete. Jews and Arabs Under the British Mandate*, Metropolitan Books, New York, 2000.
 - *1967. Israel, the War and the Year that Transformed the Middle East*, Metropolitan Books, New York, 2007.
 - *A State at Any Cost. The Life of David Ben-Gurion*, Farrar, Strauss and Giroux, New York, 2019.
- Segre Vittorio Dan, *Le metamorfosi di Israele*, UTET, Turin, 2006.
- Shafir Gershon, « Zionism and colonialism. A Comparative Approach », 1989, in Pappé Ilan, *The Israel/Palestine Question*, Routledge, Londres, 1999.
- Shahak Israel, « A History of the Concept of “Transfer” in Zionism », *Journal of Palestine Studies*, vol. 18, n° 3, printemps 1989, Taylor & Francis, Milton Park, 1989.
- Shindler Colin, *The Rise of the Israeli Right. From Odessa to Hebron*, Cambridge University Press, Cambridge, 2015.

Shlaim Avi,

- *Collusion Across The Jordan. King Abdullah, the Zionist Movement, and the Partition of Palestine*, Columbia University Press, New York, 1988.
- *The Iron Wall. Israel and the Arab World*, Books, Londres, 2001.
- *Lion of Jordan. The Life of King Hussein in War and Peace*, Penguin Books, Londres, 2008.

Solomon Robert, *The International Monetary System, 1945-1981*, Harper & Row, New York, 1982.

Sternhell Zeev, *Aux origines d'Israël : entre nationalisme et socialisme*, Fayard, Paris, 1996.

Tertrais Bruno, *La Guerre des mondes. Le retour de la géopolitique et le choc des empires*, L'Observatoire, Paris, 2023.

Thomas Hugh, *The Suez Affair*, Harper & Row, New York, 1966.

Veidlinger Jeffrey, *In the Midst of Civilized Europe. The Pogroms of 1918-1921 and the Onset of the Holocaust*, Metropolitan Books, New York, 2021.

Wall Bennett, *Growth in a Changing Environment. A History of Standard Oil Company (New Jersey), 1950-1972, and Exxon Corporation, 1972-1975*, McGraw Hill Book Company, New York, 1988.

Yergin Daniel,

- *The Prize. The Epic Quest for Oil, Money and Power*, Simon & Schuster, New York, 1992.
- « The Global Impact of US Shale », *Project Syndicate*, 8 janvier 2014.

Zertal Idith, Eldar Akiva, *Lords of the Land. The War Over Israel's Settlements in the Occupied Territories, 1967-2007*, Nation Books, New York, 2007.

Quotidiens et revues

- | | |
|--|--|
| <i>Al Arabiya</i> , Riyad | <i>Kompas</i> , Jakarta |
| <i>Asharq al-Awsat</i> , Londres | <i>Maariv</i> , Tel-Aviv |
| <i>Avanti!</i> , Rome | <i>Monde (Le)</i> , Paris |
| <i>Bandiera Rossa</i> , Rome | <i>Monde Diplomatique (Le)</i> , Paris |
| <i>Business Week</i> , New York | <i>Neue Freie Presse</i> , Vienne |
| <i>Devar</i> , Tel-Aviv | <i>New York Times (The)</i> , New York |
| <i>Economist (The)</i> , Londres | <i>Nikkei (Nihon Keizai Shimbun)</i> , Tokyo |
| <i>Figaro (Le)</i> , Paris | <i>Nuova Unità</i> , Rome |
| <i>Financial Times</i> , Londres | <i>Petroleum Weekly</i> , New York |
| <i>Foreign Affairs</i> , New York | <i>Pravda</i> , Moscou |
| <i>Fortune</i> , New York | <i>Project Syndicate</i> , New York |
| <i>Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ)</i> ,
Frankfort | <i>Reuters</i> , Londres |
| <i>Global Times</i> , Pékin | <i>RIA Novosti</i> , Moscou |
| <i>Grand Continent (Le)</i> , Paris | <i>Rivoluzione Proletaria</i> , Milan |
| <i>Haaretz</i> , Tel-Aviv | <i>Sabah</i> , Istanbul |
| <i>Hindustan Times</i> , New Delhi | <i>Stella Rossa</i> , Moscou |
| <i>Israel Hayom</i> , Tel-Aviv | <i>Straits Times (The)</i> , Singapour |
| <i>Japan Times (The)</i> , Tokyo | <i>Times (The)</i> , Londres |
| <i>Jerusalem Post (The)</i> , Jérusalem | <i>Washington Post (The)</i> , Washington |
| | <i>Yedioth Ahronoth</i> , Tel-Aviv |

Index des noms

A

- Abbas, Mahmoud – 99, 103, 104
 Abbas, Mansour – 106
 Abdallah I^{er}
 (‘Abd Allah bin al-Hussein) – 189
 Abitbol, Michel – 24, 32, 33, 36, 42,
 54, 55, 64
 Aburish, Said – 80, 82, 84, 85
 Acheson, Dean Gooperham – 168, 169
 Adelson, Sheldon – 91
 Adenauer, Konrad – 54, 130, 176, 181,
 186
 Agnew, Spiro Theodore – 218
 Ahmad (Ahmed ibn Yahya) – 191
 Ailleret, Charles – 205
 Albright, Madeleine
 (Marie Jana Korbelová) – 278
 Allenby, Edmund Henry Hynman – 96
 Allon, Yigal – 194
 Al Saoud,
 Abdallah ben Abdelaziz – 122
 Alterman, Jon – 279
 Ambrose, Stephen Edward – 175, 217
 Amer, Abdel Hakim – 61, 197-199
 Andersen, Knut Borge – 211
 Arafat, Yasser – 15, 42, 62, 68, 69, 71,
 76, 78-82, 84, 85, 275
 Araud, Gérard – 114
 Arlozoroff, Haïm – 39, 73
 Armacost, Michael Hayden – 231
 Aron, Raymond – 58, 172, 195,
 197, 213
 Asa-El, Amotz – 120

Assad, Bachar el – 95, 109

Assad, Hafez el – 59, 198, 210

Atatürk (Mustafa Kemal) – 22, 47, 224

Ayad, Christophe – 64, 141

B

- Baker, James Addison – 228, 232
 Balfour, Arthur James – 26, 27, 31-35,
 43, 47, 95, 96, 150, 153
 Bamberg, James – 207, 208
 Barak, Ehud – 116
 Bar’el, Zvi – 123, 124
 Barnavi, Élie – 21-24, 38, 41, 42, 51,
 53-55, 115, 125, 134
 Barr, James – 53, 54
 Bar-Zohar, Michael – 73, 130
 Bass, Warren – 54
 Bazargan, Mehdi – 226
 Beaverbrook, William Maxwell – 163
 Begin, Menahem – 54, 63, 64, 117, 118,
 126, 201
 Ben Bella, Ahmed – 256
 Bennett, Naftali – 105
 Bensoussan, Georges – 38
 Bergsten, Fred – 208, 209
 Berti, Benedetta – 64
 Betancourt, Rómulo Ernesto – 182
 Bhadrakumar,
 Melkulangara Kumaran – 97
 Biden, Joe (Joseph) Robinette – 68, 114,
 130, 132, 134, 135, 276-278
 Birol, Fatih – 238
 Black, Edwin – 39

- Black, Ian – 99, 116
 Borck, Tobias – 128, 129
 Borochov, Dov Ber – 37
 Boulganine,
 Nikolaï Alexandrovitch – 174, 175
 Boumédiène, Houari – 256, 257
 Brandt, Willy – 210, 211
 Bregman, Ahron – 104, 118
 Brejnev, Léonid Ilitch – 198, 220
 Burns, William Joseph – 132
 Bush, George Herbert Walker Sr. – 68,
 228, 230-232
 Bush, George Walker Jr. – 225, 233, 234

C

- Cadman, John – 159, 160
 Cambon, Jules-Martin – 32
 Cárdenas del Río, Lázaro – 158
 Caridi, Paola – 71
 Carter, James (Jimmy) Earl – 84, 112,
 145, 225, 240
 Catherine II de Russie – 10
 Cervetto, Arrigo – 11, 14, 16, 57, 58,
 66, 68, 71, 101, 106, 130, 170, 172,
 181, 229-232, 266-269, 272, 273
 Chamberlain, Neville Arthur – 21, 48
 Charbel, Ghassan – 123
 Chellaney, Brahma – 71
 Cheney, Richard Bruce – 230
 Chevardnadze, Édouard – 228, 232
 Chevènement, Jean-Pierre – 232
 Chirac, Jacques René – 234
 Choukairy, Ahmed – 194
 Church, Frank Forrester – 165
 Churchill, Winston Leonard Spencer –
 35, 40, 147, 148, 159, 162, 163, 169
 Clapper, James – 125
 Clausewitz, Karl von – 193
 Clemenceau, Georges – 151
 Clemenceau, Georges Benjamin – 35
 Clinton, Bill
 (William Jefferson Blythe) – 73

- Cohen, Samy – 117, 125, 126
 Colby, Bainbridge – 154
 Connally, John Bowden Jr. – 209
 Coppé, Albert – 186
 Corridoni, Filippo – 39
 Cox, Archibald – 219
 Croce, Benedetto – 41
 Crooke, Alastair – 92, 93
 Curiel, Henri – 77
 Curzon, George Nathaniel – 31, 33, 146, 154

D

- Darwin, Gareth John – 27
 Dawes, Charles Gates – 155
 Dayan (famille) – 72
 Dayan, Moshe – 55, 62, 194, 202
 De Simone, Gianluca – 110
 Déat, Maurice – 39
 Deterding, Henri – 159
 Díaz, Porfirio – 158
 Diner, Dan – 46, 48, 49
 Disraeli, Benjamin – 29, 147
 Drumont, Édouard-Adolphe – 24
 Duchêne, François – 186, 187
 Dulles, Allen Welsh – 154, 170
 Dulles, John Foster – 170, 174, 175, 193
 Dunya, Tuviah – 43, 44
 Duran, Burhanettin – 124, 132

E

- Eban, Abba – 197, 201, 202
 Eden, Anthony – 53, 57, 167, 169,
 172-176, 246
 Eisenhower, Dwight David – 53, 59,
 170, 174-176, 179, 182, 183, 186, 205
 Eldar, Akiva – 55, 118
 Engels, Friedrich – 10, 18, 263-265,
 267-270, 272, 273
 Erdoğan, Recep Tayyip – 90, 97, 132, 133
 Erlanger, Steven – 278
 Eshkol, Lévi – 62, 194, 195, 198, 201, 202
 Etzel, Franz – 186
 Eyal, Jonathan – 138, 141

F

- Farouk – 172, 189
Farsakh, Leila – 102
Fayçal ben Abdelaziz Al Saoud – 186, 190, 211, 212
Fayçal I^{er} d'Irak – 34, 35, 42
Fayçal II d'Irak – 189
Fayet, Héloïse – 140
Feis, Herbert – 162
Fidan, Hakan – 124
Filiu, Jean-Pierre – 118
Fisher, John Arbuthnot – 147
Fisk, Robert – 82, 83
Ford, Gerald – 145, 223
Frankel, Paul – 179
Fraser, William – 168
Friedman, Thomas – 132, 134
Fromkin, David – 26-31, 33, 58, 151, 153
Fuller, John Frederick Charles – 149

G

- Gallieni, Joseph-Simon – 148
Gandhi, Mohandas Karamchand – 49
Gantz, Benny (Benyamin) – 117, 119
Gardner, David – 100
Garibaldi, Giuseppe – 21, 41
Gaulle, Charles de – 58, 70, 95, 126, 195, 197
Georges-Picot, François Marie Denis – 27, 29, 31, 35
Getty, Jean Paul – 178, 179
Ghattas, Kim – 123, 138
Ginsberg, Asher Zvi Hirsch – 36, 37
Gladstone, William Ewart – 30
Glaspie, April Catherine – 229
Gleis, Joshua – 64
Gomart, Thomas – 276
Gómez, Juan Vicente – 158
Gordon, Aaron David – 37
Gorenberg, Gershon – 118
Gourion, David Ben – 13, 24, 33, 34, 37-39, 44, 47-49, 51, 53-55, 61, 62, 64, 130, 194

Grady, Henry – 167

Gresh, Alain – 76-79, 82, 85

Gretschko, Andreï Antonovitch – 198, 201

Grey, Edward – 31

Guillaume II Hohenzollern – 146

Gulbenkian, Calouste – 156, 164

H

- Haass, Richard Nathan – 230
Habsbourg (dynastie) – 264
Hacohen, Gershon – 117
Haig, Alexander – 220
Halévi, Ran – 72, 116
Halifax, Edward Frederick Lindley Wood – 163
Hammarskjöld, Dag – 193
Hammer, Armand – 206
Hankey, Maurice – 150, 153
Harden, Orville – 160
Harriman, William Averell – 168, 169
Hart, Basil Liddell – 96
HaTzadik, Shimon (Simon II le Juste) – 103
Herzl, Theodor – 21, 22, 24, 25, 28, 36, 39
Hilmi, Ahmed Pasha – 77
Himmler, Heinrich – 48
Hitler, Adolph – 47, 48
Hokayem, Emile – 128, 140, 279
Hoover, Herbert Clark Jr. – 170
Horne, Alistair – 79
Hourcade, Bernard – 97
Houser, Trevor – 237
Hull, Cordell – 162
Hussein ben Ali – 26-28, 30, 34
Hussein ben Talal – 65, 194, 202
Husseini (famille) – 37, 42
Husseini, Hadj Amin al – 42-44, 46, 48, 49, 77, 78, 103
Husseini, Kamil al – 43
Hussein, Saddam – 15, 30, 56, 59, 69, 82, 84, 99, 112, 229-232, 279

I

- Ikkes, Harold – 160, 162
Idris I^{er} (Mohammed Idris el Mahdi el Senoussi) – 206
Ignatius, David Reynolds – 102
Inbar, Efraim – 74, 75
Indyk, Martin Sean – 277
Issacharoff, Avi – 121
Iyad, Abou (Salah Khalaf) – 76, 77

J

- Jablonski, Wanda – 183
Jabotinsky, Vladimir Zeev – 13, 24, 33, 39, 41, 42, 44, 47, 64, 72
Jackson, Henry Martin – 217
Jadid, Salah – 198
Jobert, Michel – 211
Johnson, Lyndon Baines – 191, 192, 197, 201, 205
Joubeir, Adel ben Ahmed al – 96
Joumblatt, Kamal – 82

K

- Kadhafi, Mouammar – 97, 206, 224
Kahn, Zadoc – 36
Kaifu, Toshiki – 231, 232
Kaleji, Vali – 127, 128
Kamel, Lorenzo – 31
Kassem, Abdel Karim – 59, 182, 185, 189-191
Katznelson, Berl – 39
Katz, Yisraël – 94
Kennedy, John Fitzgerald – 169, 186, 192
Kennedy, Paul – 146-148
Kennedy, Robert – 186
Kepel, Gilles – 97
Khalidi, Yusuf Diya al – 36
Khamenei, Ali – 138
Khan, Imran – 136
Khrouchtchev, Nikita Sergueïevitch – 174, 180

- Kissinger, Henry Alfred – 17, 57, 63, 94, 100, 141, 176, 206, 208-213, 216-220, 222-225, 231, 232

Kitchener, Horatio Herbert – 30, 150

Knox d'Arcy, William – 146, 147

Koestler, Arthur – 41

Kohl, Helmut – 232

Kook, Zvi Yehouda – 55

Kossyguine, Alexeï Nikolaïevitch – 201

Kushner, Jared – 92, 93, 99

L

- La Barbera, Guido – 130
Labriola, Antonio – 41
Labriola, Arturo – 250
Lacouture, Jean – 60
Lansdowne,
 Henry Charles Keit Petty-Fitzmaurice – 146
Lapid, Yair – 119
Laqueur, Walter – 41
Lasserre, Isabelle – 134, 140
Laurens, Henry – 27, 29-31, 33, 34, 36
Lavrov, Sergueï Viktorovitch – 93, 94
Lawrence, Thomas Edward – 34, 161
Lénine (Vladimir Ilitch Oulianov) – 10, 11, 153, 247, 248, 253, 254, 259, 260, 263-268, 270, 272, 273
Levitte, Jean-David – 146
Lloyd George, David – 31, 34, 35, 96, 151, 153
Lockman, Zachary – 38, 39
Lons, Camille – 108
Lowe, Keith – 51
Luxemburg, Rosa – 266

M

- Macron, Emmanuel – 96
Mahomet – 29, 91, 92
Malbrunot, Georges – 108, 110
Maloney, Suzanne – 276, 277
Marx, Karl – 10, 18, 95, 248, 253, 263-266, 269, 270, 272, 273

- Marzano, Arturo – 22, 37, 38
Mattei, Enrico – 169, 179-182
Mazen, Abou (Mahmoud Abbas) – 80, 85
Mazzini, Giuseppe – 41
McCloy, John Jay – 186, 218
McMahon, Arthur Henry – 26, 27, 30
McMeekin, Sean – 33
Meir, Golda – 193, 194, 217
Mejcher, Helmut – 194, 195, 199, 200, 203, 229
Mendès-France, Pierre – 77
Michelet, Jules – 21
Milley, Mark Alexander – 134
Mitterrand, François – 130, 232
Mohan, Shashank – 237
Mollet, Guy – 57, 246
Monnet, Jean – 130, 186, 187
Monroe, James – 146
Monroe, Rathbone – 183
Montagu, Edwin Samuel – 33
Montefiore, Simon Sebag – 103
Montgomery, Bernard Law – 46
Morris, Benny – 38, 49-51, 53, 61-63, 118, 125
Mossadegh, Mohammad – 167-170, 172, 179, 182, 189, 226
Motosi, Giulio – 112
Mussolini, Benito – 39, 41, 48, 250, 259
- N**
- Naguib, Mohammed – 172, 189
Nahas Pacha, Moustapha el – 172
Nakasone, Yasuhiro – 211, 231
Napoléon III, Bonaparte – 95
Nashashibi (famille) – 37, 42, 43, 46
Nasrallah, Hassan – 123
Nasser, Gamal Abdel – 12, 14, 53, 54, 58-63, 78, 80, 92, 169, 172-176, 182, 185, 189, 191-194, 197, 198, 200-203, 212, 213, 246, 247, 256, 257, 272
- Netanyahu, Benjamin – 69-74, 90, 94, 99, 100, 104-107, 110, 111, 115, 117, 119, 120, 124, 126, 134, 138, 139
Netanyahu, Bension – 72
Netanyahu (famille) – 72
Nidal, Abou
 (Sabri Khalil al-Banna) – 82
Nixon, Richard Milhous – 145, 209-212, 216-220, 225, 236
Nobel (frères) – 158
Nobel, Ludwig – 145
Nobel, Robert – 145
Nordau, Max
 (Max Simon Südfeld) – 36
- O**
-
- Obama, Barack Hussein – 128
Olmert, Ehud – 126
Oren, Michael Bornstein – 59-63, 191, 197, 199, 202
Ozal, Turgut – 232
- P**
-
- Page, Howard – 185
Pahlavi, Mohammad Reza – 94, 160, 167, 170, 179, 190, 191, 207, 224-226
Pappé, Ilan – 23, 35, 38, 40, 42, 43, 46, 49, 50, 55
Pearson, Weetman – 158
Peel, William – 47
Peres, Shimon – 54, 55, 65, 68, 73, 126, 130, 131, 194, 195, 201
Pérez Alfonzo, Juan Pablo – 182, 183, 186
Petlioura, Symon – 41
Pfeffer, Anshel – 70, 72, 73
Philby, Harry – 160, 161
Philby, Kim – 161
Pineau, Christian – 176
Pinkas, Alon – 74
Pompeo, Mike (Michael Richard) – 99
Poutine, Vladimir Vladimirovitch – 278
Powell, Colin Luther – 231
Primakov, Evgueni – 59, 60, 232

Q-R

Qassam, Izz al-Din al – 44
 Quandt, William – 78
 Rabin, Yitzhak – 60, 65, 68, 70, 73, 74,
 125, 195, 198, 200
 Raine, John – 127
 Raïssi, Ebrahim – 133
 Rashed, Abdulrahman al – 124, 125
 Razmara, Ali – 168
 Razoux, Pierre – 94
 Reynolds, Michael – 32
 Riad, Abdel-Moneim – 202
 Richardson, Elliot – 218
 Rivlin, Reuven – 73
 Rockefeller, John Davidson – 145, 150,
 177, 223
 Rodinson, Maxime – 76
 Rogan, Eugene – 59, 95, 96
 Rogers, William (Bill) – 207, 209
 Roosevelt, Franklin Delano – 160, 162,
 163, 170
 Roosevelt, Theodore – 160, 170
 Rothschild (dynastie) – 145
 Rothschild, Lionel Walter – 33
 Rouhani, Fouad – 185
 Roussel, Eric – 187
 Rubin, Barry M. – 81
 Rubinstein, Danny (Daniel) – 81
 Ruckelhaus, William – 219
 Ruppin, Arthur – 38

S

Sadate, Anouar el – 63, 64, 70, 82, 92,
 95, 199, 210, 212-214, 268
 Saïd, Edward – 15, 84
 Saladin – 103
 Salmane ben Abdelaziz al Saoud – 96
 Salmane
 (Mohammed ben Salmane) al Saoud
 – 93, 95, 109, 110, 122, 123
 Salomon – 91, 114
 Sampson, Anthony – 164-167, 180, 185, 191

Samuel, Herbert – 42, 43
 Saoud Ibn Abdelaziz – 160
 Saunders, Harold – 208, 209
 Schacht, Hjalmar Horace Greeley – 39
 Schlesinger, James – 145, 216
 Schocken (famille) – 47
 Schröder, Gerhard – 234
 Schwarzkopf, Norman – 231
 Scowcroft, Brent – 228, 230, 232
 Segev, Tom – 33, 39, 41, 46-51, 62, 125
 Segre, Vittorio Dan – 23, 42, 54, 56,
 62, 70, 131
 Shafir, Gershon – 38
 Shahak, Israel – 39
 Shamir, Yitzhak – 64, 117
 Sharon, Ariel – 63, 64, 68-70, 73, 91,
 105, 117, 118
 Shindler, Colin – 49
 Shinwell, Emmanuel – 168
 Shlaim, Avi – 53, 64, 65, 130, 131
 Sidqi, Mahmud – 199
 Simon, William – 224
 Sissi, Abdel Fattah al – 83, 91
 Solana Madariaga, Javier Francisco – 92
 Soleimani, Ghassem – 133
 Solomon, Robert – 223
 Sorel, Georges – 250
 Soutou, Georges-Henri – 195
 Spierenburg, Dirk – 186
 Staline (Iossif Vissarionovitch
 Djougachvili) – 50, 57, 188, 246
 Stern, Avraham – 41, 49
 Sternhell, Zeev – 22, 38, 39, 41
 Strauss, Franz Josef – 130
 Suharto (Soeharto) – 197
 Swinton, Ernest – 148
 Sykes, Mark – 27, 31-33, 35

T

Tariki, Abdullah – 183, 186
 Teagle, Walter – 154
 Tertrais, Bruno – 135

- Thomas, Hugh – 176
Tillerson, Rex – 93, 95
Tirpitz, Alfred von – 148
Tito (Josip Broz) – 174
Tolstoï, Léon – 37
Treitschke, Heinrich Gotthard von – 21
Truman, Harry Spencer – 57, 163,
168-170, 188, 246
Trump, Donald – 89-93, 95, 97,
99-101, 103, 114, 128, 130,
141, 276, 277
Trumpeldor, Joseph – 44
-
- U-V**
- U Thant – 200
Vaez, Ali – 133, 134
Van Buren, Peter – 92
Veidlinger, Jeffrey – 34, 41
Verleger, Philip – 240
Vidal, Dominique – 77
-
- W**
- Wall, Bennett – 180, 181
Walters, Vernon – 169
- Webster, William – 230
Weizmann, Chaim Azriel – 24, 25,
31-34, 40, 43, 48
Weizmann (famille) – 72
Werner, Pierre – 223
Wilson, Harold – 197, 205
Wilson, Woodrow Thomas – 34, 153,
223
-
- Y**
- Yadlin, Amos – 140
Yamani, Ahmed Zaki – 80, 186, 211
Yassine, Ahmed – 105
Yergin, Daniel – 145, 146-149, 154, 157,
164, 165, 168, 169, 174, 177-179, 182,
183, 191, 203, 209, 211, 212, 218,
223, 226, 237, 238, 239
-
- Z**
- Zaïm, Housni al – 189
Zaki, Tashin – 202
Zertal, Idith – 55, 118
Zhao Minghao – 136
Zumwalt, Elmo – 217

Ouvrages publiés par les Éditions Science Marxiste

Collection Textes

Arrigo Cervetto	LA DIFFICILE QUESTION DES TEMPS
Arrigo Cervetto	LUTTES DE CLASSE ET PARTI RÉVOLUTIONNAIRE
Arrigo Cervetto	LE MONDE MULTIPOLAIRE 1990-1995
Arrigo Cervetto	L'ENVELOPPE POLITIQUE
Arrigo Cervetto	MÉTHODE ET PARTI-SCIENCE
Arrigo Cervetto	L'IMPÉRIALISME UNITAIRE TOME I, 1950-1967
Arrigo Cervetto	L'IMPÉRIALISME UNITAIRE TOME II, 1959-1980
Arrigo Cervetto	LA CONFRONTATION MONDIALE
Guido La Barbera	LA CRISE DU CAPITALISME D'ÉTAT
Guido La Barbera	L'EUROPE ET LA GUERRE
Guido La Barbera	L'ORDRE INSTABLE DU MULTIPOLARISME
Guido La Barbera	L'EUROPE ET L'ÉTAT
Guido La Barbera	L'EUROPE, L'ASIE ET LA CRISE
Guido La Barbera	LOTTA COMUNISTA – LE GROUPE D'ORIGINE, 1943-1952
Guido La Barbera	LOTTA COMUNISTA – VERS LE PARTI-STRATÉGIE, 1953-1965
Guido La Barbera	LOTTA COMUNISTA – LE MODÈLE BOLCHEVIQUE, 1965-1995
Guido La Barbera	CRISE GLOBALE ET RESTRUCTURATION EUROPÉENNE
Guido La Barbera	LA NOUVELLE PHASE STRATÉGIQUE
Guido La Barbera	CRISE DE L'ORDRE ET PANDÉMIE SÉCULAIRE
Renato Pastorino	LA TÂCHE INÉDITE
Renato Pastorino	LEUR POLITIQUE ET LA NÔTRE
Nicola Capelluto	LA CRISE DES RELATIONS GLOBALES
	CRISE DE LA DETTE ET CRISE DE L'ORDRE
Paolo Rivetti	LES SYNDICATS DANS LA RESTRUCTURATION EUROPÉENNE (2008-2015)
Roberto Casella	Et en annexe: considérations sur les luttes politiques en France (2006-2012)
	BATAILLES ET PRINCIPES POUR UNE POLITIQUE COMMUNISTE

Collection Classiques

Karl Marx - Friedrich Engels	MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE
	En appendice notes sur les premières éditions du Manifeste et sur sa diffusion
Lev Trotsky Friedrich Engels	LES GUERRES BALKANIQUES 1912-1913
	NOTES SUR LA GUERRE FRANCO-ALLEMANDE DE 1870-1871
	Préface de Lev Trotsky

Collection Analyses

Nicola Capelluto - Franco Palumberi	ÉNERGIE ET PÉTROLE DANS L'AFFRONTEMENT IMPÉRIALISTE
Roberto Casella	LE SIÈCLE DES GÉANTS DE L'ASIE. I. LA CHINE (1995-2012)
Roberto Casella	LE SIÈCLE DES GÉANTS DE L'ASIE. II. L'INDE (1998-2012)
Gianluca De Simone	GRAND MOYEN-ORIENT
	Crises et guerres de la nouvelle phase stratégique
Giulio Motosi - Piero Nardini	LA BATAILLE MONDIALE DE L'ACIER
Federico Dalvit	L'EUROPE DANS LES COLLISIONS MONDIALES
Franco Palumberi	L'AUTOMOBILE ET LE DÉFI ÉLECTRIQUE
Donato Bianchi	LA RUSSIE EN GUERRE DANS LA CRISE DE L'ORDRE
Giulio Motosi	LA DÉMOCRATIE IMPÉRIALISTE EN CHINE
Federico Dalvit-Jan Van Langenhove	L'EUROPE DANS LA CRISE DE L'ORDRE

Collection Documents

G. Munis	LEÇONS D'UNE DÉFAITE, PROMESSE DE VICTOIRE
	critique et théorie de la révolution espagnole 1930-1939

Paul Frölich	AUTOBIOGRAPHIE – parcours d'un militant internationaliste allemand : de la social-démocratie au parti communiste 1890-1921
Paul Frölich	IMPÉRIALISME, GUERRE ET LUTTE DE CLASSES EN ALLEMAGNE 1914-1918
Paul Frölich, Rudolf Lindau, Albert Schreiner, Jacob Walcher	RÉVOLUTION ET CONTRE-RÉVOLUTION EN ALLEMAGNE 1918-1920 : de la fondation du parti communiste au putsch de Kapp
Anthologie	MARX – SCIENTIFIQUE ET RÉVOLUTIONNAIRE
Anthologie	LÉNINE – CONSCIENCE ET VOLONTÉ RÉVOLUTIONNAIRES
Anthologie	ENGELS – SCIENCE ET PASSION RÉVOLUTIONNAIRES
Anthologie	LE PREMIER MAI DANS L'HISTOIRE DE LA CLASSE OUVRIÈRE
Anthologie	ORIGINES ET DÉFAITE DE L'INTERNATIONALISME EN CHINE. 1919-1927
<i>Sous la direction de</i>	
Gian Giacomo Cavicchioli	OCTOBRE 1917. 100 ANS - 100 MILITANTS DE LA RÉVOLUTION
Gian Giacomo Cavicchioli et Emilio Gianni	1919. L'INTERNATIONALE COMMUNISTE. 100 ANS - 100 MILITANTS DU PARTI MONDIAL
Mirella Mancini Emilio Gianni	1871-2021. LA COMMUNE DE PARIS. 150 ANS. LES MILITANTS DU CONSEIL DE LA COMMUNE
Mauro Parri	BÉNÉVOLAT ANARCHISTE ET SOCIALISTE AUX TEMPS DU CHOLÉRA

bibliothèque jeunes

Marx	LA GUERRE CIVILE EN FRANCE
Marx	CRITIQUE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE
Marx	TRAVAIL SALARIÉ ET CAPITAL. <i>Suivi de</i> SALAIRE, PRIX ET PROFIT
Marx	LES LUTTES DE CLASSES EN FRANCE 1848-1850
Engels	ANTIDÜHRING
	Cervetto – <i>La découverte de la politique</i>
Engels	LA SITUATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE EN ANGLETERRE
	Cervetto – <i>La vision historique de la transformation sociale</i>
Engels	SOCIALISME UTOPIQUE ET SOCIALISME SCIENTIFIQUE
	<i>Suivi de</i> LUDWIG FEUERBACH ET L'ABOUTISSEMENT
Marx – Engels	LA CONCEPTION MATÉRIALISTE DE L'HISTOIRE
	<i>Suivi de</i> LE 18 BRUMAIRE DE LOUIS BONAPARTE
Marx – Engels – Lénine	UNE CAUSE DE L'HUMANITÉ TOUT ENTIÈRE
Lénine	QUE FAIRE ?
	Cervetto – <i>La lutte décisive</i>
Lénine	L'IMPÉRIALISME, STADE SUPRÈME DU CAPITALISME
	Cervetto – <i>La théorie marxiste des relations internationales</i>
Lénine	L'ÉTAT ET LA RÉVOLUTION
	Cervetto – <i>La restauration de la théorie marxiste</i>
Lénine	LA MALADIE INFANTILE DU COMMUNISME (LE « COMMUNISME DE GAUCHE »)
	Cervetto – <i>Le temps de la clarté de Lénine</i>
Lénine	MATÉRIALISME ET EMPIRICRITISME
	Notes critiques sur une philosophie réactionnaire
	Cervetto – <i>La critique libérale de Bernstein</i>
Lénine	CE QUE SONT LES « AMIS DU PEUPLE »
	Suivi de LE CONTENU ÉCONOMIQUE DU POPULISME
	Cervetto – <i>La théorie de la politique de Lénine</i>
Lénine	LE SOCIALISME ET LA GUERRE
Lénine	LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE ET LE RÉNÉGAT KAUTSKY
Cervetto	Cervetto – <i>Le fondement scientifique de la lutte des classes</i>
	LÉNINE ET LA RÉVOLUTION CHINOISE
	Lénine – « Matières inflammables de la politique mondiale » et autres écrits
Anthologie	LE RACISME EST CHEZ NOUS

En partenariat avec les éditions L'INTERNATIONALISTE

Anthologie

TERRORISME RÉACTIONNAIRE, EUROPÉISME IMPÉRIALISTE, INTERNATIONALISME COMMUNISTE
LA FONDATION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE – MARS 1919

Anthologie

Anglais

Texts

Arrigo Cervetto CLASS STRUGGLES AND THE REVOLUTIONARY PARTY
Arrigo Cervetto THE DIFFICULT QUESTION OF TIMES
Arrigo Cervetto THE POLITICAL SHELL
Arrigo Cervetto METHOD AND THE SCIENCE-PARTY
Arrigo Cervetto UNITARY IMPERIALISM, VOLUME I
Arrigo Cervetto UNITARY IMPERIALISM, VOLUME II
Nicola Capelluto THE CRISIS IN GLOBAL RELATIONS
Renato Pastorino THE UNPRECEDENTED TASK
Renato Pastorino THEIR POLITICS AND OURS
Guido La Barbera THE NEW STRATEGIC PHASE
Guido La Barbera LOTTA COMUNISTA. THE ORIGINS, 1943-1952
Guido La Barbera LOTTA COMUNISTA. TOWARDS THE STRATEGY-PARTY, 1953-1965
Guido La Barbera LOTTA COMUNISTA. THE BOLSHEVIK MODEL, 1965-1995
Guido La Barbera THE CRISIS IN THE WORLD ORDER AND THE PANDEMIC OF THE CENTURY
Anthology REACTIONARY TERRORISM, IMPERIALIST
EUROPEANISM, COMMUNIST INTERNATIONALISM

Documents

David B. Rjazanov THE ORIGINS OF THE FIRST INTERNATIONAL
G. G. Cavicchioli (ed.) OCTOBER 1917 100 YEARS, 100 MILITANTS OF THE REVOLUTION
G.G. Cavicchioli (ed),
E. Gianni (ed) 1919. THE COMMUNIST INTERNATIONAL
100 YEARS - 100 MILITANTS OF THE WORLD PARTY
M. Mancini (ed),
E. Gianni (ed) 1871. THE PARIS COMMUNE. 150TH ANNIVERSARY. THE COMMUNE COUNCIL MILITANTS
Anthology ENGELS. REVOLUTIONARY SCIENCE AND PASSION

Analyses

Federico Dalvit EUROPE IN THE GLOBAL COLLISIONS
Donato Bianchi RUSSIA AT WAR IN THE CRISIS OF THE WORLD ORDER

Publications for young people

Arrigo Cervetto LENIN AND THE CHINESE REVOLUTION
Friedrich Engels Lenin – Inflammable material in world politics and other writings
Karl Marx ANTIDÜHRING & THE ROLE OF FORCE IN HISTORY
V. I. Lenin Arrigo Cervetto – The discovery of politics
WAGE LABOUR AND CAPITAL. WAGES, PRICE AND PROFIT
THE CIVIL WAR IN FRANCE
WHAT IS TO BE DONE?
V. I. Lenin Arrigo Cervetto – The decisive struggle
IMPERIALISM, THE HIGHEST STAGE OF CAPITALISM
V. I. Lenin Arrigo Cervetto – The marxist theory of international relations
STATE AND REVOLUTION
V. I. Lenin Arrigo Cervetto – The restoration of marxist theory
“LEFT-WING” COMMUNISM, AN INFATILE DISORDER
V. I. Lenin Arrigo Cervetto – The Time of Lenin’s Clarity
MAY DAY IN WORKING-CLASS HISTORY
Anthology Ist May Internationalist Workers’ Day
OUR INTERNATIONALIST STRUGGLE
The direction of the new strategic phase

Allemand

- Arrigo Cervetto
Arrigo Cervetto
Anthologie
KLASENKÄMPFE UND REVOLUTIONÄRE PARTEI
DIE POLITISCHE HÜLLE
UNSER INTERNATIONALISTISCHER KAMPF
Richtlinien für die neue strategische Phase

Espagnol

Textos

- Arrigo Cervetto
Guido La Barbera
Renato Pastorino
Renato Pastorino
Antología
LUCHA DE CLASES Y PARTIDO REVOLUCIONARIO
LA DIFÍCIL CUESTIÓN DE LOS TIEMPOS
EL ENVOLTORIO POLÍTICO
EL MUNDO MULTIPOLAR. 1990-1995
EL IMPERIALISMO UNITARIO (I) 1950 - 1967
EL IMPERIALISMO UNITARIO (II) 1959 - 1980
LA NUEVA FASE ESTRATÉGICA
LOTTA COMUNISTA - EL GRUPO ORIGINARIO 1943-1952
LOTTA COMUNISTA - HACIA EL PARTIDO ESTRATEGIA 1953-1965
LOTTA COMUNISTA - EL MODELO BOLCHEVIQUE 1965-1995
EUROPA Y EL ESTADO
CRISIS DEL ORDEN Y PANDEMIA SECULAR
LA TAREA INÉDITA
SU POLÍTICA Y LA NUESTRA
TERRORISMO REACCIONARIO, EUROPEÍSMO
IMPERIALISTA, INTERNACIONALISMO COMUNISTA

Colección Análisis

- Gianluca De Simone
GRAN ORIENTE MEDIO
Crisis y guerras de la nueva fase estratégica
Federico Dalvit
EUROPA EN LAS COLLISIONES GLOBALES
Federico Dalvit Jan Van Langenhove
EUROPA EN LA CRISIS DEL ORDEN
Giulio Motsi
DEMOCRACIA IMPERIALISTA EN CHINA
Donato Bianchi
RUSIA EN GUERRA EN LA CRISIS DEL ORDEN

Biblioteca jóvenes

- Karl Marx
Karl Marx
Karl Marx
Friedrich Engels
Friedrich Engels
Marx-Engels
V. I. Lenin
Arrigo Cervetto
Antología
LAS LUCHAS DE CLASES EN FRANCIA. EL DIECIOCHO BRUMARIO
TRABAJO ASALARIADO Y CAPITAL. SALARIO, PRECIO Y GANANCIA
LA GUERRA CIVIL EN FRANCIA
ANTIDÜHRING
LA SITUACION DE LA CLASE OBRERA EN INGLATERRA
OBRAS ESCOGIDAS
EL IMPERIALISMO FASE SUPERIOR DEL CAPITALISMO
(Esbozo popular)
Cervetto - La teoría marxista de las relaciones internacionales
EL ESTADO Y LA REVOLUCIÓN
Cervetto - La restauración de la teoría marxista
¿QUÉ HACER?
Cervetto - La lucha decisiva
EL IZQUIERDISMO ENFERMEDAD INFANTIL DEL COMUNISMO
Cervetto - El tiempo de la claridad de Lenin
¿QUÍENES SON LOS «AMIGOS DEL PUEBLO?»
Cervetto - La teoría de la política de Lenin
EL SOCIALISMO Y LA GUERRA
LENIN Y LA REVOLUCIÓN CHINA
Lenin - «Material inflamable en la política mundial» y otros escritos
LA ELECCIÓN COMUNISTA

Comprender el presente, cambiar el futuro
NUESTRA LUCHA INTERNACIONALISTA
Orientaciones para la nueva fase estratégica
EL RACISMO ESTÁ EN NUESTRA CASA
UNA CAUSA DE TODA LA HUMANIDAD

Colección Documentos

A cargo de Gian Giacomo Cavicchioli

OCTUBRE DE 1917. 100 AÑOS, 100 MILITANTES DE LA REVOLUCIÓN

A cargo de G. G. Cavicchioli y E. Gianni

1919 LA INTERNACIONAL COMUNISTA
100 AÑOS. 100 MILITANTES DEL PARTIDO MUNDIAL

A cargo de M. Mancini y E. Gianni

1871 LA COMUNA DE PARÍS, 150 AÑOS, LOS MILITANTES DEL CONSEJO DE LA COMUNA
Anthology ENGELS. CIENCIA Y PASIÓN REVOLUCIONARIA

Éditions russes

(Éditions Science Marxiste en collaboration
avec les Éditions Prometey de Saint-Pétersbourg)

Arrigo Cervetto	UNITARNII IMPERIALISM, TOM I
Arrigo Cervetto	UNITARNII IMPERIALISM, TOM II
Arrigo Cervetto	MNOGOPOLIARNI MIR 1990-1995
Arrigo Cervetto	Éditions NOVY PROMETEY – Saint-Pétersbourg – Russie
Arrigo Cervetto	TRUDNIY VOPROS VREMENI
Arrigo Cervetto	POLITIČESKAYA OBOLOČKA
Arrigo Cervetto	METOD E PARTIA-NAUKA
Arrigo Cervetto	KLASSOVAIA BOR'BA I REVOLIUTSIONNAIA PARTIA
Arrigo Cervetto	VSJEMIRNOJE PROTIVOSTOJANIJE
Guido La Barbera	LOTTA COMUNISTA : GRUPPA, STOYAVSCAYA U ISTOKOV (1943-1952)
Guido La Barbera	En annexe biographie politique d'Arrigo Cervetto
Guido La Barbera	et l'ouvrage de Boukharine "Sur la théorie de l'État impérialiste"
Guido La Barbera	LOTTA COMUNISTA: V NAPRAVLENII PARTII STRATEGII (1953-1965)
Guido La Barbera	NOVAYA STRATEGICHESKAYA FAZA
Renato Pastorino	BESPRETSEDETNAYA ZADACHA
Gianluca De Simone	BOLSHOI SREDNIY VOSTOK.
G. G. Cavicchioli	Krizisy i voyny novoy strategicheskoy fazy
Federico Dalvit	OKTYABR 1917 GODA.
Vladimir Nevskiy	100 let. 100 bortsov za revolyutsiyu
Lev Trotsky	EVROPA V GLOBALNIH COLLIZIYAH
Ivan Babouchkine	ISTORA RKP(B). KRATIJ OCHERK
Y. M. Steklov	BALKANI I BALKANSKAYA VOJNA. PERED Istoricheskim Rubezhom
Anthologie	RABOČIJ BOLSHEVIK
Anthologie	PERVYY INTERNACIONAL: MEZHUNARODNOE
Anthologie	TOVARISCHESTVO RABOCHIH 1864-1872
Anthologie	REAKTSIONNYIY TERRORIZM, IMPERIALISTICHESKIY EVROPEIZM,
Anthologie	KOMMUNISTICHESKIY INTERNATSIONALIZM
Anthologie	OBRAZOVANIE KOMMUNISTICHESKOGO
Anthologie	INTERNAZIONALA. MART 1919 GODA
Anthologie	KOMMUNIZMILI VARVARSTVO?
Anthologie	NAŠA INTERNACIONALISTIESKAJA BOR'BA
G. G. Cavicchioli & E. Gianni	Orientiry dlja novoj strategijeskoj fazy
	1919-2019. 100 LET KOMMUNISTIESKOMU INTERNACIONALU:
	100 MILITANTOV MIROVOJ PARTII PROLETARIATA

Éditions brésiliennes

Edições INTERVENÇÃO COMUNISTA – Niterói-RJ. – Brésil

Arrigo Cervetto	LUTAS DE CLASE E PARTIDO REVOLUCIONÁRIO
Arrigo Cervetto	LÊNIN E A REVOLUÇÃO CHINESA
Arrigo Cervetto	Lênin – « Material inflamável na politica mundial » e outros textos
Arrigo Cervetto	A DIFÍCIL QUESTÃO DOS TEMPOS
Arrigo Cervetto	MÉTODO E PARTIDO-CIÊNCIA
Arrigo Cervetto	O INVOLUCRO POLITICO
Lenin	O IMPERIALISMO FASE SUPERIOR DO CAPITALISMO
Guido La Barbera	A NOVA FASE ESTRATÉGICA
	A ESCOLHA COMUNISTA
	A ASCENSÃO IMPERIALISTA DO BRASIL
	Uma análise marxista
	A NOSSA LUTA INTERNACIONALISTA

Éditions grecques

Éditions DIETHNISMOS (Internationalisme), Pirée – Grèce

Anthologie	Ο ΜΥΘΟΣ ΤΟΥ ΚΑΛΗΠΙΚΟΥ ΣΟΣΙΑΛΙΣΜΟΥ (Le mythe du faux socialisme)
Arrigo Cervetto	ΤΑΞΙΚΟΙ ΑΓΩΝΩΝ ΚΑΙ ΕΠΑΝΑΣΤΑΤΙΚΟ ΚΟΜΜΑ (Luttes de classe et parti révolutionnaire)
Arrigo Cervetto	ΤΟ ΔΣΚΟΑΟ ΖΗΤΗΜΑ ΤΩΝ ΧΡΟΝΩΝ (La difficile question des temps)
Renato Pastorino	ΤΟ ΠΙΡΩΤΟΙΝΩΡΟ ΚΑΘΗΚΟΝ (La tâche inédite)
Guido La Barbera	Η ΕΥΡΩΠΗ ΚΑΙ Ο ΠΟΛΕΜΟΣ (L'Europe et la guerre)
Anthologie	Η ΚΟΜΜΟΥΝΙΣΤΙΚΗ ΕΙΠΛΟΓΗ Να καταλάβουμε το παρόν να αλλάξουμε το μέλλον (Le choix communiste)
Anthologie	ΜΙΑ ΥΠΟΘΕΣΗ ΟΛΗΣ ΤΗΣ ΑΝΘΡΩΠΟΤΗΤΑΣ (Une cause de l'humanité tout entière)
Anthologie	ΜΥΘΟΙ ΚΑΙ ΠΟΛΕΜΟΙ ΣΤΙΣ ΜΠΑΝΔΙΕΣ ΤΟΥ ΕΥΡΩΠΑΪΚΟΥ ΙΜΠΕΡΙΑΛΙΣΜΟΥ (Mythes et guerres dans les banlieues de l'impérialisme européen)
Anthologie	1991-2011 : 20 ΧΡΟΝΙΑ ΠΟΥ ΑΛΛΑΞΑΝ ΤΟΝ ΚΟΣΜΟ (1991-2011 : 20 années qui ont ébranlé le monde)
Anthologie	Η ΕΥΡΩΠΗ-ΔΥΝΜΗ : Ο ΕΧΩΡΟΣ ΣΤΟ ΣΠΙΤΙ ΜΑΣ (L'Europe puissance : l'ennemi est chez nous)
Anthologie	Η ΥΛΙΣΤΙΚΗ ΑΝΤΙΔΙΛΗΨΗ ΤΗΣ ΙΣΤΟΡΙΑΣ (La conception matérialiste de l'histoire)
Anthologie	ΧΡΟΝΟΙ ΚΡΙΣΗΣ, ΕΠΙΣΤΡΟΦΗ ΣΤΟΝ ΜΑΡΞ (Années de crise, retour à Marx)
Anthologie	ΤΟ ΠΡΩΤΟ ΠΡΑΚΤΙΚΟ ΒΗΜΑ (Le premier pas pratique)

L'INTERNATIONALISTE

Journal d'analyse marxiste – XXV^e année – N° 295 – Septembre 2024 – 2 € – Opposition internationaliste à la guerre en Ukraine et à la guerre à Gaza

Situation stratégique inédite et dissuasion nucléaire

Une situation stratégique inédite.
C'est ainsi que nous définissons l'état des relations entre les puissances au niveau mondial il y a vingt ans, marqué par l'émergence de la Chine au rang de puissance impérialiste et par le bond en avant qualitatif de la souveraineté européenne grâce à la fédération de l'euro.

Inédit, car il s'agitait de quelque chose sans précédent : stratégique, car il s'agissait des équilibres fondamentaux entre les centrales de l'impérialisme dans les rapports mondiaux entre les puissances. Il va de soi que tout processus réel a sa propre histoire et combine donc des tendances de fond et des constantes historiques, économiques et politiques avec le changement de ces mêmes conditions prédisposantes. Au début du nouveau siècle, cependant, le bouleversement était tel qu'il engendrait une nouvelle phase stratégique. Le processus de développement capitaliste mondial est une tendance scellée et, après la Seconde Guerre mondiale, il s'est définitivement emparé des marchés asiatiques,achevant la mission historique du capital qui nous matrèe à penser. Marx et Engels, avaient déjà identifiée dans le *Manifeste de 1848*. Mais dans les années 1990, puis avec le début du nouveau millénaire, l'apparition en Asie continentale, qui avait été la « région du retard », d'une nouvelle puissance impérialiste, et, avec la naissance d'un géant démographique, était quelque chose d'*inédit*.

Pour mieux dire, le *développement inégal*, tant économique que politique, est une loi du mouvement de l'impérialisme unitaire. Il régit l'ascension de nouvelles puissances et le déclin d'autres puissances, et il est inévitable que, de temps à autre, les nouvelles relations entre les centrales impérialistes soient définies par la force. Dans la première moitié du xx^e siècle, l'irruption de l'Alle-

magne, du Japon et des États-Unis, bouleversant l'ordre international fondé sur l'équilibre européen et sur l'Empire britannique, déboula sur les deux guerres mondiales, allant jusqu'à l'autodestruction de l'Europe et l'anéantissement atomique d'Hiroshima et de Nagasaki. Le Japon représente donc un précédent de l'émergence d'une grande puissance asiatique et des bouleversements de la crise et de la rupture de l'ordre qu'elle a provoqués.

Ce qui est *inédit*, ce sont les propor-

tions de l'impérialisme chinois.

Des dimensions telles que Pékin, aujourd'hui, est presque à égalité avec Washington et l'Union européenne, mais qui l'amèneront demain à dépasser toutes les vieilles puissances additionnées. Voilà ce qui est *inédit*, dans une confrontation multipoaire qui se joue avant tout entre de très grands États et des forces de dimension continentale. Et voilà, par ricochet, le nouveau signe stratégique de l'unité européenne. La vieille Europe, pendant plus de soixante-dix ans, a répondu à la catastrophe de la guerre par l'intégration progressive d'un marché continental unique, avec la CECA, le Marché commun, la CEE et enfin l'Union européenne. Mais l'union politique en 1992 et la fédération de l'euro en 1998 constituent un saut quantique, et une étape *inédite* dans la définition des pouvoirs d'une souveraineté européenne. Certes, elle a été rendue possible par l'implosion de l'URSS et la réunification allemande, mais la centralisation politique est aussi indispensable pour la capacité d'action au nouveau niveau de la confrontation multipoaire, à l'échelle qu'exige l'irruption de la Chine.

Les progrès laborieux de l'UE en tant que *semi-fédération* – combinaison de pouvoirs fédéraux, confédéraux et nationaux – sont

aujourd'hui confrontés pour la troisième ou quatrième fois à la question d'une politique étrangère et de défense commune, après la CED en 1952, la confrontation sur la défense européenne dans les années 1980 et la Convention constitutionnelle au début du nouveau siècle ; mais le résultat des échecs passés est que cela se fait dans l'urgence et même dans la confusion des *guerres de la crise de l'ordre*.

En effet, au cours de ce premier quart de siècle, les conditions de la lutte politique et de la confrontation entre les puissances découlent de cette situation stratégique *inédite*. Au moins depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les caractéristiques du *nouveau cycle politique* dans les vieilles puissances sont *inédites*, un cycle marqué par le ressentiment et les peurs massives répandues parmi la petite bourgeoisie, les couches intermédiaires et même les salariés par les collisions de la mondialisation et des flux migratoires. Surtout après la crise de 2008, les psychologies du déclin ont supplante les mythes optimistes du triomphe du capital mondialisé en Occident ; le protectionnisme et l'interventionnisme de l'Etat ont commencé à éroder le consensus libre-échangeiste vieux de trente ans. Des tensions *inédites* sont déclenchées par la *crise de l'ordre*, au fur et à mesure que la montée en puissance de la Chine se traduit par le réarmement et que les points névralgiques des crises régionales sont stimulés par les nouvelles conditions de la confrontation entre les puissances.

Nous avons déjà noté que la notion de *crise de l'ordre* doit être étendue à l'ordre nucléaire mondial. Le réarmement atomique de Pékin préfigure, pour la prochaine décennie, une situation comprenant au moins trois grandes puissances nucléaires : les États-Unis, la Russie et la Chine.

Cela rend les politiques de dissuasion difficiles à calculer, érode la crédibilité de la dissuasion étatique des États-Unis vis-à-vis de leurs alliés, et a donc des répercussions en Europe, au Japon, dans les autres puissances déjà dotées de l'arme atomique et dans celles qui aspirent à devenir des puissances nucléaires, ainsi que dans les zones de crise – Moyen-Orient, Corée – concernées par la prolifération nucléaire.

Le brouillard de cette situation stratégique *inédite* s'épaissit également autour de la dissuasion nucléaire.

lire la suite à la page suivante

Dans ce numéro :	
Situation stratégique inédite et dissuasion nucléaire	p. 1
Rééquilibrage mondial	p. 2
La crise de la crise du trade mondiale	p. 3
Une décennie cruciale	p. 3
Chroniques européennes	
Rééquilibrage britannique et nouvelles dynamiques européennes	p. 4
Chroniques américaines	
Triplationnisme politique en France	p. 5
Observatoire de l'Europe	
Simulacrum à Barcelone	p. 6
encore	
Les deux votes de Giorgia Meloni	p. 7
La partition de la Palestine et la formation de l'Etat d'Israël	p. 8 et 9
Les élections aux Etats-Unis	
La candidature Harris-Walz révolutionne l'élection présidentielle	p. 10
Les élections aux Etats-Unis	
Mythe Jacksonian pour Trump et Vance	p. 11
Le Brexit et le multi-alignement	p. 12
Tension géopolitique	
Baisse générale de la fécondité	p. 13
Géopolitique	
Shanghai, Guangzhou et Pékin à la tête de la restructuration sociale	p. 14
Chronique au pays des singes	
Début de l'incendie de feu du voisinage indien	p. 15
Genèse tiers-mondiste de la CNUCED	p. 16
Épreuve de vérité pour l'argent facile	p. 17
Le bataillon mondial de l'automobile	
Toyota Motor évite le pâle succès	p. 18
Industrie militaire et défense européenne	
Des missiles pour l'Europe	p. 19
Du jamais vu	p. 20

L'INTERNATIONALISTE *Journal d'analyse marxiste*

Mensuel depuis mars 2000 – e-mail : cercleouvrierparis@gmail.com
Opposition prolétarienne à l'impérialisme européen et à l'impérialisme unitaire

Cet ouvrage a été achevé d'imprimer en septembre 2024
dans les ateliers de Stampa CSC, Milano

Dépôt légal : septembre 2024